1

PRINTED IN THE UNITED STATES OF AMERICA

MICRO

100% COTTON FIBER

MADE IN THE UNITED STATES OF AMERICA

National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, tests publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

HEGEMONIE AU NICARAGUA POST-INSURRECTIONNEL

par

François Fortier

Thèse soumise à la Faculté des
études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention du diplôme
de Maîtrise es Art

Département de science politique

Université Carleton

Ottawa, Ontario

2 mai 1988

© copyright

1988, François Fortier

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-46293-0

HEGEMONY IN POST-INSURRECTIONAL NICARAGUA

by

François Fortier

Thesis submitted to the Faculty
of Graduate studies and Research in partial
fulfilment of the requirements for the degree of
Master of Arts

Department of Political Science

Carleton University

Ottawa, Ontario

May 2, 1988

© copyright

1988, François Fortier

The undersigned recommend to the Faculty of Graduate Studies
and Research acceptance of the thesis

HEGEMONIE AU NICARAGUA POST-INSURRECTIONNEL

submitted by Francois Fortier, B.Sc.
in partial fulfilment of the requirements for
the degree of Master of Arts

Thesis Supervisors

Chairman, Department of Political Science

Carleton University

June 7, 1988

RÉSUMÉ

Ce mémoire se veut un exercice d'analyse socio-politique s'appuyant sur une conceptualisation structuraliste et marxiste. En étudiant le cas du Nicaragua depuis 1979, nous tentons de saisir l'évolution des rapports de forces politiques selon cinq catégories de pouvoir: 1) politico-institutionnel; 2) économique; 3) socio-politique; 4) idéologique; et 5) répressif.

La société nicaraguayenne est le théâtre de luttes intenses entre des acteurs cherchant l'hégémonie de leur projet de société respectif. Pour chacune des catégories définies, nous examinons les conditions de lutte, s'intéressant notamment aux acteurs, aux intérêts, aux ressources, aux appuis, ainsi qu'à l'évolution des stratégies ayant mis ces éléments en relation les uns aux autres.

Enfin, nous décrivons la condition globale des combats politiques pour vérifier notre hypothèse générale, selon laquelle le projet sandiniste de transition d'un mode de production capitaliste vers un mode de production socialiste a été sévèrement ralenti par la réaction contre-révolutionnaire post-insurrectionnelle.

ABSTRACT

Here is an exercise of socio-political analysis based on a structuralist and marxist conceptualization. Studying the case of Nicaragua since 1979, we try to understand the evolution of political relations by considering five categories of power: 1) politico-institutional; 2) economic; 3) socio-political; 4) ideological; and 5) repressive.

The Nicaraguan society is the theater of intense struggles between actors seeking the hegemony of their respective project of society. For each of the defined categories, we examine their conditions of struggle, especially considering actors, interests, resources, supports, as well as the strategies putting them in relation to one another.

Finally, we try to describe the global condition of political struggles, in order to verify our general hypothesis according to which the Sandinista project of transition of a capitalist mode of production to a socialist one has been severely delayed by the post-insurrectional counter-revolutionary reaction.

REMERCIEMENTS

La liste de ceux et celles que je veux assurer de ma reconnaissance est fort longue... Elle commence par mes parents qui ont, pour une large part, fait de moi ce que je suis, et m'ont apporté, tout au long de mes études, leur appui moral et matériel.

Viennent ensuite nombre d'amis/es, que je ne peux tous et toutes nommer, mais desquels/elles l'appui fut indispensable. Mentionnons néanmoins les camarades Dominic Caouette et Hélène Pellerin, dont la complicité des trois dernières années fut des plus stimulantes. Bien sûr, je tiens à remercier tout particulièrement mon directeur de thèse, N.H. Chi, et mon co-directeur, Alain Gagnon, pour leurs précieux conseils et leurs critiques constructives.

Je veux également mentionner tous ceux et toutes celles qui m'ont aidé à planifier et réaliser mes recherches au Nicaragua, dont Fred Jodson, Jim Albert, Juan Valverde, Marc Cook, Isabelle Dumas, Jean Daudielin, Luis Serra, Richard Sholk, Kent Norsworthy, Pierre Deshaies, Roland et les autres de l'INIES, et bien sûr Claudia Luengas et Carlos Heredia à Mexico.

Merci également à mon Grand-père, pour son appui incessant, à ma soeur et encore une fois à mon père pour les corrections d'épreuves. Enfin, merci également, et tout spécialement, à Isabelle, ma compagne, pour son aide, ses encouragements, sa patience, sa foi, et son amour.

TABLE DES MATIERES

SYNTHESE / ABSTRACT	ii
REMERCIEMENTS	iii
TABLE DES MATIERES	iv
LISTE DES FIGURES	viii
INTRODUCTION	1
A. Hypothèse	1
B. Considérations épistémologiques	3
1. Postulats ontologiques et idéologiques	3
2. Approche méthodologique	5
I. PROBLÉMATIQUE	8
A. Des théories des révolutions	8
1. Les analyses fonctionnalistes	9
2. Les analyses structuralistes	17
B. Cadre conceptuel	22
1. Le matérialisme historique face à la dépendance	22
a. Epistémologie marxiste	22
1) Forces productives	25
2) Rapports de production	25
3) Rapports sociaux de production	27
4) Rapports sociaux	30
5) L'Etat	31
a) Institutions politiques	32
b) L'appareil idéologique d'Etat	33
c) L'appareil répressif d'Etat	35
d) L'appareil économique d'Etat	35
6) Sur le concept d'hégémonie	36
b. Epistémologie marxiste et sociétés dépendantes	37
1) La conquête impériale	39
2) La désarticulation	40
3) Le développement dépendant	42
C. Cadre analytique	44
1. Rapports de forces politico-institutionnels	44
2. Rapports de forces économiques	44
3. Rapports de forces socio-politiques	46
4. Rapports de forces idéologiques	47
5. Rapports de forces répressifs	47

II. LE NICARAGUA PRÉ-INSURRECTIONNEL

A. Géographie du Nicaragua	52
B. Histoire économique	53
1. De la colonisation à Zelaya	53
2. De Somoza García au terremoto de 1972	54
C. Histoire politique	57
D. Acteurs socio-politiques nicaraguayens	67
1. Le <i>Frente Sandinista de Liberación Nacional</i>	68
2. Les bourgeoisies nicaraguayenne et internationale	71
3. L'Eglise catholique	73
4. Les communautés autochtones de la côte atlantique	73
E. Le Nicaragua d'aujourd'hui	74

III. LUTTE HEGEMONIQUE POLITICO-INSTITUTIONNELLE 79

A. Etablissement de l'hégémonie sandiniste de 1979 à 1984	79
1. Domination sandiniste de la JGRN	80
2. Les Sandinistes dans la bureaucratie	83
3. Le FSLN et le pouvoir législatif	88
B. Institutionnalisation et hégémonie sandiniste	90
1. Du <i>Consejo de Estado</i> à la <i>Asamblea Nacional</i>	90
2. Faiblesse de l'opposition interne	93
3. Cooptation de certains acteurs autochtones	95
Conclusion	97

IV. LUTTE HEGEMONIQUE ECONOMIQUE 101

A. Les leviers économiques sandinistes	101
1. Mise en place de l'appareil économique d'Etat	102
2. Domination sandiniste de l'appareil économique d'Etat	105
B. Impact réel des leviers économiques sandinistes	109
1. Conditions économiques post-insurrectionnelles	110
2. Caractéristiques du projet socialiste sandiniste	111
3. Réaction économique de la contre-révolution bourgeoise	116
4. Dépendance et agression económico-militaire	119
Conclusion	124

V. LUTTE HEGEMONIQUE SOCIO-POLITIQUE	127
A. Hégémonie et organisations sociales sandinistes	127
1. Base des appuis socio-politiques au sandinisme	128
2. Les «organisations de masse» sandinistes	132
B. Dynamique des organisations sociales	138
1. Déclin des organisations sandinistes	138
2. Montée des organisations oppositionnelles	143
Conclusion	149
VI. LUTTE HEGEMONIQUE IDEOLOGIQUE	152
A. Des conditions de lutte favorables aux Sandinistes	153
1. Au lendemain de l'insurrection	153
2. L'appareil idéologique d'Etat	154
3. Les appuis au sandinisme	154
4. L'opposition muselée	158
B. L'ouverture sandiniste face à l'opposition	159
1. L'«appareil idéologique» de l'opposition	159
2. L'ouverture sandiniste	164
Conclusion	165
VII. LUTTE HEGEMONIQUE REPRESSIVE	169
A. L'appareil répressif de l'Etat sandiniste	169
1. Le ministère de la défense	169
2. Les ministères de l'intérieur et de la justice	171
B. La stratégie sandiniste face au développement du conflit	173
C. Faiblesses organisationnelles de l'opposition armée	176
1. Des projets sociaux différents	177
a. L'opposition armée contra	177
b. L'opposition armée autochtone	183
2. Lutttes internes de pouvoir	185
Conclusion	188

CONCLUSION	190
A. Le cadre théorique	190
B. Les hypothèses de la démonstration	191
V. Vérification de l'hypothèse générale	194
ANNEXES	199
ANNEXE 1: Données statistiques sur l'Amérique centrale	200
ANNEXE 2: Glossaire des abréviations	202
ANNEXE 3: Cartes du Nicaragua	211
BIBLIOGRAPHIE	212
A. Cadre conceptuel	212
B. Nicaragua	214
1. Documents officiels	214
2. Monographies et articles	214
3. Périodiques utilisés	221

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 - Seconde génération des théories des révolutions	16
FIGURE 2 - Structure sociale selon l'analyse marxiste classique	21
FIGURE 3 - Structure sociale selon l'analyse marxiste	24
FIGURE 4 - Caractéristiques des classes	30
FIGURE 5 - Les cinq champs de lutte hégémonique	45
FIGURE 6 - Illustration des champs de lutte hégémonique	49
FIGURE 7 - Structure économique en 1978	76
FIGURE 8 - Distribution des revenus personnels (1977)	76
FIGURE 9 - Indicateurs sociaux comparés ($\pm$ 1979)	77
FIGURE 10 - Force de travail selon les classes sociales	78
FIGURE 11 - Structure politique pré-constitutionnelle	81
FIGURE 12 - Structure politique post-constitutionnelle	81
FIGURE 13 - Les postes gouvernementaux des membres du DNC	84
FIGURE 14 - Evolution de la composition du cabinet ministériel	86
FIGURE 15 - Composition du Conseil d'Etat (1982-1983)	89
FIGURE 16 - Résultats électoraux	91
FIGURE 17 - Appareil économique d'Etat (1984)	103
FIGURE 18 - Mouvement de capital et balance des paiements	110
FIGURE 19 - Poids des différentes formes de propriété	116
FIGURE 20 - Distribution du PIB par secteur de propriété	116
FIGURE 21 - Variation des prix de certaines denrées	119
FIGURE 22 - Aide financière internationale (1976-1983)	121
FIGURE 23 - Coûts économiques de la guerre de contra	123
FIGURE 24 - Le mouvement syndical au Nicaragua	130
FIGURE 25 - Appareil idéologique d'Etat (1984)	155
FIGURE 26 - Chronologie des lois d'urgence	157
FIGURE 27 - Appareil répressif d'Etat	169
FIGURE 28 - Evolution des groupes armés contre-révolutionnaires	178
FIGURE 29 - Tableau cumulatif de pertes dues à la guerre	181
FIGURE 30 - Schématisation de l'articulation des cinq champs	196

INTRODUCTION

A. Hypothèse

Notre imagination crée de l'Amérique latine des idées plutôt variées. L'une d'elles, c'est la république de bananes: un pays couvert de jungles humides au feuillage dense et aux bestioles répugnantes; un pays aux interminables troubles politiques, où les coups d'État se bouscoulent, et où la misère des uns fait la richesse des autres.

Vers la fin de la décennie 1970, nous n'avions guère plus du Nicaragua que cette image à la fois exotique et tragique. Brusquement, ce pays devint le théâtre d'événements socio-politiques allant au delà des traditionnels coups d'État, et devant résonner sur tout le continent américain. Le Nicaragua vivait alors des révolutions, d'abord politique, puis sociale. Que d'être en révolution impliquait de fortes tensions, mettant en opposition des acteurs puissants, luttant pour un enjeu des plus importants: la définition du mode de production, avec ce que cela implique quant au contrôle de l'accumulation.

Le présent mémoire s'intéresse à ce choc politique et social vécu au Nicaragua, notamment après 1979. Ce que nous ferons, c'est de scruter les mécanismes d'articulation politique du pays. Notre question de départ est de savoir si les *Sandinistes* ont le pouvoir nécessaire pour développer leur projet révolutionnaire. Nous décrirons et analyserons la structure mettant en relation les acteurs sociaux cherchant à orienter la définition de la nouvelle société. Ces acteurs peuvent présenter des projets de sociétés diamétralement opposés. L'enjeu ultime de ces projets de société, c'est la définition du mode de production. Ce qui est important pour la détermination de ces derniers, c'est le contrôle de l'accumulation, soit le surplus de la production sociétale allant servir à la reproduction et la production de la communauté.¹

¹ Notons ici l'acception particulière des noms *reproduction* et *production*. La reproduction est celle de la structure sociale (voir de l'ordre établi), par divers mécanismes, tels la reproduction des forces productives, des rapports de production, des rapports sociaux, et ce par le biais de l'idéologie, de la contrainte physique, ou des lois du marché. La production est entendue comme la *création*, ou la *transformation* de l'ordre social. Une société peut ainsi n'être qu'en reproduction, sans aucune transformation. Elle peut au contraire connaître à la fois

Pour guider notre étude de la scène politique nicaraguayenne pendant cette période révolutionnaire, nous présentons ici une hypothèse générale, devant être détaillée par des hypothèses particulières dans chacun des chapitres. Ce que nous chercherons à vérifier, c'est que *le projet sandiniste de transition d'un mode de production capitaliste vers un mode de production socialiste a été sévèrement ralenti par la réaction contre-révolutionnaire post-insurrectionnelle.*

L'hypothèse laisse entendre que le mémoire de recherche sera divisé en sections correspondant à divers champs de rapports de forces (ou luttes pour l'hégémonie). Ces champs, formant chacun un chapitre, sont ceux de: 1) l'hégémonie politico-institutionnelle; 2) l'hégémonie économique; 3) l'hégémonie socio-politique; 4) l'hégémonie idéologique; et 5) l'hégémonie militaire.² Des hypothèses relatives à chacun des champs seront présentées au début des chapitres, tentant dans tous les cas d'établir le niveau relatif d'hégémonie des acteurs en présence.

Avant de procéder à l'étude des luttes pour l'hégémonie selon les divisions données, le chapitre II couvrira rapidement l'évolution de la structure socio-économique du Nicaragua, pour en venir à une description globale du processus révolutionnaire pré-insurrectionnel, ainsi qu'à dresser le portrait de la situation d'ensemble du pays depuis juillet 1979.

Mais auparavant, il convient de préciser la problématique de la recherche. En premier lieu, nous mettrons à nu nos postulats ontologiques et idéologiques (plutôt que de les nier, comme le font certains sociologues aspirant à l'objectivité absolue...). Nous examinerons ensuite les cadres conceptuel et analytique: le premier concernant l'approche sociologique employée (dont une revue de la littérature des théories des révolutions), et le second la grille d'analyse.

la reproduction de son ordre, tout en portant des facteurs de changements, étant ainsi en évolution ou en révolution. C'est dans ces cas que Touraine parlera d'*historicité*, i.e. l'«[a]ction exercée par la société, à partir de son activité, sur ses pratiques sociales et culturelles, par la combinaison de trois composantes: le mode de connaissance, qui constitue une image de la société et de la nature, l'accumulation qui prélève une partie du produit disponible et le modèle culturel qui saisit et interprète la capacité d'action de la société sur elle-même.» TOURAINE, Alain, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973. 531.

² Nous reviendrons plus loin sur la définition de chacun de ces champs.

B. Considérations épistémologiques

1. Postulats ontologiques et idéologiques

Allons droit au but. Nos postulats ontologiques sont existentialistes et athés. Nous croyons que l'humain est maître de son histoire, mais en fonction de limites imposées par son environnement, tel que le précisait Marx dans Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte:

Men make their own history, but they do not make it just as they please; they do not make it under circumstances chosen by themselves, but under given circumstances directly encountered and inherited from the past. The tradition of all the generations of the dead weights like a nightmare on the brain of the living.³

Notre seule valeur fondamentale, c'est donc la liberté (celle d'autrui comme la nôtre). Mais la liberté existentialiste implique également le respect; elle est liée à la négation de l'égoïsme. Si nous avons une cause, c'est donc de lutter contre cet égoïsme. Nous ne nous faisons pas d'illusion: nous ne retrouverons sans doute jamais le *paradis perdu*, et l'égoïsme subsistera à différents degrés. Le défi est donc de lui faire perdre du terrain, de le pousser à l'atrophie.

Là s'arrête, nous l'espérons, notre croyance. C'est avec la science que nous poursuivrons notre quête de savoir. La science est un mode de connaissance comme tant d'autres, sans doute ni meilleur ni pire, mais avec lequel nous nous sentons à l'aise. Il n'est pas parfait, et ne donne pas plus la Vérité que d'autres modes de connaissance. La Vérité étant de toute façon plus sociale que rationnelle ou divine... Mais puisqu'il nous en faut une, c'est cette logique cartésienne du processus scientifique d'investigation du monde 'réel' que nous adoptons. Nous voilà situé ontologiquement.

Nous devons aussi, dès le départ, nous situer idéologiquement. Notre vision utopique d'une organisation sociale satisfaisant la liberté humaine (tels que notre ontologie existentialiste l'envisage) est résolument socialiste. C'est-à-dire, une formation sociale où la propriété des biens de production est collective et l'accumulation contrôlée par un

³ MARX, Karl, The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte, Peking, Foreign Languages Press, 1978. 9.

processus décisionnel démocratique populaire.⁴

Qui plus est, nous sommes aussi anarchiste,⁵ dans la mesure où l'État représente toujours un acteur contraignant, régulateur de la vie sociale, et nécessairement hégémonique puisque placé, en apparence, au delà de la société civile. Néanmoins, l'État ne peut disparaître que dans une société non classiste, sans quoi son absence n'est que symptomatique d'une forme non-politique de domination, c'est-à-dire essentiellement économique ou idéologique. Ainsi, le féodalisme se passait d'État, mais n'en demeurait pas moins un mode de production classiste. De même en est-il de l'anarchisme néo-libéral, pour qui l'État n'est qu'une entrave à la dictature économique de la classe dominante.

Conscient de ces limites, nous nous refusons à imposer une vision idéaliste à des processus socio-politiques bien concrets. De ces processus dépendent des enjeux vitaux pour certains acteurs politiques, notamment des classes, groupes ou individus exploités et opprimés.

De plus, la révolution nicaraguayenne, comme toute autre sans doute, se veut une révolution profondément morale, valorisant ainsi le concept de l'«homme nouveau». Certains s'en horrifient, voyant là l'utopie au pouvoir tentant de chasser le naturel. Pourtant, cette expérience n'a rien d'exceptionnelle: l'«humain nouveau» des pays capitalistes avancés est aujourd'hui un néo-libéral, homme d'affaires à succès, atteignant

⁴ Ici, la notion de *démocratie*, ou de *démocratisation*, se comprend sous deux aspects: premièrement, selon un processus de décentralisation du contrôle de l'accumulation *vers les classes laborieuses* (c'est l'aspect politique). Ce concept ne se limite donc pas au pluralisme politique institutionnel tel que perçu par les démocrates libéraux. L'utopie souhaiterait ainsi l'abolition des classes sociales, puisqu'il deviendrait superflu de parler de bourgeoisie (ou de classe dominante) lorsque cette classe ne serait plus propriétaire des biens de production, et ne contrôlerait plus l'accumulation. Si l'abolition des classes demeure une utopie, la démocratisation n'en reste pas moins bien réelle: la classe dirigeante socialiste d'une démocratie populaire ne doit être légitimée que par le support des classes laborieuses non aliénées. Du coup, la démocratisation révèle une seconde facette (économique celle-là): la déconcentration du pouvoir économique. Il ne s'agit pas là d'une redistribution forcée et superficielle des produits de la production, mais du contrôle, par les producteurs directs, de leurs moyens de production et, conséquemment, de leur production. Les éléments politiques et économiques sont ainsi, par cette acception de démocratie, intimement liés.

⁵ Ce que nous ne croyons pas être contradictoire avec le socialisme, puisque ce dernier n'est pas, pour nous, une caractéristique du pouvoir étatique, sinon de l'organisation sociale, avec ou sans État.

l'«excellence»... Au Nicaragua, l'«humain nouveau» est plutôt socialiste que libéral, plutôt égalitariste qu'excellent, plutôt communiste qu'individualiste. Ni l'une ni l'autre des ces morales n'est «naturelle»; mais plus simplement culturelle. La «morale révolutionnaire» sandiniste s'approchant plus de nos postulats existentialistes que le néo-libéralisme, nous avons donc pour elle, *a priori*, un préjugé favorable.

Ainsi, nous ne croyons pas prostituer la science au bordel des «intellectuels organiques», comme le disent si juteusement certains critiques du marxisme. De plus, nous pensons certainement éviter l'onanisme narcissique de ces critiques se réclamant de l'objectivité scientifique... servant d'ailleurs l'ordre établi plus que le savoir cartésien.

2. Approche méthodologique

La science politique, telle qu'elle est généralement perçue, est certainement insuffisante pour illustrer l'ensemble des processus politiques d'une quelconque société et, à plus forte raison, de sociétés non-occidentales. Il nous faut donc faire appel à des disciplines connexes, dont notamment la sociologie et l'anthropologie. Ainsi, peut-être, pouvons-nous établir une image plus conforme à la «réalité», celle d'un système d'articulation de pouvoirs politiques et économiques échappant à notre vision trop souvent ethnocentrique d'environnements socio-politiques que nous connaissons mal.

Mais de quelle approche sociologique allons-nous partir? L'analyse strictement politique (i.e. des mécanismes institutionnels ou non du système politique et de l'Etat) fait bien le jeu de la bourgeoisie, elle qui domine économiquement les rapports de production, au moyen du contrôle des biens de production. Le pouvoir économique de la bourgeoisie est donc absent de l'analyse strictement politique. L'analyse socio-politique, par contre, révèle des enjeux de la domination tant économique que politique, lesquels, répétons-le, sont extérieurs à l'analyse politique *stricto sensu*. Ce que cette analyse ne fait pas, c'est de révéler la dictature économique, celle des «casernes» de Wall Street sur les *barrios* de Harlem...

Il convient peut-être de chercher à définir, ne serait-ce que provisoirement, ce qu'est la sociologie. En quelques mots: l'étude de rapports entre rôles humains. Décortiquons ces quelques concepts. Puisque

nous parlons d'étude, la sociologie est, ou au moins a la prétention d'être, une science, c'est-à-dire un discours rationnel se fondant sur la logique cartésienne pour appréhender le réel. Les objets de cette étude sont des rapports. Ce sont donc des liens, mettant en relation des acteurs, auxquels nous nous intéressons.

Nous désignons par «relation» sociale le comportement de plusieurs individus en tant que, par son contenu significatif, celui des uns se règle sur celui des autres et s'oriente en conséquence.*

A fortiori, il nous faut également saisir la nature de ces acteurs, les ressources dont ils disposent, leur développement historique, etc. Mais dans notre définition de la sociologie, nous parlons de *rôles humains*, et non d'acteurs. C'est que le concept d'acteur est plutôt vague: il ne s'agit pas d'individu, mais bien de rôles sociaux remplis individuellement ou collectivement.

Comme apprenti sociologue du politique, nous allons tenter de procéder à l'analyse critique de phénomènes politiques vécus par une nation se retrouvant aujourd'hui dans une conjoncture des plus difficiles. C'est donc avec cette conjoncture en tête (et nous le rappellerons) qu'il faut saisir la situation et l'évolution politique au Nicaragua post-insurrectionnel.

Mais c'est ici qu'apparaît l'une des grandes difficultés d'étudier le Nicaragua d'aujourd'hui. L'immédiateté des enjeux et l'ampleur des efforts déployés de part et d'autre pour les exporter rendent très difficile le travail d'analyse sociologique. D'une part, le gouvernement sandiniste jouit souvent à l'étranger d'un appui peu critique grâce à ses politiques populistes. La perfection n'est pas de ce monde, et cela tient pour les Sandinistes. Un tel excès de ferveur nuit trop souvent à une critique constructive d'une expérience sociale portant les espoirs d'une bonne partie de la Gauche.

D'autre part, le Nicaragua tout entier, et le gouvernement sandiniste en particulier, ont été victimes de multiples agressions, notamment d'une partie de son ancienne classe dominante (réagissant à la perte de ses biens et privilèges) et de la classe dominante étatsunienne, au contrôle de l'exécutif de ce pays. Ces groupes ont procédé à un sabotage systématique des entreprises de l'Etat révolutionnaire, ainsi qu'à une

* WEBER, Max, Économie et société, Paris, Plon, 1971. 24.

campagne internationale de discrédit puissamment articulée. D'ailleurs, l'intelligentsia de la nouvelle droite a marqué des points: ses héros sont les «intellectuels non-organiques» ayant reconnu leur «naïveté passée», mais désormais imbus de l'illumination scientifique rationnelle et objective du libéralisme... Ainsi, moult d'anciens pro-Sandinistes sont aujourd'hui des libéraux désenchantés.⁷

C'est donc dans ce labyrinthe, entre l'euphorie et la conspiration, entre un Nicaragua rédempteur des *damnés de la terre* et un Nicaragua démon du totalitarisme léniniste prétorien, entre le Bien et le Mal, que nous allons tenter d'analyser, avec notre indéchargable bagage d'ethnocentrisme, la situation et le développement des mécanismes politiques au Nicaragua d'après 1979.

Nous allons donc chercher à concrétiser cette interprétation sociologique des forces politiques par des apports hétérogènes de sources secondaires et primaires, s'intégrant dans une grille d'analyse couvrant elle-même des faits sociaux très vastes. Cette approche peut sembler trop générale, embrassant trop de phénomènes alors qu'elle ne permet d'en approfondir aucun. Notons à ce propos que nous présentons un *mémoire*, et non une *thèse*. Il s'agit donc d'une couverture d'ensemble de la situation, et non d'une démonstration formelle d'un fait de l'articulation politique.

Notons enfin, et ne nous en cachons pas, que nos recherches sont également un «trip» bien personnel: nous aimons la sociologie. Cependant, les résultats de telles recherches sont souvent plus dangereux qu'utiles: ils servent plus facilement l'opprimeur que les opprimés. La science (surtout sociale) n'est donc rien pour elle-même: en tant que connaissance, elle est forcément pouvoir, pouvoir de contrôle ou pouvoir de libération. Espérons seulement que si elle sert à quelque chose, ce sera pour ce second pouvoir.

⁷ A ce sujet, voir notamment MARCHETTI, Peter, «Nicaragua and the Disenchanted Liberals», pp. 23-32 in ROSSET, Peter, et John VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished Revolution*, New York, Grove Press, 1986.

I. PROBLÉMATIQUE

Un problème méthodologique commun aux travaux des sciences sociales, est l'absence d'un paradigme analytique sur lequel établir nos bases épistémiques. Avant de procéder à notre étude de cas, il nous faut donc, tant bien que mal, établir nos propres cadres conceptuel et analytique.¹

Notre approche s'appuie essentiellement sur différents courants de sociologie marxiste. Nous établirons clairement quels sont nos postulats, et comment nous procéderons à la vérification de nos hypothèses. Néanmoins, nous croyons pertinent de passer rapidement en revue certains travaux théoriques s'intéressant spécifiquement aux processus révolutionnaires. Nous espérons ainsi justifier notre propre orientation épistémique, tout en la situant dans l'ensemble des travaux sociologiques s'intéressant aux révolutions.

A. Des théories des révolutions

Au cours du XX^e siècle, et plus particulièrement depuis 1960, de nombreux/ses théoriciens/nes se sont intéressés/es aux processus révolutionnaires. Ils et elles ont tenté d'établir des lois plus ou moins générales pouvant expliquer tant les causes que les résultats de ce phénomène social souvent brutal et rapide, mais toujours profond, que sont les révolutions.

L'on peut établir trois générations de ces théories des révolutions.² La première se situe plus au moins entre 1900 et 1940. Ces «théories» étaient essentiellement descriptives, basées sur l'identification de phénomènes apparemment récurrents, mais n'offraient aucun contenu analytique pouvant illustrer des liens de causalité.³ La seconde génération, d'entre 1940 et 1975, est celle de la psycho-sociologie, du structuro-fonction-

¹ Par la description du cadre conceptuel, nous entendons procéder à la définition des postulats et concepts devant fonder nos bases épistémiques de recherche. Par cadre analytique, nous entendons plutôt définir les règles méthodologiques guidant la vérification de nos hypothèses.

² GOLDSTONE, Jack A., «Theories of Revolution: The Third Generation», *World Politics*, 32 no 3 (avril 1980): 425-453.

³ Les principaux auteurs de cet époque sont LeBon, Ellwood, Sorokin, Edwards, Lederer, Pettie and Brinton.

nalisme, et du pluralisme du courant étatsunien.⁴ Enfin, la troisième génération présente une approche plus historique, et s'intéresse aux processus révolutionnaires tant pré- que post-insurrectionnels.⁵

1. Les analyses fonctionnalistes

En fait, une bonne partie de ces théories catégorise plus ou moins ouvertement les révolutions comme de malheureux déséquilibres, soit conjoncturels, structurels, ou psychologiques. Du même coup, ces théories délégitiment les processus révolutionnaires et les mouvements sociaux les portant, ne faisant d'eux que des accidents dysfonctionnels, ne pouvant trouver leur source dans le développement normal des mécanismes sociaux. Nous allons ici brièvement étudier, de façon critique, les travaux de Chalmers Johnson, Ted Robert Gurr, James C. Davies, et Charles Tilly.

Dans Revolutionary Change,⁶ Johnson utilise un cadre d'analyse struturo-fonctionnaliste, basé sur la notion de système selon Talcott Parsons. Pour Johnson, les sociétés sont...

systems whose smooth functioning depends on maintaining an equilibrium both in the total flow of demands and resources between the system and its environment, and between the various subsystems - polity, economy, status, and culture (or value system) - that make up the social system.⁷

Conséquemment, tout élément dont les demandes surchargent le système risque de le déséquilibrer, de le rendre dysfonctionnel, ce qui le menace de désordre, et éventuellement de révolution. De ce point de vue, il n'y a donc rien d'intrinsèque au système qui puisse mener à une révolution sociale, sinon un élément dysfonctionnel, tel une maladie affecterait un organisme biologique autrement immortel.

Johnson définit une révolution comme une utilisation de la violence pour amener des changements sociaux structurels. Une révolution survient quand un système de valeur est remplacé par un autre.

⁴ Dont Davies, Gurr, Tilly, Johnson, Smelser et Huntington.

⁵ Ici, d'importants auteurs sont Paige, Trimberger, Skócpol, et Eisenstadt.

⁶ JOHNSON, Chalmers, Revolutionary Change, Stanford, Stanford University Press, 1982 (première édition 1966).

⁷ GOLDSTONE, «Theories of Revolution...», 428.

it is the purposive use of a strategy of violence to effect a change in social structures... However, these cross-purposes concerning structural change do not arise in a system that enjoys homeostatic equilibrium. These arise only in the dysfunctional social system, the one whose values do not synchronize with its division of labor.⁹

L'auteur définit les *changements homéostatiques* comme le «processes within the body [that] control and counteract variations which would destroy the system if they exceeded more than a limited range.»⁹ Ces ajustements homéostatiques permettent donc des changements superficiels ou structurels non-révolutionnaires. Les révolutions surviennent seulement si ces mécanismes sont surchargés et incapables, pour diverses raisons conjoncturelles, d'accomplir leur fonction.

Selon cette vision de la dynamique sociale, des dysfonctions émergent essentiellement de l'incapacité des élites à accomplir une ou plusieurs des fonctions parsoniennes de persistance: 1) «pattern maintenance» (socialisation); 2) adaptation à l'environnement (roles et normes des activités économiques, tels des changements dans le marché, la technologie, ou les institutions); 3) «goal attainment» (par exemple, les entreprises cherchent à faire de l'argent, les écoles à éduquer, etc.); et 4) intégration et contrôle social (par des stimulations positives ou négatives).

La marge d'action d'une élite confrontée à une «power deflation» (une crise pouvant mener, potentiellement, à une révolution) varie de *changements conservateurs* (changements homéostatiques structurels) à l'intransigeance totale. L'application avec succès de changements conservateurs dépend de deux facteurs: «the elite familiarity with social conditions, and its ability to determine which elements of the value structure are indispensable to the continuity of the culture.»¹⁰ Le *New Deal* étatsunien et le retour de l'Espagne à la démocratie parlementaire sont donnés comme exemples de changements structurels conservateurs. Enfin, Johnson propose que «the incompetent policies of an elite are more often the result of its isolation than of its antisocial inten-

⁹ Ibid. 59.

⁹ Ibid. 55.

¹⁰ Ibid. 96.

tions.»¹¹

Un autre élément à mentionner est la perception qu'a Johnson de l'idéologie. Il la définit, non comme un système de valeur présent en toute culture, mais comme un ensemble (circonstantiel et éphémère) de valeurs ayant des fonctions spécifiques.

[An ideology is] an alternative value structure, one that become salient only under disequilibrated conditions and is addressed to these conditions. An ideology, in this sense, may evolve into a value structure if it is instrumental in resynchronizing the system; but as an ideology, it is always a challenger, an alternative paradigm of values or a 'counter-culture'.¹²

Il ne subsiste pas de doute quant à la vision qu'a Johnson des révolutions: l'état normal d'une société est stable, et les éléments du système social interagissent fonctionnellement. Mais lorsque survient un élément dysfonctionnel, les idéologies révolutionnaires ont la possibilité d'infiltrer un nouveau système de valeurs dans la société désormais déséquilibrée. Ces systèmes de valeurs «opportunistes» sont «created by people who may be motivated by personal psychological needs, life experiences, disequilibrium, induced tensions, or a combination of all these.»¹³

Dans Why Men Rebel,¹⁴ Ted Robert Gurr utilise un cadre analytique basé sur les théories psycho-sociologiques des approches behavioralistes. Signalons dès maintenant notre critique quant à la confusion des objets et des méthodes de la psychologie à ceux de la sociologie:

Insérée dans l'explication sociologique, la psychologie est le refuge par excellence de l'intuition, du sens commun. [...] la psychosociologie ramène tout à la somme des parties, la société à une somme d'individus. Or, une société n'est pas plus un rassemblement de psychologies que le végétal ou l'animal ne seraient un rassemblement de minéraux.¹⁵

Dans son analyse de la condition psychologique d'une communauté,

¹¹ Ibid. 99.

¹² Ibid. 85.

¹³ Ibid. 88.

¹⁴ GURR, Ted Robert, Why Men Rebel, Princeton, Princeton University Press, 1970.

¹⁵ COT, Jean-Pierre et Jean-Pierre MOUNIER, Pour une sociologie politique, tome I, Paris, Seuil, 1974. 35 et 37.

Gurr s'approche de James Davies¹⁶ qui considère que si les espoirs d'une époque prospère sont déçus par une période de brusque récession,¹⁷ la situation est potentiellement révolutionnaire.

L'objectif de Gurr est d'établir une théorie de la violence politique, en partant de trois questions:

1. What are the psychological and social sources of the potential for collective violence;
2. What determines the extent to which that potential is focused on political system;
3. What society conditions affect the magnitude and form, and hence the consequences, of violence.¹⁸

Le postulat psycho-sociologique de Gurr, basé sur la frustration et l'agression, est que «the greater the frustration, the greater the quantity of aggression against the source of frustration».¹⁹ Il pose alors son hypothèse centrale: «the greater the intensity of deprivation, the greater the magnitude of violence.»²⁰

L'objet d'analyse est donc l'esprit des masses. Une révolution survient lorsqu'un certain niveau de frustration est atteint parmi une population (alors consciente de ses privations), et que cette frustration est canalisée vers l'État. Les causes d'instabilités sociales menant aux révolutions sont donc cherchées parmi certaines caractéristiques des sociétés en changement: effets de la modernisation; récession économique à court terme; manque d'ouverture économique ou politique; etc.²¹ Ces phénomènes participent tous à une diminution du bien-être, du pouvoir, ou des valeurs relationnelles («interpersonal values»).²² Mais voilà peut-être la principale faiblesse de l'approche de Gurr: il postule que ces phénomènes sont source de troubles sociaux, sans toutefois soumettre cette

¹⁶ DAVIES, James, «Towards a Theory of Revolution», pp. 78-96, in CHENG, Ye-Lin (ed.), The Sociology of Revolution, Chicago, Henry Regnery Company, 1973.

¹⁷ Mise sur graphique, cette hypothèse prend son nom de «J-curve».

¹⁸ GURR, Why Men Rebel..., 8.

¹⁹ Ibid., 9.

²⁰ Idem.

²¹ GOLDSTONE, «Theories of Revolution...», 422-423.

²² GURR, Why Men Rebel..., 70.

affirmation à une vérification formelle.

Pour évaluer le niveau de frustration, Gurr utilise la notion de *privation relative* («relative deprivation»), constituant dès lors sa variable clé.

[Relative deprivation is] a perceived discrepancy between men's value expectations and their value capabilities. Value expectations are the goods and conditions of life to which people believe they are rightfully entitled. Value capabilities are the goods and conditions they think they are capable of attaining or maintaining, given the social means available to them.²³

Gurr veut intégrer ses trois questions (le développement de la violence collective; sa politisation; sa canalisation vers les institutions politiques) dans une théorie générale. Pour cela, il cherche à vérifier des hypothèses sur le développement de l'intensité et de l'étendue de la privation relative. Cependant, il apparaît tout au long de l'étude, que l'auteur est plus intéressé par des indicateurs sociaux de privation, que par des variables psychologiques. Ces dernières sont certainement plus difficiles à évaluer, mais leur absence rend la construction théorique de Gurr impossible à vérifier.

Comme dans le cas de Johnson, les approches de Gurr et Davies ont quelque chose d'intrinsèquement réactionnaire. Elles sous-entendent que les processus révolutionnaires ne sont le fruit que d'une mauvaise interprétation, par des acteurs sociaux, d'une situation de récession temporaire, où les conditions objectives sont meilleures que ce qui apparaît subjectivement.

Charles Tilly, dans *From Mobilization to Revolution*,²⁴ tout en étant proche de l'école pluraliste nord-américaine, s'en démarque néanmoins. Le pluralisme postule au départ que les décisions politiques sont le résultat de la compétition de groupes d'intérêts. Pour les «puristes» pluralistes, il n'existe aucune structure guidant l'action des acteurs, mais seulement de la volonté, des capacités et des ressources. Tilly n'a cependant rien d'un puriste, puisqu'il reconnaît, dans une certaine mesure, le postulat marxiste d'un conditionnement social par l'organisation des moyens de production:

²³ Ibid. 13.

²⁴ TILLY, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Massachusetts, Addison-Wesley, 1978.

Over the long run, the reorganization of production created the chief historical actors, the major constellations of interests, the basic threats to those interests, and the principal conditions for transfers of power.²⁵

Néanmoins, il lie des intérêts à des groupes sans nécessairement identifier ces derniers aux classes sociales et à leurs *intérêts objectifs*.²⁶

Là où Tilly s'approche davantage du pluralisme, c'est lorsqu'il considère une révolution comme un conflit essentiellement *politique* (et non *économique*, comme les structuralistes). Ce conflit résulte, d'une part, de l'incapacité du système politique à concilier des intérêts divergeants et de grande importance. D'autre part, il est rendu possible par la capacité des antagonistes d'engager leur ressources (financières, militaires, humaines, politiques, etc.) pour défendre leur prétention à la *souveraineté*.²⁷

S'intéressant à l'interaction des individus, Tilly rejette néanmoins l'approche psycho-sociologique de Gurr et Davies, pour se pencher plutôt sur l'*action collective* («collective action»), dont il retient cinq éléments:

1. [Interest:] gain and losses resulting from a group's interaction with other groups;
2. [Organization:] aspect of a group's structure which most directly affects its capacity to act on its interests;
3. [Mobilization:] the process by which a group acquires collective control over the resources needed for action. Those resources may be labor power, goods, weapons, votes, and any number of other things, just so long as they are in acting on shared interests;
4. [Opportunity:] concerns the relationship between a group and the world around it;
5. [Collective action as such:] consist of people's acting together in pursuit of common interests. Collective action results from changing combinations of interests, organizations, mobilization, and opportunity.²⁸

Le but visé par l'analyse de Tilly est donc d'identifier tous les indicateurs pertinents à ces cinq variables clés, pour ensuite les mettre en relation. Il peut ainsi voir comment des acteurs collectifs passent de la mobilisation à la révolution, selon l'amplitude et les caractéristiques

²⁵ Ibid. 194.

²⁶ Ibid., 48-49.

²⁷ Ibid. 190-192.

²⁸ Ibid. 7.

du conflit entre les groupes d'intérêts.

Pour étudier ces relations, Tilly utilise un «polity model» de quatre acteurs:

1. [Government:] an organization which controls the principal concentrated means of coercion within the population.
2. [Contender:] any group which, during some specified period, applies pooled resources to influence the government. Contenders include *challengers* and *members of the polity*. A *member* is any contender which has routine, low-cost access to resources controlled by the government; a *challenger* is any other contender.
3. [Polity:] consists of the collective action of the members and the government.
4. [Coalition:] a tendency of a set of contenders and/or government to coordinate their collective action.²⁹

L'auteur détaille ensuite ses concepts et spécifie les indicateurs de son analyse quantitative. Cela comprend l'évaluation des intérêts, du niveau d'organisation, des pré-conditions, du processus et de la probabilité de mobilisation, ainsi que de la probabilité d'action et de violence collectives.

Au chapitre sept, où Tilly est plus directement intéressé par les révolutions et les rébellions, il divise le processus révolutionnaire en trois phases: 1) *la situation révolutionnaire* (c'est-à-dire quand est générée, par le développement des forces des opposants («contenders»), une souveraineté multiple);³⁰ 2) *le moment révolutionnaire* (quand la légitimité légale passe du gouvernement à l'opposition désormais dominante); 3) *résultat révolutionnaire* (c'est la victoire de l'un des opposants, conditionnée par la *situation révolutionnaire*).

Sur les causes des révolutions, Tilly reprend celles énumérées par Barrington Moore:³¹

1. the elite's loss of unified control over army, police, and other instruments of violence;
2. the emergence of acute conflicts of interests within the 'dominant classes';
3. the development of widespread challenges to the prevailing modes of thought and to the predominant explanations of justifications of human suffering;
4. the mobilization of a revolutionary mass, most probably through some sudden disruption of everyday life coupled with increase of

²⁹ Ibid. 52.

³⁰ Ibid. 190-191.

³¹ MOORE, Barrington, Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy*, Boston, Beacon Press, 1966.

misery.³²

Voilà peut-être le point faible de Tilly, car ces causes ne sont pas fondamentales: ce sont des phénomènes sociaux dont l'origine, cruciale pour comprendre le processus révolutionnaire, reste indéterminée.

Goldstone présente une synthèse de plusieurs auteurs de la seconde génération que nous reproduisons à la figure 1. Nous y observons ce qui, sans doute, est une faiblesse commune à ces théories: l'imprécision des causes des révolutions. Ces causes peuvent être de presque n'importe quelle sorte de tension sociale, sans que l'on puisse évaluer leur impact sur le résultat du processus révolutionnaire. Ces analyses ne s'intéressent nullement aux pré-conditions nécessaires au développement d'une situation révolutionnaire.

FIGURE 1 - SECONDE GÉNÉRATION
DES THÉORIES DES RÉVOLUTIONS

D'une façon générale, il transpire des analyses fonctionnalistes un certain ethnocentrisme, méprisant l'«instabilité» de mécanismes politiques implicitement jugés inférieurs. De plus,

Les différentes structures sont étudiées dans la mesure où elles contribuent au maintien et à l'adaptation du groupe, de la société ou du système politique. Elles sont ainsi rapportées à une totalité indifférenciée, dont elles assument la cohésion.

³² Ibid. 201.

L'idéologie du *consensus* transparait clairement dans cet effort. En occultant les services rendus par telle structure à tel groupe social, on gomme la réalité des affrontements sociaux.³³

Avec une perspective structuraliste, des événements conjoncturels, comme ceux de la figure 1, seraient reconnus comme des catalyseurs de processus révolutionnaires, mais pas comme des causes fondamentales. Ces événements peuvent certainement provoquer du mécontentement et exacerber des conflits sociaux, mais ne portent pas en eux de nouveaux projets sociaux, soit l'objectif révolutionnaire. Sans un tel projet, il ne peut s'agir que de jacqueries, et non de révolutions.

Or, l'analyse structurale permet d'établir ces causes fondamentales. Comme nous allons maintenant le voir, cette analyse tient compte, entre autre, de l'évolution des forces productives, donc des modes de production, et de ses rapports sociaux de production correspondants.

2. Les analyses structuralistes

En 1979, Theda Skocpol publiait *States and Social Revolutions*,³⁴ dans lequel elle utilise le paradigme marxiste pour illustrer les processus révolutionnaires de la France, de la Russie, et de la Chine. Pour elle, une révolution sociale est composée de changements socio-politiques affectant l'organisation de l'Etat, les structures de classe, et l'idéologie dominante.³⁵

Dans toute société, le mode de production est caractérisé par le contrôle des forces productives et l'appropriation du surplus par la classe dominante, soit celle des propriétaires des biens de production. Skocpol considère ce postulat comme fondamental: c'est «an indispensable theoretical tool for identifying one sort of basic contradiction in

³³ COT et MOUNIER, *Pour une sociologie...*, tome II, 31. Les emphases sont des auteurs. Sur le fonctionnalisme en général, ils ajoutent ceci: «Il suffit de remplacer les termes «fonction pour le groupe» par «fonctions pour un groupe» pour rendre au fonctionnalisme sa valeur comme instrument d'analyse.» 31-32.

³⁴ SKOCPOL, Theda, *States and Social Revolutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

³⁵ Ibid. 3. Skocpol donne la définition marxiste de révolution comme étant «a class-based movement growing out of objective structural contradictions within historically developing and inherently conflict-ridden societies.» 7.

society.»³⁶ Les conflits de classes sont donc cruciaux, mais pour bien comprendre comment et pourquoi ils se développent, dans des situations révolutionnaires réelles, «class analysis must be supplemented by the ideas of political-conflict theorists.»³⁷

Se défendant d'adopter une approche volontariste, Skocpol cite Hobsbawn pour nuancer sa position: «the evident importance of the actors in the drama [...] does not mean that they are also dramatist, producer, and stage-designer...»³⁸ Par la même logique, elle rejette l'analyse léniniste percevant l'avant-garde comme un important catalyseur. Skocpol s'en remet plutôt à la notion d'*autonomie relative de l'Etat*, approfondie par certains néo-marxistes, dont Miliband, Poulantzas et Perry Anderson:

the state rulers may have to be free of contról by specific dominant-class groups and personnel if they are to be able to implement policies that serve the fundamental interest of an entire dominant class. That interest is, of course, its need to preserve the class structure and mode of production as a whole.³⁹

Ainsi, Skocpol prétend que l'Etat peut, dans certains cas, défendre des intérêts qui, même à long terme, ne coïncident pas avec ceux de la classe dominante. Les objectifs de l'Etat face à la société font qu'il entre parfois en compétition avec la classe dominante pour l'appropriation de certaines ressources.

Although both the state and the dominant class(es) share a broad interest in keeping the subordinate classes in place in society and at work in the existing economy, the state's own fundamental interests in maintaining sheer physical order and political peace may lead it - especially in periods of crisis - to enforce concessions to subordinate-class demands.⁴⁰

Néanmoins, cela n'implique pas que l'Etat soit un acteur totalement autonome, mais plutôt qu'il joue, avec autonomie, un rôle dans la structure sociale. L'Etat est, comme d'autres acteurs, conditionné par la structure, et son rôle premier est d'assurer la reproduction de cette structure.

La problématique de Skocpol se présente donc comme suit: "

I shall argue that [...] social revolutions should be analyzed

³⁶ Ibid. 13.

³⁷ Idem.

³⁸ De Erik Hobsbawn, cité in *ibid.*, 18.

³⁹ Ibid. 27.

⁴⁰ Ibid. 30.

from a structural perspective, with special attention devoted to international contexts and to developments at home and abroad that affect the breakdown of the state organizations of old regimes and the buildup of new, revolutionary state organizations.⁴¹

L'auteur met donc l'emphasis sur les pré-conditions structurelles aux révolutions, et identifie comme catalyseurs des facteurs internationaux, telles les pressions militaires ou la dynamique d'expansion du capitalisme. Les conflits structurels émergeant dans les sociétés en révolution peuvent être de trois types.⁴² Premièrement, ce peut être une confrontation entre la classe *dirigeante* (la bureaucratie gouvernementale) et la classe *dominante* (l'aristocratie latifundièrre) au sujet de la distribution du surplus accumulé. C'était notamment le cas de la France du XVI^e siècle.⁴³ Deuxièmement, il s'agit de la possibilité ou de l'impossibilité structurelle, pour la paysannerie, de se mobiliser et de canaliser son mécontentement vers les institutions politiques. Enfin,

since the surplus that supports the bureaucracy and the landlords is derived from traditional agriculture, it cannot be readily increased if external pressures (war, or foreign economic invasion of domestic markets) threaten to absorb or reduce the surplus.⁴⁴

La principale faiblesse de l'analyse de Skocpol est sans doute l'importance relativement trop grande qu'elle donne aux facteurs internationaux. Ceci ne présentait peut-être pas de difficulté pour les trois grandes révolutions qu'elle étudie, mais, comme elle l'admet elle-même, ce n'est pas le cas des sociétés post-coloniales. Nous tiendrons donc compte de cette remarque pour établir notre propre cadre analytique. Mais avant de faire cela, nous allons brièvement considérer la théorie marxiste classique du phénomène révolutionnaire.

Le postulat central de la sociologie marxiste est que la nature des sociétés, au cours de l'histoire, est déterminée par leur mode de produc-

⁴¹ Ibid., 5.

⁴² Notons que Skocpol a, comme unités d'analyse, des sociétés à la fois agraires et bureaucratiques.

⁴³ Le lien de causalité est donc que plus la classe dominante a de pouvoir, moins la classe dirigeante peut entreprendre des réformes, et plus fortes sont les raisons pour les paysans, s'il en sont capables, de se révolter.

⁴⁴ GOLDSTONE, "Theories of Revolution...", 440-441.

tion,⁴⁵ c'est-à-dire l'essence de leur système économique (voir figure 2). Un mode de production est définie comme «prevailing mode of labor or productive activity as conditioned by the existing state of technology or means of production»⁴⁶ et implique «[a] specific combination of socioeconomic forces of production (technology and division of labor) and class relations of property ownership and surplus appropriation.»⁴⁷ Du mode de production émerge les rapports de production, puisque le procès de production ne s'exerce pas seulement entre les humains et la nature, mais également entre les humains eux-mêmes. Le concept implique donc des rapports spécifiques entre des agents de production (en capitalisme: les ouvriers et les bourgeois). De là, apparaît le concept de rapports sociaux de production, qui sont «des rapports d'agents de production divisés en classes sociales, des rapports de classe.»⁴⁸ Ces classes sont, quant à elles, définies en fonction de leur liens de propriété aux biens de production. Ces rapports forment la structure fondamentale de toute société ayant une division sociale du travail.

De ces concepts élémentaires de la sociologie marxiste, nous pouvons comprendre la définition classique de révolution sociale. Une telle révolution doit représenter un changement dans la nature du mode de production, c'est-à-dire dans l'infrastructure d'une société donnée. Ceci implique des changements de rapports de production, de rapports sociaux de production, donc de la définition des classes dominantes et subordonnées. Il en résulte aussi des changements dans la superstructure, au niveau politique, juridique, idéologique, etc.

Mais d'où au juste émerge le processus révolutionnaire selon l'analyse marxiste classique? Qu'est-ce qui amène des acteurs à entreprendre le changement de mode de production? Une révolution sociale apparaît comme la «resolution of a conflict or "contradiction" between the productive powers and the social relations of production, or as a "rebellion" of

⁴⁵ TUCKER, Robert C. The Marxian Revolutionary Idea, New York, W.W. Norton and Company, 1969. 15. Nous reviendrons plus bas sur la définition de ces concepts.

⁴⁶ Ibid., 14.

⁴⁷ SKOCPOL, State and Social..., 7.

⁴⁸ POULANTZAS, Nicos, Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste, Paris, Maspéro, 1970. 66.

FIGURE 2 - STRUCTURE SOCIALE SELON L'ANALYSE MARXISTE CLASSIQUE

the former against the latter.»⁴⁹ La contradiction majeure, dans tout mode de production, n'émerge pas de l'injustice résultant de l'accumulation privée, mais bien de l'aliénation toujours croissante des producteurs directs. Ces derniers se trouvent dans l'impossibilité de réaliser pleinement leur potentiel de créativité: «The goal of all social revolution, according to Marx, is freedom, but freedom in a specifically Marxist sense: the liberation of human creativity.»⁵⁰

B. Cadre conceptuel

Suite à cette brève revue de la littérature s'intéressant aux processus révolutionnaires, nous croyons être mieux en mesure d'établir le cadre théorique allant nous servir pour l'étude du cas nicaraguayen. En premier lieu, comme «la chicane est pognée» dans la famille du paradigme marxiste et qu'il vaut mieux être sûr que nous parlons de la même chose, il importe de préciser notre perception de la structure sociale, pour ensuite discuter la méthodologie que nous emploierons.

Rappelons que l'objet de notre étude est l'articulation du pouvoir dans une société post-insurrectionnelle. Dans le chapitre II, nous discuterons brièvement de l'évolution de l'ensemble de la révolution nicaraguayenne, mais les autres chapitres ne seront concernés que par ce que Tilly et Skocpol ont nommés la «situation révolutionnaire», c'est-à-dire la période de transition pendant laquelle s'effectue la transformation sociale révolutionnaire. Nous retiendrons donc de ces théories les éléments relatifs à cette période, en laissant à d'autres débats la question des origines profondes des révolutions.

1. Le matérialisme historique face à la dépendance

a. Épistémologie marxiste

Précisons d'abord que pour nous, le marxisme se présente avant tout comme un paradigme d'analyse sociologique, et pas nécessairement comme un guide au praxis social. Si certains de ses adversaires en doutent

⁴⁹ TUCKER, The Marxian Revolutionary..., 16.

⁵⁰ Ibid., 18.

encore, ajoutons que la sociologie marxiste, tout comme les autres paradigmes sociologiques, n'est pas un dogme, mais un discours scientifique objectif, autant que faire se peut.

La figure 2 présentait une synthèse graphique de l'organisation sociale selon l'analyse marxiste traditionnelle. Les auteurs marxistes considèrent, avec plus ou moins de déterminisme, que l'infrastructure sociale (formée des forces productives et des rapports de production) détermine la nature de la superstructure (composée pour sa part du système politique, de l'Etat, de l'idéologie, etc.).

Le matérialisme dialectique, i.e. le rapport entre la nature des forces productives et celle des rapports humains de production, est ici la dynamique de base déterminant l'évolution de l'ensemble de la structure sociale. Ces rapports de production génèrent des catégories de rôles sociaux, que l'on nomme classes sociales, et ayant entre elles des rapports sociaux de production (des rapports de classes).

Comme plusieurs auteurs néo-marxistes, nous croyons nécessaire de nuancer l'approche classique à plusieurs égards. Nous souhaitons conférer à l'analyse marxiste plus de souplesse avec une vision moins *déterministe* de la réalité sociale. C'est pour cette raison que nous présentons graphiquement la structure sociale sous forme de sphère, réduisant ainsi le poids de la hiérarchie verticale (voir figure 3). L'on notera également que, bien que l'on y retrouve la division classique entre infrastructure et superstructure, les flèches, représentant des liens structurels, sont à double sens, ce qui indique des relations de *conditionnement*, et non de *déterminisme*. Cette structure n'est pas économiciste.⁵¹ Bien que nous reconnaissons l'importance *en dernière instance* de l'infrastructure, la superstructure sociale n'en demeure pas moins relativement autonome, pouvant elle-même interagir sur l'infrastructure. On remarquera que la sphère extérieure de la figure 3 regroupe divers acteurs sociaux, alors que la sphère du centre est celle des rapports sociaux et de l'idéologie

⁵¹ En fait, il est injuste d'attribuer à Marx ou Engels une approche déterministe: «C'est Marx et moi-même [nous dit Engels], partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que parfois les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas le temps, le lieu, l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque.» D'Engels, dans une lettre du 21 septembre 1890 à Bloch, cité dans COT et MOUNIER, Pour une sociologie..., tome I, 131.

FIGURE 3 - STRUCTURE SOCIALE SELON L'ANALYSE MARXISTE

qui les porte. Au centre, on retrouve les forces productives.

Nous pouvons ainsi procéder à la revue des concepts employés.

1) Forces productives

Elles sont les facteurs de production allant permettre à une formation sociale de produire les biens et services dont elle a besoin. Les forces productives sont de deux ordres: soit la *force de travail*, procurée par l'effort humain dans tous les domaines d'activité; et les *moyens de production*, eux-mêmes divisés en *objets de travail* (ou matières premières devant être transformées) et en *biens de production*, soit les instruments utilisés pour la transformation des objets de travail.

2) Rapports de production

Les *rapports de production* forment la structure (ou l'organisation) du contrôle économique⁵² des forces productives. Ces rapports mettent ainsi en relation des acteurs luttant (avec plus ou moins d'intensité) pour l'appropriation du contrôle de certaines forces productives. Cette appropriation est basée sur la *division sociale du travail*, qui assure une spécialisation horizontale de l'activité humaine.⁵³ L'état des forces productives, combiné à des rapports de production donnés, caractérisent ce qui est nommé un *mode de production*.

Marx concevait la relation entre les forces productives et les rapports de production comme la source du dynamisme de l'histoire: les forces productives étant en perpétuelle évolution, alors que les rapports de production tendent à stagner, les contradictions entre le contrôle des forces productives, et les conditions technologiques et organisation-

⁵² Le *contrôle économique* va au-delà du contrôle juridique, ou formel, car ce dernier n'est pas toujours nécessaire à la propriété effective des forces productives, non plus que la propriété juridique est nécessairement synonyme de contrôle économique.

⁵³ En opposition à la spécialisation verticale, caractérisant la division productive du travail, laquelle n'est connue que sous le capitalisme: c'est elle qui assure la division du procès de travail en fractions très spécialisées, enlevant de la sorte au producteur direct le contrôle de la production d'ensemble, et requérant la concentration de la propriété des biens de production dans les mains des seuls capitalistes.

nelles de ces forces ne cessent de croître dès l'émergence d'un nouveau mode de production, et ce jusqu'à l'exacerbation de ces contradictions. C'est alors qu'éclate l'infrastructure, faisant place à un nouveau mode de production, par le biais d'une révolution sociale.⁵⁴

C'est là le principe de base du matérialisme dialectique et historique: *Matérialisme*, car ce sont les conditions matérielles de l'existence humaine qui conditionnent, dans son essence, le cours de l'histoire.⁵⁵ *Dialectique*, car ce matérialisme oppose une thèse (les forces productives) à une antithèse croissante (les rapports de production), éclatant en une synthèse (le nouveau mode de production). *Historique*, car c'est par l'évolution des forces productives que l'infrastructure, puis la superstructure (en relation dynamique de conditionnement mutuel), passent d'un mode de production à l'autre.⁵⁶ Elles y passent par le biais des révolutions, ce que Marx appelait les «locomotives de l'histoire».

On peut ainsi définir, à la suite du marxisme classique, la dynamique d'une révolution sociale comme la résolution d'une contradiction entre les forces productives et les rapports de production.⁵⁷ Ainsi, une révolution sociale est bien autre chose qu'une simple rébellion, qu'un coup d'État, qu'une «révolution de palais», ou qu'une décolonisation (dont la «révolution» de treize colonies britanniques nord-américaines): elle implique nécessairement la transformation du mode de production, incluant de la sorte aussi bien les révolutions française, russe et chinoise que la révolution industrielle, la réunification du Vietnam

⁵⁴ Manifestement, les sociétés capitalistes avancées ont pu éviter l'exacerbation par des compromis fordistes sur le régime d'accumulation jumelés aux fonctions keynésiennes de l'État.

⁵⁵ Expliquant ainsi comment Marx, à la suite de Feuerbach, avait «remis l'univers sur ses pieds» en critiquant l'idéalisme de la dialectique hégélienne.

⁵⁶ Mais ce ne sont là que les bases, car le matérialisme historique, pour Engels, «designat[e] that view of the course of history which seeks the ultimate cause and the great moving power of all important historic events in the economic development of society, in the changes in the modes of production and exchange, in the consequent division of society into distinct classes, and in the struggle of these classes against one another.» De F. Engels dans *Socialism: Utopian and Scientific* (1892), cité dans BOTTOMORE, Tom, et. al., *A Dictionary of Marxist Thought*, Cambridge, Harvard University Press, 1983. 206.

⁵⁷ TUCKER, *The Marxian Revolutionary...*, 16.

(pour le sud du 17° parallèle) et la révolution nicaraguayenne, toujours en cours. Pour définir une révolution, nous reprenons donc Skocpol: c'est un phénomène de changements socio-politiques affectant l'organisation de l'Etat, les structures de classe, et l'idéologie dominante.⁵⁸

Il importe néanmoins de noter que la révolution nicaraguayenne, comme les révolutions cubaine ou chinoise avant elle, ne suivit pas le chemin, prévu par Marx, de l'exacerbation des contradictions du mode de production capitaliste. En fait, des contradictions se sont développées, mais à partir de transformations exogènes à la formation sociale (processus sur lequel nous reviendrons). A ces conditions structurelles, se sont ajoutées des initiatives d'acteurs, agissant sur la superstructure, réalisant ainsi ces révolutions sociales.⁵⁹

3) Rapports sociaux de production

Ce sont «des rapports d'agents de production divisés en classes sociales, des rapports de classe.»⁶⁰ Les rapports sociaux de production, ou rapports de classes, sont donc caractérisés par le regroupement des acteurs en fonction de leurs *intérêts objectifs*, déterminés par leur position de contrôle ou de subordination face aux forces productives. Ces regroupements sont ainsi nommés *classes sociales*, et leur dynamique caractérise les *mouvements sociaux classistes*.

Dans les sociétés classistes non désarticulées,⁶¹ la *classe dominante*

⁵⁸ SKOCPOL, *States and Social...*, 3.

⁵⁹ Si le développement des contradictions entre les forces productives, et les rapports de production a amené une révolution, c'est sans doute en permettant d'abord une vaste alliance de classes de se former. Cette alliance inclua plusieurs fractions de la bourgeoisie nationale, se retournant contre la domination presque exclusive du clan Somoza et de l'oligarchie foncière traditionnelle. En ce sens, la nécessité de l'évolution de la structure, préalable à l'efficacité de certains acteurs, est confirmée. Nous pouvons ainsi donner l'exemple du El Salvador, où les conditions structurelles n'ont pas permis la réalisation d'une alliance insurrectionnelle semblable à celle du Nicaragua. Peut-être pour cette raison, le FMLN n'a pas été capable à ce jour de mettre en échec le pouvoir établi.

⁶⁰ POULANTZAS, *Pouvoir politique...*, 66.

⁶¹ C'est-à-dire des sociétés dont l'hégémonie d'une classe permet d'éviter l'exacerbation de la lutte de classes.

est celle qui contrôle la production. Pour Alain Touraine, cette classe dominante est cependant à la fois *dominante* et *dirigeante*, et ce avec des propensions variables. Elle est *dominante* dans la mesure où elle *reproduit* la structure sociale assurant sa domination, i.e. les privilèges que lui confère le contrôle, plus ou moins total des forces productives. Elle est par contre *dirigeante* dans la mesure où elle *produit* un nouvel ordre social, i.e. qu'elle réinvestit l'accumulation, non pas pour son propre faste ou sa reproduction, mais davantage pour le développement des forces productives de toute la formation sociale, changeant ainsi la nature même de sa structure. Du coup, cependant, cette *production* sociale (telle la recherche scientifique dans les sociétés industrielles) est le facteur même qui exacerbe les contradictions entre forces productives et rapports de production. Une classe dominante plus *dirigeante* que *dominante*, tout en développant les forces productives d'une société, «fabrique aussi la corde de sa propre pendaison», aurait dit Lénine.

Pour illustrer cette distinction fort éclairée que fait Touraine entre les fonctions *dominantes* et *dirigeantes* de la classe supérieure, nous pouvons considérer le cas des sociétés pré- et post-coloniales du Mexique. Les civilisations méso-américaines se caractérisaient par des classes dominantes plus reproductrices que productrices (donc plus dominantes que dirigeantes). De l'accumulation de ces sociétés relativement riches, les classes dominantes construisirent des temples en hommage à leurs dieux. Par contre, la bourgeoisie du Mexique moderne, bien qu'elle assure la reproduction de ses privilèges et celle de l'ordre social, est nettement plus novatrice que ses ancêtres aztèques, mayas ou olmèques. Elle investit une large part de l'accumulation sociale dans le développement des forces productives.⁶²

A l'opposé, sur l'arène de la lutte de classes, l'on retrouve les classes populaires.⁶³ Elles sont dominées compte tenu de leur faible contrôle des forces productives: sous le capitalisme, certains de ces individus (en l'occurrence, les prolétaires) ne possèdent que leur propre force de travail, qu'ils peuvent vendre sur le marché du travail;

⁶² Quoique sa situation de dépendance réduit considérablement ses capacités (ou sa volonté...) en ce domaine.

⁶³ Nous entendons par *classes populaires* les classes sociales laborieuses, celles des producteurs directs: paysannerie, prolétariat industriel, prolétariat agricole, lumpenprolétariat.

sous l'esclavagisme, ils ne possèdent rien. Mais ces classes (dont les prolétariats industriels ou agricoles et la paysannerie) ont également deux caractéristiques: elles sont à la fois *défensives* et *offensives* (contestataires). Elles sont défensives dans la mesure où elles réagissent à l'appropriation de l'accumulation en cherchant à accroître leur propre part de cette accumulation, tout en ne défiant pas la reproduction de l'ordre social (c'est notamment le cas par les activités trade-unionistes). Cependant, les classes populaires sont également offensives, puisqu'elles peuvent chercher la transformation, voir la révolution, des rapports de production. C'est ainsi qu'elles demandent la participation à l'administration des entreprises, qu'elles procèdent à des collectivisations, ou qu'elles saisissent des terres à l'oligarchie ou la bourgeoisie agro-exportatrice.

Touraine résume ainsi son approche de la stratification des classes sociales:

En premier lieu, les classes sont en lutte pour la direction des modes principaux d'action de la société sur elle-même, en particulier de l'investissement. La classe dirigeante s'identifie à ces forces de transformation tandis que des mouvements populaires luttent contre l'appropriation privée de ces forces collectives. Mais la classe dirigeante est en même temps ce que je nomme une classe dominante, qui identifie les forces de transformation générale à ses propres intérêts particuliers, au maintien et à la transmission de ses privilèges, etc. Parallèlement, les classes populaires ont une action défensive, s'opposant à la domination exercée par leur adversaire de classe. Le mouvement ouvrier défend le salaire, l'emploi, le genre de vie des travailleurs, en même temps qu'il lutte pour un contrôle collectif de l'industrialisation. De son côté, le monde des entrepreneurs, qui dirigent l'industrialisation, est aussi un monde de bourgeois qui défendent leur héritage.⁶⁴

A l'occasion, ces caractéristiques d'une même classe peuvent se traduire par le morcellement de cette classe: la famille Somoza représentait une fraction beaucoup plus reproductrice que productrice de l'ordre social, se mettant ainsi à dos d'autres fractions de la classe dominante, dont la bourgeoisie industrielle et de nouveaux groupes agro-exportateurs. La figure 4 résume les diverses tendances des classes tant dominantes que subordonnées.

⁶⁴ TOURAINE, Alain, *Les sociétés dépendantes: essais sur l'Amérique latine*, Paris, Duculot, 1976. 96-97.

FIGURE 4 - CARACTÉRISTIQUES DES CLASSES

	REPRODUCTION	PRODUCTION
CLASSE SUPÉRIEURE	dominante	dirigeante
CLASSE POPULAIRE	défensive	contestataire

Source: TOURAINE, Alain, Production de la société, p. 530.

4) Rapports sociaux

Par *rapports sociaux*, nous caractérisons toutes les relations sociales non-classistes, c'est-à-dire non directement liées aux rapports de production. Il peut s'agir, par exemple, de rapports sexuels, ethniques, ou religieux.⁶⁵ De plus, ces rapports sociaux sont aussi porteurs de mouvements sociaux non-classistes, tels le féminisme, le pacifisme ou l'Islam, lesquels réalisent des alliances de classes dans leur quête d'hégémonie. Ces mouvements peuvent néanmoins, dans certains cas, se radicaliser en clivages classistes (i.e. en fonction des divisions de classe), tel que le représentent certaines organisations à la fois féministes et socialistes, ou le type de luttes menées par certaines églises populaires proches de la théologie de la libération.

Mais nous pouvons nous demander en quoi les rapports sociaux de production sont-ils plus importants que les autres types de rapports sociaux. Posée à un autre niveau, la distinction devient celle des classes sociales par rapport aux autres organisations et mouvements sociaux. Si nous donnons aux rapports sociaux de production, et aux classes sociales qu'ils permettent d'identifier, une place privilégiée dans notre structure d'analyse, c'est que nous percevons intuitivement, suite au postulat marxiste du matérialisme historique, l'importance de la propriété des biens de production dans la détermination des rapports sociaux. La notion de classe sociale, comme catégorie, est valable puisqu'il existe un lien de causalité entre le type de rapports qu'a un

⁶⁵ Bien que ces types de relations sociales dissimulent le plus souvent, non loin derrière, des rapports sociaux de production dont les clivages correspondent aux caractéristiques ethniques, religieuses, ou même sexuelles.

acteur avec les biens de production et le comportement social de cet acteur.

5) L'État

Vif objet de polémique pour les marxistes, l'État demeure un concept délicat à définir. Il n'est pas caractéristique de tous les modes de production, mais là où il existe, il devient un acteur central de la superstructure, capable d'interagir puissamment avec les autres éléments. Il peut également intervenir sur les rapports de production et les forces productives. L'État peut ainsi, selon une autonomie plus ou moins relative,⁶⁶ faire face à l'infrastructure et intervenir pour la modification des forces productives et même des rapports de production, devenant du coup garant de la *production* d'un nouvel ordre social.⁶⁷

Dans sa fonction générale, l'État peut être perçue comme un instrument de domination de classe, non pas par la simple défense des intérêts immédiats de la classe dominante, mais plutôt par la reproduction de l'ordre social et, au besoin, de son adaptation. Engels, dans *L'origine de la famille, de la propriété privée, et de l'État*, définit ainsi l'État :

Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'«ordre»; et ce pouvoir [...] c'est l'État.⁶⁸

Quelqu'il soit, l'État est donc un acteur de contrôle social, interagissant, selon les marges de son conditionnement structurel, avec les autres

⁶⁶ Sur la notion d'*autonomie relative de l'État*, voir ALTHUSSER, Louis, «Ideology and Ideological State Apparatuses», pp. 127-186 in *Lenin and Philosophy*, New York, Monthly Review Press, 1971; et SKOCPOL, *States and Social...*, 27.

⁶⁷ Pour des exemples d'États interventionnistes sur l'infrastructure, nous songeons aux États capitalistes keynésiens, ou à tout État révolutionnaire. Ceci ne veut cependant pas dire qu'un État est totalement autonome de son infrastructure sociale, pouvant la modifier selon son gré. Pour qu'un État puisse intervenir, l'existence de certaines conditions structurelles nous semble essentielle. Ce sont ainsi les crises cycliques du capital et l'avènement du fordisme (i.e. un développement de la force de travail, donc d'une force productive) qui ont permis à l'État d'adapter les rapports de production selon l'approche keynésienne.

⁶⁸ Cité dans LENINE, V.I., *L'État et la révolution*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1976. 7.

éléments de la structure sociale.

Mais l'Etat n'est pas *toujours* au service, *même en dernière instance*, de la classe dominante. Les Etats révolutionnaires, dont celui du Nicaragua, en sont de patents exemples. Dans ces cas, l'intérêt des classes dominantes (celles de la structure sociale pré-insurrectionnelle) est fondamentalement menacé par les projets révolutionnaires du nouvel Etat, cherchant à établir un nouvel ordre social, c'est-à-dire un nouveau mode de production.

Ceci met en lumière une distinction faite par Touraine entre la *classe dirigeante* et l'*élite dirigeante*, cette dernière étant aux commandes des appareils d'Etat et servant, le plus souvent mais pas toujours, l'intérêt de la classe dominante. Au Nicaragua post-insurrectionnel et révolutionnaire, l'élite dirigeante est formée des Sandinistes, alors que la classe dominante est encore celle d'avant l'insurrection, i.e. différentes fractions de la bourgeoisie,⁶⁰ puisque le processus révolutionnaire n'a pas encore complété la transformation du mode de production, donc des rapports de production.

Dans l'exécution de ses fonctions, l'Etat, en plus de créer une structure institutionnelle gouvernementale, s'est approprié des appareils qui, pourtant, précédaient sa propre existence: des appareils idéologiques et répressifs. A cela nous ajoutons l'appareil économique, chargé de la régulation des activités économiques, devant permettre à l'Etat d'accumuler.

a) Institutions politiques

L'on retrouve, au sein de l'Etat, des institutions politiques chargées d'au moins une partie des processus décisionnels (le reste revenant à la bureaucratie). Ces institutions peuvent être organisées de diverses façons. Dans le cas du Nicaragua, l'on y retrouve quatre pouvoirs formels: le législatif, l'exécutif, le judiciaire, et l'électoral. Pour nous, ce que d'autres appellent le système politique, est donc intimement lié à l'Etat, sans toutefois y être confondu. Hormis les Etats contrôlés par leur appareil répressif (des «gouvernements» militaires), ce sont les institutions politiques qui assurent le contrôle des appareils d'Etat, en fonction des liens qu'elles ont avec les autres acteurs de la

⁶⁰ Deux de ces fractions ont été éliminées dès le lendemain de l'insurrection, soit le clan des Somoza et une partie de l'oligarchie latifundiaire traditionnelle.

structure sociale.

b) L'appareil idéologique d'Etat

L'appareil idéologique d'Etat est celui qui assure la reproduction de la légitimité de l'Etat, comme celle de l'ensemble de la structure sociale qu'il cherche, normalement, à reproduire. Dans le cas de sociétés révolutionnaires (ou lors d'adaptations homéostatiques), cet appareil sert également la légitimation du processus de transformation. On peut inclure à l'appareil idéologique non seulement les instruments de propagande directement contrôlés par l'Etat, dont tout agent de diffusion du discours officiel, mais également l'ensemble des diffuseurs idéologiques étant indirectement contrôlés par l'Etat ou lui apportant son appui. Par exemple, l'ensemble des média privés des pays capitalistes, bien qu'il critique des décisions gouvernementales, ne remet jamais en cause les fondements de la structure sociale, et la place qu'y occupe l'Etat. En ce sens, ces média servent aussi la reproduction (et éventuellement l'adaptation) de l'ordre établi, selon les tracés de l'Etat.⁷⁰

Il convient de s'attarder ici au sens que nous donnons au concept d'idéologie. Pour les structuro-fonctionnalistes, l'idéologie correspond plutôt à la notion de *culture politique*. Cela est défini comme un modèle d'attitude à l'endroit des institutions sociales, où la culture entière est un système de normes.⁷¹ Dans le cadre des fonctions parsonniennes

⁷⁰ Par exemple: «La télévision américaine traite également les démocrates et les républicains. Le combat entre les deux partis se déroule avec tout l'acharnement nécessaire devant les yeux de millions de téléspectateurs. Mais on ne sort pas du consensus sur lequel se fondent les deux partis. Dans cette mesure, on peut estimer que tous les moyens d'information dans les démocraties occidentales sont des officines d'endoctrinement conservateur en ce qu'ils vaccinent leur public contre toute tentation de déviation. Ceci n'interdit pas, du reste, quelques escapades non conformistes. A condition que la grande masse d'information reste «bien pensante». [...] Le cercle du consensus est beaucoup plus fermé qu'on ne le croit et limite à des dimensions parfois anodines les joutes politiques. A l'intérieur de ce cercle, la liberté d'expression est illimitée, puisque «sans grande conséquence.» COT et MOUNIER, *Pour une sociologie...*, tome II, 168-169.

⁷¹ ALMOND, G. et S. VERBA (éd.), *The Civic Culture Revisited*, Boston, Little and Brown, 1980; et ELKINS, D. et R. SIMEON, «A Cause in Search of Its Effects, Or What Does Political Culture Explains?», *Comparative Politics*, vol 11 no 2 (1979): 127-145.

(adaptation, intégration, création de buts, préservation de modèle), la culture politique est perçue comme remplissant les fonctions de socialisation et de regroupement.

Chez les marxistes classiques, à la suite de Saint-Simon, l'idéologie découle du réel, et non l'inverse comme le prétendait Hegel. L'idéologie émerge donc des rapports sociaux, et ne peut être qu'une fausse conscience, ne servant qu'à masquer la réalité de l'exploitation des classes laborieuses. Elle a donc une fonction légitimatrice de l'ordre social, tant pour les classes dominées que dominantes, et doit être combattue par la vérité scientifique: soit le matérialisme historique.

Antonio Gramsci devait cependant apporter d'importants changements à l'analyse marxiste de l'idéologie. Avec Gramsci, l'idéologie n'était plus un simple instrument de domination au service de la bourgeoisie. Elle devenait partie intégrante et nécessaire de la dynamique sociale, pouvant aussi servir à défier l'hégémonie de la classe dominante et de ses institutions culturelles.

Rompiendo resueltamente con una concepción de la ideología como ideología-ilusión o como simple sistema de ideas, Gramsci extiende el análisis y pasa de los aspectos más conscientes de las ideologías a sus aspectos inconscientes, materializados en las prácticas y las normas culturales aceptadas o sufridas. Las ideologías funcionan como agentes de unificación social, como cemento sobre una base de clase.⁷²

De plus, l'idéologie conditionne toutes les pratiques sociales d'une classe.

[Es] una concepción del mundo que se manifiesta implícitamente en el arte, en el derecho, en la actividad económica, en todas las manifestaciones de la vida colectiva e individual.⁷³

Pour Louis Althusser, suivant de très près Gramsci, l'idéologie est

⁷² «Rompant résolument avec une conception de l'idéologie comme idéologie-illusion, ou comme simple système d'idées, Gramsci étend l'analyse et passe des aspects les plus conscients des idéologies aux aspects inconscients, matérialisés dans les pratiques et les normes culturelles acceptées ou imposées. Les idéologies fonctionnent comme des agents d'unification sociale, comme ciment sur la base de classes sociales.» BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Gramsci y el Estado: hacia una teoría materialista de la filosofía, Mexico, Siglo veintiuno, 1986 (première édition en français: 1975). 79-80.

⁷³ «[C'est] une conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie collective ou individuelle.» De GRAMSCI, Antonio, Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce, Rome, Riuniti, 1971. Cité dans *ibid.* 80.

une pratique sociale produisant des sujets.⁷⁴ En ce sens, l'idéologie n'est pas nécessairement mystificatrice, mais cherche plutôt la cohésion de la formation sociale en interpellant les individus: elle leur donne une vision cohérente du monde, et justifie leurs statuts et privilèges dans l'ordre social. Et cela, nous dit Althusser, c'est pour assurer la reproduction des moyens de production.⁷⁵ C'est à cette définition que nous adhérons.

c) L'appareil répressif d'Etat

L'appareil répressif d'Etat représente l'ultime recours dont dispose l'Etat pour assurer sa domination: la menace mortifère. Présent à des degrés très différents d'une société à l'autre, et dans l'histoire d'une même société, l'appareil répressif reste toujours aux aguets, non loin derrière l'appareil idéologique, si ce dernier devenait incapable d'assurer la reproduction ou la production sociale souhaitée par l'Etat.

Les institutions formant l'appareil répressif sont multiples. Notons l'armée, les forces policières et de «sécurité nationale», le système pénitencier, et dans certains cas des groupes para-militaires.⁷⁶ De plus, le monopole de la violence s'exerce par le contrôle de la société en fonction d'un ensemble de règles, changeantes, que l'on nomme le droit. L'appareil répressif d'Etat est donc composé également de la structure judiciaire.

d) L'appareil économique d'Etat

Pour compléter l'analyse de la nature et des fonctions de l'Etat, nous développons ici le concept d'appareil économique d'Etat. Nous regroupons ainsi l'ensemble des instruments de régulation économique dont dispose un Etat. Ces instruments lui servent, plus ou moins efficacement, à contrôler les mécanismes économiques de production, de circu-

⁷⁴ ALTHUSSER, Louis, «Ideology and Ideological State Apparatuses», pp. 127-186 in *Lenin and Philosophy...*, 171.

⁷⁵ COT et MOUNIER, *Pour une sociologie...*, tome II, 62.

⁷⁶ Tels les Macoutes haïtiens, la *Mano Blanca* salvadorienne, ou les armées privées colombiennes et philippines.

lation et d'accumulation. C'est par cet appareil que l'État, comme acteur social, dispose des ressources nécessaires à intervenir sur la production et la reproduction de l'ordre social.

6) Sur le concept d'hégémonie

Pour l'école réaliste en relations internationales, ce concept est perçu de façon surtout militaire, ou éventuellement économique. Chez Gramsci, l'hégémonie concerne les relations de type idéologique. Pour lui, l'hégémonie représente la capacité de la classe dominante de s'imposer et de se faire accepter comme classe dirigeante. C'est dire que cette classe devient capable, grâce à des alliances, d'assumer la production sociale, de contrôler l'investissement de l'accumulation.

C'est grâce à l'idéologie que la classe dirigeante assure son hégémonie: pas nécessairement par mystification du réel, mais surtout par des compromis sociaux capables de préserver les alliances. C'est ainsi, par exemple, que la bourgeoisie des pays capitalistes avancés assure son hégémonie par le fordisme. Mais en situation d'hégémonie, l'alliance des acteurs n'est pas que la somme des parties: ces acteurs sociaux se transforment, et avec eux la structure des relations sociales:

...este principio hegemónico supone el poder y la dominación. La hegemonía no es, por consiguiente, una relación de alianza entre agentes sociales preconstituidos, sino el principio mismo de constitución de dichos agentes sociales. En la medida en que hay transformaciones hegemónicas en la sociedad cambia también la identidad de los agentes sociales.⁷⁷

Donc, pour Gramsci, la notion d'hégémonie va au-delà de celle de domination. Elle implique la constitution d'un sujet social à partir d'acteurs autrement antagonistes.

Pour notre part, notre acception du concept d'hégémonie est plus classique, et se limite au sens de *domination* qu'il véhicule. L'hégémonie décrit ainsi toute situation où un acteur jouit de la domination d'une

⁷⁷ «...ce principe hégémonique suppose le pouvoir et la domination. L'hégémonie n'est pas, par conséquent, une relation d'alliance entre agents sociaux pré-déterminés, mais le principe même de la constitution de ces agents sociaux. Dans la mesure où il y a transformation hégémonique dans la société, l'identité des agents sociaux change également.» LACLAU, Ernesto, «Tesis acerca de la forma hegemónica de la política», pp. 19-38 in LABASTIDA MARTIN DEL CAMPO, Julio, Hegemonía y alternativas políticas en América latina, Mexico, Siglo veintiuno, 1985. 21.

relation face à un ou d'autres acteurs. Max Weber définit la domination comme...

la chance, pour des ordres spécifiques (ou pour tous les autres), de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus. Il ne s'agit cependant pas de n'importe quelle chance d'exercer «puissance» et «influence» sur d'autres individus. En ce sens, la domination (l'«autorité») peut reposer, dans un cas particulier, sur les motifs les plus divers de docilité: de la morne habitude aux pures considérations rationnelles en finalité. Tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir.⁷⁸

Une *lutte hégémonique* est donc un conflit opposant deux ou plusieurs parties dans leurs efforts d'obtenir une *position hégémonique*, pouvant de la sorte imposer leur domination.

Forts de ces quelques définitions conceptuelles, nous pouvons maintenant nuancer ces prémisses épistémiques pour le cas des sociétés dépendantes. Quelques éléments tout à fait particuliers viendront en effet brouiller les cartes, nécessitant dès lors leur intégration dans l'analyse socio-politique de ces sociétés.

b. Épistémologie marxiste et sociétés dépendantes

Pour saisir comment peuvent s'articuler les concepts de la sociologie marxiste lorsque appliqués au cas d'une société périphérique, il nous semble important de les considérer en fonction de la situation de dépendance de ces sociétés. Ces dernières se caractérisent notamment par la désarticulation de leurs rapports sociaux, c'est-à-dire l'absence de l'hégémonie d'une classe (au sens de Gramsci) pouvant permettre d'éviter l'exacerbation de la lutte de classes. Ces sociétés sont donc soumises à de fortes tensions, dont on doit tenir compte pour saisir leurs mécanismes de pouvoir.

La notion de dépendance ne concerne pas, ici, la situation d'exploitation absolue décrite par les dépendantistes et structuralistes des années soixantes, tels Gunder Frank ou Wallerstein, qui ne voyaient dans les relations internationales que des canaux à sens unique. Nous nous appuyons plutôt sur les travaux de F.H. Cardoso et E. Faletto, qui définissent comme suit la dépendance:

Au niveau économique, un système est dépendant lorsque l'accu-

⁷⁸ WEBER, *Economie et société*..., 219.

mulation et l'expansion du capital ne peuvent trouver l'essentiel de leurs composantes dynamiques à l'intérieur même du système.⁷⁹

Ceci n'implique donc pas nécessairement la stagnation ou même le *développement du sous-développement* d'une société, mais signale que son infrastructure possède au moins une caractéristique particulière: l'exogénéité de son dynamisme. Ainsi:

La situation de la dépendance se présente, dès le départ, comme une situation globale, qui recouvre tous les niveaux de la structure sociale. Ceci veut dire que la théorie de la dépendance cherche toujours à identifier la *totalité* qui caractérise cette situation; et cette totalité s'exprime par un certain ensemble de rapports qui se sont développés, au long de l'histoire, entre les structures internes et la domination extérieure.⁸⁰

Donc,

un pays n'est pas dépendant parce qu'il a besoin d'autres pays pour se développer. Il est dépendant parce que son évolution historique a produit une certaine configuration sociale, un certain type de société qui s'articule de façon spécifique, et qui obéit à des lois de comportement et de transformation engendrées par cette configuration.⁸¹

Il nous reste cependant à voir comment s'effectue la «mise en dépendance» de ces sociétés; un processus essentiel à la compréhension de leur histoire révolutionnaire. Notre cadre théorique divise donc en trois phases l'évolution de la situation de dépendance:⁸² la conquête impériale par une puissance étrangère; la désarticulation sociale résultant de l'imposition d'un nouveau mode de production; et le développement dépendant de l'ensemble de la structure sociale.

⁷⁹ CARDOSO, Fernando Henrique, et Enzo FALETTI, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978 (première édition en espagnol: 1969). 21.

⁸⁰ PEIXOTO, Antonio Carlos, «La théorie de la dépendance, bilan critique», *Revue française de science politique*, vol 27 no 4-5 (août-octobre 1977): 601-629. 617.

⁸¹ Ibid., 615.

⁸² Ces éléments sont inspirés en partie des travaux de Cardoso et Faletto, ainsi que du cours de G. Ducoatenzeiler (Université de Montréal) sur l'impérialisme.

1) La conquête impériale⁸³

Avec l'expansion coloniale des empires européens dès les XIV^e et XV^e siècles, des formations sociales autochtones (dont celles des Amériques) viennent en contact avec de nouvelles forces sociales, portées par ces conquêtes.

L'intervention exogène sur l'infrastructure sociale prend deux formes (pouvant parfois coïncider dans une même société). Premièrement, il peut s'agir d'une interaction, tant sur les forces productives que les rapports de production, visant à redéfinir le mode de production. Ce fut ainsi le cas pour la plupart des colonies européennes d'Afrique ou d'Asie. Deuxièmement, il peut s'agir de la transplantation d'une structure sociale de la métropole vers la colonie, alors dite *de peuplement*. Ce fut le cas de l'ensemble des colonies d'Amérique, tant françaises, britanniques, espagnoles que portugaises. Dans les deux types de colonisation, la dynamique «normale» entre les forces productives et les rapports de production, révélée par l'analyse marxiste, est modifiée par l'intervention impériale.

Compte tenu des liens de subordination entre les colonies et leurs métropoles, notamment par le mercantilisme, les innovations infrastructurelles (surtout celles des forces productives) sont originaires de l'extérieur. Elles sont donc implantées dans une structure faisant face à un dynamisme exceptionnel de contradictions.⁸⁴ Très souvent, et notamment dans le cas des colonies de peuplement, il y eut ~~juxtaposition~~ juxtaposition de deux modes de production: le traditionnel et l'impérial. C'est ainsi que les colonisations européennes d'Amérique se firent en parallèle à l'existence, plus ou moins réprimée, des modes de production des sociétés indigènes.⁸⁵

⁸³ Cette conquête, bien qu'elle l'est le plus souvent, n'est pas toujours de forme militaire. Elle peut aussi s'effectuer, par exemple, culturellement ou économiquement.

⁸⁴ Certes, de telles influences exogènes sont communes également aux sociétés centrales. Par exemple, les bases scientifiques européennes sont originaires des sociétés orientales. Néanmoins, il ne s'agissait là que de contacts parallèles, et non de liens de subordination coloniaux.

⁸⁵ Dans le cas des sociétés dépendantes d'Amérique, on peut parler également d'une *seconde conquête*, concrétisée par le néo-colonialisme britannique et étatsunien, s'exerçant dès l'indépendance formelle face aux empires ibériques. Si ces derniers imposèrent des modes de production

Au niveau superstructurel, l'impact de la colonisation est souvent dramatique. En fait, la conquête impériale décapite la société colonisée des fonctions dirigeantes de sa classe dominante, ou en empêche tout au moins leur formation et développement. Cette société se retrouve souvent avec une classe dominante presque exclusivement *reproductrice* de l'ordre social, incapable (et non-désireuse) d'une quelconque initiative transformatrice. Cette classe entretient des liens privilégiés avec la classe dominante métropolitaine, lui assurant ainsi sa fortune. Pour sa part, l'Etat dépendant devient le plus souvent « policier », consolidant par ses appareils l'ordre de domination. A ce stade, cette classe *compradore* n'est nullement incitée à la transformation de la structure sociale ou à défendre l'indépendance nationale. Il faut attendre pour cela l'émergence d'une dynamique interne des rapports de production: ce fut le cas des Etats-Unis dès la fin du XVIII^e siècle, de la plupart des autres colonies d'Amérique au cours du XIX^e, et des colonies africaines et asiatiques au cours du XX^e.

2) La désarticulation

Conséquence de la juxtaposition des rapports de production indigènes et impérial, puis de la persistance de l'intervention métropolitaine, la désarticulation de la structure sociale se traduit bientôt par l'incapacité de la société dépendante d'établir une dynamique sociale cohérente, tant au niveau de l'infrastructure que de la superstructure. C'est ainsi que l'on retrouve, par exemple, des économies d'enclaves, strictement orientées vers l'extérieur, ainsi que des systèmes d'agro-exportation, tous deux incapables de soutenir le développement des forces productives nationales.

The heterogeneity of the economic structure [...] points to a circumstance within the reproduction process which differs qualitatively from, for instance, the heterogeneous production relations in the metropolis with 'the passive survival of antiquated modes of production, with their inevitable train of social and political anachronisms' [Marx, Capital I, note 35 p. 13]. 'Traditional' modes of production are not shortcomings, signs of backwardness in the periphery (as the modernisation theories maintain), they are necessary components of peripheral

essentiellement quasi-féodaux et mercantilistes, la nouvelle conquête fut celle du capitalisme.

reproduction.⁸⁶

Au départ, c'est au niveau du dynamisme liant l'infrastructure à la superstructure que s'exprime la désarticulation. Touraine complète ainsi la définition de Cardoso et Faletto:

on doit [...] définir une société dépendante par la désarticulation des relations économiques et des rapports sociaux, qui correspond à la dualisation de la société, c'est-à-dire à la discordance entre le fonctionnement du système économique centré à l'extérieur et celui de la société et de la culture nationale ou régionale.⁸⁷

Le développement des structures dépendantes se caractérise par des contradictions croissantes entre les modes de production existant. Il en résulte une désarticulation à un autre niveau: le plus souvent, la dynamique sociale complexe qu'entraîne la pluralité de modes de production empêche la classe dominante d'établir son hégémonie (gramsciste) et de s'imposer comme classe dirigeante. D'où, comme nous le précisons, l'exacerbation des conflits sociaux, notamment de la lutte de classes.

En d'autres termes, la désarticulation se présente également comme l'éclatement de la société, de ses mécanismes relationnels entre acteurs, correspondant normalement à une unité relative du tissu social. Elle devient à la fois un effet et une cause de la dépendance.

Cependant, dans certains cas, et contrairement aux sociétés autonomes, des groupes sociaux peuvent, par leurs liens privilégiés avec le centre, exploiter ces conditions:

...l'industrialisation dans les pays dépendants accroît la concentration des revenus, augmente les différences dans la productivité et ne s'étend pas à l'ensemble de l'économie: tandis que la production d'automobiles, de téléviseurs, de frigidaires et autres biens de ce genre se fait à partir de technologie moderne, la plupart de la production alimentaire, de textiles et autres biens de consommation primaire se fait à partir d'une technologie et de rapports de production plus traditionnels. Le salaire des techniciens, des directeurs et des ouvriers spécialisés, bien qu'ils ne dépendent pas directement de la productivité, sont incomparablement plus élevés que ceux des paysans ou des ouvriers des secteurs traditionnels. Ainsi, l'industrialisation à la périphérie accroît les disparités des salaires et accentue ce que l'on a appelé en Amérique latine

⁸⁶ ZIEMANN, W. et M. LANZENDORFER, «The State in Peripheral Societies», *The Socialist Register*, (1977): 143-177. 158.

⁸⁷ TOURAINE, Alain, *Les sociétés dépendantes...*, 75.

«l'hétérogénéité structurelle».⁸⁸

De telles contradictions servent admirablement le capital international, alors qu'elles fournissent des biens et denrées alimentaires à bon marché, nécessaire à la reproduction d'une main-d'oeuvre également bon marché.

A titre d'exemple de l'effet de désarticulation, nous pouvons considérer le cas du Mexique: la paysannerie, organisée selon des modes de production traditionnels, produit à la fois des denrées⁸⁹ disponibles pour les travailleurs agricoles et industriels. Ces derniers, pour leur part, génèrent surtout, sous le système capitaliste, des produits de consommation à des prix internationalement compétitifs. Les deux types de modes de production coexistent: les traditionnels étant indépendants mais nécessaires au fonctionnement du mode de production capitaliste périphérique.

3) Le développement dépendant

Cette perspective historique de la conquête et de la désarticulation nous amène à la notion de développement dépendant. En Amérique latine, la période post-coloniale fut marquée de deux types de développements: l'un fut basé sur des enclaves d'exploitation de ressources naturelles ou de main-d'oeuvre bon marché; et l'autre sur l'exportation agricole, puis sur la substitution des importations (dès la première guerre mondiale). Dans le premier cas, cette forme de développement des forces productives ne permit l'émergence d'aucun marché national significatif. Alors que dans le second, bien qu'un marché se développa, il demeura limité aux biens de luxe dont seules des fractions privilégiées purent jouir.

Dans les deux situations, un compromis fordiste fut impossible à élaborer de manière équivalente à celle des pays européens ou nord-américains. Ainsi, pour permettre la réalisation complète du cycle du capital, les productions agricoles et de matières premières, puis celles

⁸⁸ CARDOSO et FALETTI, *Dépendance et développement*..., 23.

⁸⁹ Il semble que dans certains cas, la production de denrées alimentaires de ce secteur soit plutôt en baisse, la paysannerie se refermant sur une économie de subsistance. Dans ces cas, elle fournirait plutôt de la main-d'oeuvre (par la migration des jeunes) à la production capitaliste tant agricole qu'industrielle.

des industries nationales, demeurèrent dépendantes des marchés internationaux. De plus, même lorsque certains marchés de consommation en vinrent finalement à se développer,⁹⁰ les économies capitalistes périphériques demeurèrent dépendantes des marchés internationaux de capitaux et de technologies, ou même d'impérialisme militaire.⁹¹

Avec l'expansion du capitalisme en Amérique latine aux XIX^e et XX^e siècles, on aurait pu s'attendre à ce que les classes dominantes des sociétés dépendantes assument elles-mêmes le développement capitaliste national, évitant de la sorte une nouvelle désarticulation de cause exogène et permettant un développement cohérent des forces productives et des rapports de production. Ce ne fut le cas que d'une société: celle des États-Unis, puisque la victoire du Nord à l'issue de la guerre de Sécession assura la domination des capitalistes sur l'oligarchie foncière des États du Sud. Bien qu'ayant vécu des conflits semblables au niveau de leur classe dominante, le Mexique, l'Argentine et le Brésil n'eurent pas la même chance de connaître la victoire de leur bourgeoisie industrielle nationale. Les alliances de ces oligarchies avec le capital international ne sont pas étrangères à ces défaites: il en fut ainsi au Nicaragua lorsque le gouvernement nationaliste et libéral de Zelaya fut renversé en 1909 par les latifundiaires, avec la bénédiction de Washington.

Le capitalisme s'est néanmoins développé dans les pays périphériques, mais sans hégémonie bourgeoise (au sens gramsciste), avec les conséquences sociales que l'on connaît. Le développement dépendant est donc caractérisé par son exogénéité, la pluralité de modes de production et la désarticulation des rapports sociaux.

Ces quelques données sur les caractéristiques des sociétés dépendantes sont essentielles, tant à la compréhension de l'évolution des conditions structurelles ayant mené le Nicaragua à la révolution sandiniste, qu'à celle des conditions socio-économiques auxquelles doit faire face le

⁹⁰ Comme dans les cas du Brésil ou du Mexique - bien que ces marchés sont loin de s'étendre à la totalité de la population.

⁹¹ CARDOSO et FALETTI, *Dépendance et développement...*, 17-18.

processus révolutionnaire.⁹² Il nous reste cependant à présenter notre méthode de recherche, c'est-à-dire le cadre analytique devant guider la vérification de nos hypothèses.

C. Cadre analytique

En se penchant sur la structure sociale présentée par l'analyse marxiste, nous pouvons identifier plusieurs types de rapports de forces, dont les rapports institutionnels, idéologiques, militaires, les rapports de classes, etc. Nous croyons utile de les regrouper en cinq catégories, créant ainsi cinq champs de lutte pour l'hégémonie. Ces champs sont indiqués par la figure 5: 1) Rapports de forces politico-institutionnels; 2) rapports de forces économiques; 3) rapports de forces socio-politiques; 4) rapports de forces idéologiques; et 5) rapports de forces répressifs.

1. Rapports de forces politico-institutionnels

Les rapports de forces politico-institutionnels sont ceux s'exerçant au sein des institutions du pouvoir politique, c'est-à-dire du gouvernement et des appareils d'Etat. L'hégémonie d'un acteur dans ce champ de lutte se définit donc comme la domination, par cet acteur, des institutions du pouvoir gouvernemental et étatique.

Cette forme d'hégémonie est des plus importantes, puisqu'elle donne accès aux instruments privilégiés de production et de reproduction sociale que sont les appareils d'Etat. Ces appareils servent à leur tour à établir des rapports de forces dans d'autres champs de lutte hégémonique.

2. Rapports de forces économiques

Les rapports de forces économiques ont pour enjeu ultime le contrôle de l'accumulation. Ce contrôle peut s'exercer par l'hégémonie plus ou moins absolue d'un acteur sur les mécanismes de production ou de circulation de biens et services. En société capitaliste, la bourgeoisie assure son

⁹² En fait, une certaine comparaison entre une révolution et une conquête est possible: la première étant un processus de transformation sociale endogène, alors que la seconde est un processus similaire, mais extérieur à la formation sociale.

FIGURE 5 - LES CINQ CHAMPS DE LUTTE HÉGÉMONIQUE

hégémonie économique par la propriété des biens de production, ce qui lui permet de disposer de la plus-value produite collectivement par l'ensemble de la force de travail. C'est de cette contradiction entre l'accumulation privée et la création collective qu'émerge, avec plus ou moins d'acuité, la lutte de classes.

L'Etat dispose également de ressources puissantes, puisqu'il peut intervenir juridiquement pour réguler les mécanismes de production et de circulation. Généralement lié à la classe dominante, l'Etat se contente d'accumuler pour reproduire et adapter l'ordre social. En société révolutionnaire cependant, ses intérêts peuvent se démarquer sensiblement de ceux de la classe dominante pré-révolutionnaire.

3. Rapports de forces socio-politiques

Les rapports de forces socio-politiques mettent en opposition des mouvements et organisations sociales. C'est au moyen de la contrainte ou de la persuasion que des acteurs peuvent éventuellement établir leur hégémonie socio-politique. Ils peuvent ainsi contrôler ou obtenir l'appui des organisations et mouvements sociaux tant classistes que non-classistes. Cette lutte permet au groupe hégémonique d'orienter les rapports sociaux en fonction de ses intérêts et de son projet de société. Elle peut se exercer par exemple par une influence exercée sur les groupes féministes, de syndicats ouvriers ou d'organisations patronales. Il s'agit alors de canaliser les ressources mobilisables par les organisations et mouvement sociaux vers des objectifs spécifiques.⁹³

On remarquera que l'Etat ne dispose pas, à première vue tout au moins, d'appareil spécifique pour intervenir à ce niveau des rapports sociaux. Néanmoins, il peut le faire en intégrant des organisations sociales aux processus institutionnels gouvernementaux: il s'agit alors d'un réseau descendant ou ascendant de pouvoir, de l'Etat vers la société civile. C'est ce que l'on peut définir comme une structure corporatiste de pouvoir.

Il faut donc définir le corporatisme classique comme étant une recherche, par l'Etat, d'intégrer, dans ses structures gouver-

⁹³ Voir notamment DAUDELIN, Jean, Un modèle de compétition généralisée, Notes de recherche non publiées (Ph.D., Université Laval), San José, 1988. 12-13.

nementales et administratives, tous les secteurs d'activités de la société, par fonctions.⁹⁴

Mais même sans implication directe de l'Etat sous forme de corporatisme politique, les relations entre organisations sociales demeurent essentielles à la compréhension des luttes de pouvoir. En fait, les organisations sociales sont présentes dans tous les types de rapports de forces. Ce qui caractérise le champ socio-politique de lutte hégémonique, c'est que les acteurs de ce champ n'entrent pas, *a priori*, en contact avec les trois appareils d'Etat ou ses structures institutionnelles (sauf sous forme corporatiste). Ainsi, le mouvement et les organisations féministes ne sont pas, prioritairement, en lutte économique, idéologique ou répressive avec d'autres acteurs, dont l'Etat.

4. Rapports de forces idéologiques

Les rapports de forces idéologiques ont pour enjeu la légitimité d'une idéologie auprès d'une majorité d'individus d'une population. Une élite ou une classe défendant une idéologie a donc recours à de la propagande (selon une acception non-péjorative) dans le cadre de la lutte pour l'hégémonie idéologique. L'Etat demeure l'un des acteurs les plus privilégiés à ce niveau, puisqu'il dispose d'un appareil puissant de diffusion idéologique.

Précision dès maintenant que notre étude portera sur la lutte pour l'hégémonie idéologique, et non sur cette hégémonie même. Cette dernière ne s'évaluant que difficilement, notamment par sondage ou lors d'élections. De plus, comme le signale Weber, nous ne savons jamais si cette hégémonie idéologique découle de la croyance, de la peur, de l'intérêt, ou simplement de l'habitude.⁹⁵

5. Rapports de forces répressifs

L'enjeu des rapports de forces répressifs est la domination, par la force armée, des rapports sociaux. On définit donc l'hégémonie répressive

⁹⁴ ARCHIBALD, Clinton, *Corporatisme et néo-corporatisme au Québec: une constante négligée, 1930 à nos jours*, Thèse de doctorat, Université Carleton, Ottawa, 1982. 60.

⁹⁵ WEBER, *Economie et société...*, 219.

d'un groupe (normalement de l'État) par sa domination de l'appareil de répression d'une société. Le plus souvent, il s'agit même d'un monopole,⁹⁶ sauf là, comme au Nicaragua, où la légitimité même de l'État est contestée par certaines organisations sociales. La lutte pour l'hégémonie militaire est peut-être la plus importante pour l'hégémonie d'ensemble d'une élite ou d'une classe, car c'est elle qui porte les enjeux de la détermination ultime du pouvoir, i.e. la force physique de la menace mortifère.

Nous pouvons, à l'aide de la figure 6, illustrer les différentes situations dans lesquelles des acteurs sociaux (notamment l'État) peuvent se retrouver. Il s'agit de disposer les cinq champs de lutte hégémonique en ordonnée, et de porter en abscisse les 32 (2⁵) combinaisons fondamentales réalisables en attribuant à chaque case une condition non-hégémonique ou hégémonique (- ou +). Ce n'est là bien sûr qu'une simplification, car les résultats d'une lutte hégémonique n'ont pas une somme nulle: des nuances devraient être apportées si cette simple illustration devait être développée en modèle d'analyse.⁹⁷

L'illustration nous permet de citer quelques cas qui, présentés simplement (et peut-être faussement) procurent néanmoins une certaine image de l'articulation possible des forces et de leur hégémonie dans une formation sociale donnée. Ainsi, dans le premier cas du tableau (tous des '-' dans la première colonne) le groupe se révèle incapable, dans la lutte pour l'hégémonie, d'affirmer une quelconque domination. On peut citer l'exemple, un peu triste, des groupes marxistes-léninistes au Canada...

Le second cas (celui de l'hégémonie militaire seulement) caractérisait notamment la fin du régime Somoza alors qu'il avait perdu ses appuis politiques, qu'une bonne partie de la bourgeoisie avait joint l'opposition, et que depuis longtemps il ne jouissait plus de supports sociaux et idéologiques.

La troisième situation pourrait caractériser le corps enseignant universitaire: il jouit généralement d'hégémonie idéologique (en sa

⁹⁶ Selon la célèbre définition de Weber.

⁹⁷ L'ajout de nuances au sein d'une même case rendrait rapidement le «modèle» mathématiquement pesant à manipuler. Le simple fait de mettre deux signes (tels ++ ou +- ou --) augmenterait déjà le nombre de possibilités à 4⁵, soit 1024 colonnes, au lieu de 32...

valeur de message scientifique), mais ne mobilise que rarement des groupes sociaux, et ne dispose certainement pas d'hégémonie politico-institutionnelle, économique, et encore moins militaire.

FIGURE 6 - ILLUSTRATION DES CHAMPS DE LUTTE HEGEMONIQUE

HEGEMON.	CERTAINES DES 32 COMBINAISONS									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
POL.INS.	-	-	-	-	-	+	+	+	+	±
ECON.	-	-	-	-	+	-	+	-	+	±
SOC.POL.	-	-	-	+	-	+	-	+	+	±
IDEOL.	-	-	+	+	-	+	-	+	+	±
MILIT.	-	+	-	-	-	-	+	+	+	±

La guérilla sandiniste pré-insurrectionnelle des années 1970 (mais avant 1978) peut caractériser le quatrième cas, puisqu'elle disposait d'une certaine hégémonie idéologique et socio-politique, sans toutefois s'imposer militairement et sans recevoir d'appuis du système politique institutionnel ou des leviers économiques.

Le cinquième cas pourrait être celui de la noblesse foncière des années pré-révolutionnaires en France. Selon l'analyse de Skocpol, cette noblesse n'aurait en effet joui que d'hégémonie économique, ayant dès lors perdu toute autre forme d'influence.

Le Chili d'Allende représenterait le sixième cas, puisque le contrôle d'importants facteurs économiques, ainsi que des forces armées, échappait à ce gouvernement, ce qui lui fut fatal...

Le gouvernement de Somoza, pendant de nombreuses années, peut être caractérisé par la septième colonne (étant à l'opposé des positions de la guérilla sandiniste).

Le huitième cas peut représenter le gouvernement sandiniste des deux ou trois premières années du nouveau régime, puisqu'il détenait une hégémonie bien établie dans l'ensemble des secteurs, sauf au sein de l'économie, encore sous le contrôle de la bourgeoisie.

La neuvième colonne est celle de l'hégémonie sur tous les fronts

(l'Eldorado des élites dirigeantes!). Elle peut être illustrée par tous les régimes capitalistes avancés, ainsi que les pays industrialisés d'Europe de l'est. C'est l'hégémonie au sens gramsciste.

Enfin, la dixième colonne représente le Nicaragua d'aujourd'hui: nous ne spéculerons pas sur la valeur des cases, puisque c'est là l'objet du mémoire.

Notre cadre analytique, devant guider la démarche de notre étude, est donc structuré en fonction des rapports de forces s'exerçant dans le but d'obtenir une position hégémonique. Les chapitres, couvrant chacun un champ de lutte hégémonique, seront divisés en fonction de l'hypothèse présentée au début de chacun des chapitres. Dans tous les cas, deux groupes d'acteurs s'opposent: les révolutionnaires (Sandinistes en tête) et les contre-révolutionnaires, lesquels s'opposent d'emblée à la transformation du mode de production.⁹⁸

Pour l'étude de chacun des deux paradigmes, nous identifierons deux éléments clés: les acteurs, et les relations les mettant en rapport. Cette approche nous permettra, avec suffisamment de flexibilité, de dépeindre un champ de lutte hégémonique en fonction d'un schéma commun: acteurs-relations-structure.

La définition des acteurs, aussi précise que possible, cherchera à identifier leur position de classe, leur idéologie, leurs ressources, leurs intérêts, etc. Il s'agit en fait d'une identification anachronique (d'un cliché), d'individus, d'organisations ou d'institutions posant des actes dans le champ étudié.

L'analyse des relations s'intéresse précisément aux actes que posent les acteurs. Ce sont des actes qui, toujours, sont posés en fonction de relations face à d'autres acteurs. Ainsi, ce que nous chercherons à éclaircir, c'est la dynamique des interventions de toute nature s'exerçant, entre les acteurs d'un même paradigme ou des deux paradigmes, dans le cadre d'une lutte hégémonique donnée.

Ce que nous appelons ici la structure, c'est l'image d'ensemble ressortant de l'analyse des acteurs et des relations les mettant en rapport. Il s'agit en fait de la structure du champ de lutte étudié, de

⁹⁸ Lorsqu'à l'occasion, nous parlerons d'*anti-sandinistes*, ce sera pour désigner des acteurs opposés aux Sandinistes mais pas nécessairement au projet révolutionnaire dans son ensemble.

laquelle nous tirons, à la fin de chacun des chapitres, les conclusions concernant l'état de cette lutte hégémonique. La structure d'une dynamique sociale (comme, dans notre cas, nos cinq champs de lutte hégémonique) n'est rien en soi: elle se révèle à la lumière des acteurs et de leurs relations. La structure n'est que le portrait final de la dynamique de ces deux composantes. En cela, elle représente l'objet ultime de l'analyse de chacun des champs.

La conclusion générale du mémoire se chargera de reprendre les conclusions spécifiques des chapitres, pour tenter d'illustrer la dynamique de l'ensemble des cinq champs de lutte hégémonique. C'est là, espérons-le, que prendra forme la structure globale du conflit opposant les projets de sociétés du Nicaragua post-insurrectionnel.

Notons en terminant qu'au niveau de la besogne, la recherche a été effectuée en deux étapes. Premièrement, une revue de la littérature nous a permis de préciser les cadres conceptuel et analytique, ainsi que de recueillir une vaste quantité de données pertinentes à notre étude. Une seconde étape consistait en un séjour de cinq semaines au Nicaragua, nous permettant de compiler des documents autrement inaccessibles, et de réaliser des entrevues.

Mettant ici un terme à la présentation de notre cadre théorique, nous pouvons dès maintenant passer à notre étude de cas. Mais avant d'entreprendre la couverture des cinq champs de luttes hégémoniques, il convient de s'attarder à l'évolution pré-insurrectionnelle de la structure sociale nicaraguayenne. Nous tracerons ainsi une image plus nette des conditions ayant mené au pouvoir le Front sandiniste le 19 juillet 1979.

II. LE NICARAGUA PRÉ-INSURRECTIONNEL

A. Géographie du Nicaragua

Situé au coeur de l'Amérique centrale, le Nicaragua en est le plus vaste pays, avec ses 130 000 kilomètres carrés (voir la carte à l'annexe 3). A l'ouest, les limites territoriales sont celles de l'océan Pacifique. A l'est, c'est la mer des Caraïbes. Le Honduras borde la frontière nord, longeant jusqu'à la côte Atlantique le Río Coco, alors que le El Salvador se trouve à moins de 30 km au nord-ouest, par le golfe de Fonseca. Au sud, c'est la république du Costa Rica, que l'on retrouve aux limites du lac Nicaragua et du Río San Juan.

La région de la côte pacifique est couverte de plaines, s'élevant graduellement vers la cordillère volcanique du centre-nord. C'est là que l'on retrouve des collines onduleuses couvertes de boisés. Plus à l'est, la jungle s'étant jusqu'à la plaine atlantique: zone souvent marécageuse, large de 60 à 80 km, bordant la côte caraïbe.¹ Au sud-ouest, l'on retrouve les lacs Managua et Nicaragua, le second étant l'un des plus grands d'Amérique du sud.²

Sur l'ensemble du territoire, le climat tropical est chaud et humide. Il n'y a que deux saisons: l'hiver (nommé ainsi car c'est la période pluvieuse) s'étend de mai à novembre, alors que c'est pendant l'été (techniquement, l'hiver hémisphérique) que s'effectuent les principales récoltes (surtout de janvier à mars).

La population totale était estimée, en 1986, à près de 3,2 millions d'habitants,³ alors que son taux annuel de croissance (3,4%) est l'un des plus élevés du continent. Les concentrations de population sont cependant fort inégalement réparties sur le territoire. La très grande majorité habite la région des plaines de la côte pacifique, alors que quelques petites villes (dont Bluefields et Puerto Cabezas) regroupent

¹ Agence canadienne de développement international (ACDI), *Esquisse d'un pays: Nicaragua*, Ottawa, 1982.

² Où l'on retrouve d'ailleurs les seuls requins d'eau douce au monde...

³ WORLD BANK, *World Development Report*, Washington D.C., World Bank, 1986. 180-185.

la faible population de la côte atlantique. Des communautés indigènes (surtout Sumo, Rama, et Miskito), ainsi que des descendants d'esclaves ayant fui les Caraïbes au XIX^e siècle, peuplent également cette région peu développée.⁴

Les divisions territoriales internes du Nicaragua furent redessinées en 1982. Le pays compte aujourd'hui six régions et trois zones spéciales (couvrant la côte atlantique et le Río San Juan), regroupant en tout 18 départements.⁵ Outre les activités traditionnelles des indigènes, le peu de développement de la côte atlantique fut centré sur les pêcheries et sur quelques enclaves minières, aujourd'hui expropriées. C'est dans la région pacifique que se retrouve l'essentiel de l'agriculture, et la totalité de la faible production industrielle. Près d'un tiers de la population vit dans la capitale, Managua. L'on retrouve d'autre part moins d'une dizaine de municipalités régionales de population importante (dont León, Granada, Estelí, Juigalpa et Matagalpa).

B. Histoire économique

1. De la colonisation à Zelaya

Si Christophe Colomb longea les côtes de ce qui est aujourd'hui le Nicaragua dès 1502, ce n'est qu'en 1519 que des explorateurs espagnols, Andrés Niño et Gil González Dávila à leur tête, entreprirent de chercher, depuis Panama vers le nord, un éventuel détroit inter-océanique.⁶ C'est ainsi qu'en 1523, ils arrivèrent au domaine du cacique Nicarao. Les villes de Granada et León furent établies dès 1524. Dès lors, la première désarticulation coloniale (telle que définie au chapitre précédent) débuta, avec l'établissement des *latifundios* (ou *haciendas*) espagnols,

⁴ La composition ethnique approximative du Nicaragua est la suivante: 70% de métis mi-européens/mi-indiens; 17% de Blancs; 9% de Noirs; et 4% d'Indiens de sang pur. ACDI, *Esquisse d'un pays...*

⁵ KLEIN, Juan-Luis, *Défi au développement régional*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986. 15 et 45. Depuis septembre 1987, la côte atlantique est divisée en deux régions, préalablement nommées Zelaya Norte et Zelaya Sur: Atlántico Norte et Atlántico Sur.

⁶ WHEELOCK ROMAN, Jaime, *Raíces Indígenas de la Lucha Anticolonialista en Nicaragua*, Managua, Ed. Nueva Nicaragua, 1985. 14-37.

s'opposant à l'organisation traditionnelle indigène des *minifundios*.⁷

Du XVII^e au XIX^e siècle, la carence relative de main-d'oeuvre, ainsi que sa grande mobilité, encouragea le développement de larges latifundios d'élevage bovin, contrôlés par une oligarchie foncière et commerciale, établie dans les villes de León et Granada.⁸ Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les principales récoltes d'exportations étaient celles de l'indigo et du cacao. Ce n'est qu'à ce moment que fut introduite la culture du café (bien après que le reste de l'Amérique centrale en eu fait autant), et que, sous le régime libéral du président Zelaya (1893-1909), des travaux d'infrastructure de base allaient être entrepris.

C'est par ces transformations du tournant du siècle que la capitalisation des terres et de la main-d'oeuvre devaient entamer la seconde désarticulation des modes de production. Cette nouvelle désarticulation répondait cette fois aux marchés internationaux de denrées alimentaires. Le président Zelaya moussa le développement de la conscience nationale, tout en récupérant la côte atlantique des mains des Britanniques, et imposant des droits sur les enclaves (surtout étatsuniennes) des territoires de l'ouest.⁹ L'époque de Zelaya fut donc marquante dans l'histoire du Nicaragua:

José Santos Zelaya's Liberal Revolution of 1893 marked the beginning of the modern Liberal movement in Nicaragua. Although constrained by bourgeois Liberalism, he introduced some progressive ideas and began to challenge the traditional oligarchy and the power of the Catholic Church.¹⁰

Néanmoins, la montée de l'opposition oligarchique et impérialiste mit fin, en 1909, aux velléités libérales de la bourgeoisie. Le coup d'Etat, appuyé par les Etats-Unis, remis au pouvoir les grandes familles, elles-mêmes traditionnellement divisées.

2. De Somoza García au terremoto de 1972

⁷ BIDERMAN, Jaime, «The Development of Capitalism in Nicaragua: A Political Economy History», *Latin American Perspectives*, vol 10 no 1 (Winter 1983): 7-32. 9.

⁸ Ibid., 10.

⁹ Sur la pénétration des monopoles sous forme d'enclaves, voir notamment KLEIN, *Défi au développement...*, 12-28.

¹⁰ VANDEN, Harry E., «The Ideology of the Insurrection», pp. 41-62 in WALKER, Thomas W., *Nicaragua in Revolution*, New York, Praeger, 1982. 43.

De cette époque jusqu'au *boom* de l'exportation cotonnière des années 1950, peu de changements significatifs sur le plan économique eurent lieu. Seule est notable l'intervention croissante du gouvernement de Somoza García (à partir de 1936) pour la stimulation des exportations (coton et sésame) dans le but d'accroître l'accumulation. Néanmoins, cela constitua bientôt la base de l'expansion d'après-guerre des secteurs agricoles capitalistes. En ce sens, ce développement devenait plus significatif que la croissance, sur la côte atlantique, de quelques enclaves multinationales d'exploitations forestières et minières.

Ainsi, c'est dans les années 1950 que le Nicaragua connut d'importantes modifications structurelles (le véritable départ de la seconde désarticulation, qui avait échoué avec le renversement de Zelaya), notamment par l'expansion subite de la production cotonnière. En fait, certaines des terres du pays étaient parmi les plus productives au monde pour la culture de cette fibre.¹¹ Dès cette époque, l'État somoziste orienta d'importantes ressources en capital et en investissements infra-structuraux vers l'exploitation de l'or blanc. Mais ainsi, il favorisa quelques groupes d'agro-exportateurs, rendant plus difficile à de petits producteurs l'accès aux terres et capitaux.¹²

Il en résulta la prolétarianisation de plusieurs de ces paysans, s'intégrant désormais au marché capitaliste du travail, le plus souvent sur une base saisonnière. D'autres paysans migrèrent vers les terres de l'intérieur, moins accessibles aux marchés nationaux, et surtout moins productives. Il s'agissait donc d'une expansion massive du mode de production capitaliste dans le domaine agricole. L'État se désintéressa presque complètement de la production paysanne, ne s'occupant que de l'agro-exportation pour les revenus qu'elle générait. C'est ainsi que dans les années 1960 et 1970, et parallèlement au coton, d'autres cultures d'exportation se développèrent, dont la viande bovine, les produits laitiers, la volaille, les fruits de mer, le sucre, le tabac, la banane et le riz.¹³

¹¹ BIDERMAN, «The Development of Capitalism...», 14.

¹² Idem.

¹³ Ibid., 17.

Un tel modèle de développement fut nuisible au secteur industriel national, dans lequel le Nicaragua battait de l'aile relativement à ses voisins centro-américains. Dans ce secteur, non seulement le taux d'investissement était-il bas, mais il en était de même du réinvestissement des profits. Comme causes, au moins partielles, l'on note de fortes dépenses de consommation par la classe dominante, ainsi que la fuite importante de capitaux.¹⁴ Il faut également signaler la très forte concentration du peu de production industrielle du pays. En fait, «Of the 600 industrial plants employing five or more persons, 136 produced 72 percent of the total output in 1971, while only 28 accounted for 35 percent.»¹⁵ De plus,

...Nicaragua's foreign and domestic investments stimulated industrial growth and diversified but did not decrease external dependencies. The cobeneficiaries of this process were foreign investors and the Nicaraguan bourgeoisie (especially the Somozas). The main loser in the industrialization boom was the poor majority - for whom too few new jobs developed, wages declined, and prices rose.¹⁶

Fred Judson résume ainsi les liens de la croissance économique centro-américaine au développement des conditions politiques:

It was very rapid growth, with two central distortions. First, it was agro-export-led growth; coffee, cotton, beef, and sugar export production took up more and more of the best lands. Second, industrial expansion followed the import substitution pattern; expensive consumer items directed to a limited market were produced by branches of multinational corporations while secondary finishing and assembly industries fulfilled a role in the global plans of some of the same multinationals. Industrialization was neither national nor rational, and the nature and consequences of that growth provided the material basis for the political crisis of the local ruling classes and their ally and mentor at the international level, the United States imperial state. The politicization of increasing numbers of landless peasants in the region has to be seen in this light, as has the increased propensity of the urban population for political organization.¹⁷

¹⁴ Ibid., 26.

¹⁵ PARSA, Misagh, «Economic Development and Political Transformation», *Theory and Society*, vol 14 no 5 (septembre 1985): 622-674. 657-658.

¹⁶ BOOTH, John A., *The End and the Beginning: the Nicaraguan Revolution*, Colorado, Westview Press, 1982. 82.

¹⁷ JUDSON, Fred, «Capitalist Crisis, Imperialist Crisis, and the Response of the Nicaraguan Sandinista Revolution», pp. 213-241 in HOLMES, John, et Collins LEYS, *Frontyard Backyard: The Americas in the Global*

A cela il faut ajouter un événement critique: le tremblement de terre de Managua, le 23 décembre 1972. En plus de ~~tuer~~ plus de 5 000 personnes, l'économie toute entière fut ébranlée... Mais l'impact sur la production industrielle fut particulièrement dramatique.

Du modèle somoziste de développement, de fortes contradictions firent éventuellement surface:

Low wages implied cheap food, but the production of basic food crops was made increasingly problematic by the lower quality of land and low productivity to which small food producers were relegated. Moreover, the widespread poverty of a semiprol-etarianized rural population limited the possibilities for industrial accumulation (and urban industrial employment) based on the domestic market.¹⁸

Le développement inégal des secteurs économiques, symptomatique de la désarticulation des modes de production, engendra de nouvelles forces sociales. Le régime, figé dans ses rapports de production, ne put répondre, au cours des années 1970, à l'exacerbation de ces contradictions, et se retrouva coincé par une alliance insurrectionnelle multiclassiste.

C. Histoire politique

Le Nicaragua obtint son indépendance en 1821, sans que l'oligarchie ne perde pour autant sa place dominante, notamment dans le secteur de l'élevage. Comme nous l'avons vu, ce n'est qu'en 1893, avec l'expansion de l'industrie caféière, que les Libéraux prirent le pouvoir, pour le perdre dès 1909. Dans le courant de 1912, des troupes insurrectionnelles libérales, sous la direction du général Benjamin Zeledón, tentèrent de reprendre le contrôle de l'État. Ce sera sans lendemain, puisque des milliers de *marines* étatsuniens débarquèrent alors pour rétablir l'ordre et protéger le pouvoir oligarchique.¹⁹

En 1926, la guerre Constitutionnaliste éclate, avec José María Moncada à la tête de la bourgeoisie libérale. Il déposa les armes en 1927, signant un accord avec le représentant de Secrétariat d'État des

Crisis, Toronto, Between the lines, 1987. 219.

¹⁸ BIDERMAN, «The Development of Capitalism...», 28.

¹⁹ SAINT-GERMAIN, Pierre, Nicaragua libre: une révolution qui ébranle l'Amérique centrale, Montréal, Ed. coopératives Albert Saint-Martin et Centrale de l'enseignement du Québec, 1981. 123.

Etats-Unis. Pour sa part, Augusto César Sandino, à la tête de forces populaires, refusa d'abdiquer. Il continua de s'opposer à l'occupation étasunienne jusqu'au départ des marines, en 1934. Entre temps, ces derniers avaient assuré la «nationalisation» de l'occupation par la mise sur pied de la *Guardia Nacional*, sous la direction d'Anastasio Somoza García. Après s'être imposé politiquement, Somoza fit assassiner Sandino,²⁰ puis assumait directement la présidence dès 1937.

Au cours des décennies suivantes, plusieurs organisations d'opposition, plus ou moins autonomes des partis politiques officiels, se développèrent. Ce n'est cependant qu'à l'époque de la révolution cubaine que certains mouvements se radicalisèrent. De tels groupes s'organisèrent, surtout autour de communautés chrétiennes de base, de syndicats ouvriers, de partis politiques radicaux, de communautés paysannes, ou d'associations étudiantes.²¹ Cependant, et compte tenu notamment de la répression par la Garde Nationale, ce n'est qu'après le sinistre de 1972 que l'opposition insurrectionnelle gagna du terrain. L'ensemble de ces organisations allait être crucial dans la lutte contre la dictature: si elles n'étaient pas directement impliquées dans la lutte armée, elles appuyèrent néanmoins les combattants.

D'autre part, l'un des groupes armés d'opposition, formé au début des années soixante, imposait progressivement sa présence: il s'agissait du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN). Après l'exécution de Somoza García en septembre 1956 par le jeune poète Rigoberto López Pérez, une vague de répression sans précédent s'étendit sur tout le pays. Le calme fut rétabli dès 1960, et le parti communiste pro-soviétique (PSN) adopta une plateforme conciliatrice:

[The party] dismissed Sandino as a petty-bourgeois nationalist and, like other traditional Communist Parties in Latin America during the 1950s and early 1960s, was unwilling to engage in revolutionary activities. It claimed that the objective economic conditions did not yet allow for revolutionary class struggle.²²

²⁰ Sur la lutte sandiniste, voir notamment: ORTEGA SAAVEDRA, Humberto, *Cincuenta años de lucha sandinista*, Mexico, Editorial Diogenes, 1979.

²¹ Tels les *Partido Conservador Nicaragüense* (PCN), *Confederación de los Trabajadores Nicaragüenses* (CTN), *Confederación de Unidad Sindical* (CUS), *Partido Socialista de Nicaragua* (PSN), *Partido Socialcristiano* (PSC), etc.

²² VANDEN, «The Ideology...», 49.

Insatisfaits de cette position, et sans doute influencés par les succès de Castro à Cuba, quelques membres du PSN quittèrent le parti pour chercher d'autres avenues. C'est ainsi qu'en juillet 1961, Carlos Fonseca, Tomás Borge Martínez, Silvio Mayorga et d'autres, fondèrent le FSLN. L'organisation s'inspirait des exemples de Sandino, Che et Castro. L'analyse et l'idéologie en était marxiste, adaptant notamment les pensées de Lénine et d'Hô Chi Minh au cas du Nicaragua.

Après d'importantes défaites sur le plan militaire,²³ le Front ajusta sa stratégie et chercha à mobiliser les classes populaires. Il forma des organisations intermédiaires, servant de «cordons ombilicaux» entre le FSLN et les masses: des organisations étudiantes, ouvrières, «neighborhood committees, Christian movements, artistic groups, and so on... We led these intermediate organizations ourselves, through compañeros who followed the orientation of the Front.»²⁴ Fonseca croyait à la nécessité de telles organisations, non seulement pour leur travail idéologique et de mobilisation, mais aussi parce que sans elles, les classes populaires demeureraient incapables de matérialiser leur appui au FSLN.

Dans les années qui suivirent le tremblement de terre de 1972, les différentes organisations d'opposition, dont le FSLN et la bourgeoise *Unión Democrática de Liberación* (UDEL), gagnèrent des appuis substantiels parmi leur représentation respective de classe. Au sein de la bourgeoisie, la croissance de forces centrifuges détruisit la relative unité autour de Somoza. Sur le plan politique, cela se traduisit par des élans d'opposition du Parti conservateur,²⁵ tentant d'arracher le pouvoir des mains du

²³ Dont celle de Pancasán en 1967, ayant littéralement dissimé le Front sandiniste.

²⁴ De Waksman SCHINCA, *Cambate*, juillet-septembre 1979, p. 21, cité dans VANDEN, «The Ideology...», 52.

²⁵ Jusqu'à un certain point actif contre Somoza dans les années quarante, le Parti conservateur se rapprocha politiquement du dictateur jusqu'en 1962, alors que la fraude électorale de cette année là poussa le parti vers une opposition plus nette (il était à ce moment contrôlé par le *Movimiento Popular Democrático Cristiano*). De plus, en 1972, l'alliance avec Somoza du dirigeant conservateur Fernando Agüero, au sein d'une junta tripartite de révision constitutionnelle, priva le parti d'une large portion de son support: «In sum, the opportunism of the Conservative leadership alienated successive generations of young Conservatives, eroded electoral support, splintered the party, and

Parti libéral de Somoza. De telles querelles ne menèrent cependant nulle part, compte tenu de l'inefficacité totale des institutions politiques sous le régime d'alors.

Les contradictions économiques se concrétisèrent, donnant aux Somoza une hégémonie économique croissante, menaçante pour le reste de la bourgeoisie:

- The Somozas often used their political power to seize desired property, especially from political enemies. Moreover, the Somozas access to capital and control of the national regulatory apparatus made them almost invincible economic competitors.²⁶

Il en résulta, au cours des années 1970, l'affaïssement de la cohésion au sein de la bourgeoisie, alors que même les très conservateurs groupes financier BANIC et BANAMERICA appuyèrent l'opposition modérée. La corruption au sein de la Garde Nationale et de l'administration publique, laissée sans contrôle par la confusion suivant le tremblement de terre, réduisit d'autant l'unité de la classe dominante:

A corrupted and repressive regime was not conducive to the institutionalization of an 'impartial' and efficient capitalist state. A sector of the bourgeoisie, then, opposed Somoza while striving to reform the state to satisfy its needs for efficiency and rationality.²⁷

En fait, la bourgeoisie s'organisa sous différents groupes, prenant des positions non-révolutionnaires, et représentant des aspirations capitalistes et libérales. Elle cherchait essentiellement une transition à un capitalisme sans somozisme, pouvant manoeuvrer selon des règles libérales. L'une des plus importantes de ces organisations fut l'UDEL, créée en 1974, avec la participation, notamment, de Pedro Joaquín Chamorro, alors directeur de *La Prensa*.

Después del terremoto de 1972, cuando la insaciable sed de poder de Somoza aleja definitivamente a Agüero de la junta, la oposición burguesa optará en el adelante por conformar una especie de frente opositorista con el cual presionar a la embejada yanqui para la sustitución "pacífica" de Somoza, presentándose ellos como alternativa. Es así como se va gestando

eventually left it dead and buried - by the hand of its own leaders.» BOOTH, «The End and the...», 100.

²⁶ Ibid., 98.

²⁷ PEREZ-STABLE, Marifeli, «The Working Class in the Nicaraguan Revolution», pp. 133-145 in Thomas W. WALKER (ed), *Nicaragua in Revolution*, New York, Praeger, 1982. 134.

la creación de UDEL.²⁸

Une autre fraction de la classe dominante, jouant également un rôle important dans l'articulation pré-insurrectionnelle des forces politiques, fut le clergé. Tant avant qu'après 1972, et jusqu'à l'insurrection de 1979, une partie du haut clergé, ainsi que la vaste majorité du bas clergé, devinrent graduellement plus critiques face au régime. Certains légitimèrent même l'insurrection armée.²⁹

Pendant ce temps toutefois, des tensions internes au Front sandiniste menaçait son unité. Selon la tradition établie par Fonseca, une première tendance (dite *Guerra Popular Prolongada*, GPP) soulignait l'importance de consolider, essentiellement auprès de la paysannerie, les forces tant sociales que militaires du FSLN.³⁰ Eventuellement, la GPP exclua le second groupe: la *Tendencia Proletaria* (TP). Cette autre tendance soutenait que la GPP négligeait les ouvriers urbains, en les maintenant isolés des guérilleros. Ses membres préconisaient l'organisation d'un parti ouvrier marxiste, développant la conscience de classe des masses avant de poursuivre la lutte armée jusqu'à l'insurrection.

Cependant, Fonseca (de la tendance GPP) fut tué au combat le 8 novembre 1976, affaiblissant cette fraction et divisant d'autant le Front. A ce moment, une troisième tendance émergea, alors nommée *Terceirista*, ou encore *Tendencia Insurreccional* (TI). En plus d'une vision différente de la stratégie militaire à adopter,³¹ les membres de la TI (dont les frères Ortega Saavedra) étaient prêts à établir des alliances socio-

²⁸ «Après le tremblement de terre de 1972, quand la soif insatiable de pouvoir de Somoza éloigna définitivement Agüero de la junte, l'opposition, bourgeoise opta dès lors pour un forme de front oppositionnel pouvant faire pression sur l'ambassade yankee [sic] pour la substitution «pacifique» de Somoza, se présentant eux-mêmes comme alternative. C'est ainsi que fut créée l'UDEL.» Traduction libre. ORTEGA SAAVEDRA, *Cincuenta años...*, 101.

²⁹ PARSA, «Economic Development...», 661, et SAINT-GERMAIN, *Nicaragua...*, 61-69.

³⁰ SAINT-GERMAIN, *Nicaragua...*, 72.

³¹ «Nous pensions que l'erreur de la G.P.P. était de faire durer trop longtemps la phase dite de l'accumulation des forces. Accumuler des forces sans combattre laissait toute l'initiative à la G.N., qui a pratiquement détruit la G.P.P. entre 1974 et 1977. Il fallait changer de stratégie. Nous n'étions pas opposés à ce que des foyers de guérilla continuent d'exister, pour autant qu'ils n'occupent plus le centre de la lutte.» de Daniel Ortega, cité dans SAINT-GERMAIN, *Nicaragua...*, 72-73.

politiques avec des secteurs non-populaires. Ils espéraient ainsi faciliter l'atteinte d'un objectif pressant: le renversement de la dictature. Il s'agissait donc d'une vision plus étapiste que celle des deux autres tendances, lesquelles voulaient assurer des bases populaires *préalablement* à la saisie d'un pouvoir socialiste. De la Gauche, les *Terceristas* étaient critiqués militairement comme des 'petits bourgeois aventuriers'; et politiquement comme des socio-démocrates dangereusement cooptés par la bourgeoisie. De la Droite, l'on y voyait une façade masquant de cyniques radicaux voulant établir une 'dictature communiste'.³²

Bien que divisées, les trois tendances poursuivirent le combat sans altercations fratricides. Les *Terceristas* marquaient cependant des points grâce à leur stratégie d'alliance, et contribuèrent à augmenter, pour l'ensemble du FSLN, son hégémonie idéologique auprès des classes populaires. Les fractions les plus marginalisées de la bourgeoisie, ainsi que l'ensemble de la petite bourgeoisie, donnèrent d'abord leur appui aux organisations oppositionnelles de la grande bourgeoisie (notamment à l'UDEL). Mais au cours de 1978, cet appui se déplaça progressivement vers le FSLN, pour essentiellement trois raisons:³³ 1) les négociations avec Somoza n'allaient nulle part, et la grande bourgeoisie semblait trop intéressée par l'établissement d'un *somozismo* sans Somoza; 2) les classes moyennes, particulièrement à ce moment, souffraient d'un sévère déclin de leurs conditions socio-économiques; et 3) il existait de nombreux liens familiaux de ces classes avec des jeunes (notamment des étudiants/es) participant à la lutte insurrectionnelle.

A la mi-1977, le FSLN et ses alliés de la bourgeoisie formèrent *Los Doce*: un groupe de douze personnalités de diverses tendances, agissant comme gouvernement révolutionnaire en exil (Venezuela et Costa-Rica). En juillet 1978, le *Frente Ampleo de Oposición* (FAO) fut créé, regroupant les plus importants acteurs de l'opposition. La pression sur le régime s'intensifiait, alors qu'un mois plus tard, Edén Pastora (*Comandante Zero*) conduisait une étonnante mission sur le Palais national, faisant otages les quelques 1500 parlementaires et fonctionnaires présents. En plus des concessions immédiates obtenues de Somóza, le FSLN augmenta de

³² Ibid., 74.

³³ JUNG, Harald, «Behind the Nicaraguan Revolution», *New Left Review*, no 117 (septembre-octobre 1979): 69-89. 86.

la sorte son prestige, tant au Nicaragua qu'à l'étranger, avec ce que cela implique de support matériel.

Au cours des mêmes mois, des négociations se tinrent entre *Los Doce* et le régime. Le plus que Somoza voulait concéder (sous la pression de Washington) n'était cependant que sa propre démission, alors que la Garde Nationale serait maintenue. C'était inacceptable au FSLN. *Los Doce* se retira des pourparlers en octobre, et quitta le FAO. Ce groupe fut suivi «by the trade unions, the Communists, and almost all the bourgeois parties, with the exception of those groups closest to finance capital».³⁴ Une partie de la grande bourgeoisie hésitait alors entre maintenir Somoza, ou risquer d'appuyer l'alliance 'radicale', compte tenu de l'hégémonie croissante du FSLN en son sein.

Pour appuyer les forces insurrectionnelles, le *Frente Patriótico Nacional* (FPN) fut créé en février 1979, réunissant des groupes de gauche et endossant les trois grandes revendications du FSLN: «disbandment of the National Guard, nationalization of all property belonging to the Somoza clan, and the establishment of a democratic popular government with the participation of all major social and political sectors».³⁵

Sur le plan international, le jeu des États-Unis fut déterminant. Pour Washington, le Nicaragua ne représentait pas un intérêt économique majeur en soi. Il s'agissait plutôt de questions stratégiques, compte tenu des possibilités d'y construire un nouveau canal inter-océanique (par le Río Coco et le lac Nicaragua), et surtout pour assurer la stabilité de la région dans son ensemble. Dans ces conditions, Somoza lui-même n'était pas essentiel aux visées et intérêts étatsuniens. Il en résulta, surtout dans les dernières années du régime, une politique relativement imprécise de Washington à l'égard de Managua: les alternatives bourgeoises furent appuyées, tout en défendant Somoza plus fermement lorsque la Gauche marquait trop de points.

Dans la seconde moitié des années 1970, l'attitude des États-Unis se compliqua. La nouvelle politique de Carter sur les droits de la personne força Somoza, en 1977, à lever l'état de siège, imposé depuis 1974. Mais ce dernier avait de nombreux amis parmi les militaires et congressistes étatsuniens, dont John Murphy (New York), Charles Wilson

³⁴ Ibid., 84.

³⁵ Idem.

(Texas), et Larry McDonald (Géorgie),³⁶ lui assurant de la sorte un auditoire dans le gouvernement nord-américain, de même que des appuis économiques considérables.³⁷

Avec la croissance de l'opposition, Washington se retrouva coincé dans un dilemme: poursuivre sa politique de droits humains; ou assurer ses intérêts nationaux en appuyant plus fermement Somoza. D'autre part, dans la période 1977-1978, deux tendances divisèrent clairement le Congrès étatsunien: soit appuyer Somoza en tant qu'allier loyal et le plus apte à bloquer la montée du FSLN; soit demander la démission du dictateur afin de permettre à des modérés de prendre le pouvoir et d'isoler politiquement le FSLN.³⁸

Ainsi, avec les troubles ayant suivi l'assassinat de Chamorro³⁹ en janvier 1978, et la menace croissante venant de la Gauche, les États-Unis mirent fin à leur critique du régime et reprirent l'assistance militaire et économique à Somoza. La manœuvre eut cependant l'effet contraire de celui désiré: une partie de l'opposition modérée interpréta l'attitude de Washington comme le symptôme de l'impossibilité d'une solution pacifique, et appuyèrent d'autant l'option insurrectionnelle.⁴⁰

³⁶ BOOTH, The End and..., 77.

³⁷ Il faut de plus noter qu'au début de la décennie 1970, l'ambassadeur étatsunien à Managua, Turner Shelton, était un proche ami du dictateur. Il semble qu'à plusieurs reprises, il interféra la transmission d'information de l'ambassade vers Washington. De plus, Shelton était du conglomérat d'Howard Hughes, ce dernier ayant d'ailleurs vécu à l'hôtel Intercontinental de Managua de 1970 à 1972. «Hughes made various Nicaraguan investments, including the purchase of one-fourth of LANICA, the Somoza family airline». Idem.

³⁸ LEOGRANDE, William M., «The United States and the Nicaraguan Revolution», pp. 63-77 in Thomas W. WALKER (ed) Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 64-66.

³⁹ Pedro Joaquín Chamorro Cardenal, propriétaire de *La Prensa*, fut assassiné le 10 janvier 1978. Ce ne fut sans doute pas par ordre de Somoza, qui pouvait entrevoir l'impact catastrophique que cela aurait. De ce meurtre, il résulta d'importantes manifestations, ainsi que deux semaines de grève générale. Ces grèves furent d'abord appelées par l'UDEL, qui tenta par la suite de les faire cesser, pour en perdre alors le contrôle.

⁴⁰ La *serise du sunday* fut l'envoi d'une lettre de Carter à Somoza, le premier août 1978, félicitant ce dernier pour «l'amélioration des droits de la personne» au Nicaragua... ce qui n'était manifestement pas

Au niveau sud-américain, les dictatures du El Salvador et du Guatemala envoyèrent des troupes appuyer la chancelante Garde Nationale somoziste, dans le cadre d'un accord signé en 1961.⁴¹ D'autre part, certains pays latino-américains, dont le Costa-Rica, Panama et le Venezuela, donnèrent leur appui militaire et diplomatique aux Sandinistes.

Ce qui ressort de l'analyse de ces événements, c'est la croissance, notamment au cours des deux années de guerre civile pré-insurrectionnelle, de la position hégémonique du FSLN, et de ses organisations populaires, face à l'opposition anti-somoziste bourgeoise:

The popular organization achieved an important organizational takeoff through the militia, the Civil Defense Committees (CDC), and the Work Defense Committees (CDT). Even though the bourgeoisie led the movement to protest Chamorro's death the dynamics of mass mobilizations weakened its leadership. Not only were popular organizations created and strengthened, but the Monimbó insurrection (February) [⁴²] opened new possibilities for the popular war against Somoza and the National Guard.⁴³

De plus, la cooptation du FAO dans la négociation avec Somoza et Washington et la création du *Frente Patriótico Nacional* (FPN, unissant le FSLN, le *Movimiento Pueblo Unido*, MPU, et d'autres organisations populaires) affaiblirent la position de la bourgeoisie. L'hégémonie du FSLN fut clairement établie dès le printemps de 1979.

En fait, le 7 mars, les trois fractions du FSLN se réunifièrent sous l'égide du *Directorio Nacional Conjunto* (DNC), coordonnant dès lors toutes les activités militaires et politiques du Front. Il semble, d'autre part, que l'une des principales raisons de l'hégémonie croissante

le cas. Ibid., 66.

⁴¹ Formant à cette époque le *Consejo de Defensa Centroamericano* (CONDECA), sous l'égide des États-Unis. De plus, il faut ajouter qu'Israël procura à la dictature des conseillers militaires au mois d'avril 1979, alors que le FMI lui avança US\$40 millions, puis US\$25 de plus en mai. Washington approuva une nouvelle demande au FMI pour un prêt de US\$66 millions. JUNG, «Behind the...», 87, et LEOGRANDE, «The United States...», 69.

⁴² Le *barrio* indien et populaire de Monimbó (dans la ville de Masaya) connu une révolte spontanée contre les quartiers de la Garde Nationale le 23 février 1978. Le secteur fut contrôlé par les insurgés jusqu'au 3 mars, alors qu'après de meurtriers combats et des bombardements par l'artillerie et l'aviation, la Garde reconquit Monimbó, au prix de quatre ou cinq cents morts.

⁴³ PÉREZ-STABLE, «The Working Class...», 135.

du FSLN fut son travail constant sur le plan idéologique, lui assurant de bonnes relations avec les organisations populaires. Cela démontre, à l'intérieur de certaines limites structurelles, que la 'guerre gramsciste' de casemates fut largement payante pour les Sandinistes:

After 1972, there were two ways in which to fight the dictatorship. The bourgeoisie supported the mediation with Somoza as the means to its objective of preserving the state. The FSLN advocated armed struggle to uproot Somozismo. The dynamics of mass mobilization and Somoza's intransigent reaction eliminated the first road. [...] For the bourgeoisie, then, the alliance with the FSLN became indispensable if in some way it wished to have voice in the new Nicaragua.⁴⁴

Les trois fractions du Front contribuèrent séparément, mais de façon complémentaire,⁴⁵ à son hégémonie. Leur réunification donna à l'organisation la force nécessaire pour Somoza à abdiquer devant la Junte formée des principaux acteurs de l'opposition. A ce stade cependant, le FSLN n'avait pas encore imposé son monopole politique. La bourgeoisie et Washington avaient manœuvré pour éviter le pire en entourant les Sandinistes, au sein de la Junte, de représentants modérés.

From now on, the struggle was no longer for the overthrow of Somoza, who had become a mere puppet: now the two traditional blocs in the Nicaraguan opposition were fighting each other. [...] The National Guard was no longer fighting for Somoza, but for the interests of the USA and the Nicaraguan financial bourgeoisie.⁴⁶

Il ne fallut cependant que l'incident de la présidence intérimaire d'Urcuyo⁴⁷ pour permettre au Front d'assurer sa domination sur les

⁴⁴ Ibid., 136.

⁴⁵ Selon Régis Debray, les trois tendances étaient en désaccord sur une simple question de calendrier insurrectionnel. Mais elles apportèrent toutes trois une contribution essentielle au Front: «La victoire, chacune des tendances en a eu sa part et toutes l'ont entière. La GPP parce qu'elle a su assurer la continuité stratégique du Front pendant près de vingt ans, en se faisant témoin et garant de son identité historique; les prolétaires, parce qu'ils ont donné à l'action militaire une base idéologique et politique de classe; les tercéristes, parce qu'ils ont conféré au Front une puissance indépassable de convocation nationale et continentale, lui assurant de la sorte une puissance de feu maximale» Le Monde Diplomatique, (sep. 1979) cité dans SAINT-GERMAIN, Nicaragua..., 75.

⁴⁶ JUNG, «Behind the...», 88.

⁴⁷ La menace d'une intervention étasunienne força les Sandinistes à négocier et accepter un compromis: «On 14 and 15 July the junta appointed a provisional Cabinet of 18 ministers, in which the Sandinistas joined

appareils d'Etat, notamment par le monopole presque absolu sur les forces armées. Il allait ainsi former le gouvernement révolutionnaire.

En fait, le processus révolutionnaire ayant mené à l'insurrection émergeait des contradictions entre forces productives et rapports de production caractéristiques du développement capitaliste s'opposant à l'aristocratie latifundiaire. Ceci nous fait remarquer que, compte tenu des conditions structurelles du Nicaragua, une analyse déterministe (économiste) aurait conclu que la révolution aurait dû être bourgeoise, et non socialiste. Mais, pour des raisons essentiellement politiques, ce sont les Sandinistes qui ont imposé leur domination, ce que notre cadre théorique explique par la relative autonomie des acteurs.

Notons également que c'est dès l'insurrection qu'allait s'entamer une nouvelle désarticulation de la société nicaraguayenne (la troisième). Pas par une conquête cette fois, mais plutôt par un processus révolutionnaire. Il y a donc reproduction et production d'un nouveau mode de production (socialiste) par l'Etat révolutionnaire. Mais il y a aussi reproduction et production de l'ancien ordre social (capitaliste dépendant) par la classe dominante, maintenant sur la défensive. La révolution sociale est donc toujours en cours, et c'est cette réarticulation de la société vers le nouveau mode de production qui est au coeur du processus révolutionnaire.

D. Acteurs socio-politiques nicaraguayens

Avant d'entreprendre l'étude des rapports mettant en relation certains acteurs socio-politiques du Nicaragua, il convient de s'attarder à quelques considérations générales de la nature de ces acteurs, histoire

up with conservative and social-democrat elements and in no way played a leading role. The agricultural, cultural, interior and foreign ministries were taken by Sandinistas or their sympathizers, but the economic and finance ministries were occupied by representatives of the bourgeoisie." JUNG, «Behind the...», 88-89. Le pouvoir allait être passé à un président intérimaire, puis à la Junte. «But when Somoza did go, on 16 July, his 'interim' successor Francisco Urcuyo announced that he planned to stay on until 1981 [for the forthcoming elections], and had no intention whatever of transferring power to any junta.» *Ibid.*, 89. C'en était trop... et ce fut l'occasion pour le FSLN de se débarrasser de la moribonde Garde Nationale et d'établir son hégémonie au sein de l'Etat. Dans la matinée du 19 juillet, Urcuyo avait quitté le pays. Keesing's, (7 septembre 1979): 29810.

de mieux les saisir dans leur environnement. Nous croyons donc opportun de décrire ce qu'est brièvement et quel discours véhicule le Front sandiniste, puisque c'est lui qui, en tête de file, se présente comme le défenseur du projet révolutionnaire sandiniste.

Nous nous pencherons également sur trois autres groupes d'acteurs sociaux: la bourgeoisie, l'Eglise catholique, et les communautés autochtones. Ce sont eux, en tant qu'élites contestataires contre-révolutionnaires, qui portent le flambeau des idéologies anti-sandinistes. Cependant, il est incorrect de ne voir dans l'opposition anti-sandiniste que de la simple réaction somoziste et impérialiste au processus révolutionnaire. Bien que le discours sandiniste parle de *somozistas* et de *mercenarios* (lorsqu'il se réfère à la *contra*), l'opposition de certaines fractions de classes ou groupes isolés, pourtant anti-somozistes, est également présente.⁴⁸ A cela, il faut ajouter les revendications des communautés autochtones et noires de la côte atlantique, qui n'ont évidemment rien à voir avec la réaction somoziste ou l'«impérialisme yankee».

1. Le Frente Sandinista de Liberación Nacional

Nous définissons l'élite dirigeante, dans la section sur le cadre conceptuel, comme le groupe au contrôle des appareils d'Etat. Ce groupe, proche de la notion de *bloc au pouvoir* de Poulantzas, n'est cependant pas toujours facilement identifiable à une fraction spécifique de classe, et peut avoir, d'autre part, une composition volatile. Dans le cas du Nicaragua, cette fraction est toutefois clairement identifiable: elle est composée de la hiérarchie du FSLN. Cependant, il n'est pas simple de lier le Front à une classe sociale. Les membres du FSLN semblent émerger surtout des classes populaires et de la petite bourgeoisie.⁴⁹

D'autre part, les Sandinistes ne peuvent être confondus avec une fraction des classes populaires. Bien qu'ils se proclament l'avant-garde de ces classes laborieuses, leur contrôle effectif des appareils d'Etat les met en relation particulière avec les moyens de production. Le FSLN

⁴⁸ Tout récemment, lors des pourparlés de Sapoá à la fin mars 1988, les Sandinistes ont néanmoins reconnu que la *contra* représentait également des intérêts distincts de ceux de Washington.

⁴⁹ Bien qu'il nous ait été impossible de trouver des données précises sur les origines de classes des membres du FSLN.

peut prétendre (et effectivement) défendre les intérêts dits *objectifs* des classes populaires, il n'en demeure pas moins un groupe distinct, dirigeant un Etat interventionniste tentant d'établir un nouvel ordre social. Le Front sandiniste serait peut-être mieux décrit comme *aspirant* à générer une classe dirigeante reflétant son projet de société. Cela pourrait se concrétiser de deux façons: premièrement, en intégrant la petite bourgeoisie moderne aux appareils d'Etat - soit un processus de cooptation; deuxièmement, (ce qui est spécifique au projet socialiste) en élargissant le contrôle de l'Etat par les classes populaires, faisant ainsi de cette classe même la classe dirigeante.

Il semble pertinent de revenir quelque peu sur la nature même de l'idéologie sandiniste, mettant l'accent sur ses caractéristiques révolutionnaires plutôt qu'insurrectionnelles, maintenant que le Front est au pouvoir.

Comme toute idéologie, le *sandinismo* cherche à procurer une image de l'«ordre des choses» par le biais de symboles et de concepts déterminés, fondés sur une expérience collective. En tant qu'idéologie, le sandinisme n'est donc pas neutre: il appelle à un choix politique, celui des intérêts portant cette idéologie.

Sandinista political education seeks more than understanding, more than science, although that is the basis of revolutionary consciousness and morale. It seeks to develop the Sandinista *mística*, that *moral revolucionaria* somewhat beyond the strictly rational.⁵⁰

La légitimité du sandinisme semble découler grandement de ses liens étroits avec le nationalisme nicaraguayen. Les idéologues du Front ne manquent jamais de lier le FSLN à l'histoire de résistance anti-impérialiste, débutant avec la colonisation espagnole et s'intensifiant au XX^e siècle sous l'impérialisme américain.⁵¹ Le coeur de cette légitimité nationaliste, évoquant surtout l'indépendance face à toute forme de domination étrangère, est la lutte armée de Sandino. Le FSLN y trouve

⁵⁰ JUDSON, Fred, «Sandinista Revolutionary Morale», *Latin American Perspectives*, vol 14 no 1 (Winter 1987): 19-42. p. 22. Les italiques sont de nous.

⁵¹ Voir notamment WHEELLOCK ROMAN, Jaime, *Raíces indígenas de la lucha anticolonialista en Nicaragua*, Managua, Editorial Nueva Nicaragua, 1985.

ses racines de différentes façons.⁵² D'abord par des liens intellectuels, puisque Carlos Fonseca (l'un des fondateurs du Front) écrit y avoir trouvé une bonne part de son inspiration. Ensuite, il existe une similarité des conditions de luttes entre les troupes rebelles de Sandino et les Sandinistes des années 1960. Finalement, le FSLN fut en contact direct avec des vétérans de Sandino, tel Santos López, prenant part au combat dans le Río Coco en 1963.

Mais si ces considérations touchent aux racines intellectuelles et historiques du sandinisme, il nous reste à le situer face à son projet révolutionnaire, c'est-à-dire le type de société voulant établir le processus de transformation en cours. Le projet couvre l'ensemble des mécanismes sociaux: le mode de production, les valeurs dominantes, ainsi que la vision du développement des ressources nationales. L'intellectuel Ricardo Morales Avilés écrivait: «We have to change so many things, compañero. First, power, property, ourselves... then later... we'll have fresh air and corn for all, air and flowers for everyone.»⁵³ L'on retrouve ici plusieurs thèmes du projet révolutionnaire sandiniste:

...destroy the dictatorship, the bourgeois state, creating a state in the interests of Nicaragua's exploited classes, the proletariat and the peasantry; construct new relations of property and production, both national and international; transform consciousness and behaviour; create abundance and equality.⁵⁴

Ceci nous mène au coeur même de la morale révolutionnaire du sandinisme: la création de l'*hombre nuevo*. Le projet révolutionnaire sociétal est conditionnel à la réussite de la révolution morale, celle portée par l'interprétation sandiniste du socialisme et du christianisme:

We have to reconstruct the human being Somoza wanted to destroy... the greatest evil that Somocismo did to our people... was to have destroyed Nicaraguans from the moral point of view. They wanted to make us all criminals, selfish, deformed people who thought only of themselves. The proliferation of selfishness reached epidemic proportions.⁵⁵

En ce sens, l'«homme nouveau» sandiniste semble être indissociable de la

⁵² JUDSON, «Sandinista Revolutionary...», 24-25.

⁵³ Cité et traduit par JUDSON, «Sandinista Revolutionary...», 32.

⁵⁴ Ibid., 32.

⁵⁵ Cité et traduit de Tomás Borge, in ibid., 33.

nouvelle société révolutionnaire. Il devient dès lors essentiel au processus révolutionnaire d'affirmer sa détermination non seulement par l'hégémonie répressive, politique ou économique de ses acteurs, mais aussi, et surtout, par leur hégémonie idéologique. En fait, avec la détérioration des conditions socio-économiques, il devient crucial pour les Sandinistes de conserver leur support populaire par le biais de cette morale révolutionnaire mobilisatrice. Toute perte d'hégémonie idéologique des Sandinistes créerait un espace aussitôt comblé, soit par l'opposition interne, soit par la réaction bourgeoise et impérialiste, qui aurait tôt fait de délégitimer le processus révolutionnaire et les dirigeants sandinistes.

Puisque le sandinisme, comme tout mythe révolutionnaire, est le véhicule de la conscience politique et un prérequis à l'action,⁵⁶ c'est dire combien son rôle demeure crucial dans la lutte post-insurrectionnelle pour le pouvoir.

2. Les bourgeoisies nicaraguayenne et internationale

Bien que des fractions progressistes de la bourgeoisie reconnaissent l'importance politique du FSLN, elles cherchent néanmoins à nier son hégémonie. C'est ainsi que se développèrent des thèmes récurrents dans le discours oppositionnel. D'une part, l'opposition critique l'absence de démocratie réelle qu'elle dit camouflée sous une façade pluraliste. C'est ainsi qu'elle dénonçait la remise des élections, pour ensuite les discréditer. De la même manière, elle s'en prend au monopole du sandinisme, aux discours populistes des 'marxistes-léninistes non-avoués' du DNC, ou à la confusion du FSLN et de l'Etat (notamment de l'appareil répressif).

D'autre part, la bourgeoisie proclame l'incapacité des Sandinistes de mener à bien le développement des ressources du pays. Le climat politique résultant de l'hégémonie sandiniste est pointé du doigt. Les nationalisations, les expropriations de terres, les monopoles d'Etat sur des secteurs cruciaux de l'économie sont responsables, selon la bourgeoisie, d'une gestion désorganisée, de *désinvestissements*, et de la fuite de capitaux.

Il est intéressant de retenir de cette analyse de la position de la bourgeoisie nicaraguayenne, qu'elle demeure, après comme avant l'insurrec-

⁵⁶ JUDSON, «Sandinista Revolutionary...», 38.

tion de 1979, frustrée de ses aspirations vers un développement capitaliste. Elle est incapable dans les deux périodes de se constituer en classe politiquement hégémonique. Néanmoins, l'époque post-insurrectionnelle demeure essentiellement différente:

...de 1974 à 1979, si le secteur privé s'affronte à Somoza, il partage avec lui la volonté de défendre les caractéristiques fondamentales des relations de type capitalistes. C'est dans le système capitaliste que le secteur privé veut résoudre sa crise de développement politico-économique. Depuis juillet 1979, le problème se pose dans un contexte différent: ce sont deux modèles d'Etat qui s'affrontent. A la permanence de la subordination politique du secteur privé s'ajoute son refus de la nature du nouvel Etat, qui ne peut plus être le lieu de reproduction de la bourgeoisie. D'un combat pour une place plus juste dans un Etat capitaliste non dénaturé, le secteur privé est passé à un combat pour la survie du modèle capitaliste de l'Etat.⁵⁷

La bourgeoisie est donc engagée dans une lutte à finir avec les Sandinistes. Quelle que soit l'importance stratégique actuelle de l'économie mixte et du pluralisme parlementaire libéral, la bourgeoisie risque fort, tôt ou tard, de ne plus avoir d'espace vital dans le mode d'accumulation se développant au Nicaragua.

Comme il fallait s'y attendre, la coopération de la bourgeoisie dans une alliance avec les Sandinistes était donc temporaire. Elle demeure aujourd'hui encore conditionnelle à ses intérêts circonstanciels et immédiats. Cette alliance ne résistera sans doute pas à l'érosion du temps, marqué par le développement d'un mode d'accumulation socialiste. Logiquement, il fallait s'attendre à voir l'opposition bourgeoise se radicaliser, s'organisant d'abord civilement (notamment sous le *Consejo Superior de la Empresa Privada* (COSEP), la *Union de Productores Agropecuarios de Nicaragua* (UPANIC) ou le FAO, mais aussi allant, dans plusieurs cas, de la critique intra-systémique à la réaction systématique et armée.

Derrière ces fractions importantes de la bourgeoisie nationale, il y a aussi la bourgeoisie internationale. Ce que nous entendons par bourgeoisie internationale correspond aux fractions étrangères des bourgeoisies pouvant avoir des activités industrielles, marchandes, agricoles ou financières étant influencées par la situation au Nicaragua.

Cette bourgeoisie internationale, pour les mêmes raisons que la

⁵⁷ BOURDILLAT, Nicole, «Bourgeoisie et processus révolutionnaire au Nicaragua», Publication inconnue. 72.

bourgeoisie nationale, ne peut que voir ses intérêts menacés par le projet sandiniste. Elle trouve donc dans la réaction contre-révolutionnaire l'occasion d'une seconde tentative d'établir un pouvoir anti-somoziste non sandiniste (ce qui fut raté lors de la guerre civile de 1977-1979). C'est ainsi que nous retrouvons des alliés internationaux, les États-Unis et les républiques centro-américaines en particulier, appuyant les forces politiques internes ainsi que les forces contre-révolutionnaires de la *contra*.

3. L'Eglise catholique

Pour sa part, le haut clergé, sans s'allier ouvertement à l'opposition armée, n'en demeure pas moins très près de la bourgeoisie. Mais telle n'est pas la position de l'ensemble des éléments cléricaux ou religieux du pays. Au Nicaragua, l'on dénombre plusieurs confessions, et les divisions internes sont multiples:

Groups more closely associated with the grassroots level of the Church - the "Christian Base Communities" and the independent religious orders such as Maryknoll and the Jesuits - work actively in support of government programs. Priest serving in the Sandinista government have become identified with the grassroots of "popular Church," which is viewed by the hierarchy as a direct threat to its authority. Sandinista leaders, on the other hand, accuse the Church hierarchy of utilizing religious symbolism and abusing its religious authority for purely political purposes...⁵⁸

4. Les communautés autochtones de la côte atlantique

La côte atlantique, soit les départements de Zelaya et Río San Juan, représentent 56% du territoire du Nicaragua. Bien que moins de 10% de la population du pays s'y trouve, soit (presque 300 000 habitants, la région a ceci de particulier: une bonne part de ses communautés sont d'autres origines ethniques que les espagnols de la côte pacifique.⁵⁹

⁵⁸ LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION, "The Electoral Process in Nicaragua: Domestic and International Influences", pp. 73-107 in ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished...*, 80.

⁵⁹ Composition ethnique de la côte: Mestizos (d'origine espagnole, ayant migrés de la côte pacifique): 182 000; Miskitos: 67 à 70 000; Créoles: 26 000; Sumus: 5 à 7 000; Garífonas (Black Caribs): 1 500; et Rama: 700.

A peine colonisée par les métis hispanophones avant l'insurrection de 1979 (sauf pour quelques centres urbains d'activités économiques), la région atlantique allait résister, dès 1980, au projet révolutionnaire des Sandinistes. Ces derniers, selon leurs propres aveux, n'avaient qu'une très mauvaise connaissance des caractéristiques culturelles et des aspirations des communautés orientales du pays. L'approche socialiste des Sandinistes n'avait ainsi que peu de signification pour ces groupes, qui y voyaient plutôt un nouveau danger d'assimilation:

The indigenous rural population, which lives in stable village communities, bears the imprint, above all, of a 'conservative' historical moment marked by the preservation and recuperation of its threatened tradition and culture. Like the lowland ethnic groups in other countries, it does not demand development and progress and does not struggle against unemployment or for Socialism. Such categories of the industrialised world or of the world integrated into the capitalist market have no meaning in the subsistence reproduction and way of life of the indigenous villages. The word 'work', for example, does not exist either in Miskito nor in Sumu or Rama: an indigenous person goes to fishing, cuts down a tree or goes into a field. Wherever paid labour exists (outside the village community) the Miskito use the English word 'work'.⁶⁰

E. Le Nicaragua d'aujourd'hui

Avant d'entreprendre notre démonstration, il est important de passer en revue quelques données de base sur les conditions tant économiques que sociales dans lesquelles se retrouva le Nicaragua au lendemain de l'insurrection de 1979.

La guerre civile pré-insurrectionnelle aura coûté la vie à plus de 35 000 (peut-être 50 000) nicaraguayens et nicaraguayennes, en blessant près de 110 000 autres, et en laissant 150 000 sans abri.⁶¹ L'infrastructure économique du pays est ravagée: les partisans de l'ancien régime, en fuyant, emportèrent ce qu'ils pouvaient, et souvent, détruisirent le reste. Dans les derniers mois de la dictature, une importante

Center for International Communication, «The Atlantic Coast and Autonomy», Managua, avril 1987. 3.

⁶⁰ OHLAND, Klaudine, et Robin SCHNEIDER, National Revolution and Indigenous Identity, (IWGIA Doc. #47), Copenhagen, Edition Nahua, Nov. 1983. p. 9

⁶¹ ACDF, Esquisse d'un pays..., 2-3.

partie du cheptel fut abattu, alors que des emprunts étaient faits au crédit de l'Etat. Dans ses valises, Somoza emporta plus de US\$600 millions... Alors que la fuite totale de capitaux dépassait sans doute 1,5 milliard. Au 19 juillet, quand la *Junta Governamental de Reconstrucción Nacional* (JGRN) prit le pouvoir, il ne restait dans les coffres de l'Etat que US\$17 millions, mais plus de 1,65 milliard de dollars de dettes.⁶² On estimait d'autre part les dommages de la guerre à plus de US\$481 millions.⁶³ La production alimentaire était fortement réduite, alors que l'ensemble du PNB de 1979 était de 24% inférieur à celui de 1978.⁶⁴

Les programmes prioritaires du nouveau gouvernement se concentrèrent sur la reconstruction de l'infrastructure (notamment des habitations, des hôpitaux, et des réseaux de communication). Une importante campagne d'alphabétisation était également mise sur pied.

Les figures 7, 8 et 9 présentent quelques unes des principales données économiques et sociales caractérisant le Nicaragua à la fin de la décennie 1970. Ces chiffres procurent une idée des conditions «objectives» dans lesquelles le nouvel Etat dû entreprendre son projet révolutionnaire.

Pour sa part, la figure 10 catégorise la population économiquement active (PEA) du Nicaragua en fonction de ses liens aux biens de production. Elle offre ainsi une image de la structure de classe du pays, donnant le nombre total et le pourcentage de personnes pour différentes classes et fractions de classes.

⁶² KNIPPERS BLACK, Jan, «Government and Politics», pp. 143-184 in *Nicaragua, A Country Study*, Washington, US government, 1982. 167.

⁶³ Estimés par le gouvernement étasunien, cité dans FITZGERALD, E.V.K., «The Economics of the Revolution», pp. 203-221 in WALKER, Thomas W. (ed.), *Nicaragua in Revolution*, New York, Praeger, 1982. 207.

⁶⁴ Idem.

FIGURE 7 - STRUCTURE ECONOMIQUE EN 1978

SECTEUR	PIB		PEA	
Agriculture	3 710 ^a	24,7 ^b	338,5 ^c	45,4 ^b
Mines	46	3,1	5,7	0,8
Manufacture	3 149	21,0	79,0	10,6
Construction	429	2,9	32,3	4,3
Sous-total production matérielle	7 325	48,9	455,5	61,0
Gouvernement	1 082	7,2	n.d.	n.d.
Commerce	3 540	23,6	90,7	12,2
Autres services	3 041	20,3	n.d.	n.d.
Sous-total services	7 663	51,1	290,7	39,0
Total	14 988	100,0	746,2	100,0

^a million de córdobas (en 1978: 7 córdobas valent \$1 US)

^b pourcentage

^c millier

PIB: Produit intérieur brut

PEA: Population économiquement active

Source: FITZGERALD, «The Economics...», 205. Citant Banco Central de Nicaragua, Informe Anual, 1978, Managua, 1980.

FIGURE 8 - DISTRIBUTION DES REVENUS PERSONNELS (1977)

STRATE DE REVENUS	POPULATION (milliers)	PART DES REVENUS	REVENU ANNUEL PER CAPITA
5% plus élevé	116	28%	\$5 409
15% suivant	349	32%	2 062
30% suivant	698	25%	805
50% inférieur	1 162	15%	286
Total	2 325	100%	966

Source: FITZGERALD, «The Economics...», 206. Citant UN/ECLA «Nicaragua: repercusiones económicas de los acontecimientos políticos recientes», Mexico, août 1979.

FIGURE 9 - INDICATEURS SOCIAUX COMPARÉS (± 1979)

INDICATEUR	NICAR.	C.RICA	SALVA.	GUATE.	HONDU.	MEXIQ.	E.U.
Qualité phys. de la vie ^a	53	87	67	53	50	75	96
Mortalité infant. 1-4ans	18,4	4,0	14,5	30,0	20,0	10,6	
Citoyens par médecin	2014	1804	5101	4498	4085	1726	569
DCI/ADR 1974 ^b	118	117	81	83	89	121	167
DCI/ADR 1979	117						
DCI/ADR -50% 1974 ^c	79						
DCI/ADR -50% 1979	78						
Pourcentage du budget gou- vernemental de 1977 pour:							
a) éducation	13	33	23	16	19		
b) santé	12	4	11	11	12		
c) a) plus b)	25	37	34	27	31		
Espérance de vie (1978)							
hommes	51,2	61,9	56,6	48,3	52,1	62,8	68,7
femmes	54,6	64,8	60,4	49,7	55,0	66,6	76,5
Pourcentage de décès par maladies intestinales	18,7	5,4	15,6	18,9	15,3	12,7	0,1
Pourcentage du PIB en dépenses militaires	1,5	0,5	1,7	0,8	1,7	-0,7	6,1

^a Cet indice inclu le niveau de mortalité infantile, d'alphabétisation et d'espérance de vie.

^b Daily Calory Intake/Average Daily Requirement (soit 2025 calories/jour).

^c Parmi la moitié la plus pauvre de la population

Source: BOOTH, The End and..., 86-87.

FIGURE 10 - FORCE DE TRAVAIL SELON LES CLASSES SOCIALES ET LA STRUCTURE DE PROPRIÉTÉ AU NICARAGUA (1960)
(par millier de personnes et pourcentage)

CLASSE SOCIALE	PEA agriculture				PEA secteurs non-agricoles				PEA total						
	APP	GNP	PPC	%	total	APP	GNP	PPC	total	%	APP	GNP	PPC	total	%
Propriétaires ^a	-	40.3	125.9	39.5	166.2	-	1.7	45.1	46.8	9.6	-	42.0	171.0	213.0	23.5
Grande bourgeoisie ^a	-	1.9	-	0.4	1.9	-	0.3	-	0.3	0.1	-	2.2	-	2.2	0.2
Moyenne bourgeoisie ^a	-	38.4	-	9.1	38.4	-	1.4	-	1.4	0.3	-	39.8	-	39.8	4.4
Moyenne paysannerie ^a	-	-	54.5	13.0	54.5	-	-	-	-	-	-	-	54.5	54.5	6.1
Petite bour. propriétaires ^a	-	-	71.4	17.0	71.4	-	-	45.1	45.1	9.2	-	-	116.5	116.5	12.8
Ouvriers non-propriétaires ^a	78.0	101.0	74.8	60.5	253.8	129.3	112.4	200.1	441.2	90.4	206.3	213.8	374.9	695.0	76.5
Petite bourgeoisie salariales ^a	2.0	2.0	-	4.0	4.0	63.2	24.4	-	87.6	18.0	65.2	26.4	-	91.6	10.1
Proletariat ^a	8.0	20.0	-	28.0	28.0	65.1	88.4	-	153.5	31.4	73.1	108.4	-	181.5	20.0
Semi-proletariat ^a	68.0	79.0	2.3	149.3	149.3	-	-	79.7	79.7	16.3	68.0	79.0	82.0	229.0	25.2
Sous-proletariat ^a	-	-	72.5	17.3	72.5	-	-	120.4	120.4	24.7	-	-	192.9	192.9	21.2
Total PEA ^a	78.0	141.3	200.7	100.0	420.0	128.3	114.5	245.2	488.0	100.0	206.3	255.8	445.9	900.0	100.0
Pourcentages	18.6	33.6	47.8	-	100.0	26.3	23.5	50.2	100.0	-	22.7	28.0	49.3	100.0	-
Total PIB ^a	8693	83,117	81,137	22.6	84,947	86,750	85,262	84,993	816,945	77.4	97,443	88,319	86,130	821,892	100.0
Pourcentages ^a	14.6	63.0	23.0	-	100.0	39.0	31.0	30.0	100.0	-	34.0	38.0	28.0	100.0	-
PIB per capita ^a	888	822,059	95,605	-	811,778	852,611	846,117	820,223	834,723	-	836,131	832,752	813,683	824,110	-
Index ^a	3.7	91.5	23.5	-	40.9	218.2	191.3	83.9	144.0	-	149.9	135.8	54.8	100.0	-

• **Propriétaires des moyens de production**
 • Propriétaires de *latifundio* et la grande bourgeoisie agricole, définie comme les propriétaires de plus de 500 manzanas consacrés à des produits de consommation nationale, ou avec plus de 65 manzanas de café, ou plus de 200 manzanas de coton, ou plus de 1000 manzanas de pâturage (avec un cheptel moyen de 312 têtes bovines). Dans les secteurs non-agricoles, cela réfère aux propriétaires de grandes entreprises industrielles, commerciales, ou de services, comptant plus de 100 employés/es.
 • Propriétaires d'entre 50 et 500 manzanas consacrés à des produits de consommation nationale, 15 à 55 manzanas de café, 50 à 200 manzanas de coton, ou 200 à 1000 manzanas de pâturage (avec un cheptel moyen de 311 têtes bovines). Dans les secteurs non-agricoles, cela réfère à des entreprises commerciales ou de services de taille moyenne.
 • Propriétaires d'entre 10 et 50 manzanas consacrés à des produits de consommation nationale, 5 à 15 manzanas de café, 5 à 50 manzanas de coton, ou 20 à 200 manzanas de pâturage (avec un cheptel moyen de 72 têtes bovines).
 • Dans l'agriculture: travail familial non-rémunéré avec une propriété agricole correspondant à la

catégorie 'd' ci-haut. Dans les secteurs non-agricoles, il s'agit de petites industries, de petits commerces, et de professionnels indépendants.
 • Ouvriers non-propriétaires de leurs moyens de production
 • Administrateurs et techniciens, secteurs commerciaux et de services, incluant les techniciens de l'Etat ayant un salaire mensuel supérieur à 1250 cordobas (au taux de 1960).
 • Travailleurs agricoles permanents, et salariés des secteurs non-agricoles (industries, services, commerces et services).
 • Les paysans pauvres ne possédant qu'entre 0 et 10 manzanas consacrés à des produits de consommation nationale, 0 à 5 manzanas de café, 0 à 5 manzanas de coton, ou 0 à 20 manzanas de pâturage (avec un cheptel moyen de 17 têtes bovines). Dans les secteurs non-agricoles, il s'agit des travailleurs autonomes ainsi que des artisans.
 • Dans le secteur agricole: travailleurs agricoles (sans terre) saisonniers et chômeurs. Dans les secteurs non-agricoles, cela inclut les travailleurs domestiques et les chômeurs.
 • Population économiquement active (PEA): il s'agit de ceux et celles qui travaillent ou

cherchent activement un emploi - incluant généralement les individus de 15 à 64 ans.
 • Le Produit Intérieur Brut en millions de cordobas.
 • Pourcentage de contribution au PIB de chaque forme de propriété.
 • PIB divisé par le nombre de travailleurs pour chaque forme de propriété, exprimé en cordobas.
 • Index basé sur le moyenne de création de PIB par travailleur.

PEA: Population économiquement active
 APP: Area de Propiedad del Pueblo - propriété étatique
 GNP: Grands et moyens producteurs
 PPC: Petits producteurs et coopératives

Sources (primaire): CIERA, NIPLAN, Instituto Nicaraguense de Estadísticas y Censos (INEC) and Programa Regional de Empleo para América Latina y el Caribe (PREALC)
 Compilation: Pensamiento Propio, Collectif (Instituto Nicaraguense de Investigación Económica y Social (INIES), Managua).

Source (secondaire): HARRIS, 'The Economic Transformation...', 47.

III. LUTTE HÉGÉMONIQUE POLITICO-INSTITUTIONNELLE

Par hégémonie politico-institutionnelle, nous entendons la domination, par un acteur, des institutions politiques gouvernementales (tant législatives, exécutives que judiciaires). Cet acteur peut dès lors être considéré comme l'élite dirigeante (le bloc au pouvoir, selon Poulantzas). Dans le cas du Nicaragua, c'est donc à l'hégémonie du FSLN face aux institutions politiques que nous nous intéresserons.

L'étude de l'hégémonie politico-institutionnelle s'intéresse également à la domination des appareils d'Etat, puisque ces appareils (répressifs, idéologiques et économiques), sont généralement sous le contrôle du pouvoir exécutif (notamment le cabinet ministériel). Ce champ de lutte hégémonique est donc crucial à l'analyse des autres champs, puisque les appareils d'Etat y sont de puissants acteurs. En fait, nous étudierons ici la domination d'appareils d'Etat, allant eux-mêmes devoir défendre leur domination dans d'autres champs de lutte hégémonique. Si une bonne partie du présent mémoire est consacrée à l'étude des différentes facettes de l'hégémonie de l'Etat sandiniste au sein de la société nicaraguayenne, il convient ici de démontrer en quoi cet Etat est justement *sandiniste*, et comment le FSLN assure sa propre domination sur les appareils d'Etat.

L'hypothèse du présent chapitre est que les Sandinistes ont assuré leur domination des institutions politiques et des appareils d'Etat, tout au long du processus révolutionnaire, grâce à: 1) la suprématie informelle du *Directorio Nacional Conjunto*; et 2) la faiblesse de l'opposition politique interne.

Nous en tirons deux corollaires. Premièrement, de 1979 à 1984, les Sandinistes se sont graduellement assurés de leur domination des nouveaux mécanismes institutionnels révolutionnaires, tant au niveau législatif qu'exécutif. Deuxièmement, le processus d'institutionnalisation (comprenant les élections de 1984 et la proclamation constitutionnelle de 1987) n'a pas affecté, jusqu'à présent, le pouvoir du Front sandiniste.

A. Etablissement de l'hégémonie sandiniste de 1979 à 1984

Dans le déroulement du processus révolutionnaire, les acteurs ont tenté d'institutionnaliser leurs rapports politiques en fonction de leur projet de société respectif. C'est ainsi que sont établies des structures

organisationnelles mettant en rapport des *institutions* législatives, exécutives, judiciaires et électorales. Nous nous en tiendrons ici à cette approche limitée et formelle des institutions politiques, car nous pourrions inclure, par exemple, des soviets populaires ou des organisations de masse. Nous reviendrons cependant sur les organisations sociales au chapitre sur l'hégémonie socio-politique.

Compte tenu de la situation révolutionnaire du Nicaragua, la structure des institutions politiques ne fut stabilisée qu'après l'adoption, le 10 janvier 1987, d'une nouvelle constitution. Une première période de gouvernement révolutionnaire est marquée par la suprématie du *Directorio Nacional Conjunto* (DNC) et de la *Junta Governamental de Reconstrucción Nacional* (JGRN), soit de l'insurrection jusqu'aux élections de 1984. La seconde période se caractérise par l'élaboration de la nouvelle constitution, entre 1984 et 1987. Dans les deux cas, les structures formelles du gouvernement sont dominées *de facto* par le DNC du FSLN. Les figures 11 et 12 procurent une schématisation des structures formelles et informelles des institutions politiques pré et post-constitutionnelles. Ces figures nous permettent de situer le DNC face aux institutions politiques du Nicaragua. Il est donc crucial de garder en mémoire cette hégémonie ultime du DNC.

1. Domination sandiniste de la JGRN

Dès le 16 juin 1979, c'est-à-dire avant même l'insurrection, la première Junta fut établie par le FSLN et le *Frente Patriótico Nacional* (FPN). Un double rôle législatif et exécutif lui était confié, à titre de direction du gouvernement provisoire et révolutionnaire. Formée de cinq membres, sa composition reflétait le délicat équilibre subsistant alors au sein de la coalition oppositionnelle anti-somoziste¹. Daniel Ortega et Moisés Hassan Morales représentaient respectivement le FSLN et le *Movimiento Pueblo Unido* (MPU, groupe lui-même très proche du FSLN). Sergio Ramírez Mercado, alors membre de *Los Doce* et aujourd'hui vice-président du pays, représentait une aile plus modérée de l'opposition socialiste. Enfin, Violeta Chamorro (veuve de l'ex-directeur de *La Prensa* et directeur de l'UDEL, assassiné en 1978) et Alfonse Robelo Callejas,

¹ KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 162.

défendaient le point de vue des fractions anti-somozistes de la bourgeoisie.

FIGURE 11 - STRUCTURE POLITIQUE PRÉ-CONSTITUTIONNELLE

FIGURE 12 - STRUCTURE POLITIQUE POST-CONSTITUTIONNELLE

Dès avril 1980 cependant, cette première composition de la JGRN devait être altérée. Chamorro, officiellement pour des raisons de santé, et Robelo, par opposition politique, quittèrent la Junte.² Soucieux de

² Robelo, alors actif au sein du *Movimiento Democrático de Nicaragua* (MDN) et du *Frente Amplio de Oposición* (FAO), est aujourd'hui un important dirigeant de l'opposition armée surnommée *contra*.

préserver, d'une part l'image la plus pluraliste possible pour le gouvernement, et d'autre part la cohésion de la précaire alliance de classes engageant les Sandinistes face à la bourgeoisie, la Junte remplaça les deux membres démissionnaires par des représentants de même statut social. Il s'agissait d'Arturo Cruz (aujourd'hui dirigeant de la *Resistencia Democrática Nicaragüense*, RDN) et de Rafael Córdova Rivas, alors juge de la Cour suprême.

Néanmoins, le 4 mars 1981, la Junte allait être réduite à trois membres par le DNC, histoire semble-t-il d'augmenter la cohésion et l'efficacité dans l'application des politiques. Cruz était nommé ambassadeur aux États-Unis, alors que Hassan passait au Conseil de Gouvernement.³ Ortega, Ramírez et Rivas restèrent membres de la Junte.

La Junte n'avait donc de pouvoir qu'en fonction de la volonté ultime du Directoire sandiniste. Dès le début de la période révolutionnaire, l'ensemble des porte-parole politiques, de quelques fractions de l'alliance qu'ils soient, percevaient le *Directorio Nacional Conjunto* comme l'instance décisionnelle suprême:

Both Alfonso Robelo and Daniel Ortega portrayed the DN as the highest political authority. Robelo said that "the FSLN Directorate is the head of the revolution. The vanguard." Ortega agreed: The National Directorate of the FSLN "is the highest conducting [leadership] organ of the Revolution. The Government of National Reconstruction reflects the line established by the National Directorate." Violeta Barrios concurred that coordination and cooperation between the two bodies was permanent and at high level.⁴

Voilà qui est révélateur de l'hégémonie sandiniste de cette époque. Mais cet appui enthousiaste ne devait être qu'éphémère. Le bourgeois Adolfo Robelo, membre de la Junte de juin 1979 à avril 1980, déclarait en janvier de la même année:

Je veux mener à bien une transformation socialisante de notre pays, qui permette la marche du Nicaragua vers une société beaucoup plus juste, plus égale, où coexistent la liberté et la justice. Je me sens totalement adapté, intégré à la Révolution sandiniste. En ce qui me concerne, il y a une réelle identification avec le secteur privé progressiste qui lutte actuellement

³ Le Conseil de Gouvernement était fondé le 19 mars 1981, ses sept membres ayant pour fonction de conseiller la Junte dans la réalisation de ses tâches exécutives. KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 162.

⁴ BOOTH, «The End and...», 185.

au Nicaragua [...] Je crois en la propriété privée; je crois que cette propriété privée doit avoir des limites; je crois que l'entreprise privée, en ce moment, a un rôle important à jouer dans la réactivation économique du Nicaragua. [...] Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas des intérêts de secteur ou de classe qu'on va tenter de défendre. Mais l'important est qu'ils [les membres du secteur privé] sont compromis avec le processus et qu'ils comprennent la nécessité de la transformation et de la redistribution du revenu. [...] Je sens que l'actuel secteur privé est disposé à s'adapter à la nouvelle situation."

Ce n'est pourtant que quatre mois plus tard que Robelo quittait la Junte, mettant fin à la lune de miel entre la bourgeoisie et les Sandinistes. Par la suite, ce sont notamment la multiplication des activités militaires contre-révolutionnaires, la démission du ministre et du vice-ministre de la Santé (4 août 1980), l'arrestation (10 septembre) de Bernardino Larrios (ministre de la défense jusqu'en décembre 1979), puis la mort de Jorge Salazar⁶ qui aggravèrent les tensions au sein de l'alliance. Bien qu'au prix de tensions sociales plus fortes, ces développements permirent au DNC d'affermir sa domination sur la Junte, c'est-à-dire son hégémonie politico-institutionnelle.

C'est justement par le biais de la JGRN que le DNC a pu définitivement installer son pouvoir au sein de l'Etat. De l'insurrection à sa dissolution en 1985, la Junte allait en effet permettre aux Sandinistes d'écarter tout danger que la bourgeoisie domine le processus post-insurrectionnel. Le FSLN pu également affermir sa domination sur la bureaucratie, ainsi que maintenir des alliances stratégiques avec certains groupes sociaux jugés essentiels à la reconstruction de l'économie..

2. Les Sandinistes dans la bureaucratie

La domination du FSLN au niveau de la bureaucratie n'est pas aussi évidente, surtout lors du premier cabinet ministériel. Il semble en fait

⁵ De Cuadernos de Marcha, «Nicaragua. Se hace camino al andar», janvier 1980, «La empresa privada en la revolución» pp. 79-83, cité et traduit dans BOURDILLAT, «Bourgeoisie et processus...», 70.

⁶ Jorge Salazar Arguello, vice-président du COSEP et président de l'UPANIC, fut abattu le 18 novembre 1980, lors d'une fusillade avec la police sandiniste. Selon les autorités, il transportait des armes dans le cadre d'activités contre-révolutionnaires. Une partie de l'opposition maintient plutôt qu'il s'agit d'un assassinat politique, camouflé en accident par la sécurité de l'Etat.

que c'est en partie par le biais de la composition de ce cabinet que le FSLN tenta d'assurer la cohésion de son alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie. Ainsi, le DNC nomma, au début du moins, des éléments relativement conservateurs à certains postes clés. C'est alors que les importants ministères de la planification économique, de l'industrie, et de l'agriculture furent confiés à des représentants du secteur privé, et que la direction du Ministère de la défense échut à Bernardino Larios, un ex-colonel de la *Guardia Nacional* s'étant opposé à Somoza.⁷ Une certaine marge de manoeuvre subsistait donc, dans les premiers mois après l'insurrection, pour que les éléments conservateurs de l'alliance anti-somoziste deviennent politiquement hégémoniques par le biais du contrôle de ces ministères clés.

FIGURE 13 - LES POSTES GOUVERNEMENTAUX DES MEMBRES DU DNC

NOM	POSTE(S)
Bayardo Arce Castaño (GPP)	Présidence du Conseil d'Etat (4 mai 1980-) Président de l'Assemblée nationale
Tomás Borge Martínez (GPP)	Ministre de l'intérieur (20 juillet 1979-)
Luis Carrion Cruz (TP)	Vice-ministre de la défense - Second commandant de l'EPS - Vice-ministre de l'intérieur (au 7 mai 1987)
Daniel Ortega Saavedra (TI)	Coordonateur de la JGRN (juin 1979-10 janvier 1985) - Président de la république (10 janvier 1985-)
Humberto Ortega Saavedra (TI)	Commandant de l'EPS - Ministre de la défense (décembre 1979 -)
Carlos Núñez Téllez (TP)	Président de l'Assemblée Nationale (janvier 1985 -)
Henry Ruiz Hernández (GPP)	Ministre de la planification économique (décembre 1979 -) - Ministre de la coopération internationale
Jaime Wheelock Román (TP)	Ministre responsable de la réforme agraire, puis de l'agriculture / réforme agraire (juillet 1979 -)

GPP: Tendance de la Guerra Popular Prolongada

TP: Tendencia Proletariana

TI: Tendencia Insurreccional

Sources: BOOTH, John A., «War and the Nicaraguan Revolution», pp. 29-43 in WALKER, *Nicaragua, the First...*, 191; Facts on File, (3 octobre 1986): 743; GORMAN, «Power and Consolidation...», 141; Latin American Weekly Report, (7 mai 1987): 6.

⁷ GORMAN, Stephen M., «Power and Consolidation in the Nicaraguan Revolution», *Journal of Latin American Studies*, vol 13 no 1 (1981): 133-149. 139

Mais cette période d'incertitude politique fut de courte durée, et le DNC eut tôt fait d'établir avec fermeté sa domination de l'appareil d'Etat (voir la figure 13 sur le rôle des membres du FSLN et la figure 14 sur la composition et l'évolution du cabinet). D'une part, il faut noter que la plupart des décisions clés du processus révolutionnaire furent appliquées par décrets de la Junte, dominée par le DNC. D'autre part, dès janvier 1980, le DNC réussit à nommer trois de ses propres membres à des ministères précédemment tenus par des conservateurs: Jaime Wheelock prenait le contrôle du Ministère de la réforme agraire; et Henry Ruiz, celui de la planification économique. Humberto Ortega (frère du président) devenait pour sa part ministre de la défense, remplaçant Larios qui allait être arrêté au courant de l'année, accusé d'activités subversives. De plus, au moins deux des membres modérés du cabinet démontrèrent leur fidélité au DNC et appuyèrent des réformes plus radicales: il s'agissait du père Miguel D'Escoto (ministre des affaires extérieures) et Carlos Tunerman (alors ministre de l'éducation).

Thus, by February 1980, the political configuration of the cabinet had changed considerably. Most of the conservatives had been removed, several of the moderates had become radicalized, and at least nine important portfolios (Interior, Defense, Economic Planning, Agrarian Reform/Agriculture, Social Welfare, Culture, Foreign Affairs and Education) were in the hands of leftists (five of them going to four members of the DNC).⁸

De même:

The FSLN held key government positions in order to shape revolutionary policy and to control national defense and public security. Most DN members occupied important administration or political position: Daniel Ortega Saavedra chaired the junta; Humberto Ortega Saavedra was minister of defense; Luiz Carrión Cruz, vice-minister of defense; DN chairman Tomás Borge Martínez was minister of interior (police and security); Bayardo Arce Castaño, president of the Council of State; Henry Ruiz, minister of planning; and Jaime Wheelock Román was minister of agrarian reform and agricultural development. Other top Sandinista leaders also held or have held key positions: For example, Omar Cabezas Lacayo, Dora María Téllez, Federico López, Carlos Zamora, and Rafael Tijerino were all members of the Council of State; Hugo Torres Jiménez was secretary of that body; and Moisés Hassan Morales first served on the junta and then became minister of construction. The DN's Carlos Núñez Tellez headed the Council of State in 1981-1982.⁹

⁸ Ibid., 140.

⁹ BOOTH, «War and the Nicaraguan...», 191.

à droite sur l'échiquier politique du Nicaragua.²⁰

Pour sa part, le *Partido Liberal Independiente* (PLI) était fondé en 1944, et présenta une opposition relativement à gauche de Somoza. Dans les premières années de la révolution, le parti demeurait assez proche des Sandinistes, étant membre du *Frente Patriótico*, avec le FSLN, le PPSC et le PSN. Son leader, Virgilio Godoy, était alors ministre du travail. En mars 1984, Godoy quitte le gouvernement et son parti laisse le *Frente Patriótico*. Le parti est aujourd'hui sévèrement déchiré par des luttes internes. Deux ou trois fractions réclament la légitimité du PLI. Godoy lui-même fut expulsé du parti quelques jours avant les élections de 1984, lorsqu'il appela les membres à boycotter le suffrage. Il devait revenir au parti pour siéger à l'Assemblée nationale, mais fut de nouveau «expulsé» l'automne dernier par une fraction rivale dirigée par Eduardo Coronado...²¹

Le *Partido Social Cristiano* (PSC), le plus important parti membre de la *Coordinadora Democrática Nacional* (CDN), fut inauguré en 1957, et c'est de lui qu'une fraction dissidente émergeait, en 1975, sous le nom de *Partido Popular Social Cristiano* (PPSC). C'est Arturo Cruz, aujourd'hui l'un des leaders de la *contra*, qui aurait été son candidat présidentiel, eut-il participé aux élections de 1984. Comme pour plusieurs autres formations politiques, le PSC souffre de douloureux brûlements d'estomac... Les fractions d'Erick Ramirez et d'Agustín Jarquín luttent pour la reconnaissance de l'International social-chrétien, alors qu'ils s'accusaient réciproquement de corruption.²²

Sur la gauche, le plus important parti est sans doute le *Partido Socialista de Nicaragua* (PSN), pro-soviétique. Il récoltait cependant moins de 2% du suffrage en 1984. Le PCdN émergea pour sa part d'une fraction du PSN, dans les années 1970. Ce parti accusait alors le reste

²⁰ «PCD elige nuevo CEN», *El Nuevo Diario*, (30 novembre 1987): 1, 8.

²¹ MARTINEZ, S., «Cambio total en el PLI: Botan a Godoy», *El Nuevo Diario*, (30 novembre 1987): 1 et 8. «Polarizada la pugna del PLI», *Barricada*, (1 décembre 1987): 1.

²² «Líderes del PSC comentan sobre sus diferencias», *La Prensa*, (9 novembre 1987): 5. «Corrupción en el PSC», *El Nuevo Diario*, (17 novembre 1987): 1. «Llaman a capitular a líderes del PSC», *El Nuevo Diario*, (18 novembre 1987): 12. «Irremediable pugna del PSC», *El Nuevo Diario*, (26 novembre 1987): 1 et 12.

FIGURE 14 - EVOLUTION DE LA
COMPOSITION DU CABINET MINISTERIEL

MINISTÈRE	NOM	TENDANCE			
		DROITE	MODÉRÉE	GAUCHE	INDET.
au 20 juillet 1979					
Aff. extér.	M. D'Escoto Brockmann		✓		
Agriculture	M.J. Torres	✓			
Bien-être social	L. Guido de López			✓	
Culture	E. Cardenal Martínez			✓	
Défense	B. Larios	✓			
Education	C. Tunerman Bernheim		✓		
Finance	J. Cuadro Chamorro		✓		
Industrie	N. Rivas Gasteasoro	✓			
Intérieur	T. Borge Martínez			✓	
Justice	E. Castillo Martínez		✓		
Logement	M.E. Wigil Icaza		✓		
Planif. éco.	R. Mayorga Cortés	✓			
Réforme agraire	J. Wheelock Román			✓	
Santé	C. Amador Kheel	✓			
Secrétariat JGRN	A. César Aguirre				✓
Sécurité sociale	R.A. Tefel		✓		
Travail	V. Godoy Reyes		✓		
Transp. et T.P.	D. Marengo Cardenal		✓		
Total		5	8	4	1

au 15 juin 1981

Aff. extér.	M. D'Escoto Brockmann			✓	
Agric. et R.A.	J. Wheelock Román			✓	
Bien-être social	L. Guido de López			✓	
Culture	E. Cardenal Martínez			✓	
Défense	H. Ortega Saavedra			✓	
Education	C. Tunerman Bernheim			✓	
Finance	J. Cuadro Chamorro		✓		
Industrie	E. Bartodano Cantarero			✓	
Intérieur	T. Borge Martínez			✓	
Justice	E. Castillo Martínez		✓		
Logement	M.E. Wigil Icaza		✓		
Mines et hydr.	A. Guzmán				✓
Planif. éco.	H. Ruiz Hernández			✓	
Santé	C. Amador Kheel	✓			
Secrétariat JGRN	F. Cerda				✓
Sécurité sociale	R.A. Tefel		✓		
Travail	V. Godoy Reyes		✓		
Transp. et T.P.	C. Zarruck				✓
<i>Total</i>		1	5	9	3

Suite... <

MINISTÈRE	NOM	DROITE	MODÉRÉE	GAUCHE	INDÉT.
-----------	-----	--------	---------	--------	--------

au 7 janvier 1985 (premier gouvernement post-électoral)

Aff. extér.	M. D'Escoto Brockmann			✓	
Agric. et R.A.	J. Wheelock Román			✓	
Bien-être social	R.A. Téfel		✓		
Commerce extér.	A. Martínez Cuenca				✓
Commerce intér.	R. Cabrales			✓	
Construction	M. Valenzuela			✓	
Coopér. inter.	H. Ruiz Hernández			✓	
Culture	E. Cardenal Martínez			✓	
Défense	H. Ortega Saavedra			✓	
Éducation	F. Cardenal Martínez			✓	
Finance	W. Hupper Argello				✓
Industrie	E. Baltodano Cantarero			✓	
Intérieur	T. Borge Martínez			✓	
Justice	E. Castillo Martínez		✓		
Logement	M.E. Vigil Icaza		✓		
Mines et hydro.	A. Guzmán				✓
Planif. éco.	H. Ruiz Hernández			-	
Présidence	R. Núñez Téllez			✓	
Santé	L. Guido de López			✓	
Sécurité sociale	R.A. Téfel		-		
Travail	B. Meneses Fonseca				✓
Transp. et T.P.	W. Ramírez Solórazano			✓	
Total		0	3	13	4

au 7 mai 1987

Aff. extér.	M. D'Escoto Brockmann			✓	
Agric. et R.A.	J. Wheelock Román			✓	
Bien-être social	R.A. Téfel		✓		
Commerce extér.	A. Martínez Cuenca				✓
Commerce intér.	R. Cabrales			✓	
Construction	M. Valenzuela			✓	
Coopér. inter.	H. Ruiz Hernández			✓	
Culture	E. Cardenal Martínez			✓	
Défense	H. Ortega Saavedra			✓	
Éducation	F. Cardenal Martínez			✓	
Finance	W. Hupper Argello				✓
Industrie	E. Baltodano Cantarero			✓	
Infor. et presse	M. Espinoza Hernández				✓
Intérieur	T. Borge Martínez			✓	
Justice	R. Reyes Cardenal				✓
Logement	M.E. Vigil Icaza		✓		
Mines et hydro.	A. Guzmán				✓
Planif. éco.	D. Marengo			✓	
Présidence	R. Núñez Téllez			✓	
Santé	D.M. Téllez Argello			✓	
Sécurité sociale	R.A. Téfel		-		
Travail	B. Meneses Fonseca				✓
Transp. et T.P.	W. Ramírez Solórazano			✓	
Total		0	2	14	6

Suite...

TABLEAU CUMULATIF:

	1979	1981	1985	1987
DROITE	5	1	0	0
MODERÉE	8	5	3	2
GAUCHE	4	9	13	14
INDÉTERMINÉE	1	3	4	6

Sources: *Barricada International* (26 janvier 1987); *Current World Leaders*, vol 30 no 2 (mars 1987): 194; *Facts on File*: 3 octobre 1986, 743; 20 septembre 1985, 703; *The FSLN, Background And Internal Structure*, Editorial Vanguardia, 1986 (?), pp. 6 et 10; GORMAN 1981, op. cit., 140; *Keesing's*, (4 janvier 1980): 30025; (22 janvier 1982): 31290; (novembre 1985): 33968; *Latin American Weekly Report*, (7 mai 1987): 6.

3. Le FSLN et le pouvoir législatif

Le Conseil d'Etat, pour sa part, prit forme le 4 mai 1980, ayant des fonctions *co-législatives*, pouvant ainsi proposer ou modifier les lois de la république, sujettes néanmoins au veto de la Junte.¹⁰

The Council of State's role was "colegislative" - it shared a consultative and legislative function with the junta. Corporatist in representation (that is, delegates represented organizations rather than geographical electoral districts), the council on some occasions reviewed proposed legislation and recommended modifications, while on others (less frequent) it initiated legislation.¹¹

Au 4 mai 1981, soit lors de sa seconde convocation, le Conseil d'Etat comprenait 51 membres, dont la majorité appuyait le Front sandiniste (voir la figure 15). De plus, l'hégémonie du FSLN sur le Conseil d'Etat était démontrée par l'élection de Bayardo Arce Castaño (membre du DNC) comme premier président de l'assemblée.¹²

En fait, le DNC modifia la composition du Conseil, originellement prévue pour 33 membres, la portant à 47. Les sandinistes expliquèrent ce geste par le bourgeonnement des organisations populaires, ces dernières

¹⁰ *Ibid.*, 163.

¹¹ BOOTH, *The End and...*, 187.

¹² *Keesing's Contemporary Archives*, (9 janvier 1981): 30660. A l'avenir: *Keesing's*.

méritant de la sorte une plus importante représentation au Conseil. Cette manœuvre apparaissait en fait comme nécessaire au maintien de l'hégémonie du DMC sur l'appareil d'Etat.

FIGURE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ETAT (1982-1983)

TYPE D'ORGANISATIONS ET NOMS	NOMBRE DE SIEGES	APPUI FSLN
<i>Partis politiques</i>		
Frente Sandinista de Liberación Nacional - FSLN	6	6
Partido Liberal Independiente - PLI	1	
Partido Socialista Nicaragüense - PSN	1	
Partido Popular Social-Cristiano - PPSC	1	
Movimiento Democrático Nicaragüense - MDN	1	
Partido Conservador Democrática de Nicaragua - PCDN	1	
Partido Social-Cristiano - PSC	1	
Movimiento Liberal Constitucionalista - MLC	1 ^a	
<i>Organisations populaires</i>		
Comites de Defensa Sandinista - CDS	9 ^b	9
Juventude Sandinista 19 de Julio - JS 19	1	1
Asociación de Mujeres Nicaragüenses L.A. Espinosa - AMNLAE	1	1
<i>Organisations syndicales</i>		
Central Sandinista de los Trabajadores - CST	3	3
Asociación de los Trabajadores del Campo - ATC	2	2
Confed. General de los Trabaj. - Independiente - CGT-I	2	
Central de los Trabajadores Nicaragüense - CTN	1	
Confederación de Unidad Sindical - CUS	1	
Central de Acción y Unidad Sindical - CAUS	2 ^a	
Federación de Trabajadores de Salud - FETSALUD	1	1
Asociación Nacional de Educadores Nicaragüenses - ANDEN	1	1
Unión de Periodistas Nicaragüenses - UPN	1	1
<i>Autres organisations</i>		
Forces armées - FF.AA.SS.	1	1
Asociación Clerical Nacional - ACLEN	1	
Consejo Nacional de la Educación Superior - CNES	1	
MISURASATA	1	
Confédération nationale des associations professionnelles	1	
Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos - UNAG	2 ^c	2
Mov. Ecueméniques - MEC-CELADEC	1 ^a	
<i>Organisations du secteur privé</i>		
Instituto Nicaragüense de Desarrollo Económico - INDE	1	
Cámara de Industrias Nicaragüense - CADIN	1	
Confederación de Cámaras de Comercio Nicaragüense - CCCN	1	
Cámara Nicaragüense de la Construcción - CNC	1	
Unión de Productores Agrícolas Nicaragüenses - UPANIC	1	
Total de représentation	51	28

^a un siège ajouté en 1981

^b désignés géographiquement

^c créé en 1981, l'un de ses sièges appartenait auparavant à l'ATC

Sources: Keesing's, (9 janvier 1981): 30660; KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 163-164; WALKER, Nicaragua in Revolution..., 188; WALKER, Nicaragua: The First..., 37.

The conservative and moderate-conservative members of the original cabinet were unable to use their positions to undercut Sandinista political support among the masses or to present policy alternatives largely because of the DNC's calculated delay in creating the Council of State. The premature formation of the Council of State as provided for in the June 1979 Program of Government could easily have provided conservative Cabinet members with a forum for presenting alternatives to DNC policies. Similarly, the projected make-up of the Council meant that even the slightest political shift to the right by certain constituent groups would have produced a legislative body dominated by conservative interests. And a conservative Council of State could then have provided the political backing needed for private sector representatives in the original Cabinet to resist the DNC's control of the state apparatus.¹²

Ces modifications augmentèrent forcément les tensions entre les Sandinistes et ses opposants, notamment la bourgeoisie, voyant son influence au sein du Conseil (entre autre par le biais du *Consejo Superior de la Empresa Privada*, COSEP) sensiblement réduite. Robelo justifia d'ailleurs sa démission de la Junte (en avril 1981) par cette dernière manoeuvre du DNC. Pour leur part, le COSEP et les partis alignés avec le *Frente Amplio de Oposición* (FAO) prirent part aux activités du Conseil jusqu'en novembre 1980, pour ensuite boycotter leurs sièges.¹⁴

B. Institutionnalisation et hégémonie sandiniste

1. Du *Consejo de Estado* à la *Asamblea Nacional*

Suite aux élections de 1984, le Conseil d'Etat était remplacé comme organe législatif par l'Assemblée Nationale. Composée de 96 membres élus au suffrage universel (voir la figure 16 pour les résultats de l'élection), l'Assemblée Nationale assure désormais une représentation territoriale de la population, et proportionnelle aux votes reçus par chaque parti en liste. Ce nouveau régime parlementaire, contrairement au Conseil d'Etat, élimine la représentation directe des groupes corporatistes.¹⁵

¹² GORMAN, «Power and Consolidation...», 141.

¹⁴ KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 163.

¹⁵ Phénomène qui souleva d'ailleurs certaines craintes: les organisations populaires devant désormais passer par le biais des partis politiques pour avoir droit de parole à l'Assemblée. Ceci pourrait mettre certains représentants dans des situations de conflits d'intérêts,

FIGURE 16 - RESULTATS ELECTORAUX

PARTI	NOMBRE DE VOTES	% DES VOTES	SIEGES A L'A.N.
FSLN	735 967	67,0	61
PCD	154 327	14,0	14
PLI	105 560	9,6	9
PPSC	61 199	5,6	6
PCdeN	16 034	1,5	2
PSN	14 494	1,3	2
MAP-ML	11 352	1,0	2
Total	1 170 142	100,0	96

Electeurs/trices éligibles:	1 600 000	(approximativement)
Electeurs/trices inscrits/tes:	1 551 597	
Votes comptés:	1 170 142	(75,4% des inscrits/es)
Non-votants:	381 455	(24,6% des inscrits/es)
Votes annulés:	71 209	

Sources: Centro de Comunicación Internacional, *The Consolidation of Democracy in Nicaragua*, Managua, sans date, 14; Keesing's, (décembre 1984): 33270; ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished Revolution...*, 83.

La nouvelle constitution prévoit une Chambre élue pour six ans, dont les lois sont sujettes au veto présidentiel, lui même réversible par une majorité de 60% de la Chambre. Le Conseil suprême électoral (le quatrième pouvoir prévu par la constitution) est responsable de l'application de la loi électorale. Son indépendance face aux autres pouvoirs n'est limitée que par l'élection de ses membres par l'Assemblée nationale.¹⁶ Cette branche du pouvoir constitutionnel semble néanmoins jouir d'une autonomie certaine face au DNC, telle que l'illustre l'expérience des élections de 1984, avant lesquelles le *Consejo Supremo Electoral* avait entamé ses activités:

Actions taken by the CSE during the 1984 campaign indicate that it did, in fact, exercise considerable independence. Nevertheless, [...] the Electoral Law was modified several times during the pre-election period in response to pressure from opposition parties seeking even stronger guarantees of

¹⁶ Gobierno de Nicaragua, *La Gaceta*, año 91 no 5 (9 janvier 1987): 33-64. pp. 58-59, chapitre 6, articles 168-174.

CSE impartiality.¹⁷

A l'Assemblée nationale, nous retrouvons des acteurs tant révolutionnaires que contre-révolutionnaires. Ce sont des groupes généralement inscrits comme partis politiques, appuyant ou s'opposant (de façon légale) au projet révolutionnaire sandiniste. Le plus important de ces partis, c'est le FSLN, dont nous connaissons déjà le projet pour l'avoir étudié au chapitre précédent.

D'autres formations jouent des rôles significatifs sur la scène politique du Nicaragua. Elles en acceptent ses règles, mais non sans les contester. Ce sont des règles d'abord largement imposées par les Sandinistes, puis institutionnalisées par la constitution.

Jusqu'à présent, la Chambre a été dominée par les Sandinistes, ce qui n'a donc apporté dans l'immédiat que peu de changement au pouvoir législatif et n'a en rien réduit l'hégémonie politique du FSLN. La figure 16 étale également la répartition des sièges au sein de l'Assemblée.¹⁸

D'autre part, depuis 1985, la composition et la balance du pouvoir politique du cabinet, et des postes clés de la bureaucratie nicaraguayenne, n'ont pas changé radicalement. De nombreux ministres sont restés en poste depuis 1979 ou 1980 (notamment Borge, Wheelock, d'Escoto, H. Ortega, E. Cardenal, et Ruiz). Les élections de 1984, donnant la majorité absolue au FSLN à l'Assemblée nationale, ainsi que la Présidence, n'ont donc que peu altéré la composition du législatif et de l'exécutif gouvernemental.

¹⁷ Latin American Studies Association, "The Structure of the Electoral System", pp. 365-372 in ROSSET et VANDERNEER, *Nicaragua: Unfinished Revolution...*, 368-369.

¹⁸ Notons que les élections de 1984 furent reconnues par l'ensemble des observateurs internationaux comme offrant d'excellentes conditions de campagne et de vote, bien que des critiques nationales et internationales aient tenté de les discréditer sur la base de la non-participation d'une partie de l'opposition. Voir à ce sujet: Latin American Studies Association, "The Electoral Process in Nicaragua: Domestic and International Influences", pp. 73-107 in ROSSET et VANDERNEER, *Nicaragua, Unfinished Revolution...*, ainsi que ROBINSON, W.I. and Kent MORSWORTHY, "Elections and U.S. Intervention in Nicaragua", *Latin American Perspectives*, vol 12 no 2 (printemps 1985): 83-110.

2. Faiblesse de l'opposition interne

Au premier regard sur la situation de l'opposition interne au Nicaragua, ce qui frappe peut-être le plus, c'est la multiplicité des groupes en présence. S'il faut des adversaires divisés pour régner, alors l'hégémonie sandiniste ne fait pas de doute...

A l'heure actuelle, on dénombre douze partis politiques, dont six sont officiellement enregistrés à l'Assemblée nationale. Ce nombre est cependant assez volatile, compte tenu de querelles intestines morcellant certains partis avec un surprenant dynamisme... Des partis ayant pris part aux élections de 1984, l'on en compte trois à la droite du FSLN, soit le *Partido Conservador Demócrata* (PCD); le *Partido Liberal Independiente* (PLI); et le *Partido Popular Social Cristiano* (PPSC). Sur la gauche du Front sandiniste, l'on retrouve le *Partido Comunista de Nicaragua* (PCdN); le *Partido Socialista de Nicaragua* (PSN); et le *Movimiento de Acción Popular Marxista-Leninista* (MAP-ML). Ayant boycotté les élections, l'on retrouve trois partis regroupés sous la *Coordinadora Democrática Nicaragüense* (CDN): le *Partido Social Cristiano* (PSC); le *Partido Social Demócrata* (PSD); et le *Partido Liberal Constitucionalista* (PLC). Enfin, l'on dénombre également le *Partido Liberal* (PALI) et le *Partido Conservador de Nicaragua* (PCN), soit deux partis traditionnels de l'époque pré-révolutionnaire.¹⁹

L'un des plus importants de ces partis est le *Partido Conservador Demócrata*, arrivant second aux élections de 1984. Le parti fut divisé, lors de la lutte insurrectionnelle contre Somoza, sur la position à prendre face aux Sandinistes. Il adopta une nouvelle constitution en 1979, et est aujourd'hui dirigé par Dr. Clemente Guido, Eduardo Molina (propriétaire de plantations cotonnières), et par Rafael Córdoba Rivas (éleveur de bétails, et avocat ayant défendu Tomás Borge et participé à la Junte de 1980 à 1984). Le PCD arriva second aux élections grâce, en partie au moins, au retrait du PSC et du PLI. Proche du PCD, il faut noter les fractions du PCN de Mario Rappoccioli et Miriam Argüello, très

¹⁹ Instituto Histórico Centroamericano (IHCA), «Internal Opposition Parties in Nicaragua», *Update*, vol 5 no 13, (2 avril 1986). Notons que le parti de Somoza, le *Partido Liberal Nacional* (PLN) n'existe plus depuis l'insurrection.

à droite sur l'échiquier politique du Nicaragua.²⁰

Pour sa part, le *Partido Liberal Independiente* (PLI) était fondé en 1944, et présenta une opposition relativement à gauche de Somoza. Dans les premières années de la révolution, le parti demeurait assez proche des Sandinistes, étant membre du *Frente Patriótico*, avec le FSLN, le PPSC et le PSN. Son leader, Virgilio Godoy, était alors ministre du travail. En mars 1984, Godoy quitte le gouvernement et son parti laisse le *Frente Patriótico*. Le parti est aujourd'hui sévèrement déchiré par des luttes internes. Deux ou trois fractions réclament la légitimité du PLI. Godoy lui-même fut expulsé du parti quelques jours avant les élections de 1984, lorsqu'il appela les membres à boycotter le suffrage. Il devait revenir au parti pour siéger à l'Assemblée nationale, mais fut de nouveau «expulsé» l'automne dernier par une fraction rivale dirigée par Eduardo Coronado...²¹

Le *Partido Social Cristiano* (PSC), le plus important parti membre de la *Coordinadora Democrática Nacional* (CDN), fut inauguré en 1957, et c'est de lui qu'une fraction dissidente émergeait, en 1975, sous le nom de *Partido Popular Social Cristiano* (PPSC). C'est Arturo Cruz, aujourd'hui l'un des leaders de la *contra*, qui aurait été son candidat présidentiel, eut-il participé aux élections de 1984. Comme pour plusieurs autres formations politiques, le PSC souffre de douloureux brûlements d'estomac... Les fractions d'Erick Ramirez et d'Agustín Jarquín luttent pour la reconnaissance de l'International social-chrétien, alors qu'ils s'accusaient réciproquement de corruption.²²

Sur la gauche, le plus important parti est sans doute le *Partido Socialista de Nicaragua* (PSN), pro-soviétique. Il récoltait cependant moins de 2% du suffrage en 1984. Le PCdN émergea pour sa part d'une fraction du PSN, dans les années 1970. Ce parti accusait alors le reste

²⁰ «PCD elige nuevo CEN», *El Nuevo Diario*, (30 novembre 1987): 1, 8.

²¹ MARTINEZ, S., «Cambio total en el PLI: Botán a Godoy», *El Nuevo Diario*, (30 novembre 1987): 1 et 8. «Polarizada la pugna del PLI», *Barricada*, (1 décembre 1987): 1.

²² «Líderes del PSC comentan sobre sus diferencias», *La Prensa*, (9 novembre 1987): 5. «Corrupción en el PSC», *El Nuevo Diario*, (17 novembre 1987): 1. «Llamán a capitular a líderes del PSC», *El Nuevo Diario*, (18 novembre 1987): 12. «Irremediable pugna del PSC», *El Nuevo Diario*, (26 novembre 1987): 1 et 12.

du PSM de se vendre à la bourgeoisie. C'est néanmoins le PCdEN que l'on retrouve dans des situations d'alliance avec des partis de droite au cours de 1987.²³ D'autre part, c'est certainement du MAP-ML que l'on entend le plus parler. Ses positions peu conciliatrices envers la bourgeoisie le rendent très critique du discours sandiniste sur l'économie mixte, le pluralisme politique, et le non-alignement.

Les forces politiques s'opposant aux Sandinistes sont donc divisées. Mais de plus, elles ne présentent pas, surtout sur la droite, de projet alternatif de société. L'attitude de l'extrême droite est d'ailleurs franchement pro-étasunienne, privant ainsi ces acteurs de tout appui nationaliste.²⁴

3. Cooptation de certains acteurs autochtones

Une organisation, *Misurasata*, était fondée dès 1979 pour assurer la communication entre les différents groupes de la côte atlantique et le gouvernement central. Cependant, les relations commencèrent à se brouiller dès la fin septembre 1980, quand une personne fut tuée et deux autres blessées lors d'affrontements opposant la police à des manifestants dans la ville côtière de Bluefields. La présence de médecins et d'enseignants cubains souleva de plus de l'opposition anti-communiste.²⁵ Par la suite, au début de 1981, Managua fit emprisonner les dirigeants de *Misurasata*, sous l'accusation de séparatisme, alors qu'ils revendiquèrent la reconnaissance de la souveraineté pour leurs communautés.²⁶ C'est alors que s'organisèrent des groupes armés autochtones de résistance anti-sandiniste, d'abord par le biais de la structure de *Misurasata*.²⁷

²³ IHCA, «Internal Opposition...».

²⁴ Marc Cook, journaliste étatsunien avec qui nous avons longuement conversé à Managua, nous a convaincu de l'admiration presque fanatique qu'ont certains leaders de l'opposition (dont Mario Rappochioli du PCD) pour l'administration Reagan.

²⁵ Keesing's, (9 janvier 1981): 30660.

²⁶ SIMARD, Luc, «Managua accorde l'autonomie politique à des communautés indiennes», *Le Devoir*, (11 juin 1986): 4.

²⁷ Nous reviendrons sur les développements militaires de ce conflit dans le chapitre concernant cette lutte hégémonique.

Toutefois, dans un effort de rapprochement avec les communautés de la côte atlantique, le *Directorio Nacional Conjuncto* émettait le premier décembre 1983 le décret 1352, offrant l'amnistie à tous les Miskitos accusés d'actes violents commis après novembre 1981 dans le nord de Zelaya. De plus, 330 inculpés furent ultérieurement relâchés sur les bases de l'amnistie.²⁰ Cependant, la réaction des autochtones semble n'avoir été que mitigée:

Our information indicates that as of March 15, 1984 very few Miskitos have actually been willing to take advantage of the repatriation offer. In his speech on February 21, 1984 Commandante Daniel Ortega said that 806 Nicaraguans had actually benefitted from the offer of immunity, although 422 of those were insurgents who laid down their arms while already in Nicaraguan territory. Commandante Ortega said that 208 had returned from Honduras, 9 from Costa Rica and one each from the U.S. and Guatemala. He did not indicate if any in these figures were Miskitos.²⁰

Des développements importants eurent néanmoins lieu en octobre 1984, lorsque des négociations débutèrent entre Brooklyn Rivera (de Misurasata) et le gouvernement sandiniste.³⁰ Comme résultat, la Commission nationale d'autonomie fut fondée à la fin de 1984, avec pour mandat d'élaborer un plan d'autonomie pour les communautés de la région atlantique. De plus, les deux parties en venaient, le 22 avril 1985 dans le village de Yulo, à un accord de non-agression réciproque.³¹

Depuis les accords de Yulo, le gouvernement a encouragé le rapatriement des réfugiés Miskitos sur le Río Coco. Le mouvement fut cependant brusquement interrompu lorsqu'en mars 1986, près de 12 000 Miskitos repassèrent la frontière vers le Honduras.³² Néanmoins, en mai 1986, le gouvernement

²⁰ AMERICAS WATCH COMMITTEE, *Human Rights in Nicaragua*, Washington, Americas Watch Committee, 1984. 12-13. Le 4 décembre 1983, le décret 1353 étendait l'amnistie à tous les rebelles *contras*, quelque soit leur origine ethnique.

²⁹ *Ibid.*, 16.

³⁰ Keesing's, (décembre 1984): 33274.

³¹ Facts on File, (3 mai 1985): 314.

³² «The US embassy in Tegucigalpa, the Honduran capital, announced that the Indians were fleeing "violence and repression in Nicaragua" and offered to fly interested journalists to the cross-over point. [...] Americas Watch, which had an observer on the scene, said that the exodus, which took place at the time of the US congressional vote for further aid to the *contras*, was mounted to secure public condemnation of the

initia un projet pilote d'autonomie à Yulo (40km de Puerto Cabezas), commémorant ainsi l'accord signé l'année précédente. Le projet comprenait la distribution de terres pour utilisation communale, des droits sur les richesses naturelles, l'élection d'autorités communales, ainsi que l'initiation d'un programme agricole.³³

Enfin, en avril 1987, 1 200 représentants des six communautés de la côte atlantique et le gouvernement sandiniste en vinrent à la ratification d'un projet de loi, allant être approuvé par l'Assemblée nationale en septembre 1987, concernant la création de deux gouvernements autonomes dans les régions de Zelaya nord et sud:

[These governments] will have control over education, low-scale economic activity, and some police functions. Control over large-scale economic development plans would be shared, and there is a revenue-sharing formula for income derived from exploitation of the coast's natural resources. Many functions, including defence, internal security, immigration and currency, would remain under exclusive central government control.³⁴

L'adoption du projet par l'Assemblée, en septembre 1987, ne posa aucun problème, non seulement à cause de son contrôle par la majorité sandiniste, mais aussi compte tenu du vaste support de l'ensemble des partis politiques au projet d'autonomie.

Conclusion

Nous venons de voir le FSLN lutter pour son hégémonie à deux niveaux. D'une part, pour assurer l'hégémonie sandiniste sur les appareils d'État, et d'autre part, celle de l'État (sandiniste) sur la société civile (telle que nous la verrons en étudiant les autres formes d'hégémonie).

Notre hypothèse était que les Sandinistes ont assuré leur domination des institutions politiques, tout au long du processus révolutionnaire, grâce à: 1) la suprématie informelle du *Directorio Nacional Conjunto*; et 2) la faiblesse de l'opposition interne. De cette hypothèse, nous déduisons deux corollaires, selon lesquels l'hégémonie sandiniste s'était établie

Nicaraguan government and that the refugees were prompted by *Kisán* to describe fictitious activities of the Sandinista armed forces against the civilian population.» Keesing's, (août 1986): 34545-34546.

³³ Keesing's, (août 1986): 34546.

³⁴ Latin American Weekly Report, (14 mai 1987): 4.

graduellement de 1979 à 1984, et que le processus d'institutionnalisation n'avait en rien affecté cette domination.

L'hégémonie politico-institutionnelle du Front sandiniste est incertaine au moment de l'insurrection: la droite est assez présente au cabinet ministériel, alors que le projet de *Consejo de Estado* n'assure pas les Sandinistes du contrôle législatif. Toutefois, comme nous pensons l'avoir démontré, le FSLN put graduellement affermir sa domination tant du cabinet que du Conseil.

D'autre part, le processus d'institutionnalisation, par les étapes électorales et constitutionnelles, n'ont en rien affaibli l'hégémonie sandiniste. Par les élections de 1984, le Front s'est assuré du contrôle indiscutable de l'Assemblée législative, ainsi que de l'institution exécutive, soit la Présidence de la république. Au niveau de la bureaucratie, les mêmes résultats électoraux auront permis aux Sandinistes de conserver leur poste au sein du cabinet ministériel.

Les divisions et querelles internes au sein des acteurs d'opposition en font des alternatives politiques peu probables, alors que leur projet social est souvent mal défini. Quant à l'opposition autochtone, une partie des acteurs concernés se sont ralliés aux Sandinistes suite aux accords d'autonomie adoptés en 1987, réduisant d'autant la contestation contre-révolutionnaire de ces groupes.

Voilà des arguments qui vérifient, croyons-nous, notre hypothèse et ses deux corollaires. Néanmoins, le pouvoir sandiniste n'était et n'est toujours pas sans limite.

In spite of the fact that the FSLN is the dominant political force in Nicaragua today, it was obvious to our delegation that it does not have total control over the society. And there continues to be a substantial amount of "noise" in the political system, from the top level on down. The image of tight, centralized FSLN control over society and polity which the Sandinistas' critics at home and abroad have cultivated is greatly exaggerated.³⁰

Les pouvoirs judiciaire et électoral n'ont pas été soustrait à l'hégémonie sandiniste. Mais le processus d'institutionnalisation, aboutissant à l'adoption de la nouvelle constitution, a mis en place des mécanismes qui, s'ils sont respectés, permettront aux autres acteurs politiques d'occuper plus d'espace sur ces arènes.

³⁰ Latin American Studies Ass., "The Electoral Process...", 90.

Ce dernier point pourrait signifier une perte considérable d'hégémonie politico-institutionnelle pour le Front sandiniste dès les prochaines élections municipales (promises pour 1988), ou les élections présidentielles et législatives de 1990. Bien sûr, l'institutionnalisation du pluralisme parlementaire n'est pas redevable à la seule bonne volonté des Sandinistes. Les circonstances historiques et conjoncturelles du Nicaragua post-insurrectionnel les ont forcés à faire survivre, tant que faire se peut, leur alliance avec différentes fractions de la bourgeoisie. Le Front changea également sa politique face aux groupes autochtones, tentant, avec de sérieuses concessions, de récupérer un mouvement nationaliste aux revendications fort éloignées du projet révolutionnaire sandiniste.

En fait, il est intéressant de constater à quel point le Nicaragua est demeuré politiquement pluraliste, compte tenu de l'effervescence de la dynamique de classe caractéristique d'un processus révolutionnaire, ainsi que l'agression extérieure menaçant la survie même du nouveau régime.

Le pluralisme politique est en fait un luxe que peut se permettre une classe dirigeante hégémonique, qui n'a pas à craindre de perdre son pouvoir par le jeu de confrontations électorales intra-systémiques. Si voter changeait quelque chose, ce serait illégal... Or, au Nicaragua post-insurrectionnel, comme aux États-Unis de la Seconde Guerre mondiale, les règles du parlementarisme pluri-partistes sont partiellement suspendues. La classe dirigeante, fortement défiée de l'intérieur comme de l'extérieur, veut assurer sa domination, rester aux commandes de l'État pour défendre ses intérêts et ses projets, justifiée en cela par son idéologie.

Une certaine critique, notamment celle diffusée par l'exécutif étatsunien, prétend que seules les pressions internationales, particulièrement celles des États-Unis, ont permis le maintien d'un minimum de pluralisme au Nicaragua, le dernier voulant ménager son image à l'étranger, et éviter de légitimer une éventuelle intervention des troupes étatsuniennes. Or, un comité d'Americas Watch écrit:

According to this logic, it is because of the *contra* war, rather than in spite of the *contra* war, that Nicaragua maintains some of the characteristics of an open society. (There is, of course, a contradiction between acknowledgement that there is some openness in Nicaragua and the allegation that there is a totalitarian state; this contradiction is occasionally resolved by the suggestion that it is a totalitarian tendency of the Sandinistas that is objectionable.) If it were true that the openness in Nicaragua is a consequence of the *contra* war, this

would, of course, contradict everything that is known about the way that nations behave when they are at war. Even the freest nations radically circumscribe liberties under such circumstances.³⁶

Mais au delà de l'agression militaire, il est certain que les pressions et le pouvoir des opposants du sandinisme, tant au Nicaragua qu'à l'étranger, ont modelé le décor de la scène politique de ce pays: la démocratie parlementaire pluraliste est encore loin de l'objectif de démocratie populaire directe défendue ultimement par l'idéologie sandiniste.

³⁶ Americas Watch Committee, «Human Rights in Nicaragua...», 126. A ce sujet, voir notamment CHI, N.H., «Political Integration: A Theoretical Model», pp. 11-23 in PANNETT, John H., and Brian W. TOMLIN, The Integration Question, Don Mills, Addison-Wesley, 1984.

IV. LUTTE HÉGÉMONIQUE ÉCONOMIQUE

La lutte pour l'hégémonie économique se caractérise par l'opposition des paradigmes révolutionnaire et contre-révolutionnaire pour le contrôle de l'accumulation. L'accumulation est elle-même définie comme le surplus de richesses produit globalement par une société, allant être utilisé pour le développement (la *production*) de cette société. La production se fait donc en fonction d'un projet, lequel est radicalement opposé selon l'un ou l'autre des deux paradigmes s'affrontant présentement au Nicaragua.

L'hégémonie économique d'un acteur se définit donc comme la domination, par cet acteur, des mécanismes économiques d'une société. C'est une domination qui n'est jamais parfaite, compte tenu de la complexité de l'économie. En société capitaliste, le contrôle des biens de production confère à la bourgeoisie un pouvoir certain sur les mécanismes de l'«économie de marché».

Pour diriger notre étude des conditions de la lutte pour l'hégémonie économique, nous présentons l'hypothèse que malgré les puissants leviers économiques que se sont donnés les Sandinistes au lendemain de l'insurrection, ils ont été incapables d'assurer le contrôle de l'économie à cause de: 1) la situation économique au lendemain de l'insurrection et de la guerre civile; 2) la nature du projet socialiste sandiniste face à l'héritage du capitalisme dépendant; 3) la réaction de la bourgeoisie; 4) la situation de dépendance dans un contexte d'agression économique et militaire.

Un premier corollaire à démontrer est que les Sandinistes se sont effectivement dotés de puissants instruments de régulation économique, et ce dès le début de la révolution. En second lieu, nous vérifierons l'impact réel de ces leviers pour l'hégémonie sandiniste.

A. Les leviers économiques sandinistes

L'intervention économique sandiniste, loin d'être totale, s'est concentrée à certains secteurs clés. Cela reflète, dans une certaine mesure, les compromis que le FSLN s'est engagé à faire face à la bourgeoisie nationale.

[The Sandinistas] were also committed, however, to maintaining unity within the revolutionary coalition for as long as possible. They concluded that maintaining production levels on the land and

in the factories taken from Somocistas would be challenging enough for a new group of leaders untrained in government or in business management. Furthermore they were anxious not to alienate the managers, professionals, and technicians whose services would be greatly needed. Thus the FSLN leadership assured the owners and managers of approximately 60 percent of the economy that remained in private hands that they were to be an integral part of the new Nicaragua. But they also warned that the revolutionary government was to be at the service of all the people and that private interests would not be allowed to override the public interest.¹

Certaines propriétés furent nationalisées dès l'insurrection, soit celles appartenant à la famille Somoza ou à ses proches collaborateurs.² Peu après, le commerce international, le système bancaire, ainsi que la production minière tombèrent également sous le contrôle de l'État.

1. Mise en place de l'appareil économique d'État

Par ces mesures, le gouvernement sandiniste, dès 1979, mit en place d'importants leviers économiques, tant au niveau de la production, de la circulation, que de l'accumulation (voir la figure 17).

Political control enabled the FSLN to strengthen the state's capacity to direct the economy. Two critical steps taken in the first year were the nationalization of the entire financial sector and the commercialization of major exports. These measures assured the Sandinistas control over the disposition of investment credits and use of precious foreign exchange. By monopolizing the major sources of hard-currency income, the state limited the ability of the bourgeoisie to pressure the government and protect its own interests by moving capital abroad. The bank takeovers, together with the nationalization of Somocista properties, shattered the major economic groups. A few large firms that had been associated with the BANAMERICA and BANIC groups remained. But the private sector had been radically restructured. The medium-sized enterprises of the middle bourgeoisie now predominated.³

La figure 17 présente en quatre composantes la structure de l'appareil économique d'État. On retrouve les secteurs de la production de biens,

¹ KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 173.

² La Junte procéda ainsi par le décret numéro 3, du 22 août 1979. Pour les détails des décrets, voir DAUDELIN, Jean, Régulation étatique: le cas du Nicaragua sandiniste, Québec, Thèse en science politiques de l'Université Laval no 4, mai 1984; citant des documents du Ministère de la justice: Leves de la Republica de Nicaragua, vol. I. (tome I), p. 53.

³ GILBERT, Dennis, «The Bourgeoisie», pp. 163-182 in WALKER, Nicaragua: The First..., 168-169.

de la circulation de biens, de l'accumulation financière et, finalement, des dépenses budgétaires gouvernementales. C'est au *Ministerio de Planeación* qu'incombe la coordination de cet appareil économique, lui-même sous la direction de la Junte (puis de la Présidence à partir de 1985).

Au niveau de la production, la figure 17 nous indique que c'est 100% du secteur des ressources naturelles qui fut nationalisé, alors que ces entreprises passaient sous le contrôle de l'*Area de Propiedad del Pueblo* (APP), nom donné au secteur public par l'Etat sandiniste. Pour ce qui est des pêcheries, c'est 71,9% qui passait à l'APP, alors que les petites et moyennes entreprises conservaient le contrôle des autres 28,1%. Les trois autres catégories du tableau (agriculture, élevage et industrie), partageaient leur propriété dans des proportions variables entre l'APP, la grande propriété privée, et les petites et moyennes propriétés. L'on observe ici la présence de certains ministères clés, tels le *Ministerio de Desarrollo Agropecuario y Reforma Agraria* (MIDINRA) et le *Ministerio de Industria* (MIND), ainsi que de la *Empresa Nicaragüense de Insumos Agropecuarios* (ENIA, contrôlant les semences, engrais et autres produits importés), et du *Sistema Financiero Nacional* (SFN, contrôlant le crédit).

Dans la sphère de circulation, les deux bureaucraties importantes sont le *Ministerio de Comercio Interior* (MICOIN) et de *Comercio Exterior* (MICE). De ce dernier dépendent plusieurs entreprises étatiques, dont l'ENIA dont nous parlions ci-haut, et des organisations responsables du commerce international de différentes denrées, telles la banane (BANANIC), le café (ENCAFE) et le sucre (ENAZUCAR). De cette façon, c'est 100% des échanges commerciaux internationaux qui sont contrôlés par le gouvernement sandiniste. Quant au commerce intérieur, il est partagé entre l'Etat et le secteur privé dans des proportions difficiles à établir, compte tenu de l'importance du marché noir.

C'est le *Ministerio de Finanzas* (MIFIN) qui dirige l'appareil bureaucratique financier de l'Etat par le biais du *Sistema Financiero Nacional*. Ce dernier accumule le capital qu'il redistribue en fonction des besoins budgétaires gouvernementaux, tels qu'indiqués dans la sphère des dépenses. Les revenus du SFN sont de sources diverses: l'aide et le crédit internationaux; le crédit national; les surplus de l'*Area de Propiedad del Pueblo*; et les revenus de taxation et d'imposition.

2. Domination sandiniste de l'appareil économique d'État

L'objectif global de l'intervention économique de l'État nicaraguayen, contrôlé par les Sandinistes, est la reproduction et la production d'un mode de production socialiste. Il s'agit, d'une part, de reproduire les acquis économiques du socialisme. Le discours parlera donc de «protéger la Révolution» contre les éléments réactionnaires. D'autre part, les appareils étatiques économiques se doivent de produire ce nouveau mode de production, c'est-à-dire de le développer, de l'implanter dans une société qui se caractérisait jusqu'en 1979 (et se caractérise toujours dans une large mesure) par le capitalisme dépendant.)

Ainsi, l'État est confirmé comme un acteur privilégié de transformation sociale. Comme nous l'avons dit plus haut, les conditions dans lesquelles se réalise cette révolution sociale nicaraguayenne sont loin d'être idéales. Les objectifs économiques immédiats du FSLN sont plus modestes que l'établissement *a priori* d'un mode de production socialiste, caractérisé, selon le discours, par une décentralisation économique et une démocratie populaire. Le développement graduel d'une telle infrastructure est subordonné, dans une certaine mesure, à des impératifs *développementalistes* immédiats. E.V.K. Fitzgerald, économiste-conseil du gouvernement sandiniste, pose ainsi le problème:

...most significantly, it was necessary to start on the process of reconstructing the economy, to achieve what had not been done before: economic development as opposed to growth, social justice as opposed to exploitation, an adequate insertion into the international division of labor as opposed to dependency.⁴

Il s'agit donc, selon les Sandinistes, d'assurer le développement des moyens de production, lui-même garant du développement d'une superstructure démocratique. Le développement est perçu comme essentiel, puisque la misère ne permet aucune autonomie: elle tient l'économie nationale à la gorge, la poussant sur des avenues uniquement productivistes, et ne laissant aucune place à la démocratisation.

La synthèse de la figure 17 nous permet d'entrevoir l'étendue de l'hégémonie sandiniste au sein de l'appareil économique d'État, compte tenu de l'importance jouée par le MIPLAN, sous la dépendance ultime du DNC sandiniste.

⁴ FITZGERALD, «The Economics...», 208.

Ainsi, on constate que les postes clés de l'appareil économique étatique sont occupés par des Sandinistes. Dès le 27 décembre 1979, l'on retrouve Henry Ruiz, membre du DNC, à la tête du ministère de la Planification (MIPLAN), évinçant de la sorte le conservateur Roberto Mayorga Cortés. A la même date, MIDINRA est créé (éliminant le Ministère de l'agriculture, et son ministre, également conservateur, Manuel José Torres). Le nouveau ministère est confié à Jaime Wheelock, un autre membre du DNC.⁵ Le 15 juin 1981, au *Ministerio de Industria*, un autre conservateur est remplacé par un Sandiniste: Emilio Baltodano Cantarero prend la place de Noel Rivas Gasteasora.

La structure du système d'intervention étatique, tout comme les données concernant le contrôle par le FSLN de cette structure, laisse donc peu de doute sur l'importance qu'occupe l'appareil économique de l'Etat sandiniste dans certains mécanismes économiques nationaux. Mais s'il était si simple de contrôler l'économie, tous les Etats en feraient autant... Or, les obstacles rencontrés par le gouvernement dans ses efforts de reproduction et de production d'un mode de production socialiste sont nombreux. Non seulement y a-t-il des obstacles inhérents à toute transformation, mais aussi il y a ceux orchestrés par les acteurs s'opposant à l'établissement d'un tel mode de production.

Ce à quoi s'opposent précisément de nombreux acteurs, c'est que l'accumulation faite en vue de ce développement soit contrôlée par l'Etat, plutôt que par l'entreprise privée. En fait, la bourgeoisie étant encore propriétaire de nombreux moyens de production, il ne reste aux Sandinistes que le pouvoir étatique pour s'assurer un contrôle plus ou moins étendu de l'accumulation que ces biens génèrent.⁶ Pour les raisons stratégiques étudiées plus haut, le FSLN a décidé d'établir une économie mixte, laissant ainsi de l'espace à l'accumulation privée, mais selon des conditions déterminées par l'Etat. Pour les Sandinistes, l'économie libérale capitaliste s'est montrée incapable de développer les ressources du pays, et pour cela doit être remplacée par une économie planifiée:

La experiencia de los países subdesarrollados ha demostrado

⁵ Rappelons que la figure 14 présente l'évolution de la composition du cabinet ministériel.

⁶ C'est d'ailleurs ce qui explique chez la plupart des socialistes l'utilisation de l'Etat comme moyen d'établir un mode de production pourtant opposé en dernière instance à toute centralisation étatique.

plenamente que las fuerzas del mercado, actuando en forma pura, ciega, son incapaces de superar la situación de miseria de los pueblos, que solo una acción planificada, consciente y globalizadora tiene las posibilidades de superar el subdesarrollo.⁷

Le rôle économique de l'Etat est donc perçu comme suit:

Within the current phase of reactivation, the key is the centrality of the state - subsidizing and directing private capital, organizing the masses, promoting state enterprises, containing class conflict, sustaining and expanding external ties, increasing and collecting taxes, redirecting the economic surplus toward planned goals, etc.⁸

D'autre part, la planification économique du projet révolutionnaire se présente en fonction des conditions critiques dans lesquelles l'économie se trouve. Il en résulte une intervention étatique complexe:

An abrupt and radical rupture internally would have led to a precipitous decline in external support vital in reactivating the economy and improving the standard of living of the population. Given the export nature of the economy, the low level in the development of the productive forces, the limited economic prospects in the noncapitalist world, and the scarcity of skilled technicians and executives, the revolutionary leadership has wisely sought to avoid premature ruptures and autarkic models that substitute radical egalitarian deprivation for gradual socialization with an adequate economic growth rate.⁹

Dans le cadre de son choix du type d'accumulation, l'Etat sandiniste devait diriger l'économie de trois façons. Premièrement, des mesures d'austérité devaient être adoptées: la consommation et la croissance ne pouvant s'étendre que dans la mesure où elles n'augmentent pas les besoins d'importation. Cela implique des restrictions sur la consommation

⁷ «L'expérience des pays sous-développés a pleinement démontré que les forces du marché, laissées à elles-mêmes, sont incapables de sortir les peuples de la misère. Seule une action planifiée, consciente et globalisante peut permettre un tel dépassement du sous-développement.» Traduction libre. Discours d'Henry Ruiz en 1980, cité dans DAUDELIN, Régulation étatique..., 184. De plus: «Está Nueva Economía deve lograr superar progresivamente las contradicciones estructurales, productos de una economía muy abierta y dependiente del sistema capitalista internacional», «Cette Nouvelle Économie doit dépasser les contradictions structurelles, produits d'une économie très ouverte et dépendante du système capitaliste international.» Traduction libre. De MIPLAN, Programa de reactivación económica en beneficio del pueblo, 1980, cité dans idem.

⁸ PETRAS, PETRAS, James, «Nicaragua: The Transition to a New Society», Latin American Perspective, vol 8 no 2 (printemps 1982): 74-94. 75.

⁹ Ibid., 90.

des strates moyennes, ainsi qu'un maximum de substitution des importations.

Deuxièmement, un programme de développement se voulant réaliste...

will need to give the highest priority to rapidly maturing projects with a high net foreign-exchange-equivalent value (demonstrating the importance of rigorous project appraisal and selection procedures). In contrast to the view put forward by orthodox agencies, reliance on private at the expense of public sector investment is unlikely to achieve such a result, unless redistributive goals are also abandoned.¹⁰

Troisièmement, il importait pour le gouvernement, suivant sa logique d'accumulation, d'augmenter les revenus en devises étrangères par des rendements accrus de l'agro-exportation.

Il apparaît donc que le problème central de la planification économique du gouvernement sandiniste...

...is clearly not one of demand management in the Keynesian sense; rather, it is a question of how quickly consumption and productive capacity can be restructured, in order to help finance accumulation, and create the capacity for generating foreign exchange required to meet overseas obligations and allow consumption to grow in the latter part of the decade.¹¹

Ces mesures peuvent sembler tout à fait comparables à celles, plus classiques, d'autres États du Tiers monde coincés dans le piège de la dépendance (notamment celle de l'agro-exportation). Cependant, l'administration sandiniste avait longtemps refusé, pour des raisons idéologiques et politiques, de faire porter le fardeau de l'accumulation par les classes populaires:

Inflation is, of course, one way of resolving the conflict over resources but it is assumed that the burden this would place on wage earners would be politically unacceptable. The fact that Nicaragua's current inflation rate is rather less than that of its 'respectable' Costa Rican neighbour says a good deal about the lessons learned from the Chilean experience under the government of the Popular Unity.¹²

La situation devait cependant changer, puisque l'inflation gravite aujourd'hui autour de 1 500% annuellement.

A la lumière de ce projet de développement révolutionnaire adopté par les Sandinistes, il apparaît clairement que l'État devient l'acteur

¹⁰ IRVIN, George, «Nicaragua: Establishing the State as the Center of Accumulation», *Cambridge Journal of Economics*, 7 (1983): 125-139. 136.

¹¹ Ibid., 137.

¹² Idem.

central de l'accumulation, qu'il doit assurer la disponibilité de ressources matérielles et financières, s'appuyant sur les surplus d'entreprises publiques, et non seulement sur sa capacité de taxer le secteur privé ou sur le crédit international.¹³ Il apparaît également que le secteur de production de loin le plus significatif demeure l'agriculture, tant pour l'autonomie de la consommation interne,¹⁴ que pour la production de devises étrangères par l'agro-exportation. Cette logique veut que l'accumulation ainsi générée serve à son tour à l'investissement productif, permettant le développement des moyens de production et, éventuellement, l'autonomie face aux marchés trop incertains de l'agro-exportation.

Nevertheless, in the definition of the economic policy of the revolution, the conviction has prevailed, despite initial internal debates, that the country's economic problematic is not the product so much of its dependence upon agro-exports per se as the type of social organization that has dominated production in this sector and in the economy as a whole, as well as the manner in which this sector is articulated with the international market. As a result, the revolution has placed a great deal of importance on elevating production in agro-exports, eliminating the most backward forms of production in this sector, reinserting the country's agro-export in the international market and linking the country's industrial development to the expansion of this sector.¹⁵

B. Impact réel des leviers économiques sandinistes

De toute évidence, comme le révèlent les indicateurs économiques de base, la situation actuelle du Nicaragua n'est pas rose. Néanmoins, il serait simpliste de l'attribuer à l'échec intrinsèque du projet économique

¹³ CORAGGIO, José Luis and George IRVIN, «Revolution and Democracy in Nicaragua», *Latin American Perspective*, vol 12 no 2 (printemps 1985): 23-37. 31.

¹⁴ Le lien entre la production nationale agricole et le secteur industriel est étroit: «The Sandinista feel that only by assuring reasonable supplies of manufactured goods in rural areas at controlled prices will increased agricultural productivity be forthcoming without requiring agricultural price incentives that would threaten the cost of living of urban workers.» DEERE, Diana et Peter MARCHETTI, «The Churches in the Nicaraguan Revolution», 161-180 in WALKER, *Nicaragua in Revolution...*, 69.

¹⁵ VILAS, Carlos M. et Richard HARRIS, «National Liberation, Popular Democracy and the Transition to Socialism», pp. 216-234 in HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, *Nicaragua, Revolution Under Siege*, U.K., Zed Books, 1985. 224.

socialiste des Sandinistes. Plusieurs facteurs doivent être considérés pour expliquer les difficultés économiques du Nicaragua.

1. Conditions économiques post-insurrectionnelles

Premièrement, il faut considérer les conditions initiales dans lesquelles l'Etat sandiniste dû opérer. Lorsque Somoza quittait le pays, il ne restait que US\$17 millions dans les coffres publics.¹⁶ La fuite de capital financier avait été importante (comme l'indique la figure 18), et l'infrastructure économique était laissée en ruines par les deux années de guerre civile. De plus, si Marx entrevoyait le socialisme comme émergeant du développement des moyens de production réalisé sous les régimes capitalistes, il semble au contraire que «under conditions of increasing conflict, capital's historic role is to destroy the productive forces.»¹⁷

FIGURE 18 - MOUVEMENT DE CAPITAL ET BALANCE DES PAIEMENTS
(milliers de dollars US)

ANNEE	MOUVEMENT PRIVE DE CAPITAL	MOUVEMENT OFFICIEL DE CAPITAL	ENTREE NETTE DE CAPITAL	BALANCE DES PAIEMENTS
1965	23 410,2	6 823,0	30 233,2	811,0
1970	20 455,8	28 334,0	48 789,8	12 345,0
1975	44 500,0	112 200,0	156 700,0	-31 700,0
1976	26 800,0	65 300,0	92 100,0	39 700,0
1977	-67 165,6	196 509,0	129 343,4	-56 600,0
1978	-232 457,3	43 233,0	-189 224,3	-224 305,0
1979	n.d.	n.d.	-174 500,0	-51 600,0

Source: SHOLK, «The National Bourgeoisie...», 260. (citant Banco Central de Nicaragua, Departamento de Estudios Económicos, Indicadores Económicos, Vol. I, nos 1-2 (Dec. 1979), p. 44.).

D'autre part, il est certain que d'innombrables problèmes bureaucratiques et administratifs se sont posés aux Sandinistes, surtout au début, lorsqu'ils troquèrent le *kalachnikov* du quérilléro pour la plume (lire le sreau) du mandarin...

¹⁶ KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 167.

¹⁷ PETRAS, «Nicaragua: The Transition...», 93.

2. Caractéristiques du projet socialiste sandiniste

Au lendemain de l'insurrection, les Sandinistes veulent tout changer, à commencer par les conditions d'existence misérables des classes populaires. Mais si l'économie nationale est largement détruite par la guerre civile, elle n'en laisse pas moins un héritage déterminant sur les nouvelles structures. Les objectifs redistributifs du gouvernement révolutionnaire entrent carrément en contradiction avec sa volonté d'accumulation: ils sont néanmoins nécessaires au maintien de la base populaire du FSLN, et impératifs au développement d'une démocratie populaire, comme le proclame le discours sandiniste.

Certes, l'Etat sandiniste, dans une certaine mesure, est productiviste: le discours rappelle sans cesse la nécessité d'augmenter la production nationale, et de réduire la consommation interne.

Una nueva mentalidad debe de irnos cubriendo a todos. Al obrero y al campesino: recuperar, mantener y aumentar su capacidad productiva, pues ahora la extensión de la jornada, el incremento de nuevas máquinas, no son para explotarlos, expropiarlos, sino para aumentar los rendimientos y excedentes productivos y emprender con más decisión los grandes programas económicos y sociales que haran de Nicaragua la Patria grande que hemos sonado. [...] Las huelgas, los paros, la irresponsabilidad laboral [...] van en contra de los intereses de la revolución.¹⁸

Le discours justifie cette attitude en ce que le but visé est ici à court terme, et cherche la reconstruction d'une infrastructure d'abord mal développée, puis détruite par la guerre civile, et sabotée par la contre-révolution.¹⁹

¹⁸ «Nous devons adopter une nouvelle mentalité. Ouvriers et paysans, ils doivent récupérer, maintenir et augmenter leur capacité productive. Désormais, l'extension de la journée de travail ou l'utilisation de nouvelles machines, n'est plus pour les exploiter ou les déposséder, mais bien pour augmenter les rendements et excédents de production. Nous entamerons ainsi avec plus de fermeté les grands projets économiques et sociaux qui feront du Nicaragua la grande patrie dont nous avons rêvé. [...] Les grèves, les arrêts, l'irresponsabilité ouvrière [...] vont contre les intérêts de la révolution.» Traduction libre. De Henry Ruiz (1980), Ministre de la Planification économique, cité dans DAUDELIN, Régulation étatique..., 185.

¹⁹ L'objectif n'est cependant pas exclusivement productiviste: les Sandinistes ne sacrifient pas sur l'autel de la production le processus de démocratisation. Il est difficile de déterminer si le développement économique suit une approche exclusivement développementaliste, i.e.

Quoi qu'il en soit, le problème central du nouveau gouvernement, posé en termes économiques, apparaît comme étant l'accumulation financière, sans laquelle l'investissement productif ne se fait qu'à crédit:

Total expenditure is the sum of current and capital spending, while the revenue side is composed of tax receipts from the private sector, public enterprise surplus, internal borrowing from the banking system and overseas borrowing. The conventional 'investment finance' problem for the Third World countries is as follows: because of low fiscal pressure, the government current account typically shows a deficit; public sector profits are likely to be negligible (excepting the case of oil-exporting countries); internal borrowing is constrained by the underdevelopment of the domestic capital market; and external borrowing leads to the well known 'debt trap' phenomenon.²⁰

C'est ainsi que le gouvernement se retrouve dans une situation fort délicate, coincé entre la nécessité d'accumulation par l'agro-exportation, et sa volonté d'autonomie des marchés internationaux du crédit et des biens:

donnant au développement l'absolue priorité, aux dépens d'une redistribution économique plus immédiate et populiste. Les limites au droit de grève versus l'accélération de la distribution des terres aux paysans (qui gêne la croissance des exportations agricoles) représentent à cet égard des exemples contradictoires. La production de la communauté, bien qu'elle ne soit pas nécessairement collectivisée du simple fait de son caractère étatique, n'en demeure pas moins plus près d'une accumulation collective qu'elle ne le serait par une appropriation privée. D'autant plus que la bourgeoisie nicaraguayenne s'est montrée traditionnellement peu intéressée par l'investissement productif.

Que ce soit pour l'établissement d'une démocratie populaire, ou pour le maintien de leur légitimité politique par une attitude populiste, les Sandinistes ont incontestablement procédé à la redistribution et à l'investissement productif des ressources accumulées par l'Etat. L'attitude développementaliste de l'Etat ne fait donc pas de doute, et n'est pas en soi, comme projet de développement, l'objet de critiques. Une certaine critique des Sandinistes repose sur leur vision léniniste du développement, c'est-à-dire dirigée par une avant-garde se justifiant, par son caractère populaire. Cette avant-garde, propose la critique, met néanmoins le maintien de son propre contrôle au-dessus de ses objectifs de développement, contrôle lui-même prioritaire sur la redistribution égalitariste. A cela, nous pouvons répondre que la reproduction, par l'élite dirigeante, de sa domination n'est pas une tare exclusive aux élites léninistes... Un prérequis à la production (notamment celle d'un nouvel ordre social) est la reproduction du pouvoir producteur. De plus, la subordination de la redistribution économique aux dépends du projet développementaliste ne résiste pas longtemps au test d'hypothèse: le maintien de sa légitimité auprès des classes populaires a amené le FSLN à de nombreux compromis 'non productivistes'.

²⁰ IRVIN, «Nicaragua: Establishing...», 126.

the early state of socialist transformation in a peripheral economy, in which an attempt is made to alter the pattern of surplus generation and appropriation by reducing rural exploitation and diverting surplus away from private capital, leaves the state particularly vulnerable to the 'debt trap' problem, if high level of accumulation is attempted too early.²¹

Le danger de la stratégie économique sandiniste apparaît donc assez clairement, lorsque relativisée face aux formes de dépendance que connaissent l'ensemble des pays de la périphérie:

The dialectics of welcoming more dependence in order to become less so can be so much sophistry or it can become reality, depending on the capacity of the revolutionary leadership and organization to create the social relations which can most develop the productive forces.²²

D'autre part, les Sandinistes ont dû affronter un autre problème de dépendance, face à leur bourgeoisie nationale cette fois. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, dès le début du nouveau régime, il devenait évident que le FSLN avait de bonnes chances d'établir sa domination, donnant ainsi accès au pouvoir à des intérêts autres que ceux des diverses fractions de la bourgeoisie nationale (anti-somoziste ou non). Néanmoins, pour des raisons économiques et de support politique international, les Sandinistes allaient tenter de maintenir leur alliance avec la bourgeoisie.

As a practical matter of immediate survival, the Sandinista government is dependent on the support of private owners of the means of production (i.e. of capital, land, factories, herds of livestock, etc.) not only for the physical reactivation of the economy, but also for the generation of the kind of international credibility which attracts foreign loans and makes it more difficult for foreign governments to commit overt acts of aggression.²³

L'économie était dès lors qualifiée, par le discours sandiniste, de *mixte*, alors que le système politique devait être *pluraliste*. Ce discours, plutôt que de parler de révolution socialiste, se contentait donc de la notion d'*hégémonie populaire*:

The Sandinista concept of popular hegemony can be contrasted with the Marxist-Leninist concept of the dictatorship of the

²¹ *Ibid.*, 127.

²² PETRAS, «Nicaragua: The Transition...», 90-91.

²³ SHOLK, Ricahrd, «The National Bourgeoisie in Post-Revolutionary Nicaragua», *Comparative Politics*, vol 16 no 3 (April 1984): 243-276. pp. 253-254.

proletariat. As used by the Sandinistas, popular hegemony does not refer to the dictatorship of one class over another, but to the predominance of the interests of the *popular majority* over those of the privileged minority who benefited from the exploitation and oppression of the Somoza dictatorship.²⁴

Mais pour le gouvernement sandiniste, le défi fut alors de savoir manoeuvrer pour conserver le support de la bourgeoisie, sans, d'autre part, en devenir dépendant au point de mettre en jeu les objectifs socialistes de la révolution.

C'est ainsi que le discours parle de *logique de la majorité*, à laquelle la bourgeoisie doit se conformer. L'accumulation peut ainsi être réalisée partiellement par le secteur privé, mais pour le bénéfice des masses (i.e., sous le contrôle de l'État et de l'avant-garde sandiniste).

Après l'alliance anti-somoziste des années de résistance, le FSLN cherchait maintenant à conserver l'appui de la bourgeoisie sans pour cela manquer à ses engagements face aux classes populaires.

Nicaragua is a unique experience of social revolution in which the old ruling class, far from being liquidated or sent into exile, has been called upon to cooperate in the process of national reconstruction.²⁵

D'importantes limites à l'application de mesures socialistes trop 'radicales' pour la bourgeoisie apparaissaient donc:

The launching of a full-blown socialist project at this time would result not only in the departure of the private business sector, but also in the flight of thousands of professional and technical personnel, many of whom it would be impossible to replace for years. Nicaragua is a poor and backward country, even by Latin American standards, and it does not have a sophisticated industrial and economic infrastructure that can be placed at the service of the popular sectors.²⁶

A un niveau plus théorique, Jaime Wheelock, membre du DNC, justifiait la modération des programmes de nationalisation et de la réforme agraire en fonction des conditions inadéquates des structures politiques et économiques du Nicaragua:

It is important to understand that socialist model is a solution

²⁴ HARRIS, Richard, «The Revolutionary Transformation of Nicaragua», *Latin American Perspective*, vol 14 no 1 (hiver 1987): 3-18. 6.

²⁵ CORAGGIO et IRVIN, «Revolution and Democracy...», 25.

²⁶ BURBACH, Roger, «Nicaragua: The Course of the Revolution», *Monthly Review*, vol 31 no 4 (février 1980): 28-39. p. 36.

for contradictions that only exist in developed capitalist countries. Now, for a series of reasons, many of them political, and others having to do with hunger and desperation, certain peoples have made a revolution in the worst conditions of social development. [...] This is our case. Even though we have socialist principles, we cannot effect the transformation of our society by socializing all the means of production. This would not lead to socialism, rather, on the contrary, it could lead to the destruction and disarticulation of our society.²⁷

C'est ainsi que le DNC protégea par décret la propriété privée (notamment des terres agricoles) et lui procura certaines conditions favorables de crédit et d'investissement. Sous cette alliance de *reconstruction nationale*, le FSLN devait néanmoins demeurer hégémonique, se qualifiant ainsi d'*avant-garde* révolutionnaire des classes populaires. Mais organisée de la sorte, cette structure de pouvoir ne pouvait que médiocrement satisfaire la bourgeoisie, se retrouvant dépendante d'un État qu'elle ne contrôlait toujours pas.

Quant à la petite bourgeoisie, à la fois traditionnelle et moderne²⁸, elle est perçue comme essentielle au développement des ressources nationales. La plupart de ses membres, notamment les administrateurs, ingénieurs, techniciens, mais aussi les ouvriers qualifiés, «were reared and trained under capitalism - accepting its production methods, conception of the class structure, and its ideology.»²⁹ La division intellectuelle du travail les a donc gardés distants des ouvriers:

This factor has serious political consequences in the transition period. Displacing nonrevolutionary technicians causes losses in production which, in turn, has repercussions in sociopolitical organizations: scarcity breeds authoritarianism.³⁰

Les efforts du FSLN pour «améliorer la conscience politique», i.e. étendre l'hégémonie idéologique sandiniste à ces groupes, semblent avoir été généralement fructueux. Néanmoins, des conditions socio-économiques toujours plus difficiles et des restrictions croissantes sur les importa-

²⁷ Cité dans HARRIS, Richard, «The Revolutionary Process in Nicaragua», *Latin American Perspectives*, vol 12 no 2 (printemps 1985): 3-21. 9.

²⁸ Telles que définies par Poulantzas: la petite bourgeoisie traditionnelle étant liée au commerce et à la fabrication artisanale; et la moderne, à l'administration du capital privé et des appareils d'État.

²⁹ PETRAS, «Nicaragua: The Transition...», 91-92.

³⁰ *Ibid.*, 92.

tions de luxe paraissent miner ces acquis.

3. Réaction économique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie

L'objectif général que se fixe la bourgeoisie apparaît comme la reproduction et la production du mode de production capitaliste, s'opposant ainsi fondamentalement au projet sandiniste.

FIGURE 19 - POIDS DES DIFFÉRENTES FORMES DE PROPRIÉTÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE, 1982 (pourcentages de la valeur totale production)

Secteur	APP	grande privée	moyenne privée	petite privée	total
Agriculture d'expor.	24,0	37,3	21,7	17,0	100
Agriculture pour marché internat.	15,7	14,7	8,1	61,5	100
Élevage	24,7	11,0	30,4	33,9	100
Agro-industrie	28,0	63,9	5,7	2,4	100
Pêches	71,9	--	--	28,1	100
Secteur manufact.	31,3	32,5	22,0	14,2	100
Mines, Énergie, et hydrauliques	100,0	--	--	--	100
Total (secteurs productifs)	37	25	18	20	100

Source: MIDINRA, Ministry of Industry, and MIPLAN (Barricada, 1983).
Cité dans HARRIS, «The Revolutionary Process...», 13.

FIGURE 20 - DISTRIBUTION DU PIB PAR SECTEUR DE PROPRIÉTÉ (en %)

SECTEUR DE PROPRIÉTÉ	1978	1985
Privé	89	57
Production capitaliste	67	26
Petite production et coopérative	22	31
Etatique	11	43
Administration centrale	6	10
Production de biens et services	5	33
TOTAL	100	100

Source: Critical Indicators for Nicaragua, INIES, 1984; SPP; CIERA; IHCA. Cité dans IHCA, «Private Enterprise: Alive and Kicking in Nicaragua», *Envio*, vol 6 no 70 (avril 1987): 30-39. p. 32.

Suivant cette visée ultime de préservation du capitalisme, la bourgeoisie nicaraguayenne (et ses alliés internationaux) cherche à

présenter un projet alternatif de développement. C'est dire qu'elle a deux objectifs spécifiques: elle veut montrer, d'une part, que le projet socialiste est infaisable, et d'autre part, que le projet libéral-capitaliste est la seule alternative raisonnable. La bourgeoisie est cependant nettement désavantagée face aux Sandinistes, dans la mesure où elle ne peut à l'heure actuelle exécuter ce projet alternatif, faute de contrôler l'Etat (faute de former, donc, l'élite ou même la classe dirigeante).

Elle demeure toutefois, jusqu'à présent, la classe économiquement dominante. Le processus révolutionnaire n'a encore que partiellement modifié la nature des rapports sociaux de production, et en ce sens, laisse à la bourgeoisie une bonne part du contrôle des moyens de production, comme le révèle les figures 19 et 20. Ainsi, la bourgeoisie utilise ses ressources pour tenter d'atteindre les deux objectifs mentionnés. Mais qu'en est-il au juste de ces ressources?

In late 1983, government and private economists informally estimated private participation in the economy at 55 to 60 percent of the GNP. However, businessmen insisted that such figures overestimated the position of private enterprise in the mixed economy since their power to administer their own firms had been sharply reduced by government regulation. The government had, in fact, restricted managerial freedom to set prices, lower or raise wages, fire workers, buy raw materials, redeploy capital, obtain credit, or buy foreign exchange. Moreover, private participation in the economy was gradually declining because of continuing expropriations and the limited private contribution to new investment (most new investment was being made by the government).³¹

Néanmoins, la situation n'est peut-être pas si claire:

are the owners of the means of production ever powerless? The example of the rice growers might make us wonder. Could a powerless bourgeoisie be productive, or does the investor confidence that appears to be a prerequisite to capitalist dynamism depend on bourgeois power over the state? The performance of the Nicaraguan bourgeoisie under Sandinista rule suggested the latter.³²

Pour atteindre son premier objectif, la Bourgeoisie vise des cibles essentiellement économiques. C'est ainsi qu'elle cherche à démontrer l'incapacité des Sandinistes à gérer l'Etat et l'économie, n'hésitant pas, souvent, à procéder au sabotage du projet économique révolutionnaire. Les actions découlant de cette stratégie sont donc à la fois économiques

³¹ GILBERT, «The Bourgeoisie»..., 176.

³² Ibid., 179.

et militaires. Le second objectif, celui de présenter une alternative capitaliste, repose essentiellement sur une lutte idéologique visant l'hégémonie (nous y reviendrons ultérieurement).

S'opposant tout à fait au discours sandiniste, celui des bourgeoisies nicaraguayenne et internationale dénonce le projet socialiste, le qualifiant d'inefficace et de totalitaire dans l'application de ses principes. Les vertus de l'économie de marché sont proclamées, soulignant dans ce cas les droits à-la propriété privée et ses effets sur la productivité.

Ce discours est réactionnaire, en ce sens qu'il cherche à préserver, non pas le somozisme (sauf exception); mais bien le mode de production capitaliste. Les moyens d'action, ce sont les pressions exercées par la classe dominante par le biais du contrôle lui restant encore sur certains moyens de production.

Dès la première année après l'insurrection, et bien que l'ensemble de la bourgeoisie cherchait encore à collaborer avec le nouveau régime, certaines fractions continuèrent la décapitalisation entamée avant même la chute de Somoza (comme l'indiquait la figure 18). Avec la crise de l'alliance FSLN-bourgeoisie, le secteur privé accusa le gouvernement de créer un climat impropre à l'investissement, et la décapitalisation s'accrut. Les mesures que le gouvernement prit dans l'espoir d'empêcher l'accélération de ce mouvement³³ rendirent les entrepreneurs encore plus nerveux. Bref, le phénomène devint à la fois un symptôme et une cause à la crise du capital.³⁴

D'ailleurs, il faut noter la faillite de précédentes expériences d'économies dites mixtes. Il fallait logiquement s'attendre à ce que cette période de transition, chevauchant deux modes de production, ne puisse pas s'éterniser...

In all cases, private capital did not cooperate in the economic plans; international capital eroded the popular bases of the regime and the reconstituted political forces of the capitalist class effectively established themselves as an

³³ C'est ainsi, par exemple, que la Junte adopta plusieurs décrets le 19 juillet 1981 nationalisant des entreprises pourtant non-somozistes, et qu'elle promulga, deux mois plus tard, une *loi d'urgence économique*, limitant les saisies de terres et le droit de grève. SHOLK, «The National Bourgeoisie...», 261, et DAUDELIN, *Régulation étatique...*, 26.

³⁴ SHOLK, «The National Bourgeoisie...», 265.

alternative government.³⁵

4. Dépendance et agression économique-militaire

La détérioration des prix des principaux produits d'exportation du Nicaragua sur les marchés internationaux rend évident l'acuité de la dépendance des pays périphériques face à des mécanismes économiques leur échappant complètement. La figure 21 est éloquent à cet égard.

FIGURE 21 - VARIATIONS DES PRIX DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉE	1980 ^a	1981	1982	1983	1984	1985
Maïs	100,0	103,7	86,0	96,0	100,3	87,4
Riz	100,0	111,1	86,3	78,3	76,2	59,1
Sucre	100,0	94,4	69,2	68,1	66,4	63,4
Café	100,0	68,3	71,5	71,7	79,7	79,8
Coton	100,0	105,4	88,5	92,5	99,8	84,2

^a Année de référence

Source: International Monetary Fund, Primary Commodities: Market Development and Outlook, (Commodities Division of the Research Department), May 1986. p. 10.

D'autre part, et sans doute de façon plus significative, c'est l'agression économique extérieure qui devait sérieusement menacer les bases économiques du nouvel État et de son projet révolutionnaire. C'est dans une telle situation que sont mises en évidence la profondeur et les conséquences de la dépendance économique de la périphérie capitaliste. Certains auteurs reconnaissent dans la situation nicaraguayenne actuelle des expériences déjà vécues d'agressions économiques, comme celles contre Cuba, le Brésil de Goulart, le Chili d'Allende, ou le Mexique d'Echeverria.

Une agression économique est définie comme...

...the introduction of political and economic policies that are designed to disrupt or injure the economy of another country, including the deliberate withdrawal of economic

³⁵ Ibid., 91. De plus, Petras émet l'opinion suivante sur l'avenir de l'économie mixte: «The mixed economy nature of the economy is a reality of the present moment for sound economic and political reasons. The differential dynamics of the political and social forces in the country - the rapid growth of the mass organization and the private sector - suggest that the society will proceed beyond a mixed economy, as it was known in its populist and social democratic variants.» p. 91.

assistance with an intent to injure...³⁶

Il s'agit d'un processus lent, engagé avec discrétion, et se déroulant en plusieurs étapes:³⁷

1. Les intérêts de certaines institutions internationales sont articulés à ceux des classes dominantes nationales, qui d'autre part cherchent le support d'autres groupes dans la petite bourgeoisie.
2. Les programmes de déstabilisation sont développés graduellement et discrètement (tout au moins au début), «beginning with actions that may create an adequate response and then escalating both the nature and the public defense of the policies with deliberately misleading demagoguery to justify increasingly open economic aggression.»³⁸
3. L'opposition, liée à l'entreprise privée, cherche à délégitimer le gouvernement visé, l'accusant d'inefficacité et de trahison face à ses engagements nationaux. Des demandes impossibles à satisfaire sont alors formulées.
4. A ce stade, une campagne de peur quant à l'avenir est orchestrée de façon à encourager des comportements non-productifs des entrepreneurs nationaux, menant ainsi des liquidations, la fuite de capitaux, la réduction des inventaires, des délais d'entretien, et l'augmentation des pénuries. «As the inflationary pressures are brought to bear and domestic production suffers from the climate of fear and uncertainty, international finance is increasingly blocked or delayed and demands for protection of private enterprise are escalated.»³⁹
5. C'est dans cette dernière phase que l'agression économique devient ouverte et clairement internationale: les sources de crédits sont coupées, les accès aux marchés sont fermés, et les conditions internes sont créées pour que les entrepreneurs nationaux maintiennent au minimum leurs activités économiques.

C'est ainsi que dès l'élection de Reagan en 1980, les États-Unis bloquèrent US\$15 millions restant à être versés au Nicaragua dans le

³⁶ CONROY, Michael E., «External Dependence, External Assistance, and Economic Aggression Against Nicaragua», *Latin American Perspective*, vol 12 no 2 (printemps 1985): 39-67. 51.

³⁷ *Ibid.*, 50-51. L'auteur se réfère ici aux travaux de Pedro Vuskovic concernant les agressions économiques étasuniennes, publiés dans *Le Monde Diplomatique*, mais dont la date n'est donnée que pour la réimpression dans *El Nuevo Diario*, du 4 juin, 1981.

³⁸ *Ibid.*, 50.

³⁹ *Idem.*

cadre d'un programme d'aide voté sous l'administration Carter.⁴⁰ En octobre 1980, la Banque Mondiale, sous la présidence de Robert McNamara, publiait un rapport favorable à la crédibilité du Nicaragua. En 1982, William Claussen avait remplacé McNamara, et l'attitude de la Banque Mondiale changea radicalement, qualifiant le Nicaragua de «marginally creditworthy».⁴¹ De plus, et malgré l'engagement du gouvernement sandiniste à respecter les dettes pré-insurrectionnelles, les États-Unis persistèrent à faire pression sur les banques étatsuniennes pour bloquer toute ligne de crédit⁴² (voir la figure 22).

FIGURE 22 - AIDE FINANCIERE INTERNATIONALE (CREDITS ET DONs)
DE 1976 A 1983 (EN MILLION DE DOLLARS U.S. COURANTS)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Total (estim.)	73.80	69.90	57.90	177.20	235.80	349.40	225.40	235.60
Net non-CAEM ¹	73.80	69.90	57.90	177.20	235.20	287.40	148.80	172.60
% non-CAEM	100.00	100.00	100.00	100.00	99.75	82.26	66.02	73.26
Net APD ² CAD ³	18.50	24.90	29.60	73.80	116.60	59.90	76.90	72.90
% APD CAD	25.07	33.62	51.12	41.65	49.45	17.14	34.12	30.94
Net APD US	14.00	14.00	24.00	29.00	79.00	14.00	6.00	3.00
% APD US	18.97	20.03	41.45	16.37	33.50	3.81	2.92	1.27
Net OPEP *	0.00	0.00	0.00	1.00	0.00	100.00	0.00	0.00
% OPEP	0.00	0.00	0.00	0.56	0.00	27.22	0.00	0.00
Net FMI crédit	0.00	2.00	0.01	55.90	-4.90	-20.40	-4.20	—
% FMI	0.00	2.86	0.02	31.35	-2.08	-5.55	-1.95	—
Net multilat.	20.60	31.20	18.90	42.30	111.10	111.30	54.20	47.50
% multilat.	27.91	44.64	32.64	23.87	47.12	31.85	24.05	20.16
Net CAEM	0.00	0.00	0.00	1.60	0.60	41.60	72.40	63.00
% CAEM	0.00	0.00	0.00	0.90	0.20	11.91	32.12	26.74
Net secteur privé		0.20	1.10	3.60	5.30	33.20	15.10	12.90
Net crédit d'export.		10.80	-5.90	-5.90	-8.60	31.70	13.40	11.40

¹ CAEM: Conseil d'assistance économique mutuelle (aussi COMECON)

² APD: Aide publique au développement

³ CAD: Comité d'aide au développement (OCDE)

Sources: CEPAL, *Anuario de Estadisticos de America Latina*, 1984; CONROY, «External Dependence...», 59; OCDE, *Répartition géographique des ressources financières 1982/1985*, Paris, 1987.

⁴⁰ *Ibid.*, 51.

⁴¹ *Ibid.*, 52.

⁴² Les lignes de crédits sont essentiellement des crédits accordés lors de procédures commerciales, permettant d'éviter des négociations internationales sur des prêts formels. La perte de ces lignes força le Nicaragua «to operate totally on cash, causing dramatic contractions in spending until the needed cash [could] be accumulated.» *Ibid.*, 54.

Les États-Unis ont également fermé les marchés d'exportation du Nicaragua, réduisant entre autre de 90% le quota de sucre nicaraguayen pouvant entrer aux États-Unis, ce qui devait coûter plus de US\$23 millions au Nicaragua.⁴³ Les embêtements techniques se multiplièrent, tel le renforcement des réglementations douanières et la fermeture de consulats nicaraguayens. A cela il faut ajouter le minage de ports du Nicaragua, réalisé par la CIA en janvier et février 1984, et cherchant notamment à nuire à la navigation commerciale internationale.⁴⁴ Enfin, en mai 1985, les États-Unis imposèrent un embargo commercial complet au Nicaragua.⁴⁵

Dans la discussion sur l'hégémonie répressive, nous reviendrons au problème des activités des groupes contre-révolutionnaires. Néanmoins, nous pouvons dès maintenant nous intéresser brièvement aux conséquences économiques de ces activités. Le budget gouvernemental annuel alloué à la défense représentait le quart du budget total en 1983, puis le tiers en 1984, et près de la moitié de celui de 1985, soit plus ou moins le quart du Produit Intérieur Brut (PIB).⁴⁶ Pour la période 1980-1984

⁴³ Ibid., 52.

⁴⁴ Ibid., 53.

⁴⁵ Keesing's, (novembre 1985): 33970. Bien que l'embargo ait eu des effets économiques dévastateurs, le Nicaragua a pu s'adapter, tant bien que mal, à cette situation: «In the area of the economy, the responses have been directed most recently at alleviating the effects of the U.S. embargo. Vice-Minister of Foreign Commerce Alejandro Martinez Cuenca declared on 19 July 1985 that though the embargo has had its effects, Nicaragua has managed to 'muffle' them. Only 17 per cent of Nicaragua's trade was with the United States in 1984, well down from the 60 per cent level maintained during the Somoza dictatorship. Trade diversification has been the policy since 1979, with socialist countries accounting for 20 per cent, 22 per cent with Latin America, a total of 60 per cent divided between Western Europe, Japan, Canada, and the United States in 1984, and the rest with other Third World countries. Products sold in the United States before the embargo have found other markets, mostly in Western Europe, while aid missions secured nearly \$400 million dollars in the first six months of 1985, evenly divided between the socialist countries and Western Europe.» JUDSON, Fred, «Capitalist Crisis, Imperialist Crisis, and the Response of the Nicaraguan Sandinista Revolution», pp. 213-241 in HOLMES, John, et Colin LEYS, Frontyard Backyard: The Americas in the Global Crisis, Toronto, Between the Lines, 1987. 233.

⁴⁶ BOOTH, John A., «War and the Nicaraguan Revolution», Current History, vol 85 no 515 (décembre 1986): 405-408. 407. Il convient également de noter les poussées inflationnistes des dépenses militaires, compte tenu qu'une partie du financement provient de l'impression de devises.

seulement, les coûts directs de la guerre sont estimés à \$97 millions, plus \$283 millions de pertes en production, surtout agricole (figure 23).

In general, the war, economic aggression, and internal economic situation have frustrated hopes for economic balance - apart from all their other costs. Nicaragua is importing over \$2 in goods for every \$1 it exports, a situation unique in Latin America. The government deficit in 1984 was equal to 20% of the Gross Domestic Product (GDP), by far the highest figure in Central America, and perhaps in Latin America. Without the war and the international economic situation, Nicaragua would have run a healthy trade surplus in 1984. Under reasonable assumptions, the government deficit without the war would have been just 5% of G.D.P., and inflation would have been under 20%, instead of the 50% that actually occurred.⁴⁷

FIGURE 23.- COUTS ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE DE CONTRA (millions \$US)

PERTES DIRECTES								
MATÉRIELLES				FINANCIÈRES			EFFETS	
AN	DESTRUCTION DE CAPITAL	PERTES DE PRODUCTION	SOUS- TOTAL	PRETS BLOQUÉS	EMBARGO ECONOM.	SOUS- TOTAL	TOT.	SUR LE PNB
1980	0,5	1,0	1,5			0,0	1,5	
1981	4,0	3,4	7,4	8,2		8,2	15,6	241,0
1982	11,0	21,2	32,2	38,3		38,3	70,5	326,0
1983	58,6	106,6	165,2	61,3	14,0	75,3	240,5	331,0
1984	27,7	170,2	197,9	92,1	15,0	107,1	305,0	458,0
1985	18,4	97,8	116,2	73,0	79,4	152,4	268,6	682,0
1986	14,2	89,8	104,0	92,0	79,4	171,4	275,4	787,0
1987*	10,1	41,5	51,6	n.d.	n.d.	---	51,6	779,0
TOTAL	144,5	531,5	676,0	364,9	187,8	552,7	1228,7	3600,0

* Pour 1987: L'effet sur le PNB est estimé. Les autres données sont de janvier à juin 1987.

Source: IHCA, Update, vol 6 no 32 (26 octobre 1987): 7, citant Nicaraguan National Institute of Statistics and Census.

⁴⁷ RYAN, Philip, «Notes on Nicaraguan Economy for CAN Exec.», Notes non-publiées, internes à Canadian Action for Nicaragua, 1986. 3. D'autre part, et malgré des conditions économiques et politiques défavorables: «Indeed, the Nicaraguan economy overall appears to have performed better than its critics suggest. Nicaragua's net increase in GDP for 1980-1985 was 4.4 percent, almost double the rate of increase of the Latin American GDP as a whole. In Central America, the second-best performance behind Nicaragua for that period was that of Honduras, at 3 percent. For 1980-1985, Nicaragua's GDP per capita actually declined 11.6 percent, but that was the smallest decline in Central America and was only nominally worse than that of Latin America as a whole, which declined 8.9 percent. GDP per capita in Honduras and Costa Rica declined slightly more than in Nicaragua for that period. In war-torn El Salvador, GDP per capita for 1980-1985 plunged 23.8 percent.» BOOTH, «War and the Nicaraguan...», 432.

Conclusion

Au cours des neuf années de processus révolutionnaire, c'est certainement l'économie qui fut le talon d'Achille des Sandinistes. Dès l'insurrection, ils ont graduellement pris le contrôle d'importants leviers de régulation économique, tant par la nationalisation de certaines ressources que par l'organisation d'un appareil économique d'État théoriquement puissant. Mais le défi à relever était de taille: changer un mode de production, passant du capitalisme périphérique au socialisme, tout en développant l'économie sans sacrifier la démocratie populaire.

Or, le chemin de la conquête de l'économie nicaraguayenne a été, depuis 1979, jonché d'obstacles. Suite au tremblement de terre de 1972, puis à la guerre civile de 1977 à 1979, il ne restait de l'infrastructure économique du Nicaragua que des ruines fumantes. Au lendemain de l'entrée des forces rebelles à Managua, le 19 juillet 1979, le nouveau projet de société pouvait aller de l'avant, mais en respectant des compromis avec la bourgeoisie nationale, et en préservant la base sociale des classes populaires.

Le principal obstacle fut peut-être la résistance de la bourgeoisie. C'est elle qui, non sans raison, a le plus à craindre du projet sandiniste. Non seulement peut-elle y perdre sa position dominante, mais son existence même comme classe sociale est menacée. Elle ne lésine donc pas sur les moyens de son opposition au gouvernement du Front sandiniste et à ses mesures économiques.

En outre, la bourgeoisie, tant nationale qu'internationale, dispose d'armes puissantes dans la lutte pour l'hégémonie économique. D'une part, elle contrôle toujours une bonne partie des moyens de production, conséquences des compromis de l'économie mixte. D'autre part, la dépendance du Nicaragua sur les marchés internationaux de matières premières, de capitaux, et de produits agricoles procure à la bourgeoisie internationale des armes encore plus puissantes. De cette façon, le paradigme capitaliste peut se présenter comme alternatif au projet socialiste actuellement hégémonique.

In an economy such as Nicaragua, the adoption of a mixed economy schema under the conditions of continued insertion in the world market reduces considerably the capacity to plan the economy and to achieve greater economic and social rationality. In terms of the sector of small producers who produce for the internal market - especially peasant producers who are very

important in Nicaragua - the state can plan prices, incomes and the general conditions of production, but it is not able to plan production itself, because this depends upon the decisions that are made by each of the thousands of small units of production that compose this sector. In relation to agro-exports generated in the APP, the state is able to plan production, but is not able to plan incomes, since these depend upon the international market over which the Nicaraguan economy has no control. In terms of the agro-exports that are produced by the private sector, planning is limited by two main factors: production depends upon the decisions of the bourgeoisie and prices as well as incomes are determined by the international market.⁴⁸

A cela, il faut ajouter les coûts directs et indirects de l'agression économique et militaire contre le Nicaragua. Le pays s'est ainsi vu refusé l'accès à ses marchés traditionnels, à ses sources de capitaux, à ses fournisseurs de matériaux et de biens de production. A elle seule, la guerre contre-révolutionnaire aura coûté jusqu'à présent plus de trois milliards de dollars US, alors que près de 50 000 vies ont été sacrifiées depuis 1979 dans ce conflit.

Nous pouvons donc vérifier l'hypothèse que malgré les importants leviers économiques que se sont donnés les Sandinistes dès 1979, ils ont été incapables d'assurer le contrôle de l'économie à cause de: 1) la situation économique au lendemain de l'insurrection et de la guerre civile; 2) la nature du projet socialiste sandiniste face à l'héritage du capitalisme dépendant; 3) la réaction de la bourgeoisie; 4) la situation de dépendance dans un contexte d'agression économique et militaire.

Toutefois, si la domination de la bourgeoisie sur près de 60% des moyens de production, ainsi que la situation de dépendance, ont nettement mis à épreuve le projet révolutionnaire sandiniste en affaiblissant ses bases économiques, la bourgeoisie ne se retrouve pas non plus dans une situation de domination. En fait, il nous semble qu'aucun groupe n'ait aujourd'hui ce contrôle. Bien qu'essentiellement, l'économie en demeure une de marché, la présence de l'Etat reste néanmoins suffisamment significative pour empêcher la bourgeoisie d'affirmer sa propre hégémonie sur l'économie nationale.

Nous retrouvons ici, sans doute, un exemple frappant de désarticulation politique: l'Etat, contrôlé par une élite dirigeante populiste (et peut-être populaire) doit confronter l'opposition de la classe dominante du

⁴⁸ VILAS et HARRIS, «National Liberation...», 226.

mode de production qu'elle cherche à remplacer, soit le capitalisme dépendant. C'est une société désarticulée, dans laquelle s'affrontent des groupes économiquement et politiquement importants, en alliance de façon circonstancielle mais fondamentalement incapables de coexister à long terme sans domination de l'un ou l'autre des modes de production proposés.

V. LUTTE HEGEMONIQUE SOCIO-POLITIQUE

Le degré d'hégémonie socio-politique caractérise la capacité de mobilisation dont dispose un acteur. En d'autres termes, l'hégémonie socio-politique, résultant souvent d'une position dominante sur les champs idéologique et militaire, permet au paradigme qui la détient la plus vaste mobilisation populaire, au moyen du contrôle (ou de l'appui) d'organisations et de mouvements sociaux.¹ Cette lutte hégémonique tient son importance, pour le processus révolutionnaire, en ce que les organisations qu'elle permet d'influencer sont au front de la révolution sociale, prenant une part active aux luttes sociales qui s'exacerbent nécessairement lors du changement de mode de production.

Pour ce chapitre, nous posons comme hypothèse que l'hégémonie socio-politique sandiniste est en déclin à cause, d'une part, de la perte de dynamisme des organisations sociales sandinistes et, d'autre part, de la montée d'organisations de l'opposition anti-sandiniste et contre-révolutionnaire.

De cette hypothèse, nous déduisons un corollaire, selon lequel les Sandinistes ont joui de l'appui d'importantes organisations sociales dès 1979. En seconde partie de ce chapitre, nous étudierons nos deux variables indépendantes, soit celles liées au dynamisme des organisations sociales sandinistes et oppositionnelles.

A. Hégémonie et organisations sociales sandinistes

Encore aujourd'hui, au Nicaragua, certains des plus importants acteurs socio-politiques sont des organisations populaires proches du

¹ Définissons brièvement ces deux concepts. Nous entendons par *mouvement social* «une entreprise relativement instable et peu systématique de canalisation de l'action humaine», alors qu'une *organisation sociale* est, par contre, «une entreprise relativement stable et systématique de canalisation de l'activité humaine» (DAUDELIN, Un modèle de compétition..., 12). Ainsi, nous retrouvons des organisations et mouvements sociaux de tout types: ouvriers, féministes, de jeunes, du patronat, de professionnels, de mères de prisonniers, de démobilisés, de membres de différentes confessions religieuses, de radios communautaires, etc.

Front sandiniste.² Nous tenterons donc de voir jusqu'à quel point ces organisations ont assuré l'hégémonie socio-politique du FSLN. Pour bien saisir le rôle des organisations populaires, il conviendrait également de voir si cette hégémonie est fondée sur la contrainte, ou plutôt sur des appuis volontaires. Cette question requiert cependant à elle seule trop de recherche, sans qu'elle ne soit nécessaire à la vérification de l'hypothèse. Nous nous en tiendrons donc à évaluer le rôle joué par ces organisations sociales pour l'hégémonie du FSLN, en laissant le débat sur la source de cette hégémonie à d'autres travaux.

1. Base des appuis socio-politiques au sandinisme

Dans un pays où il n'existait aucune tradition de participation populaire aux processus décisionnels, les organisations de masse, sandinistes ou non, se présentent dès 1979 comme une forme de structure organisationnelle susceptible d'intégrer les classes populaires, urbaines ou rurales, dans le processus politique. En soi, la formation de structures organisationnelles ne peut que bénéficier à une classe, lui permettant ainsi de s'engager avec cohésion dans la lutte de classes, i.e. de constituer ce que Marx aurait nommé *une classe pour soi*.

Le discours sandiniste présente les organisations populaires comme l'outil privilégié du développement de la participation des classes laborieuses aux processus tant politiques qu'économiques.

For us, the efficiency of a political model depends on its capacity to resolve the problems of democracy and justice. Effective democracy like we intend to practice in Nicaragua, consists of ample popular participation: a permanent dynamic of the people's participation in a variety of political and social tasks: the people who give their opinions and are listened to: the people who suggest, construct and direct, organize themselves, who attend to community, neighborhood and national problems: a people who are active in the sovereignty and the defense of that sovereignty and also teach and give vaccinations: a daily democracy and not one that takes place every four years, when at that, or every four, five or six years when formal elections take place: the people don't go as a minority but in their totality, and they consciously elect the best candidate and not one chosen like a soap or deodorant, a vote freely made and not manipulated by an advertising

² La documentation les concernant est, sinon abondante, au moins disponible. Ce qui n'est pas le cas pour toutes les organisations sociales au Nicaragua.

agency, a vote for change to improve the nation and not in favor of a transnational finance company or an industrial military trust...for us democracy is not merely a formal model, but a continual process capable of giving the people that elect and participate in it the real possibility of transforming their living conditions, a democracy which establishes justice and ends exploitation.³

L'hégémonie populaire, selon le discours sandiniste, ne doit donc pas se limiter à l'hégémonie de l'avant-garde au sein des institutions politiques, mais s'étendre au niveau de la société civile. La démocratie doit être directe, allant ainsi plus loin que les démocraties parlementaires bourgeoises qui ne tiennent pas compte de la...

nature of political relations within civil society - that is, the political content of particular institutional arrangements that governs the organization of the work place, the family, the school, the means of communication, and so on.⁴

C'est ainsi que l'accent est mis, dans le discours, sur la décentralisation et une plus juste redistribution des ressources économiques, comme éléments cruciaux du processus de démocratisation: par exemple, la réforme agraire.

...se constituye en un elemento fundamental de una real democratización de la sociedad nicaraguense, porque entregar tierras al campesinado, formar una área propiedad del pueblo, ampliar el crédito y demás recursos, es hacer realmente democracia. La burguesía vendepatria cuando nos habla de 'democracia' lo hace pensando en una forma de dominación política que mantenga intactos los privilegios de aquellos sectores que usufructúan de la miseria de las mayorías.⁵

Le FSLN s'est ainsi donné pour l'une de ses principales tâches révolutionnaires de créer des organisations populaires répondant à la nécessaire intégration (ou cooptation) des classes populaires. C'est ainsi que l'on retrouve des organisations syndicales (*Central Sandinista*

³ RAMIREZ, Sergiò, «The Unfinished American Revolution and Nicaragua Today», (discours prononcé le 14 juillet 1983), *Contemporary Marxism*, no 8 (1984): 208-215. 214.

⁴ CORAGGIO et IRVIN, «Revolution and Democracy...», 31.

⁵ «...est l'un des éléments fondamentaux d'une démocratisation réelle de la société nicaraguayenne, puisque remettre des terres aux paysans, former un secteur de propriété publique, augmenter le crédit et autres ressources, c'est faire une vraie démocratie. Quand la bourgeoisie vendepatria nous parle de démocratie, elle pense à une forme de domination politique maintenant intacts les privilèges de quelques secteurs qui profitent de la misère des masses.» Traduction libre, *Barricada*, 19 décembre 1983.

de los Trabajadores, CST; Asociación de los Trabajadores del Campo, ATC; Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos, UNAG; Unión de Periodistas de Nicaragua, UPN; voir la figure 24), en plus de regroupements sectoriels tels l'Asociación de Mujeres Nicaragüenses Luisa Amanda Espinosa (AMNLAE), la Juventud Sandinista 19 de Julio (JS-19), ou les Comites de Defensa Sandinista (CDS).

FIGURE 24 - LE MOUVEMENT SYNDICAL AU NICARAGUA (1985)

NOM DE LA CENTRALE	NB DE SYNDICATS OU LOCAUX	MEMBERSHIP	AFFILIATION POLITIQUE
CST	504	111 498	FSLN
ATC	480	42 000	FSLN
FETSALUD	39	15 613	FSLN
CGT-I	19	17 177	PSN
CAUS	15	1 939	PCdeN
Frente Obrero	n.d.	2 000	MAP-ML
CUS	17	1 670	CDN
CTN	21	2 734	PSC
ANDEN	1	16 000	FSLN
UNE	1	17 000	FSLN
UPN	1	300	FSLN
Total	1 099	227 931	

Avant l'insurrection: 133 syndicats; 27 000 membres; 161 contrats signés.
En décembre 1983: 1 103 syndicats et locaux; 207 391 membres.
Plus de 1 000 contrats signés touchant plus de 292 000 travailleurs/euses.
Membres affiliés au FSLN: 202 111, soit 88,7% des syndiqués.

Source: VILAS «The Workers' Movement in the Sandinista Revolution», pp. 120-150 in HARRIS et VILAS, *Nicaragua: Revolution Under...*, 121. (Citant *Barricada Internacional*, 7 février 1985, p. 6.), et SERRA, «The Grass Roots Organizations», pp. 65-89 in WALKER, *Nicaragua: The First...*, p. 66. Pour les données de l'année 1982: voir West Coast Trade Union Delegation, «Nicaraguan Trade Unions and Confederations», pp. 384-386 in ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished...*

Les organisations populaires liées au FSLN⁶ se formèrent pour la plupart dans les années de lutte contre le gouvernement de Somoza. Suivant la logique de sa réorientation idéologique de la fin des années 1960, le FSLN entreprit d'étendre ses contacts à de multiples fractions des classes populaires, dont notamment les ouvriers agricoles et urbains.

⁶ Il est extrêmement difficile de faire une synthèse, à partir de sources secondaires, sur des organisations sociales autres que celles liées au Front sandiniste. Les documents sont à ce sujet rarissimes.

In the early 1970s, the Sandinistas carried out intensive organizing efforts in the factories and working-class barrios and laid the foundations for their subsequent gains in trade union organization. During this period the FSLN also penetrated the universities and revived the student organization, the Frente Estudiantil Revolucionario...⁷

La/tâche n'avait cependant rien de facile. En plus de la répression systématique dont faisait l'objet toute tentative d'organisation socio-politique des classes populaires, il faut ajouter l'hégémonie idéologique du somozisme qui, bien qu'en déclin, maintenait l'isolement des individus potentiellement organisables.

Deprivation and isolation had made the Nicaraguan peasant withdrawn and taciturn, wary of strangers. Despite a lingering sympathy for Sandino, many peasants were loyal Somocistas, while others were at least to some degree influenced by the dictatorship's ideological hegemony. For the Sandinistas, the problem was to distinguish between these two types of peasants in order to avoid the constant danger of being uncovered and reported. Because family relationships are the essence of Nicaraguan peasant communities, FSLN cadres were fully accepted only after they had completely integrated themselves into the family life of the peasants.⁸

Néanmoins, en mars 1978, l'*Asociación de los Trabajadores del Campo* (ATC) était fondée, conjointement par des activistes liés au FSLN et à des communautés chrétiennes de base.

Dès le mois d'avril, l'ATC organisa une manifestation et des membres entreprirent des grèves de la faim, voulant souligner la misérable condition de la paysannerie. C'est alors que la solidarité entre les différents groupes de l'opposition populaire surgit: aux côtés de l'ATC vinrent se joindre des femmes de l'*Asociación de Mujeres Ante la Problemática Nacional* (AMPRONAC, formée en 1977) et des étudiants/tes, alors qu'il y eut un rapprochement de ces groupes à la stratégie armée du FSLN. Ce mouvement conduisit, en juin 1978, à la création, sous l'égide du FSLN, du *Movimiento Pueblo Unido* (MPU):

Within the framework of the MPU, the Sandinistas joined 23 political, student, labour, women's and civic organizations to develop a concrete plan for mass activity, and to build unity in the revolutionary movement. The MPU was the fruit of long years of work by the pro-Sandinista mass organizations, and

⁷ RUCHWARGER, Gary, «The Sandinista Mass Organizations and the Revolutionary Process», pp. 88-119 in HARRIS et VILAS, *Nicaragua: Revolution Under...*, 90.

⁸ *Ibid.*, 91.

played a crucial role in the last year of the insurrectionary struggle against the dictatorship.⁹

Dès le mois d'août, le MPU organisa des *Comites de Defensa Civil* (CDC), devant assumer diverses fonctions, dont l'appui logistique des combattants du FSLN en zones urbaines, et les secours d'urgence aux civils lors du contrôle de ces zones par les Sandinistes.¹⁰

Les organisations populaires jouèrent donc un rôle critique dans la lutte anti-somoziste, notamment par leur appui aux *guerilleros* du FSLN. Devant les forces de la *Guardia Nacional*, les Sandinistes comprirent que seul un appui massif de vastes secteurs de la population pouvait leur assurer la victoire contre Somoza. Humberto Ortega, aujourd'hui Ministre de la défense, souligne l'importance des organisations populaires:

It is very difficult to take power without a creative combination of all forms of struggle wherever they can take place: countryside, city, town, neighborhood, mountain, etc., but always based on the idea that the mass movement is the focal point of the struggle and not the vanguard with the masses limited to merely supporting it.¹¹

Cette interaction entre le FSLN et plusieurs organisations populaires, judicieusement orchestrée, permit aux Sandinistes d'établir une base solide à leur hégémonie socio-politique (et sans doute idéologique) post-insurrectionnelle, essentiellement parmi les classes populaires. L'existence même d'organisations populaires allait pour sa part procurer aux classes populaires des structures organisationnelles, pouvant éventuellement servir leur représentation politique, ou même leur hégémonie.

2. Les «organisations de masse» sandinistes

Après juillet 1979, plusieurs organisations furent restructurées. Le MPU fut démantelé, et le FSLN assura la coordination des organisations populaires, notamment par le Secrétariat des organisations de masse, ainsi que par la direction centrale des plus hauts échelons de chacune des organisations liées au Front. En octobre 1980, le nombre estimé de

⁹ *Ibid.*, 92.

¹⁰ *Ibid.*, 92-93.

¹¹ Humberto ORTEGA, cité in *ibid.*, 93.

membres des organisations populaires sandinistes s'élevait à 260 000.¹²

Chacune des organisations mobilise des acteurs sociaux différents. Certains de ces secteurs gravitent traditionnellement autour des rapports sociaux de production, tels l'*Asociación de los Trabajadores del Campo* (ATC), l'*Union Nacional de Agricultores y Ganaderos* (UNAG), la *Central Sandinista de Trabajadores* (CST) ou l'*Union de Periodistas de Nicaragua* (UPN), alors que d'autres regroupent des catégories pluriclassistes, tels la *Juventud Sandinista 19 de Julio* (JS-19), la *Asociación de Mujeres Nicaragüense Luisa Amanda Espinosa* (AMNLAE), la *Asociación de Niños Sandinistas* (ANS), ou les *Comites de Defensa Sandinistas* (CDS).¹³

Parmi ces organisations, certaines méritent que l'on s'y attarde plus en détail. Comme nous l'avons vu, l'*Asociación de Trabajadores del Campo* fut instituée dès mars 1978, donnant un appui solide aux rebels du FSLN. Dans la période post-insurrectionnelle, les objectifs de l'ATC vont au delà d'une simple défense corporatiste des intérêts de la communauté de travailleurs agricoles représentée. Supportant l'entreprise révolutionnaire du FSLN, l'organisation: 1) cherche à défendre et promouvoir le processus de réforme agraire; 2) organise des coopératives; 3) cherche à créer de l'emploi sur une base annuelle, stabilisant ainsi la variation saisonnière aux conséquences sociales importantes; 4) a participé à la réforme du code du travail; 5) surveille l'emploi des terres pour en prévenir la sous-utilisation; et 6) transmet la propagande politique du FSLN.¹⁴

Pour sa part, la *Central Sandinista de los Trabajadores* représente une grande proportion des ouvriers industriels du pays. L'importance numérique de ses membres en fait certainement l'une des plus importantes

¹² SERRA, Luis, «The Sandinista Mass Organisations», pp. 95-113 in WALKER, *Nicaragua in Revolution...*, 101.

¹³ Notons la structure généralement retrouvée au sein des organisations populaires sandinistes: «1) Local/Grass-roots Level: for example, a CDS on a city block, on UNAG cooperative, or the Sandinista Youth organization at a particular school; 2) Zonal Level: for example, the Zonal Committee of the CDSs, and the Zonal Council of UNAG; 3) Regional Level: for example, the Regional Committee of the CDSs, or the regional Board of Directors of UNAG; 4) National Level: for example, the National Committee of the CDSs, or the National Board of Directors of UNAG.» de SERRA, Luis Héctor, «The Grass-Roots Organizations» pp. 65-89 in WALKER, Thomas W. (ed.), *Nicaragua: The First Five Years*, New York, Praeger, 1985. 80.

¹⁴ *Ibid.*, 107.

organisations populaires nicaraguayennes:

The FSLN strategy of institutionalizing popular power was [...] directed towards maximizing the organizational benefits of the insurrection which had toppled Somoza. The CST was in the forefront of this strategy. By July 1980, out of a total of 457 urban labor unions, 360 were affiliated with the CST. This meant that more than 200,000 urban workers belonged to the Sandinista unions.¹⁵

Mais outre la défense des intérêts traditionnels des ouvriers, la CST appui également les politiques étatiques de production et de transformation révolutionnaire, dont notamment la politique de «salaire social». De plus, elle cherche à développer la participation des ouvriers à l'administration de leur entreprise par le biais des Conseils de Production.¹⁶

Cet appui au Front sandiniste ne manque pas de mettre les CST dans des situations délicates. Il semble du coup que la position du FSLN face à la classe ouvrière urbaine ne soit pas aussi confortable que dans d'autres cas:

This appears to have been due largely to the fact that the political work of the FSLN among the working class started much later than its efforts among the students, peasants and urban poor. At this moment, therefore, it had not yet reached the same level as among these other sectors. In the first months following the revolutionary triumph, the Sandinistas' political presence in the workers' movement was confined basically to the agricultural workers in the agro-export sector, and was not yet obvious in the urban sectors of the economy. The position of the FSLN in these sectors of the workforce appears to have been consolidated only after a fraction of the PSN, which originally had broken away from that party in 1977, joined with the FSLN a few months after

8

¹⁵ PEREZ-STABLE, Marifeli, «The Working Class in the Nicaraguan Revolution», pp. 133-145 in WALKER, Nicaragua in Revolution..., 138.

¹⁶ Ibid., 139. En ce qui concerne la participation des travailleurs/euses, il est certain que la résistance des employeurs est importante, et leur simple position dominante dans les rapports de production leur procure une arme puissante contre l'application de tels programmes. «In a capitalist milieu such as that of Nicaragua, the workers' demands rapidly acquired what the bourgeoisie regards as a subversive character. Participation in the administration of enterprises, the development of the union movement and the support for workers' demands in certain sectors of the state apparatus all implied the rupture of bourgeois principles of authority within the enterprise, just as the revolution ruptured bourgeois authority within the society at large.» VILAS, Carlos M., «The Workers' Movement in the Sandinista Revolution», pp. 120-150 in HARRIS et VILAS, Nicaragua, Revolution..., 140.

the revolutionary triumph. This fusion gave the CST a group of experienced union leaders and their rank-and-file followers.¹⁷

Sans être une organisation sandiniste, la *Coordinadora Sindical de Nicaragua* (CSN)¹⁸ permettait néanmoins la mobilisation des travailleurs en faveur du processus révolutionnaire. Cette organisation, détenant une place centrale dans le mouvement ouvrier au Nicaragua, prenait rapidement des positions très classistes, mettant l'accent sur les points suivants dans l'une de ses publications:

the class independence of the proleteriat in the light of revolutionary doctrine ... the consequent practice of proletarian internationalism; the hegemonic role of the working class in our revolutionary process; the unity of the workers' movement, all workers, and the people under the banner of the struggle for scientific socialism; the unity of the union movement in a Single Workers' Confederation around the fundamental principles and historic tasks of the working class ... to sustain categorically the revolutionary alliance of the workers with the poor peasants; the determining role played by the popular masses on all political, economic, and social transformations; ... the unity of all revolutionary forces around the theory of the Proletarian Revolution [and] ... to sustain and develop the genuinely democratic and anti-imperialist struggle of our people for the defense of national sovereignty and the social and economic development of Nicaragua.¹⁹

Sans équivoque, il s'agit là d'une organisation sociale appuyant les mesures radicales du processus révolutionnaire (souvent plus radicales que le FSLN n'est lui-même prêt à prendre, compte tenu de ses positions sur l'économie mixte).

Parmi les organisations sandinistes les plus importantes, mais également des plus contestées, l'on retrouve les *Comistes de Defensa Sandinista* (CDS), soit des regroupements de voisins assumant des fonctions générales de socialisation et d'application de programmes révolutionnaires. De façon plus précise, les CDS ont été chargés par le FSLN de voir au contrôle des prix et de la distribution de certains produits de base; de

¹⁷ VILAS, «The Workers' Movement...», 126.

¹⁸ La création, au cours de 1980, de la *Coordinadora Sindical de Nicaragua* (CSN), permettait de mobiliser divers syndicats, n'étant pas nécessairement sandinistes, autour du problème de décapitalisation. Il s'agissait ainsi d'une certaine reconnaissance de la légitimité du processus révolutionnaire sandiniste par la vaste majorité du mouvement ouvrier.

¹⁹ Cité dans VILAS, «The Workers' Movement...», 131.

recruter des travailleurs/es bénévoles pour certains travaux de reconstruction; ou encore d'organiser certaines activités récréatives ou éducationnelles. En 1982, le nombre de CDS était estimé à plus ou moins 15 000, comptant chacun de 15 à 20 personnes.²⁰

Les organisations *Juventude Sandinista 19 de Julio*, *Asociación de los Niños Sandinistas*, ainsi qu'AMNIAE visent des catégories de membres plus spécifiques que les précédentes. JS-19 (la Jeunesse sandiniste) n'est pas formellement considérée comme une organisation populaire, et est plus directement liée à la structure du FSLN. Elle n'en joue pas moins un rôle crucial dans l'application des objectifs socio-politiques du Front (notamment des objectifs de socialisation) et permet à ses membres d'intégrer graduellement les structures de pouvoir du FSLN.

Très proche de JS-19, l'on retrouve l'*Asociación de Niños Sandinistas* (ANS), regroupant une population plus jeune, et servant surtout à la socialisation à la morale révolutionnaire sandiniste, tout en offrant des services culturels et sportifs à des enfants le plus souvent natifs de milieux populaires.

L'*Asociación de Mujeres Nicaragüense Luisa Amenda Espinoza* (AMNIAE) est pour sa part un regroupement de femmes accessible à toutes les classes sociales. Ce regroupement a cinq objectifs spécifiques: 1) participer à la défense et la promotion du processus révolutionnaire; 2) défendre les intérêts politiques des femmes et développer l'hégémonie idéologique de ces intérêts; 3) combattre les discriminations institutionnelles et informelles à l'endroit des femmes; 4) assurer aux femmes un plus haut niveau d'éducation technique et culturelle; et 5) obtenir la reconnaissance du travail ménager et procurer des services spécifiques aux femmes sur le marché du travail.²¹

Dès l'insurrection, le FSLN allait chercher la participation des organisations populaires dans le processus révolutionnaire. Carlos Núñez, membre du DNC, précisait la perception qu'a la direction sandiniste du rôle global des organisations populaires:

'In the first place [...] they should guard and work to fortify the political goals of the Revolution, and in the second

²⁰ Pour un total de 180 000 à 300 000 membres. DAUDELIN, *Régulation étatique...*, 104. et SERRA, «The Sandinista Mass...», 106.

²¹ MONDRAGON, Rafael et Carlos DECKER MOLINA, *Participación Popular en Nicaragua*, Mexico, Alai, 1986. 15-41.

place, [they should] be true instruments for the expression, channeling, and reception of the most urgent demands of the masses.²²

De plus, les organisations populaires se virent attribuer, par le discours sandiniste, diverses fonctions générales: 1) développer la participation consciente des membres à la résolution des problèmes caractéristiques du secteur formant l'organisation populaire; 2) défendre les acquis et le processus de la révolution; 3) permettre l'expression des diverses revendications des membres, tout en étant un lieu d'information et de discussions des politiques gouvernementales et des positions sandinistes; 4) participer aux efforts visant l'amélioration des conditions de vie de la population, tant sous ses aspects éducationnels, culturels, que matériels; 5) promouvoir les processus révolutionnaires devant éliminer les structures sociales, économiques et idéologiques héritées du Somozisme; 6) appuyer la réactivation économique; et enfin 7) promouvoir la formation de «l'homme nouveau» par la lutte hégémonique de l'idéologie sandiniste.²³

C'est ainsi que les organisations populaires, notamment les *Comites de Defensa Sandinista*, prirent part à la supervision politique suivant l'insurrection, cherchant à éviter la réaction des anciennes classes privilégiées, et assurant le renouvellement d'une socialisation favorable au processus révolutionnaire. Néanmoins, il semble nettement abusif de voir dans ces organisations de servils appareils de contrôle social:

In late 1979 the FSLN briefly gave CDSs some political functions (helping maintain public order in their neighborhoods and providing security references for applicants for visas to leave the country), but this so rankled many Nicaraguans that most such functions were soon removed. By mid-1980 somewhat fewer than half the original CDSs still functioned, mostly in the lower- and middle-class barrios where the Front had had its strongest support during the insurrection. Despite the decline in their members, the CDSs still provided the FSLN with a numerous and committed base, far larger than of any other party.²⁴

Il faut également souligner la participation des organisations populaires à divers efforts visant l'amélioration des conditions de vie

²² Carlos Núñez Téllez, cité in SERRA, «The Sandinista Mass...», 95.

²³ SERRA, «The Sandinista Mass...», 97.

²⁴ BOOTH, The End and..., 193.

des classes populaires, tant par la distribution des biens de première nécessité, par l'organisation d'activités culturelles et sportives, que par leur participation à la campagne d'alphabétisation. De toute évidence, ces efforts allaient simultanément servir l'hégémonie idéologique sandiniste, en promouvant le développement de la *morale révolutionnaire*.²⁵

D'autre part, par le biais de la présence de représentants au sein du Conseil d'Etat, les organisations populaires concrétisèrent la participation des classes populaires à l'institutionnalisation des nouveaux processus politiques (à défaut d'assurer un pouvoir direct, compte tenu du pouvoir limité du Conseil d'Etat). Enfin, la création de *Comisiones Programáticas de Coordinación* assurait aux organisations populaires un rôle dans la supervision de la bureaucratie gouvernementale, cherchant à prévenir la sclérose du processus révolutionnaire:

These commissions, which existed at the national as well as departmental levels, included representatives of the mass organizations as well as functionaries of the various ministries of the government. There were commissions dealing with finance; agricultural production; the state sector; industrial production; basic food; consumption and prices; foreign trade; infrastructure and projects; the work force and wages; education and culture; planning and information, and so on. In this way, the OMs [*Organizaciones de Masas*] were being involved in the day-to-day planning of public policy.²⁶

B. Dynamique des organisations sociales

1. Déclin des organisations sandinistes

Dès 1982, les organisations populaires semblent avoir pris une attitude plus passive face aux orientations de l'Etat et du FSLN. C'est ainsi qu'avec la fin de l'effervescence insurrectionnelle, les conditions de crise économique, et l'aggravation de l'agression *contra*, les CDS changèrent légèrement de cap:

²⁵ Nonobstant l'objectif général d'organisation et de participation populaire, les autres fonctions des organisations populaires apparaissent comme des lames à double tranchants, pouvant permettre à la fois la transmission du pouvoir de bas en haut, ou l'inverse. La réalité se situe certainement quelque part entre ces deux extrêmes, en plus d'être dynamique dans le temps.

²⁶ SERRA, «The Sandinista Mass...», 98-99.

But as new institutions were consolidated, the CDS began to adapt to the policies the new government was implementing and CDS participation began to be converted into a participation that was primarily operational - i.e., one based on executing policies rather than defining them.²⁷

Il en allait de même pour le mouvement syndical, notamment suite à l'appel du FSLN pour plus de discipline et une meilleure productivité:

as a circumstantial factor which has had a very grave and important effect on this crisis, we have to mention the lack of labour discipline. In these two years of revolution, due to the time lost by the workers, the country has lost \$150,000,000 - as a result of strikes, stoppages, and various forms of disruption of production. [...] [That is] the equivalent of 30% of our total annual export earnings. This is too heavy a figure for our country to bear.²⁸

Il en résulta inévitablement une centralisation du pouvoir vers l'appareil d'Etat (malgré la décentralisation de l'Etat lui-même à d'autres niveaux) et la réduction de l'autonomie relative des organisations populaires.²⁹ Parallèlement, une polarisation classiste des organisations dites pluri-classistes se dessinait (notamment au sein des CDS). Il en résulta une perte de dynamisme de organisations populaires, et conséquemment de l'hégémonie du FSLN sur la société nicaraguayenne par le biais de ces organisations:

Puede afirmarse que las organizaciones existentes en el campo durante los cinco primeros años de revolución no supieron dar respuesta a la problemática de estos sectores. Los Comités de Defensa Sandinista, organizados verticalmente, muchas veces por dirigentes urbanos ajenos a la localidad, fueron desde el principio estructuras bastantes burocráticas o paternalistas, aún en el caso de funcionar. Generalmente una o dos personas asumían la carga de todos los problemas y la comunidad apenas participaba. En muchas ocasiones fueron rechazados como una imposición. La guerra, que eligió a sus activistas como víctimas

²⁷ VILAS, Carlos María, «The Mass Organizations in Nicaragua: The Current Problematic and Perspectives for the Future», Monthly Review, vol 38 no 6 (November 1986): 20-31. p. 21.

²⁸ Luis Carrion Cruz en 1981, cité dans VILAS, «The Workers' Movement...», 132.

²⁹ Notamment: «The reformulation of the role and tasks of the union movement in accordance with the needs of the present stage of the revolution has involved a combination of persuasion and repression -although the latter is more of an ultimate threat than an effective practice. When coercion has been used, it was directed against the leaders, whereas political persuasion and propaganda have been used with regard to the rank and file of such unions.» in ibid., 132.

predilectas precipitó el fracaso del intento. Tras un vacío de varios años, a partir de 1986, se implusa un nuevo tipo de instancia participativa: los Comités de gestión comarcal o comunal. De carácter apartidista y vecinal, integrados por líderes naturales de las comunidades y elegidos democráticamente por sus miembros, en poco menos de un año, lograron impulsar la participación de las comunidades rurales a un nivel sin precedentes.³⁰

Ainsi, l'importance globale des organisations populaires semble avoir décrue sensiblement depuis 1982. Les CDS perdirent leur fonctions politiques, et le contrôle des prix qu'ils exerçaient fut court-circuité par la politique ministérielle du ministère du commerce intérieur (MICOIN). Ce dernier opta plutôt pour la création d'un marché parallèle faisant compétition à la spéculation du marché noir. Cela eut pour effet de renforcer «a general perception held by many that the CDSs is a second-rate organization, without power of its own, and that the state does not consider it very important.»³¹ L'effet des mesures de distribution par le biais des lieux de travail fut le même, rendant souvent caduques les cartes de rationnement des CDS.

Pour sa part, le *Servicio Patriótico Militar*, implanté en 1983, diminua d'autant le rôle des CDS dans le recrutement de volontaires pour les forces armées. Enfin, la réorientation gouvernementale d'une partie des ressources urbaines vers les besoins des zones rurales diminua encore plus la marge de manoeuvre des comités sandinistes. D'une façon générale:

The conflict between the tasks of the CDS and certain aspects of state policy, and the reduction of interest in CDS participation, have developed within the overall context of the

³⁰ «L'on peut dire que les organisations populaires des milieux ruraux ne surent pas, lors des cinq premières années de la révolution, répondre à la problématique de ces secteurs. Les CDS, organisés verticalement, souvent par des dirigeants étrangers à la communauté et provenant des villes, furent dès le début des structures assez bureaucratiques et paternalistes, même dans la pratique. Généralement, une ou deux personnes assumaient toute les charges, alors que la communauté ne participait presque pas. Ces organisations furent souvent rejetées comme des impositions. La guerre, faisant des activistes des cibles privilégiées, précipita la chute de l'expérience. Après un vide de quelques années, à partir de 1986, se développa une nouvelle forme de participation: les Comités de gestion régionaux ou communaux. De caractère non-partisan et très local, dirigés par des leaders naturels de la communauté élus démocratiquement par ses membres, ils amenèrent la participation à un niveau sans précédent, en un peu moins d'un an.» Traduction libre. MOLERO, María, «Estado, partido, pueblo», *Pensamiento Propio*, Año V no 46 (novembre 1987): 44-51. 50-51.

³¹ VILAS, «The Mass Organizations...», 24.

growing complexity of everyday life - deteriorating basic services, the fall in workers real wages, etc. While this is the result of the growing weight of the war and the general economic crisis, its effect has been to lower the level of interest and commitment of the people to anything beyond their immediate field of interest: home, work, family. CDS participation means additional work; when people's confidence in this work is diminished by the problems mentioned here, or by others that have a similar effect, people's interest diminishes accordingly. This is all the more true given that political work designed to raise people's consciousness has always been the weak side of the revolutionary process, and specifically of the CDS. In other words, the tendency of the CDS to treat its challenges as technical problems lessens their political import and, for the majority, reduces the motivating factor to an operational issue.³²

Une certaine réactivation des CDS put néanmoins s'effectuer lorsque le FSLN décida d'organiser des élections pour les dirigeants des comités. L'on tenta ainsi de réduire la présence du Front au sein de la direction et de dépolitiser les interventions des CDS. Cela répondait également aux demandes de l'opposition, voyant dans les Comités un simple instrument sandiniste.³³

D'autre part, de la CST, l'ATC et l'UNAG, seule cette dernière (et peut-être l'ATC dans une moindre mesure) semblait récemment capable de dynamisme, tant par la mobilisation de ses membres à l'application de certains programmes agricoles, qu'à la défense de leurs intérêts.

Dans l'ensemble, il ne semble donc pas que les organisations populaires puissent jouer un rôle croissant dans l'expression des revendications des classes populaires, et encore moins à leur représentation politique au sein des processus décisionnels. D'une part, la guerre et la situation économique qu'elle engendre rendent contradictoires plusieurs des revendications populaires et les programmes gouvernementaux des Sandinistes, plutôt axés sur la productivité et la discipline au travail.

...las organizaciones populares se estancan en su crecimiento, pierden beligerancia, y en muchos casos entran en una profunda crisis. Entre las causas que explican esta situación, hay que mencionar la presión de la agresión que elige a los activistas políticos como blancos predilectos, el sobreesfuerzo de la defensa o la crisis económica que restringe la capacidad de maniobra de las organizaciones de trabajadores. Pero también incide el cierre de espacios legales e institucionales de

³² Ibid., 25.

³³ Ibid., 26.

participación, el verticalismo y la escasa democracia interna de las organizaciones, su sectarismo respecto a amplias capas de su base social o el total marginamiento de cualquier revindicación específica o sectorial.³⁴

Ainsi, plutôt qu'une *instrumentalisation* des organisations populaires au service du Front, il semble que ce soit à une baisse d'hégémonie et de participation que l'on assiste:

The wear and tear of everyday life explains, in part, the decline of most Sandinista mass organizations - once the pride of the revolution and cornerstone of a popular democracy that would rely on grassroots participation, not merely periodic balloting, for legitimacy. The block-by-block Sandinista defence committees no longer function in most of Managua's neighbourhoods.³⁵

D'autre part, la représentation directe dont jouissait les organisations populaires sous le régime du Conseil d'Etat n'existe plus sous celui de l'Assemblée nationale. Bien que certains députés du FSLN ont fait leurs premières armes avec des organisations populaires, ils et elles sont néanmoins sujets/êtes à la discipline de parti, et ne peuvent défendre farouchement ces organisations.³⁶

³⁴ «...les organisations populaires arrêtent leur croissance, perdent leur combativité, et dans plusieurs cas entrent en crise profonde. Entre autres explications, nous devons mentionner la pression de la guerre dont les cibles privilégiées sont des activistes, ainsi que l'effort de défense ou la crise économique qui réduit la marge de manoeuvre des organisations de travailleurs. Mais la fermeture de l'espace légal et institutionnel de participation joue également, aux côtés du 'verticalisme' et du manque de démocratie interne des organisations populaires, de leur sectarisme face à de larges secteurs de leur base sociale ou à la marginalisation totale de toute revendication spécifique ou sectorielle.» Traduction libre. MOLERO, «Estado, partido...», 48.

³⁵ PEREZ, José, «Nicaragua: Battered But Not Beaten», *South*, no 84 (October 1987): 36-37. 36.

³⁶ VILAS, «The Mass Organizations...», 29-30. La diminution du rôles des organisations sociales, si elle se confirme, n'est cependant pas nécessairement synonyme d'une réduction de la participation populaire aux processus décisionnels. Cette participation peut s'exercer sous d'autres formes. Bien que les limites du présent travail nous l'interdise, il faudrait également vérifier l'importance de cette participation populaire par le biais des multiples appareils administratifs que l'on retrouve au sein de l'Etat, tels les *Asambleas de Reactivación Económica*, les *Comites de Producción*, les *Cooperativas de Autodefensa*, ainsi que les *Comites de Abastecimiento Popular*, pour ne nommer que ces quelques exemples (*Barricada*, 30 mai 1983). L'augmentation de la participation directe de travailleurs/euses semble également être un facteur crucial à considérer dans le processus de démocratisation, tant pour les secteurs industriels

2. Montée des organisations oppositionnelles

Les efforts socio-politiques contre-révolutionnaires contestent la position des acteurs révolutionnaires au sein des organisations et mouvements sociaux, et cherchent à mobiliser et organiser ces acteurs en fonction de projets alternatifs. Ces actions se traduisent par la création d'organisations sectorielles ou classistes diverses, là où le support idéologique est suffisant, ou la contrainte possible.

Au niveau syndical, quelques efforts de l'opposition anti-sandiniste sont connus, dont les tentatives d'isoler les travailleurs des centrales sandinistes ou de la CSN. On peut ainsi noter l'existence de syndicats d'opposition, dont la *Confederación de los Trabadores Nicaragüenses* (CTN, social-chrétienne) et la *Confederación de Unidad Sindical* (CUS, social-démocrate), toutes deux reconnues et appuyées par la très étasunienne AFL-CIO.³⁷ Bien que les dirigeants de la CUS se plaignent d'être victimes de répression de la part des Sandinistes, une délégation de la *West Coast Trade Union* tirait des conclusions fort différentes:

...They are free to publish a fancy multicolored, twenty-page bimonthly magazine which is full of their charges about the lack of trade union rights in Nicaragua. And they are free to travel around the world, to Mexico City, Brussels, Panama, (even to Miami to meet with the Kissinger Commission), to international trade union meetings everywhere in order to file charges and give speeches vilifying the Sandinista government for violating free trade union rights. All this they do, and often.

Based on our delegations' investigation, we would characterize the CUS as an anti-Sandinista propaganda organization, with a vanishing trade union base, plenty of money, and close political ties to all the traditional enemies of Nicaragua's workers.³⁸

qu'agricoles (A ce sujet, voir VILAS, «The Workers' Movement...», 132-142).

³⁷ Formée en 1962, la CUS organisait des travailleurs dans plusieurs entreprises de la famille Somoza. Depuis 1979, sa base est chancelante. Elle est proche du PSD (parti de droite, refusé comme membre de l'International Socialiste), et est affiliée internationalement à l'*International Confederation of Free Trade Unions*. Elle est également proche de l'AFL-CIO et de l'*American Institute for Free Labor Development* (AIFLD). West Coast Trade Union Delegation, «Nicaraguan Trade Unions and Confederations», pp. 284-286 in ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished...*, 385-386.

³⁸ WEST COAST TRADE UNION DELEGATION, «Labor, Democracy, and the Struggle for Peace», pp. 377-384 in ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished...*, 383-384.

Nous n'avons que peu d'information quant aux activités des organisations syndicales anti-sandinistes. Mentionnons néanmoins que tout récemment, le 7 février 1988, une manifestation ouvrière ayant mobilisé 10 000 personnes s'est déroulée à Managua. Elle était organisée par le *Consejo Permanente de Trabajadores* (CPT) regroupant la CUS, la CTN, la *Confederación General de los Trabajadores* (CGT), et la *Confederación de Acción y Unidad Sindical* (CAUS). L'on y exigeait «la fin de la misère et de la répression», tout en dénonçant la direction sandiniste.³⁹

Autre acteur de la lutte socio-politique, la *Coordinadora Democrática Nacional* (CDN) est un regroupement corporatiste représentant la bourgeoisie et certains professionnels. Sa structure est en fait divisée en trois secteurs: politique, corporatiste, et économique.⁴⁰ Du secteur politique, l'on retrouve six «partis»: deux fractions du PSC; deux fractions du PCN; et les PSD et PLC. Les groupes corporatistes membres de la CDN sont la CUS, la CTN, et *Comisión Nacional de Profesionales* (CONAPRO). Du secteur économique, le membership coïncide avec celui du *Consejo Superior de la Empresa Privada* (COSEP), c'est-à-dire les chambres de la construction, de commerce, de l'industrie, l'*Instituto Nicaragüense de Desarrollo Económico* (INDE), et l'*Union de Productores Agropecuarios de Nicaragua* (UPANIC).

Un groupe faisant assez parler de lui au Nicaragua, et récemment fondé, est celui des mères de prisonniers politiques, *Madres del 22 de enero*. Il s'agit de mères d'ex-gardes somozistes, de prisonniers de guerre ou de prisonniers politiques de la période post-insurrectionnelle, dont la principale revendication est l'amnistie générale pour tous ces détenus. Bien que nous n'ayons pas de données précises sur les activités et ressources de cette organisation, elle soulève beaucoup d'émotions, notamment parmi les *Madres de martires y heroes* (pro-sandiniste) s'opposant pour sa part à une amnistie générale.

Un autre groupe d'acteurs, souvent contre-révolutionnaire et très important dans la société nicaraguayenne, est celui des diverses organisations religieuses, tant catholiques que protestantes.

Pour sa part, le haut clergé de l'Eglise catholique présente, dès

³⁹ Le Devoir, 8 février 1988; La Presse, 8 février 1988.

⁴⁰ Entrevue avec Roger Guevara Mena, secrétaire de la CDN et secrétaire général de la CONAPRO (12 novembre 1987).

le début de la révolution, une attitude très négative face aux Sandinistes.⁴¹ Sans s'allier ouvertement à l'opposition armée, le haut clergé n'en demeure pas moins très près de la bourgeoisie. Mais telle n'est pas la position de l'ensemble des éléments cléricaux ou religieux du pays. Au Nicaragua, l'on dénombre plusieurs confessions, et de multiples divisions internes à chacune:

Groups more closely associated with the grassroots level of the Church - the "Christian Base Communities" and the independent religious orders such as Maryknoll and the Jesuits - work actively in support of government programs. Priests serving in the Sandinista government have become identified with the grassroots of "popular Church," which is viewed by the hierarchy as a direct threat to its authority. Sandinista leaders, on the other hand, accuse the Church hierarchy of utilizing religious symbolism and abusing its religious authority for purely political purposes...⁴²

C'est à partir d'octobre 1980 que des tensions émergèrent entre le gouvernement et le haut clergé catholique (coïncidant ainsi avec la montée des critiques de la bourgeoisie). A ce moment, les évêques du Nicaragua accusèrent les Sandinistes de manipuler les sentiments religieux et de promouvoir la «haine entre classes».⁴³ Après que plusieurs prêtres aient réagi en accusant les autorités cléricales de défendre des privilèges de classes, la conférence des évêques ordonna à tout prêtre occupant un poste élevé au gouvernement de démissionner avant décembre 1980.⁴⁴ Néanmoins, aucun des prêtres visés par l'ordonnance ne s'y plia.

D'autres événements détériorèrent les relations entre l'Etat et l'Eglise au cours de 1982 et 1983,⁴⁵ dont notamment la dénonciation par

⁴¹ Toute l'Eglise n'a cependant pas cette attitude. Plusieurs prêtres affichent ouvertement leur appui au Front sandiniste, alors que des communautés chrétiennes de base (numériquement peu importantes) demeurent très actives en faveur du processus révolutionnaire. Entrevue avec Joe Mulligan, chercheur à l'*Instituto Histórico Centroamericano*, le jeudi 5 novembre 1987.

⁴² Latin American Studies Ass. «The Electoral Process...», 80.

⁴³ Keesing's, (17 juillet 1981): 30976.

⁴⁴ Cela incluait le père Miguel d'Escoto (ministre des Affaires étrangères), père Ernesto Cardenal Martínez (ministre de la Culture), père Edgar Parrales (devenu ministre du Bien-être social), et le père Alvaro Argüello (représentant de l'Eglise au Conseil d'Etat).

⁴⁵ Voir notamment Keesing's, (août 1983): 32304.

le Pape du «danger et de l'absurdité» d'une église populaire parallèle, et même opposée, à l'Eglise de Rome.⁴⁶ En août 1984, le Vatican renouvela formellement la demande de démission déjà émise par l'épiscopat nicaraguayen, qui d'autre part avait, le 22 avril précédent, demandé l'inclusion de la *contra* dans un «dialogue national» de paix, sans toutefois dénoncer l'agression militaire de cette dernière.⁴⁷

Néanmoins, les relations du clergé avec l'Etat s'étaient quelque peu améliorées, jusqu'à ce qu'en juin 1985, Mgr Obando y Bravo (de Managua), de retour de Rome pour son investiture comme évêque, s'arrêta à Miami pour célébrer une messe devant des exilés Nicaraguayens,⁴⁸ ce que les Sandinistes trouvèrent de mauvais goût...

Au trois janvier 1986, *Radio Católica* était fermée par le gouvernement, faute d'avoir diffusé le message du Nouvel an du Président Ortega.⁴⁹ Lors d'une visite à Washington en mars 1986, l'évêque de Juigalpa Mgr Pablo Antonio Vega Mantilla, apparut en public avec des dirigeants de la *contra*, provoquant la critique tant des Sandinistes que de prêtres catholiques. L'Eglise accusa pour sa part le gouvernement de perséussions et de manipulation idéologique⁵⁰. Le 26 juin, le quotidien *La Prensa*, proche de la bourgeoisie et de l'Eglise, voyait ses presses mises sous scellés. Les 28 juin et 4 juillet 1986, Mgr Bismarck Carballo et Mgr Vega se virent respectivement refuser l'entrée et expulsé du Nicaragua pour leur appui à la politique étasunienne face au pays.⁵¹

Bishop Vega, in particular, was one of the most outspoken reactionary opponents of the Sandinistas within Nicaragua. His deportation from the country came two days after he gave a press conference in which he criticized the World Court's ruling that the United States is violating international law by backing the contras.⁵²

⁴⁶ Idem.

⁴⁷ Keesing's, (décembre 1984): 33271.

⁴⁸ L'audience comprenait entre autre Adolfo Calero et Edén Pastora. Keesing's, (novembre 1985): 33790.

⁴⁹ Keesing's, (août 1986): 34543.

⁵⁰ Keesing's, (août 1986): 34544.

⁵¹ Voir aussi Facts on File, (15 août 1986): 595-596.

⁵² HARRIS, «The Revolutionary Transformation...», 12.

Plus récemment, la tension semble avoir diminué quelque peu. En février 1987, le gouvernement permettait à la radio épiscopale *Radio Católica* de reprendre ses émissions, ainsi qu'aux deux évêques Vaga et Bismarck Carballo de rentrer au pays, «aussi longtemps qu'ils respectent la loi.»⁵³ De plus, le Vatican aurait montré quelques signes d'impatience devant l'ambiguïté de la situation:

Among the Vatican's prime concerns is the preservation, and, where possible, enhancement, of the power and prestige of the worldwide institutional Church. With demographic projections indicating that by the turn of the century a majority of all Catholics will be Latin Americans, and bearing in mind that close linguistic, cultural, religious, and supranationalist ties among Latin American nations, it has become a matter of political prudence to avoid associating the Church leadership too closely with the foreign policy of the hemisphere's imperial power. Cardinal Obando and Bishop Vega crossed that line in 1986, splitting the Church as they outraged nationalist sentiments throughout Latin America. As a matter of enlightened self-interest, the Vatican had to act to limit the damage, and it did.⁵⁴

Il le fit dès l'été de 1986, en adoptant une position plus conciliante à l'endroit des Sandinistes, condamnant Reagan pour son refus de rencontrer Ortega, et calmant quelque peu les ferveurs anti-sandinistes de Vega.

En plus des institutions catholiques traditionnelles ou parallèles, l'on retrouve aussi une étonnante et croissante quantité de groupes *evangelistas*, dont plusieurs n'affichent guère de sympathie pour le processus révolutionnaire. Au Nicaragua, l'on dénombre 85 groupes évangélistes:

The total number of evangelicals amount to about 15% of the Nicaraguan population. Numerically, the top five denominations are the Adventists, the Assemblies of God, the Baptist Convention of Nicaragua, the Church of God and the Moravians. [...] Since 1980 the Assemblies of God, the largest pentecostal denomination, have grown from 8,500 to more than 60,000 members nationally, meeting in over 500 local congregations.⁵⁵

Selon un activiste du *Comite evangelico pro ayuda y desarrollo* (CEPAD, favorable aux Sandinistes), de 15 à 20% des évangélistes Nicara-

⁵³ Latin American Weekly Report, no 8, (28 février 1987): 12.

⁵⁴ REDING, Andrew, «Under Construction: Nicaragua's New Polity», pp. 338-349 in ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished...*, 49-50.

⁵⁵ Instituto Historico Centroamericano (IHCA), «Pentecostals in Nicaragua», *Update*, vol 6 no 8 (10 mars 1987). p. 2.

guayens sont maintenant activement pro-révolutionnaires, alors que 40 à 45% sont plutôt tièdes, et que plus ou moins 40% s'oppose à la révolution. Dans cette dernière catégorie sont incluses les Assemblées de Dieu.⁵⁶

Chez les évangélistes, le ton semble également s'être adouci lors des deux dernières années. Néanmoins, ces évangélistes sont vus par les acteurs révolutionnaires comme des «soporifiques de l'engagement social», délégitimant l'action sociale immédiate au profit du salut éternel. Du coup, ils font, plus ou moins consciemment, le jeu de la contre-révolution alors qu'ils mobilisent vers l'apathie d'importants secteurs de la population.

The Assemblies of God have a fundamentalist interpretation of history. The Millennium will conclude with the final judgment, and then will come eternity and the absolute fullness of the Kingdom of God. The human being will be able to do nothing to resolve the problems of humanity. Why struggle to bring down corrupt regimes and build new societies, when the destiny of the human race is already determined by fate? In this view the most pressing task of the moment is to preach the gospel that saves the soul.⁵⁷

De même,

El objetivo principal de esas sectas, todas con sede en Estados Unidos y la mayoría con larga trayectoria de actividades en los países del istmo, es atraer creyentes. En algunos casos, éstos pueden ser manipulados a través de la secta para que asuman posiciones contrarias al cambio social. Pero quizás el principal papel que ha llevado a una convergencia de intereses entre la derecha norteamericana y las sectas en América Central es la capacidad de estas últimas de aglutinar un bloque cada vez más grande de 'apáticas', individuos que, justificados por su fe, optan por retirarse de cualquier participación en procesos revolucionarios.⁵⁸

⁵⁶ Ibid., 3.

⁵⁷ Cité du Rev. Escorcia, dans ibid., 5-6.

⁵⁸ «L'objectif principal de ces sectes, ayant toutes leur siège aux États-Unis et, la majorité, une longue expérience dans l'isthme, est d'attirer des croyants. Dans certains cas, ceux-ci peuvent être manipulés par une secte prenant des positions contraires au changement social. Mais peut-être la principale fonction ayant amené la convergence des intérêts de la droite nord-américaine et les sectes centro-américaines, est la capacité de ces dernières de mobiliser un groupe chaque fois plus grand d'«apathiques». Ce sont des personnes qui, justifiées par leur foi, choisissent de se retirer de toute participation aux processus révolutionnaires.» Traduction libre. WHITMAN, Earl, «Atrincherados en el flanco ideológico», Pensamiento Propio, año IV no 36 (septembre-octobre 1986): 27-29. 28-29.

De ces constatations, l'on peut déduire qu'il est fort probable que certains groupes religieux soient des acteurs de mobilisation, sinon contre-révolutionnaires, au moins en compétition avec la mobilisation des acteurs révolutionnaires. Mais l'impact de ces acteurs religieux, sur la lutte pour l'hégémonie socio-politique, semble limité. D'abord, plusieurs de ces groupes sont surtout actifs parmi les communautés autochtones de la côte atlantique (communautés déjà très critiques des Sandinistes); d'autre part, certains évangélistes eux-mêmes ont voulu, surtout depuis 1986, nuancer leur position face à la révolution:

Superintendent Cerrato [of the Assemblies of God] describes Escorcia and several other suspended ministers as being 'crazy in love' with the revolution and thus too quick to condemn other pastors as counter-revolutionaries. He admits an other-worldly tendency in pentacostal preaching which might distract from social responsibilities but claims that it is a thing of the past. 'Now, with the revolution,' he says, 'the church has gotten more involved in civic action such as picking coffee and cotton and working in construction projects. The revolution and theology of liberation have challenged the conservative evangelical church and led us to see gaps in our ministry.'⁵⁹

C'est ainsi que, tant de la part du gouvernement sandiniste que des groupes religieux, un esprit d'ouverture semble récemment s'être développé. Les Sandinistes auraient reconnu l'importance sociale et idéologique de tels acteurs, cherchant du coup à éviter des confrontations mettant en jeu leur légitimité.⁶⁰ Dans le cas, notamment des Assemblées de Dieu, le Révérend Albino Melendez, directeur du CEPAD, offre cette synthèse:

Until recently many pastors viewed the revolution with suspicion. Now we can see a change of attitude and better understanding, due to the history of the government's treatment of religion. People's fears have been allayed. Luis Carrion's [member of the Frente's DNC] appearance at an Assemblies' convention would not have been possible several years ago. That is an indication of a more favorable attitude toward the revolution.⁶¹

Conclusion

⁵⁹ INCA, «Pentecostals...», 6.

⁶⁰ Notons que les 12, 13 et 14 février 1988, près de 30 000 personnes se sont regroupées sur la *Plaza de la Revolución* pour écouter le pasteur évangéliste étatsunien Jimmy Swaggart, connu comme intégriste conservateur. Agencia Nueva Nicaragua, Bulletin hebdomadaire no 101 (1 mars 1988).

⁶¹ Ibid., 7.

Dès avant l'insurrection, et tôt dans le processus révolutionnaire, les Sandinistes ont su tirer partie de leurs liens étroits avec de nombreuses organisations sociales, notamment de classes populaires, pour mobiliser de vastes secteurs de la société nicaraguayenne. En fait, la présence et le dynamisme d'organisations sociales actives dans divers secteurs (syndical, féministe, jeunes, etc), ont assuré le FSLN d'une hégémonie socio-politique presque incontestée dans les premières années de la révolution.

Néanmoins, des difficultés ont fait surface au sein même de ces organisations, compte tenu, d'une part, de la conjoncture sociale dans laquelle se retrouve le Nicaragua et, d'autre part, de contradictions inhérentes au développement d'une démocratie populaire en société dépendante. Ici encore, le dilemme de la productivité face à la démocratisation aura fait ses victimes.

Ainsi, l'influence des «organisations de masse» sandinistes a sensiblement diminué au cours des dernières années. Depuis 1982, ce sont les efforts sandinistes de mobilisation sociale qui ont perdu des plumes, compte tenu de la crise économique et de l'agression *contra*. De cette observation, nous ne pouvons que conclure à la réduction de l'hégémonie socio-politique dont disposait le Front, qu'elle eut été assurée par la persuasion ou la contrainte.

Triumphant social revolutions have been more successful in constructing social and economic democracy than in permitting the direct participation of the people in the major political decisions of society. In general, these revolutions have created very centralized political systems, with a multiplicity of mediating institutions, where the most important functions of the state are not under the direct influence of the people.⁶²

D'autre part, les organisations et mouvements sociaux de l'opposition contre-révolutionnaire ont marqué des points. Des syndicats se sont regroupés puis ont systématisé leur critique, la rendant plus visible, comme le démontre de récents événements. L'Eglise catholique, pour sa part, n'a cessé de manifester son opposition idéologique au sandinisme, en appelant ses fidèles, plus ou moins ouvertement, à se mobiliser contre le gouvernement du FSLN. Quant aux ministères évangélistes, ces mêmes divergeances se sont souvent exprimées de façon plus crues. Dans ce dernier cas, la croissance de la capacité mobilisatrice est surprenante,

⁶² VILAS et HARRIS, «National Liberation...», 231.

et représente désormais un facteur déterminant de la réalité socio-politique nicaraguayenne. Enfin, d'autres groupes d'opposition ont fait leur apparition ou ont recruté de nouveaux acteurs, dont la *Coordinadora Democrática Nicaragüense* (dont les activités politiques sont plus traditionnelles) et les *Madres 22 de enero*, prenant parti pour la libération des prisonniers politiques.

En introduction à ce chapitre, nous posons comme hypothèse que l'hégémonie socio-politique sandiniste est en déclin à cause, d'une part, de la perte de dynamisme des organisations sociales sandinistes et, d'autre part, de la montée d'organisations de l'opposition contre-révolutionnaire. Or, les arguments que nous venons de présenter confirment, croyons-nous, cette hypothèse.

Retenons cependant que le Front sandiniste demeure sans doute encore l'acteur de mobilisation le plus puissant du Nicaragua. Les syndicats d'opposition, le clergé catholique et les diverses formations évangélistes ne semblent pas, jusqu'à présent et malgré leur importance numérique, s'être imposés comme acteurs hégémoniques de mobilisation sociale. De plus, les relations de ces derniers avec les Sandinistes se sont améliorées depuis l'été de 1986, réduisant du coup leurs réthorique et activités contre-révolutionnaires.

Notons en terminant que la variable dépendante (l'hégémonie socio-politique sandiniste) semble effectivement être affectée, dans un sens négatif, par les deux variables indépendantes. Cependant, cela n'exclut pas que d'autres variables, échappant à notre analyse, puissent entrer en jeu. Ainsi, bien que nous ne l'ayons pas démontré formellement (car nous faisons de la sociologie, et non de la psychologie) nous suspectons néanmoins l'aggravation des conditions socio-économiques comme variable déterminante ultime. En ce sens, il existe des liens étroits entre, d'une part, l'évolution de l'hégémonie socio-politique du paradigme révolutionnaire et, d'autre part, celle du champ de lutte économique.

VI. LUTTE HÉGÉMONIQUE IDÉOLOGIQUE

L'hégémonie idéologique du sandinisme est sans doute la forme la plus fragile d'hégémonie que le FSLN cherche à défendre. L'on peut définir l'objectif général de l'hégémonie idéologique comme la reproduction et la production de la légitimité des rapports sociaux de production servant, ici, l'établissement du nouveau mode de production proposé par les Sandinistes. Elle-même, l'hégémonie idéologique se définit comme la domination d'une idéologie, véhiculée par un ou certains acteurs, sur les autres idéologies en diffusion dans une société. C'est une domination idéologique qui s'exerce parce que des individus croient en un discours, y trouvent leur intérêt, ou s'y conforment par habitude.¹ Dans ce champ de lutte hégémonique au Nicaragua, on peut étudier les conditions de lutte, sans toutefois connaître les résultats de cette lutte. Nous en aurons une idée avec les élections municipales de 1988 et présidentielles de 1990.

Cette approche implique que l'on adopte une définition althussérienne de l'idéologie. C'est dire que l'idéologie crée et interpelle des sujets, légitimant leurs rôles, statuts et privilèges dans la structure sociale, sans *nécessairement* ou *systématiquement* n'être qu'une fausse conscience.

Ceci dit, dans le but d'obtenir et de conserver l'hégémonie idéologique, les différents acteurs s'opposant tentent, par ce que Gramsci appelait la guerre des casemates, de socialiser et de mobiliser en leur faveur d'autres acteurs de la formation sociale. Dans le cas de l'Etat sandiniste, ce sont les appareils idéologiques d'Etat qui servent à la socialisation (au moins partielle) de l'idéologie sandiniste, et à la mobilisation des acteurs sociaux en faveur du processus révolutionnaire. Pour leurs adversaires, il s'agit également de socialiser des sujets, les rendant réceptifs et favorables, cette fois, à leur projet alternatif de société.

¹ Il faut apporter une nuance. Comme le précisait Weber, il nous est impossible de connaître avec certitude ce que pense réellement un individu: ce pour quoi, donc, il agit d'une manière ou d'une autre. Une personne peut en fait agir par conviction, par intérêt, ou simplement par habitude. Notre notion d'hégémonie idéologique n'implique donc pas que les individus accordant leur appui aux Sandinistes le font nécessairement par conviction. Eux seuls le savent vraiment. Ce que nous savons, c'est qu'ils le font *volontairement*.

En dépit des difficultés que présente l'évaluation de l'hégémonie idéologique de l'un ou l'autre des paradigmes, nous présentons l'hypothèse de travail suivante: les conditions de lutte hégémonique sont graduellement moins favorables aux Sandinistes, à cause de leur propre ouverture face à l'opposition interne. Un premier corollaire est que la situation au lendemain de l'insurrection, ainsi que la puissance de l'appareil idéologique d'Etat, ont permis aux Sandinistes de lutter dans des conditions favorables jusqu'à présent. Le second corollaire est que l'ouverture des Sandinistes face à l'opposition interne a permis à cette dernière d'affirmer sa présence.

A. Des conditions de lutte favorables aux Sandinistes

1. Au lendemain de l'insurrection

A l'heure actuelle, et malgré les conditions socio-économiques du pays, les Sandinistes semblent conserver une base de support populaire relativement forte. On peut sans doute attribuer cela, d'une part, à l'efficacité du discours faisant porter le blâme des difficultés économiques sur l'agression bourgeoise et impérialiste et, d'autre part, à la position du FSLN dans la «mémoire collective» de la période insurrectionnelle: les Sandinistes profitent de la...

legitimacy and political capital derived from their role in revolutionary war and mass struggle, from their early populist redistributive measures, full employment policies, agrarian reform and massive literacy campaigns.²

De plus, les liens du FSLN avec les organisations sociales sont cruciaux, tant pour sa légitimité que pour ses ressources de socialisation et de mobilisation.

There is little question that the FSLN is, in fact, the dominant force in the present Nicaraguan political arena. Part of its strength, like that of the PRI in Mexico, derives from its historical identification with the revolution that toppled a hated dictatorship. As FSLN vice-president candidate Sergio Ramirez reminded our delegation, "The FSLN is not just an electoral party. It won the revolution." Another legacy of the struggle against Somoza is the FSLN's extensive network of local-level activists. As a party, the FSLN operates primarily at the local level, and it is the only political organization

² PETRAS, «Nicaragua: The Transition...», 74.

in Nicaragua with the capacity to operate at that level throughout the country.³

2. L'appareil idéologique d'Etat

Tel que le faisait Poulantzas pour les sociétés capitalistes avancées, nous pouvons inclure dans l'ensemble de l'appareil idéologique d'Etat non seulement les institutions liées *stricto sensu* à l'Etat, mais également celles servant cet Etat - telles, dans le cas du Nicaragua, les structures du Parti sandiniste et de ses organisations populaires.

La figure 25 résume la structure de l'appareil idéologique d'Etat. Nous y retrouvons tant les éléments formels contrôlés directement par l'Etat et servant surtout la socialisation à l'idéologie sandiniste, que les éléments informellement liés au sandinisme dans des processus de socialisation ou de mobilisation.

La structure proprement étatique semble principalement, sinon exclusivement, orientée vers des efforts de socialisation au processus révolutionnaire sandiniste, plutôt que de mobilisation. C'est ainsi que l'on retrouve des éléments traditionnels des appareils idéologiques étatiques, tels les ministères de la culture (MÍCULT), de l'éducation (MED), *Editorial Nueva Nicaragua*,⁴ ainsi que les réseaux nationaux de télévision et de radio.

Une autre pratique non-institutionnelle dont l'Etat sandiniste a pu profiter pour assurer son hégémonie idéologique fut la campagne d'alphabétisation du début des années 1980. Elle permit au FSLN de faire passer une partie de son discours, tout en mobilisant plus de 100 000 étudiants/tes des centres urbains dans cet effort.⁵

3. Les appuis au sandinisme

D'autre part, le FSLN dispose d'importants moyens de communication et de structures organisationnelles, pouvant servir tant à la socialisation qu'à la mobilisation de ressources humaines.

³ Latin American Studies Ass., "The Electoral Process...", 90.

⁴ DAUDELIN, Régulation étatique..., 66-70.

⁵ Ibid., 75-77.

FIGURE 25 - APPAREIL IDÉOLOGIQUE D'ÉTAT (1984)

Comme l'indique la figure 25, il existe un secrétariat national de propagande et d'éducation politique (SNPEP), assurant la publication de nombreux documents du FSLN. De plus, le Front jouit du contrôle de plusieurs moyens de communication. Au niveau des périodiques, il faut d'abord noter *Barricada*, le quotidien officiel du FSLN, publiant également à l'étranger en espagnol et en anglais. Puis il y a *Poder Sandinista*, un hebdomadaire du Secrétariat de la propagande, publiant des analyses politiques et économiques de la situation Nicaraguayenne.⁶

A cela, il faut ajouter le support actif reçu par le FSLN de plusieurs organismes et secteurs de la société nicaraguayenne, concrétisant et amplifiant du coup son hégémonie idéologique. Ici, l'on retrouve notamment le quotidien *El Nuevo Día*, formé d'ex-employés de *La Prensa*, mécontents de la position idéologique de ce dernier journal. Une partie progressiste du clergé, souvent dénommée *Nueva Iglesia*, apporte également son appui au FSLN, notamment par le biais du centre Antonio Valdivieso, de communautés de base, et par nombres de jésuites.⁷

Au compte des moyens dont dispose le FSLN dans sa lutte pour l'hégémonie idéologique, il faut noter l'appui, sinon le contrôle, de nombreuses organisations sociales. Ces dernières, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, regroupent tant des ouvriers agricoles ou industriels que des jeunes, des femmes, ou des voisins. Ces organisations sociales se retrouvent au centre de la polémique sur la nature du système politique nicaraguayen, puisqu'elles peuvent aussi bien servir d'instrument corporatiste de contrôle totalitaire pour le DNC du FSLN, que d'éléments d'organisation d'une démocratie populaire, basée sur la participation des classes laborieuses dans les processus décisionnels.

En dernier lieu, il faut également noter la présence d'organisations sandinistes-autochtones, cherchant le rapprochement des deux groupes. Dès 1979, Misurasata se voyait confié cette fonction. L'organisation s'opposa cependant assez rapidement au Front, en devenant l'un de ses adversaires armés. La situation changea néanmoins en 1984, avec le début des négociations devant aboutir à la signature du traité d'autonomie de la côte atlantique en 1987.

⁶ *Ibid.*, 71.

⁷ DODSON, Michael, et T.S. MONTGOMERY, «The Churches in the Nicaraguan Revolution», pp. 161-180 in WALKER, *Nicaragua in Revolution...*, 177.

FIGURE 26 - CHRONOLOGIE DES LOIS D'URGENCE

DATE	CARACTÉRISTIQUES
22/07/79 - 29/04/80	Loi d'urgence nationale: valable pour 30 jours, elle doit être renouvelée par la Junte.
09/09/81 - 06/08/84	Etat d'urgence économique et social: cette loi, valable pour une année, interdit les grèves, saisies de terres, occupations d'usines, ou toute interruption de la production. Elle proscriit de plus la publication de fausses informations économiques et l'incitation au sabotage, tout en contrôlant les prix au détail.
15/03/82 - 19/07/84	Etat d'urgence: valable au départ pour 30 jours, elle fut ensuite réintroduite pour six mois, puis un an (en mai 1983). Se légitimant par la montée de l'agression contra, elle limite surtout les libertés de presse.
19/07/84 - 20/10/84	Etat d'urgence relachée: certaines dispositions de la loi assurent les libertés de mouvement, d'assemblée, de parole et de presse, sauf concernant la sécurité nationale, de façon à permettre le déroulement de la campagne électorale. D'autres mesures d'urgence sont levées le 6 août: les droits de grève, d' <i>habeas corpus</i> , d'appel et d'injonction sont ainsi réintroduits. La levée complète du 20 octobre fait exception des zones de guerre.
15/10/85 - 15/01/88	Etat d'urgence: le décret présidentiel, valable pour un an, suspend notamment certains droits d'expression et d'assemblée, ainsi que les droits de grève et d' <i>habeas corpus</i> . Le 30 octobre, l'Assemblée Nationale réintroduit notamment le droit à un avocat, et celui d' <i>habeas corpus</i> (pour les crimes non-reliés à la sécurité nationale). La suspension d'autres droits, dont celui de grève, d'assemblée intérieure, et de libre expression, fut ratifiée par l'Assemblée. Le 23 février 1987, l'A.N. votait la prolongation de l'état d'urgence sous la nouvelle constitution: «Of the 68 rights and guarantees established in the constitution, 12 are suspended, among them the rights to demonstrate, strike, enter or leave the country and to organise. Press freedom and some legal guarantees have also been curtailed.» [HURTADO]. Le 15 janvier dernier, Ortega annonçait la levée de l'état d'urgence lors du sommet présidentiel d'Esquipulas III.

Sources: DAUDELIN, La régulation étatique..., 122-123; Facts on File, (18 octobre 1985): 775; (1987): 135; FBIS, VI (15 décembre 1986): P16; Keasing's, (9 janvier 1981): 30660; (22 janvier 1982): 31290; (août 1983): 32302; (décembre 1984): 33270; (novembre 1985): 33972; (août 1986): 34542; HURTADO, María Elena, «The Ballot Box and Beyond», South, no 80 (juin 1987): 87.

4. L'opposition muselée

Ce qui n'apparaît pas au niveau de la structure formelle de l'appareil d'État, c'est la régulation juridique qu'exerce l'État sur les moyens de communication, notamment par la censure. Dès le 15 mars 1982, les dispositions de l'état d'urgence (imposé avec intermittence) permirent au gouvernement d'appliquer la censure aux media⁸ (voir également la figure 26).

Avant même l'imposition de l'état de siège cependant, le Ministère de l'intérieur procédait, en janvier 1980, à la fermeture du périodique *El Pueblo*, publié par le groupe d'extrême gauche *Frente Obrero*. L'on reprochait au journal d'avoir incité à des arrêts de travail et saisies de terres illégales.⁹

Au mois d'août 1982, *La Prensa* était fermée une première fois pour quelques jours, alors que *El Nuevo Diario* l'avait été au mois de mars.¹⁰ Le 22 juin de la même année, trois stations de radio, jusqu'alors partiellement contrôlées par un dirigeant du *Movimiento Democrático Nicaragüense* (d'opposition), furent nationalisées par le Ministère de la justice.¹¹

One immediate effect of the state of emergency was a greater stringency in measures relating to the press and broadcasting services, in particular *La Prensa*, a newspaper which often expressed an opposition viewpoint (and which had also opposed the Somoza Government) became subject to "control" by the Government, while all broadcasting station were obliged to issue prepared news bulletins and revolutionary slogans four times a day.¹²

De même, le 12 octobre 1985, la revue *Iglesia* de la hiérarchie catholique était également fermée,¹³ alors que le périodique *Solidaridad* du syndicat d'opposition *Confederación de Unidad Sindical* (CUS) devait

⁸ Keesing's, (août 1983): 32302.

⁹ DAUDELIN, *Régulation étatique...*, 79.

¹⁰ Keesing's, (août 1983): 32302.

¹¹ Idem.

¹² Idem.

¹³ REDING, Andrew, «Seed of a New and Renewed Church: The 'Ecclesiastical Insurrection' in Nicaragua», *Monthly Review*, vol 39 no 3 (juillet-août 1987): 24-55. 31.

cesser d'être publié, faute de censeurs en nombre suffisant au Ministère de l'intérieur. Le trois janvier 1986, c'était au tour de *Radio Católica* d'être fermée, pour n'avoir pas diffusé le message présidentiel du nouvel an. A partir du 18 janvier, le Ministère de l'intérieur empêche la publication de *Prisma*, un bulletin publiant des articles censurés par le Ministère. Le 26 juin 1986, c'est *La Prensa* qui sera fermée pour plus d'une année, accusée par les autorités d'être complice de l'agression étatsunienne.¹⁴

De plus, et dès l'insurrection, les Sandinistes ont pu monopoliser tant idéologiquement que juridiquement les symboles de Sandino et du nationalisme anti-impérialiste. Ainsi, le décret 67 du 3 septembre 1979 assure l'usage exclusif de l'adjectif «sandiniste» au FSLN et à ses groupes affiliés.¹⁵ Il en résulte un désavantage certain pour l'opposition contre-révolutionnaire, qui se retrouve invariablement dans le camp de l'«impérialisme yankee». D'ailleurs, face à l'impérialisme, les Sandinistes ne se retrouvent pas seuls, car ils s'identifient à l'ensemble des luttes d'indépendance nationale des années 1960 et 1970, dont celles du Vietnam, de l'Angola, de Cuba et du Granada.

B. L'ouverture sandiniste face à l'opposition

1. L'«appareil idéologique» de l'opposition

L'analyse des efforts contre-hégémoniques se veut donc un regard sur les processus de socialisation et de mobilisation mis en place par les éléments contre-révolutionnaires pour défendre leurs propres projets de société. Il s'agit des projets capitaliste dans le cas de la réaction bourgeoise (nationale ou internationale), et nationaliste dans le cas des autonomistes autochtones.

A l'opposé de l'objectif général des Sandinistes, la classe dominante

¹⁴ C'était au lendemain d'un vote au Congrès des États-Unis accordant US\$ 100 millions d'aide à la contra. Keesing's, (août 1986): 34543.

¹⁵ DAUDELIN, *Régulation étatique...*, 63. «Quedo reservado exclusivamente al FRENTE SANDINISTA DE LIBERACION NACIONAL (F.S.L.N.) y a las agrupaciones civico-laborales y de toda índole que éste organice o a él se integren bajo su dirección, el uso de la Denominación "SANDINISTA" en términos políticos, sus símbolos y distintivos.» Nicaragua, Ministerio de Justicia, 1979, tome I, 147.

bourgeoise tente de reproduire et de produire des rapports de production capitalistes. Mécontente du projet socialiste du FSLN, elle veut surtout délégitimer le paradigme hégémonique pour en présenter un alternatif, porteur d'une idéologie proprement capitaliste.

La classe dominante capitaliste, à défaut de contrôler l'appareil idéologique d'État, dispose d'armes puissantes pour procéder à la socialisation et à la mobilisation de ressources humaines en faveur de son propre projet sociétal.

Le quotidien *La Prensa* représente incontestablement le principal médium de la bourgeoisie nicaraguayenne.¹⁶ Ce quotidien s'acharne, d'une part, à justifier l'entreprise contre-révolutionnaire de la bourgeoisie nationale et internationale et, d'autre part, à délégitimer sous tous ses aspects le projet révolutionnaire sandiniste.¹⁷

Aside from overt political activities, the editorial function of *La Prensa* was decidedly different from that of U.S. media. The United States theoretically prizes political criticism in the media, but that criticism is hardly (if ever) intended to overthrow the existing system. Rather, criticism in the U.S. media is seen as a means of maintaining the existing political system in functional balance. For example, the reporting of Watergate by the U.S. media protected the political system from manipulation and thereby perpetuated the governmental status quo. While the U.S. media may express a preference for one political party over another, most people would be hard pressed to think of a daily newspaper in the United States that openly advocates a change in the country's form of government. In contrast, the traditional goal of *La Prensa* always

¹⁶ Voir notamment «Para una lectura crítica del diario "La Prensa"», Managua, UCA, Escuela de Periodismo, 1984. 77 p. Concernant la censure et la fermeture du quotidien, l'analyse suivante peut être faite: «...it was in the best interests of *La Prensa* to provoke continued censorship. Without censorship, it would be judged on its dubious editorial quality by a very limited audience. Consequently, a cat-and-mouse game between *La Prensa* and the government emerged. The editors almost gleefully baited the government in print and, in turn, the censors, made paranoid by wartime pressures and *La Prensa*'s seditious tradition, searched for hidden meanings in every line of copy. As a result, innocuous and sometimes silly content was censored from the paper. "*La Prensa* now... has increased its level of provocation," said Nelba Blandón, head of the Directorate of Communication Media and the chief government censor. "Its objectives are very simple: to force us to censor as much of the information as possible for their later appearance in front of the world as victims of the totalitarians."» in NICHOLS, John Spicer, «The Issue of Censorship», pp. 107-118 in ROSSET et VANDERMEER, *Nicaragua: Unfinished...*, 112.

¹⁷ FLOREZ-ESTRADA, María, «Tres voces, dos proyectos», *Pensamiento Propio*, año IV no 34 (juin 1986): 27-32. 28.

was to overthrow the existing political order.¹⁸

La Prensa est en fait un quotidien passablement jaune¹⁹, dont le peu d'information nationale parle de tout ce qui peut être dénoncé chez les Sandinistes, et lance même de faux ballons à l'occasion.²⁰

Les média électroniques n'assurent pas non plus les Sandinistes du monopole de la diffusion d'information dans le pays, loin de là. En 1986, l'on comptait au moins 44 radiodiffuseurs enregistrés au Nicaragua, dont 25 de propriété privée, 17 sociétés mixtes, et deux stations publiques. Les deux postes de télévision du pays sont de propriété gouvernementale, bien que le secteur privé en réclame un depuis quelque temps. Au niveau de la presse écrite, l'on retrouve aussi de nombreuses publications non contrôlées par les Sandinistes.²¹

De plus, l'influence des média électroniques étrangers semble tenir une place cruciale dans le paysage idéologique nicaraguayen. Plus de 75 postes de radio étrangères MA et MF peuvent être reçus au pays, en plus de neuf réseaux de télévision.²² Plusieurs de ces média sont impliqués dans la propagande anti-sandiniste:

The media war against Nicaragua has several facets, not least of which is the commercial propaganda. The constant barrage of advertisements for car parts, nail polish and headache tablets cannot help but create the impression that life is better in other countries. Less subtle is the content of news broadcasts beamed in from Honduras and Costa Rica, which is not even thinly disguised. For example, any apparent violation of Costa Rica territory by the Sandinistas is quickly reported, while help for Contras operating from Costa Rican bases is never

¹⁸ NICHOLS, «The Issue of Censorship», 111.

¹⁹ Dont, notamment, les tristement célèbres histoires d'une vierge sautante et d'une vache accouchant d'un volatile...

²⁰ De plus, «The National Endowment for Democracy, an agency of the United States Government, has been contributing money to *La Prensa* for several years. Contributions now total about \$7,000 monthly, according to Jaime Chamorro Cardenal, the paper's principal editor». KINZER, Stephen, «*La Prensa: Gadfly of the Sandinista State*», The New York Times, (7 mars 1988).

²¹ Voir notamment FLOREZ-ESTRADA, «Tres voces...».

²² FREDERICK, Howard, Electronic Penetration in Low Intensity Warfare: The Case of Nicaragua, Athens, School of Communication, Ohio University. Article résumé dans KUTZ, Jack, «The Electronic War on Managua», South, no 79 (février 1987); 116.

mentioned.²³

Compte tenu de l'accès difficile du matériel imprimé en régions périphériques, la radio demeure le principal moyen de communication au pays. Pour les 3,2 millions d'habitants, le nombre de récepteurs est évalué à 700 000.²⁴ Or, plusieurs radiodiffuseurs de groupes *contra* transmettent en ondes courtes ou en modulation d'amplitude vers le territoire nicaraguayen. A l'hiver de 1987, l'on dénombrait ainsi la 15 de septiembre, la Radio FDN, la Voz de UNO, Radio Impacto (liée à Edén Pastora), et Radio Misco. Toutes ces radios n'ont cependant qu'un faible auditoire, ne diffusant que brièvement, et le plus souvent en ondes courtes, soit du Honduras ou du Costa Rica.

Par contre, depuis peu, Radio Liberación, munie d'un puissant transmetteur MA de 50 000 watts, transmet depuis le El Salvador et peut être captée sans problème à Managua. Ses émissions sont diffusées de 18 heures à 6 heures tous les jours, incluant des bulletins de nouvelles, qui ne sont pas toujours brouillés par le Ministère de l'intérieur.²⁵ Cette radio, voix officielle de la *Resistencia Nicaragüense*, est vue par certains hauts-placés, dont le sous-secrétaire d'Etat aux affaires inter-américaine Elliott Abrams et le general Paul Gorman, comme un palliatif à l'échec militaro-politique de la *contra*.²⁶

Pour discréditer les Sandinistes, plusieurs media centro- et nord-américains ne ménagent rien.²⁷ De plus, la Maison Blanche, le Département d'Etat et la CIA ont puissamment orchestré une campagne de désinformation sur la situation nicaraguayenne, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. C'est ainsi que selon Edgar Chamorro, ancien *contra* ayant profité de la loi d'amnistie en 1985, la CIA a soudoyé plusieurs journalistes tant au

²³ Idem.

²⁴ INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Electronic Penetration in Nicaragua», Update, vol 6 no 5 (24 février 1987).

²⁵ Entrevue avec Bruce Girard, co-organisateur de AMARC 3, Managua, décembre 1988.

²⁶ Ibid., 1.

²⁷ Ajoutons que les périodiques des républiques centro-américaines, où les média sont largement contrôlés par les classes dominantes locales, produisent une image très négative du gouvernement et de la situation nicaraguayenne.

Honduras qu'au Costa Rica. Dans son témoignage devant la Cour Internationale de Justice, Chamorro dit avoir utilisé des fonds de la CIA pour payer «approximately 15 Honduran journalists and broadcasters... our influence was thereby extended to every major Honduran newspaper and radio and television station». ²⁸

La stratégie de la Maison Blanche pour discréditer le gouvernement de Managua semble avoir suivi quatre avenues. Premièrement, l'on proclame que les révolutionnaires nicaraguayens cherchent à exporter leur révolution vers les autres pays de l'Amérique centrale. ²⁹ En second lieu, Washington proclame que les Sandinistes procurent des armes aux rebels salvadoriens (alors qu'aucune preuve d'un tel trafic n'a été établie depuis 1981). Troisièmement, l'administration Reagan accuse le FSLN de ne pas tenir ses engagements de 1979, notamment au niveau de la «démocratisation» de la société nicaraguayenne. Enfin, les idéologues de Washington prétendent que Managua a toujours fait obstacle aux négociations de paix pour l'Amérique centrale. ³⁰ Ce qu'il faut retenir de cette campagne de discrédit, c'est qu'elle est menée par un État disposant de ressources incommensurables pour la diffusion de son discours, ce qui en fait un terrible adversaire, tant sur le plan national qu'international, pour les Sandinistes.

Sur la scène nationale nicaraguayenne, plusieurs des acteurs les plus importants sont de la hiérarchie catholique ou de certains groupes protestants. Or, leur participation, aux côtés de la bourgeoisie, à l'effort contre-hégémonique anti-sandiniste est cruciale dans cette guerre de casemates.

²⁸ Cité dans ibid., 6.

²⁹ La Maison Blanche cite Tomás Borge disant «This revolution goes beyond our borders», alors que le texte intégral était: «[Nicaragua] has joined the current of the revolutions of our time and it is a country with moral authority, not just in Central America, or Latin America, but throughout the entire world ... This revolution goes beyond our borders. Our revolution was always internationalist from the moment Sandino fought in La Segovia. With Sandino were internationalists from all over the world.» Tomás Borge, cité dans SMITH, Wayne S., «Lies About Nicaragua», Foreign Policy, no 67 (été 1987): 87-103. 89.

³⁰ «The Reagan administration's objective is to get rid of the Sandinista government. It therefore has little interest in negotiating with that government unless negotiations could lead to its disappearance. The Sandinistas, by contrast, face a threatening and much more powerful neighbor. They see negotiations as perhaps the only way to stabilize their regime and guarantee its survival.» Ibid., 94.

Dans l'espoir d'isoler le FSLN de sa base chrétienne, ces groupes anti-sandinistes ont eu recours à plusieurs moyens:³¹ 1) le transfert hors du pays de dirigeants religieux trop favorables au gouvernement (dont une vingtaine chez les catholiques seulement); 2) la création d'organisations étendant l'influence de ces secteurs anti-sandinistes (dont le CER, la COPROSA, et l'UPACEF); 3) l'articulation d'une doctrine politique religieuse franchement anti-marxiste (dont la Doctrine sociale de l'Eglise chez les catholiques); 4) le développement d'attitudes bigottes contraires aux discours et valeurs révolutionnaires; 5) le renforcement de la discipline hiérarchique; 6) la participation du clergé à des manifestations politiques de l'opposition; 7) la diffusion du discours anti-sandiniste, par le biais de lettres pastorales, de sermons, de pamphlets, de messages radiodiffusés; 8) la signature d'accords avec des organisations internationales clairement liées au discours anti-sandiniste, tels USAID et CELAM; 9) la condamnation des religieux travaillant avec les Sandinistes au processus révolutionnaire; et 10) l'opposition explicite à des politiques jugées cruciales par le gouvernement, tels l'imposition de l'état d'urgence, la relocalisation de populations frontalières, la conscription, ou le contrôle étatique de l'éducation.

Les groupes autochtones sont également la source d'efforts hégémoniques anti-sandinistes. Dans ce cas précis, il ne fait d'ailleurs pas de doute que c'est l'opposition, au moins jusqu'en 1985-1986, qui détenait une place hégémonique. Misurasata a joué un rôle important comme acteur de mobilisation militaire anti-sandiniste. Il faut également ajouter la participation des églises moroviennes (propageant un discours radicalement anti-communiste) ainsi que des communautés villageoises, qui rejettent le projet de développement sandiniste dans son ensemble.

2. L'ouverture sandiniste

Récemment, les sandinistes ont cependant perdu cet instrument de contrôle qu'est la censure. Dès le début de 1987, *Radio Católica* pouvait reprendre ses émissions (avec des restrictions cependant sur ses bulletins de nouvelles). Suite aux accords d'Esquipulas II du 7 août 1987, des

³¹ SERRA, Luis, «Ideology, Religion, and the Class Struggle in the Nicaraguan Revolution», pp. 151-174 in HARRIS et VILAS, Nicaragua: Revolution Under..., 161-162.

mesures de libéralisation politique étaient prises au Nicaragua. *La Prensa* était autorisée à publier de nouveau, et sans aucune censure, dès octobre 1987.

De plus, lors du sommet présidentiel d'Esquipulas III, les 15 et 16 janvier 1988, l'état d'urgence était complètement levé. Avec lui s'en allait plusieurs mesures de contrôle. Le 26 janvier, le gouvernement permettait la réouverture de huit stations de radion, et annonçait la levée de l'interdiction de cinq programmes radiodiffusés, ainsi que de quatre publications d'opposition.³²

On peut tenter d'expliquer cette attitude du FSLN par différents facteurs: la diminution de la pression militaire de la *contra*; les demandes d'acteurs politiques internes; délégitimer l'agression militaire et économique des Etats-Unis en réfutant les accusations de «totalitarisme»; respecter les accords de paix d'Esquipulas II qui requièrent la «démocratisation» des sociétés centro-américaines; etc.

Conclusion

Comme nous venons de le voir, le FSLN (et l'Etat qu'il contrôle) dispose, depuis 1979, de puissants moyens pour défendre son hégémonie idéologique. Non seulement les Sandinistes jouissaient-ils, tout au moins au début de la révolution, de l'euphorie post-insurrectionnelle, mais ils purent très tôt s'assurer du contrôle de l'appareil idéologique d'Etat. A cela, il faut ajouter que le Front sandiniste allait pouvoir diffuser son discours par le biais de la campagne d'alphabétisation, ainsi que par la constante socialisation exercée par le *Servicio Militar Patriótico* et les organisations sociales sandinistes.

D'autres organisations de diffusion idéologique allèrent également donner leur appui aux FSLN, tels *El Nuevo Diario*, les radios de CORADEP (groupes de radios por-sandinistes), et plusieurs périodiques hebdomadaires ou mensuels. Poulantzas les aurait d'ailleurs compté parmi l'appareil idéologique d'Etat.

³² Latin American Weekly Report, (11 février 1988): 9. DE LA GRANGE, Bertrand, «Managua multiplie concessions et gestes de bonne volonté», *Le Monde*, (édition internationale, sélection hebdomadaire), no 2048 (28 janvier au 3 mars 1988): 2. *Agencia Nueva Nicaragua*, Bulletin hebdomadaire no 98 (2 février 1988).

Enfin, la position des Sandinistes dans la lutte pour l'hégémonie idéologique fut favorisée de manière importante par la censure partielle des organisations de diffusion idéologique des acteurs d'opposition. De 1982 à 1988, plusieurs lois d'urgence auront permis au gouvernement de museler ou de contrôler partiellement, pour des périodes variables, plusieurs des plus importants média du Nicaragua, dont *La Prensa* et *Radio Católica*.

Toutefois, l'opposition ne s'est pas retrouvée pour autant sans aucune arme, loin de là. En fait, le discours contre-révolutionnaire a pu être diffusé par d'autres media, dont les églises catholiques ou évangélistes, et les radios illégales ou étrangères. Les acteurs internationaux, avec en tête la Maison Blanche, ont également joué un rôle déterminant dans la lutte idéologique contre les Sandinistes.

Cependant, le facteur le plus significatif reste peut-être la propre attitude des Sandinistes qui, pour des raisons diverses, ont décidé de libéraliser les conditions d'expression idéologique. Du coup, ils ont permis à l'opposition interne de mieux diffuser son discours contre-révolutionnaire. Nous sommes donc en mesure de confirmer notre hypothèse, selon laquelle les conditions de lutte hégémonique sont graduellement moins favorables aux Sandinistes, à cause, au moins en partie, de leur propre ouverture face à l'opposition interne.³³

Nous pouvons maintenant spéculer sur l'hégémonie idéologique elle-même. Nous savons que le FSLN, pour s'assurer de cette hégémonie, devait faire face à un double défi :

...first, mobilizing the popular sectors (including the large stratum comprising the urban marginals and petty bourgeoisie)

³³ Certes, cette ouverture ne s'est pas faite que par la charité chrétienne des Sandinistes... Bien que le discours contre-révolutionnaire prétend que, sans la pression de la *contra* et des États-Unis, la censure et la répression se serait abattues sans limites, nous devons mettre en doute cette affirmation. D'une part, quelque fut l'attitude des acteurs internationaux au cours du processus révolutionnaire, les Sandinistes auraient eu besoin, de toute façon, d'établir une alliance avec la bourgeoisie nationale. Comme c'est le cas présentement, cela aurait sans doute pris la forme d'une économie mixte et d'un pluralisme parlementaire. D'autre part, sans la réaction contre-révolutionnaire et l'agression économique et militaire, les conditions de développement du projet révolutionnaire eurent certainement été plus favorables. Cela aurait dès lors permis aux Sandinistes de préserver avec plus d'assurance leurs appuis sociaux, rendant ainsi «dysfonctionnelles» la censure et la répression de l'opposition.

as a potential power resource to wield against the bourgeoisie; and second, balancing this mobilization with a persuasive appeal to at least part of the bourgeoisie, to convince them that their own long-run preservation depends on their support for the state.²⁴

Les Sandinistes, apparemment chanceux dans leur tentative de demeurer hégémoniques parmi les classes populaires et une partie de la petite bourgeoisie, ont néanmoins clairement échoué dans la préservation de leur alliance avec plusieurs fractions de la bourgeoisie. Celles-ci entrèrent donc en lutte pour l'hégémonie idéologique, proposant leur propre projet contre-révolutionnaire.

Nous pouvons nous demander dans quelle mesure la société nicaraguayenne a été, au cours des dernières années, influencée par l'un ou l'autre des discours sandiniste ou contre-révolutionnaire. La publication de sondages d'opinion n'étant pas monnaie courante au Nicaragua, nous ne pouvons qu'intuitivement postuler l'hégémonie de l'un des deux paradigmes. En se fiant aux résultats des élections de 1984, l'on déduit que le FSLN disposait alors d'un appui incontestablement hégémonique - il recueillait 67% des votes à la présidence. Depuis lors, le goût de la révolution est devenu plus amer, mais il nous semble que ce sont encore les Sandinistes qui jouissent du plus d'appuis parmi la population.

Le prochain test décisif de l'hégémonie idéologique sandiniste se présentera dès cette année, avec la tenue probable des élections municipales. C'est cependant en 1990 que le pouvoir du FSLN, au plan national, sera de nouveau disputé lors des élections présidentielles et législatives, comme le prévoit la constitution de 1987.

Notons en terminant que l'on peut s'attendre à ce que le champ de lutte hégémonique idéologique devienne de plus en plus important au cours des années qui viennent. La déroute de la *contra* révélant l'échec de l'option militaire de la contre-révolution, cette dernière engagera certainement plus de ressources dans la lutte idéologique, comme le montre déjà le retour de leaders *contra* à la vie politique nicaraguayenne, ainsi que l'appui soutenu aux appareils du discours contre-révolutionnaire.²⁵

²⁴ SHOLK, «The National Bourgeoisie...», 255.

²⁵ D'une entrevue avec la journaliste québécoise Caroline Jarry. Mexico, janvier 1988.

VII. LUTTE HEGEMONIQUE REPRESSIVE

Par hégémonie répressive, nous entendons l'hégémonie de la contrainte, c'est-à-dire le monopole ou le quasi-monopole des moyens de la violence physique, ou tout au moins de la possibilité de son utilisation. C'est l'ultime pouvoir, celui de la menace mortifère. Dans le cas d'un Etat, cette hégémonie se traduit par le maintien d'appareils répressifs, servant essentiellement la reproduction de ce pouvoir étatique et de la «nation», concept donnant un sens à l'existence même de l'Etat.

Pour les Sandinistes, la reproduction du pouvoir étatique signifie également la reproduction du projet révolutionnaire, notamment en protégeant la souveraineté nationale tout en assurant à l'Etat le contrôle de l'accumulation, au besoin par la force. C'est dire que l'appareil répressif devient aussi, dans les sociétés révolutionnaires, un élément de production sociale, en ce qu'il participe (souvent de façon importante) à la transition de l'ancien mode de production vers le nouveau.

Dans ce dernier chapitre, nous chercherons à vérifier l'hypothèse que les Sandinistes ont été capables d'assurer leur hégémonie militaire de façon variable, mais croissante depuis 1985, grâce à leur stratégie politico-militaire face à la contre-révolution armée et à l'incapacité de cette dernière de s'organiser efficacement. Nous retenons donc trois corollaires pour structurer notre démonstration. Premièrement, celui que les Sandinistes disposent d'un puissant appareil répressif d'Etat. Deuxièmement, nous présenterons les arguments de l'efficacité de la stratégie politico-militaire sandiniste. Enfin, c'est aux problèmes organisationnels de l'opposition armée que nous nous intéresserons.

A. L'appareil répressif de l'Etat sandiniste

Parmi les principales ressources organisationnelles formant l'appareil répressif, l'on peut noter les forces armées, les services de police et de sécurité nationale, ainsi que l'ensemble du système judiciaire. La figure 27 présente la structure de l'appareil répressif de l'Etat sandiniste.

1. Le ministère de la défense

L'un de ses principaux éléments en est l'Armée populaire sandiniste

FIGURE 27 - APPAREIL RÉPRESSIF D'ÉTAT

Avant janvier 1985

Source: DAUDELIN, Régulation étatique..., 126, 136; GORMAN, «Power Consolidation...», 137.

(*Ejercito Popular Sandinista*, EPS), que la Junte forma par décret le 22 août 1979.¹ Conscients de l'importance de leur hégémonie militaire, les Sandinistes s'assurèrent directement du contrôle des forces armées, plutôt que de leur donner un caractère étatique ou national. Le FSLN renforça de plus son contrôle idéologique sur les troupes de la nouvelle armée, par la création de sections politiques et culturelles dans les unités de l'EPS.² Tomás Borge, membre du DNC, présente ainsi cette position du Front:

...there is no apolitical army in the world, This is a sophism
... There are no apolitical armies: every one serves some
determinant political purpose. In the case of Nicaragua, the
EPS is a Popular and Sandinista army, It is not by accident
that we call it such.³

De plus, dès 1980, l'ensemble des forces⁴ était contrôlé par des membres du DNC: Humberto Ortega à la défense (après le limogeage de Larrios en décembre 1979) et Luis Carrión comme second commandant de l'EPS.

Par le contrôle de l'armée, le *Directorio Nacional Conjuncto* du FSLN a tenté d'éviter la perte du contrôle ultime (militaire) du processus révolutionnaire, ne risquant pas de subir ainsi le même sort que le gouvernement d'Allende en 1973. Ce contrôle semble remplir trois fonctions principales:⁵ 1) centraliser le contrôle vers le DNC et éviter ainsi toute compétition; 2) empêcher l'influence d'autres groupes que le FSLN,

¹ Keesing's, (4 janvier 1980): 30026.

² Il en fut de même pour la police sandiniste. GORMAN, «Power and Consolidation...», 144.

³ Extrait d'une entrevue avec Tomás Borge, «El poder lo tiene las clases tradicionalmente explotadas», *Cuadernos de Marcha*, vol 1 no 5 (janvier-février 1980), publié dans GORMAN, «Power and Consolidation...», 144.

⁴ Les troupes de l'EPS étaient estimées à 41 000 en 1985, auxquelles il faut ajouter, comme l'indique la figure 26, 21 000 miliciens/nes en service et 40 000 de plus en réserve. Cependant, «Despite the United States accusation that Nicaragua's military buildup was a threat to its neighbors, senior United States diplomatic sources in the region and a secret United States intelligence study concluded that the "overall buildup is primarily defense-oriented".» BOOTH, «War and the Nicaraguan...», 406.

⁵ GORMAN, «Power and Consolidation...», 146.

notamment de forces armées étrangères⁶; et 3):

...the revolutionary spirit of the new armed forces was reinforced through political-cultural indoctrination and the establishment of direct linkages with the popular classes. The formation of the Sandinista Popular Militias and their complete integration into the defense structure of the country is the best example of the latter point.⁷

Ce dernier point nous permet de souligner que, par l'imposition d'un service militaire obligatoire en août 1983,⁸ le DNC faisait de l'EPS une puissante organisation de socialisation et de mobilisation, malgré la résistance de plusieurs groupes à la conscription et la relative impopularité de la mesure.

2. Les Ministères de l'intérieur et de la justice

Le Ministère de l'intérieur, sous la direction de Tomás Borge depuis sa création le 20 juillet 1979, est responsable à la fois des services de police, eux aussi sandinistes, et de la sécurité de l'État. La figure 27 en résume la structure, bien que relativement peu d'information soit disponible sur le sujet.⁹ Quoi qu'il en soit, le Ministère

⁶ A titre d'exemple: les communications des officiers de l'EPS avec des employés de l'ambassade étasunienne étaient strictement contrôlées.

⁷ Ibid., 146.

⁸ Il ne devenait cependant effectif qu'au début de 1984. Keesing's, (mai 1984): 32847, et BOOTH, «War and the Nicaraguan...», 406.

⁹ Plusieurs opposants du régime sandiniste s'en sont pris à la *Seguridad de Estado* par des allégations de violations des droits de la personne. Bien que le Ministère de l'intérieur ait reconnu que de tels crimes aient eu lieu, il faut aussi s'attendre à ce que nombre d'accusations soient exagérées ou carrément fausses. Concernant l'entraînement et la discipline interne au Ministère de l'intérieur: «The new Sandinista Police lacked police training, experience, and knowledge of the nature and personalities of Nicaraguan crime and were rather prone to react with excessive force. Knowledge of Nicaragua's criminal elements developed with time, and crime overall (especially narcotics and vice) appeared to have diminished by 1980. The Ministry of Interior heavily stressed police training by bringing in foreign experts (from Costa Rica, Panama, and elsewhere) to teach police methods to hundreds of new peace officers. The ministry also cleaned its own house: By January 1980 more than six hundred and fifty police had been dismissed for use of excessive force, and soon afterward an internal investigation department began to investigate and to prosecute police lawbreakers.» BOOTH, «War and the Nicaraguan...», 197.

demeure certainement l'une des pierres angulaires de l'hégémonie sandiniste, notamment en assurant ses fonctions générales de prévention et de répression des activités contre-révolutionnaires.¹⁰

Pour sa part, la structure du système judiciaire est dominée par la Cour suprême, et constituée de Cours d'appel, de Tribunaux du travail, de tribunaux de district, et de tribunaux locaux.¹¹ Des tribunaux populaires exceptionnels furent également institués dès l'insurrection afin de procéder au jugement des présumés anciens collaborateurs du régime Somoza et des Gardes nationaux. L'ancienne constitution avait été abolie dès l'insurrection, et remplacée par les Statuts fondamentaux de la République et la Charte des droits et garanties des Nicaraguayens. Cependant, plus ou moins affaibli par les décrets successifs sur les conditions d'urgence (comme l'indiquait la figure 26), le système judiciaire semble avoir joui de peu d'autonomie face à la Junte (donc au DNC). Jusqu'à la proclamation de la constitution de 1987, les membres des principales cours étaient nommés par la Junte, et ce, pour des mandats de durée indéterminée.

Les tribunaux populaires, introduits dès novembre 1979, furent l'objet de nombreuses critiques, notamment quant à leur portée politique et leur présumé non-respect des procédures libérales de défense judiciaire.¹² Néanmoins, à la dissolution de ces tribunaux en février 1981, plus de 6 300 procès avaient eu lieu, et une majorité des 4 331 inculpés reconnus.

¹⁰ CHILD, Jack, «National Security», pp. 185-228 in US Government, Nicaragua, A Country Study, op. cit., 226. Certains analystes présentent cette structure de l'appareil répressif d'Etat comme totalitaire, systématiquement répressif, suivant la tradition d'autres caudillistes sanguinaires latino-américains. Cette image apparaît nettement déformée, plus utile à la propagande anti-sandiniste qu'à dresser un portrait de la réalité nicaraguayenne. D'autre part, il serait naïf de prendre les Sandinistes pour des enfants de coeur: il est fort possible qu'un esprit de paranoïa se soit installé au sein du gouvernement face aux réactions bourgeoise et autochtone anti-sandinistes. Bien que la question nationale de la côte atlantique semble vouloir se régler (grâce aux accords d'autonomie), la réaction bourgeoise garde néanmoins, même huit ans après l'insurrection, toute sa ferveur. Il faut donc tenir compte de l'effort contre-hégémonique de la bourgeoisie nationale et de ses alliés internationaux lorsque l'on considère la position plus ou moins hégémonique des Sandinistes, même dans le cas de l'hégémonie militaire.

¹¹ DAUDELIN, Régulation étatique..., 121.

¹² Voir notamment BOOTH, «The End and...», 189-191.

coupables écopèrent de sentences de moins de cinq ans. Un cinquième des peines furent de 25 à 30 ans d'emprisonnement, soit le maximum applicable, alors que la peine capitale fut abolie dès 1979.¹³ Il semble en fait que dans l'effervescence post-insurrectionnelle, ces tribunaux aient souvent servi de modérateurs des passions populaires plutôt que d'exécutants de l'Etat:

Throughout the trials a constant theme of the FSLN was that this was a unique example of "revolutionary generosity," and indeed the popular courts were a remarkable achievement of the Sandinista revolution, especially when compared to actions taken by other revolutionary governments.¹⁴

Ces tribunaux furent réintroduits en avril 1983, pour le jugement des crimes contre-révolutionnaires.¹⁵

Sous la nouvelle constitution, le système judiciaire gagne (au moins formellement) son autonomie face au pouvoir révolutionnaire. Les juges de la Cour suprême (eux-mêmes nommant les juges des cours inférieures) sont désormais proposés par la Présidence, mais doivent être ratifiés par l'Assemblée nationale, obtenant dès lors un mandat de six ans.¹⁶

B. La stratégie sandiniste face au développement du conflit

Pour comprendre le développement des positions dans la lutte pour l'hégémonie répressive, il nous faut, au moins brièvement, considérer le déroulement de la guerre contre-révolutionnaire. Quatre phases peuvent être identifiées.¹⁷ Premièrement, dès l'insurrection jusqu'à la fin de 1980, la réaction contre-révolutionnaire est dans une phase de réorganisation. Les escarmouches avec les nouvelles autorités sandinistes sont alors très rares et isolées. C'est alors que sont formées, dans l'éventualité d'une intervention nord-américaine, les *Milicias Populares*

¹³ KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 224, et Keesing's, (17 juillet 1981): 30976.

¹⁴ KNIPPERS BLACK, «Government and Politics»..., 224.

¹⁵ Keesing's, (août 1983): 32304.

¹⁶ GOBIERNO DE NICARAGUA, La Gaceta (Diario Oficial), Año 91, no 5. (9 janvier 1987): 33-64. 57-58, chapitre 5, articles 158 à 167.

¹⁷ INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO, «Los Contrás, una derrota anunciada», Envío, año 6 no 68 (febrero 1987): 11-44. pp. 15-17.

Sandinistas (MPS).

La seconde étape commence avec l'année 1981 et se termine en février 1983. C'est alors que sont coordonnées les forces contre-révolutionnaires sous la direction de la CIA étatsunienne. L'objectif à court terme est alors pour ces forces d'occuper une partie du territoire national nicaraguayen et d'y installer un gouvernement provisoire. Fort de cette tête de pont, la *contra* aurait pu revendiquer la reconnaissance internationale de plusieurs pays (dont les États-Unis) et étendre ses forces de guérilla à tout le Nicaragua.

De mars 1983 à la moitié de 1985, c'est la troisième et plus cruciale étape de la guerre contre-révolutionnaire. La *contra* avait alors établi des bases d'opération à même le territoire nicaraguayen, alors qu'une certaine base sociale lui était favorable, notamment parmi la paysannerie apparemment mécontente de la collectivisation des terres. Les effectifs de la contre-révolution totalisaient à cette époque près de 15 000 combattants, alors que sur le plan politique, l'offensive contre-révolutionnaire cherchait à délégitimer le processus électoral.

Ce nouveau dynamisme de la *contra* força les Sandinistes à adopter de nouvelles stratégies. La loi du *Servicio Militar Patriótico* (SMP) fut adoptée dès septembre 1983, alors que sont formés les *Batallones de Lucha Irregular* (BLI), spécialement structurés pour la guerre de guérilla. Le budget de la défense était sensiblement élevé, et l'on acquérait du nouveau matériel militaire auprès des Soviétiques, dont les hélicoptères de transport et de combat ainsi que de l'artillerie lourde.

Avec la conscription, la défense nicaraguayenne s'adapte à une nouvelle stratégie de lutte:

While trained army units guarded the urban centers and strategic points, and were mobilized to defend against sizable attacks, the bulk of the rural skirmishes fell to the volunteer reserve and militia units. Mobilized usually for only three months at a time, their experience and ability was uneven.¹⁸

L'EPS adopta donc une stratégie de mobilité, modelée sur la guerre de guérilla. Le gros des troupes d'infanterie fut structuré en BLI, armés légèrement, appuyés et aréoportés par les hélicoptères soviétiques MI-8,

¹⁸ INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Nicaragua's Military Structure and the 'Strategic Defeat' of the Contras», *Update*, vol 5 no 4 (31 octobre 1986): 1.

MI-24 et MI-25.¹⁹ Cette phase de la guerre s'acheva lorsque la *contra*, mise en échec par la restructuration de l'EPS, dut se retirer graduellement vers les territoires Hondurien et Costaricain.

Enfin, depuis la moitié de 1985 jusqu'à présent, l'on assiste au déclin stratégique de la contre-révolution armée, bien que les États-Unis (par le biais de la CIA) et les forces honduriennes aient été mises de plus en plus à contribution. Les Sandinistes, d'une part, ont raffiné leurs structures de défense, notamment par la création des *Batallones Ligero Cazadores* (BLC, plus petits et mobiles que les BLI) et du *Servicio Militar de Reserva* (SMR), assurant la sécurité urbaine et du Pacifique en cas d'intervention étrangère. D'autre part, le Front sandiniste a également modifié sa politique de réforme agraire, répondant aux attentes paysannes par la distribution de titres de propriétés familiales plutôt que coopératives. Ils ont, du coup, miné une base sociale jusqu'alors relativement favorable à la *contra*.

En las zonas de guerra, los sandinistas promovieron amplios programas de reorganización económica y social (la reforma agraria, los asentamientos, priorización de recursos hacia el campo, etcétera) orientados a detener el deterioro del proceso productivo que la agresión había desencadenado. Todo esto, junto con programas de campañas políticas y de mejoras en los servicios sociales, contribuyó a frenar y luego revertir el proceso de descomposición de la base social desatado por la agresión. La reinserción del campesinado aislado al proceso revolucionario fue una fase posterior. En la Costa Atlántica, el proyecto de Autonomía y el diálogo por la paz con los indígenas alzados en armas lograron remover la plataforma edificada por la contrarrevolución.²⁰

Toutefois, l'effort de guerre de l'État demeure un énorme fardeau pour l'économie nationale. C'est encore près de la moitié du budget gouverne-

¹⁹ Ibid., 2.

²⁰ «Dans les zones de guerre, les Sandinistes adoptèrent de vastes programmes de réorganisation économique et sociale (la réforme agraire, les communautés, la priorisation de ressources vers la campagne, etc.) cherchant à contenir la détérioration du processus de production que l'agression avait provoquée. Tout cela, jumelé à des programmes politiques et d'amélioration des services sociaux, contribua à freiner puis renverser le processus de décomposition de la base sociale généré par l'agression. La réinsertion de la paysannerie isolée au processus révolutionnaire fut une phase postérieure. Sur la côte atlantique, le projet d'autonomie et le dialogue pour la paix avec les autochtones insurgés réussirent à enlever la plateforme édiflée par la contre-révolution.» Traduction libre. ROBINSON, William I., «Guerra norteamericana en la encrucijada», Pensamiento Propio, año V no 39 (février 1987): 9-12. p. 10.

mental qui est réservé à la défense, alors que le tiers de la population économiquement active est mobilisé d'une façon ou d'une autre par les forces armées. Tant au printemps de 1987 qu'à la fin de cette même année, la *contra* a tenté de mener des offensives décisives, espérant sans doute convaincre le Congrès étatsunien de sa capacité opérationnelle. Dans tous les cas cependant, les Sandinistes ont pu repousser les troupes contre-révolutionnaires, procédant simultanément à d'importantes manoeuvres politiques dans le cadre des accords d'Esquipulas II.

Alors que le Congrès, le trois février 1988, rejetait l'aide financière de US\$ 36,4 millions demandés par l'administration Reagan, nous entrons peut-être dans une nouvelle phase de la guerre contre-révolutionnaire: celle devant mener à la dissolution des troupes irrégulières de la *contra*. Déjà au cours des derniers mois, les Sandinistes ont pu négocier des cessez-le-feu avec plusieurs groupes rebels autochtones, dont *Misura Miskito* d'Eduardo Pantín et *Misurasata* de Brooklin Rivera.²¹ D'autre part, de nombreuses défections ont eu lieu dans les rangs de la *contra*, alors que Fernando Chamorro et Edén Pastora ont annoncé leur intention de rentrer au Nicaragua afin de poursuivre la lutte, sur la scène politique cette fois.²²

Several rebel officials said the vote in Congress [of February 3, 1988] had forced them to completely rethink their strategy. They are now talking about negotiating with the Sandinistas for a number of rebel officials to return to Nicaragua to take part in politics. "Some of us will have to return to Managua to show that we have a political base and to test the Sandinistas' promises to guarantee political freedom for the opposition," a senior rebel official said. "There is nothing else left for us to do."²³

C. Faiblesses organisationnelles de l'opposition armée

L'objectif général de la lutte armée contre-révolutionnaire est de

²¹ HURTADO, María Elena, «Dream of an Indian Summer», *South*, no 83 (septembre 1987): 38-39.

²² DE LA GRANGE, Bertrand, «Managua multiplie concessions et gestes de bonne volonté», *Le Monde* (Édition internationale, sélection hebdomadaire), no 2048 (3 février 1988). 2.

²³ LEMOYNE, James, «Contra Leaders Set Up a Fund For Aid in U.S.», *New York Times*, (9 février 1988): première et A10.

permettre la reproduction des modes de production menacés. Il s'agit du mode de production capitaliste dans le cas de la réaction bourgeoise, et de modes de production traditionnels pour les communautés autochtones. Ces forces cherchent donc, d'une part, de saboter l'implantation du nouveau mode de production (socialiste) et, d'autre part, si cela est possible, d'assurer la protection d'éléments civils développant les nouveaux modes de production (tel serait le cas, par exemple, d'une zone contrôlée par la *contra*).²⁴

Les groupes militaires contre-révolutionnaires se présentent comme des «combattants de la liberté», s'opposant au totalitarisme communiste, marxiste-léniniste, que les Sandinistes veulent imposer, selon eux, à l'ensemble des citoyens du Nicaragua. Cette perspective est cependant moins commune chez les communautés autochtones et noires de la côte atlantique. Pour elles, les revendications, comme nous l'avons souligné auparavant, sont avant tout nationalistes, et ne semblent être anti-communistes que dans la mesure où certaines communautés religieuses ont réagi farouchement aux initiatives sandinistes du début des années 1980.

1. Des projets sociaux différents

a. L'opposition armée *contra*

Pour la contre-révolution bourgeoise, il importait d'abord d'organiser des forces insurrectionnelles irrégulières, notamment à partir des «rescapés» de la *Guardia Nacional*, capables d'affronter les forces de l'EPS. L'objectif était alors, à partir du Honduras, d'occuper une partie du territoire nicaraguayen de façon à revendiquer la reconnaissance internationale. Également, c'est ainsi qu'aurait pu s'établir une base sociale pour la *contra*, notamment par les liens familiaux. De plus, la *contra* aurait empêché les réformes sociales sandinistes de s'étendre aux régions concernées, et aurait diffusé une idéologie de caractère religieux et anticomuniste.

²⁴ Dans ce cas, il est intéressant de prendre notes des travaux de Charles Tilly dans *From Mobilization to Revolution*. Rappelons que l'auteur retient la notion de «souveraineté multiple». Elle caractérise une situation dans laquelle plusieurs opposants réclament la légitimité du contrôle d'une fraction ou de la totalité d'un territoire contesté.

Les organisations militaires contre-révolutionnaires sont nombreuses à s'être formées depuis 1979 (voir figure 28), et ont entre elles des relations assez complexes. Comme nous venons de le voir, il faut faire la distinction entre les organisations *contra* défendant les intérêts de la bourgeoisie (ou s'en rapprochant), et celles des organisations nationalistes autochtones.

FIGURE 28 - ÉVOLUTION DES GROUPES ARMÉS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

C'est dès le lendemain de la chute du gouvernement de Somoza que les premiers signes d'organisation contre-révolutionnaire apparaissent.

El 17 de julio, Somoza huye. Al día siguiente, en North Cay, Bahamas, donde hace escala, se reúne con Quintero y representantes de Shackley [hombres de la CIA]. La contra ha nacido. Particularmente por vía de la Orca Supply Company, creada por Wilson, se organiza una ayuda privada para auxiliar a la contrarrevolución

nicaragüense.²⁵

C'est ainsi qu'au printemps de 1980 des militaires de la Garde Nationale, ayant réussi à s'enfuir lors du désordre insurrectionnel, se regroupèrent pour former des premiers groupuscules de résistance contre-révolutionnaire. En août, Dr. Francisco Urcuyo, le très éphémère successeur de Somoza, se proclama à la tête d'un gouvernement en exil depuis le Guatemala.²⁶ D'autre part, c'est relativement à des activités contre-révolutionnaires au sein de FAD, que l'ex-ministre de la défense, Bernardino Larios, fut arrêté et condamné en 1980.

En 1981, deux importantes organisations, formées d'ex-gardes somozistes et d'autres opposants, apparurent au Honduras. D'abord, le *Ejercito de Liberación Nacional* (ELN), se disant fort de 4 000 à 6 000 troupes. Ensuite, la *Unión Democrática Nicaragüense - Fuerzas Armadas Revolucionarias Nicaragüenses* (UDN-FARN), soit les ailes politiques et militaires de la même organisation, se disant pour sa part composée de 2 000 combattants.²⁷ UDN-FARN, s'unissant à un autre groupe somoziste (*Legion 15 de septiembre*) et au groupe autochtone *Guerrilla Miskita*, formèrent en août 1981 la *Fuerza Democrática Nicaragüense* (FDN), «a political-military organization which would "liberate our people from Marxist totalitarianism."»²⁸

C'est en fonction de ses conséquences sur l'économie nationale que la *contra* a joué son rôle le plus important. Opérant d'abord sur la frontière hondurienne, les troupes contre-révolutionnaires se sont

²⁵ «Le 17 juillet, Somoza fuyait. Le jour suivant, à North Cay, Bahamas, où il fait escale, Somoza rencontre Quintero et des représentants de Shackley [deux agents de la CIA]. La *contra* était née. Particulièrement par le biais de la Orca Supply Company, créée par Wilson, s'organisa une aide privée appuyant la contre-révolution nicaraguayenne.» Traduction libre. ABRAMOVICI, Pierre, et Jacques DECORNOY, «Cabezas calientes, asesinos, nobles cruzados y estafadores», *Le Monde diplomatique en español*, año IX no 104 (octobre 1987): 1 et 10-11. p. 11.

²⁶ Keesing's, (9 janvier 1981): 30660.

²⁷ Keesing's, (17 juillet 1981): 30976.

²⁸ Keesing's, (22 janvier 1982): 31291. En décembre 1983, des représentants de la FDN, de l'ARDE et de M-3V se réunirent à Panama en présence de Richard Stone, envoyé spécial des États-Unis pour l'Amérique centrale. Ils firent une offre de cessez-le-feu à Managua, demandant des conditions de «démarches crédibles vers la démocratie.» Les Sandinistes s'en tinrent à leur position, refusant de négocier avec la *contra*, qualifiée de marionnette de Washington, et demandant plutôt des pourparlers directs avec les États-Unis.

ensuite déployées vers Estelí, Matagalpa, Jinotega, Boaco, puis Chontales et Nueva Guinea. Simultanément, l'ARDE de Pastora entreprenait la lutte sur le front sud, à partir du Costa Rica. Selon un ancien analyste de la CIA, David MacMichael,

...the contras had an excellent chance of developing a social base in 1982-1983. For example the northern area near Jalapa was open both in that the revolution had not reached there to a significant degree, and many of Somoza's National Guards had family there. [...] the fact that the contras have wasted their chance for developing a political base has been a far more critical factor in their defeat than the Sandinistas' use of any helicopter gunships.²⁹

La stratégie militaire sandiniste a su, pour sa part, tenir compte des facteurs politiques. Ce fut notamment le cas par le réajustement de la distribution des terres dans le cadre de la réforme agraire dès 1985.

De leur côté, en cherchant à accomplir leurs objectifs déstabilisateurs, les forces contre-révolutionnaires, organisées militairement, ont cherché à contester l'hégémonie plus ou moins monopolistique de la force, détenue par le FSLN. Mais cela apparaît comme un objectif ultime, presque utopique... En fait, la guerrilla contre-révolutionnaire nicaraguayenne ne s'attaque que très rarement à des objectifs militaires. Elle cherche plutôt, dans le cadre d'une stratégie globale, intégrant toutes les formes de luttes contre-hégémoniques, à saboter le projet sandiniste sous ses aspects économiques et idéologiques.

C'est ainsi que l'on retrouve les groupes *contra* impliqués dans de nombreux actes de sabotage économique, ayant pour cibles les éléments d'infrastructure, de développement des richesses naturelles, ou de production industrielle ou agricole. Ce n'est pas en soi nouveau, puisque de nombreux groupes insurrectionnels à travers le monde utilisent les mêmes tactiques, à certains stades de leur lutte. Ce qui est plus rare, c'est que de tels groupes s'en prennent également à des programmes de développement, non seulement économiques, mais aussi sociaux.

A diferencia de anteriores doctrinas norteamericanas, la GBI [Guerra de Baja intensidad] no busca el rápido aniquilamiento militar del enemigo. Más bien, pretende desatar un proceso de desgaste - mediante la ágil coordinación de las agresiones militares, políticas, económicas, diplomáticas y psicológicas - de la infraestructura socioeconómica del país víctima, el agotamiento físico-mental del pueblo, y la erosión de la

²⁹ INSTITUTO HISTÓRICO CENTROAMERICANO (IHCA), *Update*, vol 5 no 9 (19 mars 1986), 3.

legitimidad política de las fuerzas revolucionarias para lograr el aminoramiento de su base social. [...] La campaña contrarrevolucionaria se prolongaría hasta que el pueblo nicaragüense se volcara en contra de su propio proyecto revolucionario.³⁰

Le nombre de civils coopérant à des projets de développement et ayant été victimes d'agression *contra* est révélateur de leur stratégie, tout comme le sont les chiffres concernant la destruction de centres de services médicaux, d'éducation ou de distribution alimentaire (voir la figure 29).

FIGURE 29 - TABLEAU CUMULATIF DE PERTES
HUMAINES ET MATÉRIELLES DUES À LA GUERRE (1980 à 1987)

	CIVILS	ARMÉE SAND.	CONTRA	TOTAL
TUÉS/ES	3 218	2 496	16 781	22 495
BLESSÉS/ES	1 579	6 564	3 940	12 065
CAPTURES/KIDNAPPÉS/ES	5 676	961	1 979	8 616
TOTAL	10 473	10 003	26 700	43 176

Des 10 473 civils victimes de la guerre, 8 479 étaient des travailleurs/euses de la santé, ou de l'enseignement, des étudiants/es, des volontaires, des spécialistes de l'agriculture, ou des fonctionnaires de l'État ou du FSLN.

Jusqu'en septembre 1987:

- 411 enseignants/es avaient été tués/es et 66 autres kidnappés/es
- 59 étudiants/es avaient été tués/es
- 49 écoles avaient été détruites
- 21 écoles avaient été endommagées

Source: IHCA, Update, vol 6 no 32 (26 octobre 1987). NB: Ces chiffres sont sans doute basés sur des données officielles du Ministère de la défense.

Le rôle joué par les autres pays centro-américains constitue un axe important de la stratégie militaire contre-révolutionnaire. Sous la

³⁰ «Au contraire des précédentes doctrines étasuniennes, la GBI [Guerre de faible intensité], ne cherche pas l'anéantissement militaire rapide de l'ennemi. Elle cherche plutôt à générer un processus de gaspillage - au moyen d'une juste coordination des agressions militaires, politiques, économiques, diplomatiques, et psychologiques - de l'infrastructure socioéconomique du pays victime. Elle vise donc l'épuisement physique et mental du peuple, et l'érosion de la légitimité politique des forces révolutionnaires de façon à miner sa base sociale. [...] La campagne contre-révolutionnaire se prolongerait jusqu'à ce que le peuple nicaraguayen se retourne contre son propre projet révolutionnaire.» Traduction libre. ROBINSON. «Guerra norteamericana...» 9-10

coordination de Washington, tant le Panama, le Costa Rica, le El Salvador, et surtout le Honduras collaborèrent à maintenir une forte pression sur les Sandinistes, notamment par la menace constante d'intervention. Aux nombreuses escarmouches frontalières avec le Costa Rica et le Honduras, il faut ajouter l'asile offert par ce dernier pays aux camps de la *contra* et aux très peu discrètes manoeuvres militaires étasuniennes.

...en 1987 se realizaron 12 maniobras militares en territorio hondureño con participación de 36 mil 223 soldados norteamericanos, se hicieron 765 vuelos de abastecimiento a los antisandinistas y 146 violaciones al espacio aéreo nicaraguense con aviones U2 y RC-135.³¹

Le El Salvador aura également prêté ses pistes d'atterrissage aux vols de ravitaillement devant survoler le Nicaragua (comme le révéla le cas Hasenfus).

En avril 1984, l'appui des États-Unis à la *contra* était confirmé, lorsque le minage des ports nicaraguayens par la CIA fut rendu public. De plus, un hélicoptère piloté par deux militaires étasuniens, vétérans du Vietnam, fut abattu à Nueva Segovia le premier septembre 1984. Par la suite, les groupes *contra* eurent mauvaise presse lorsqu'en octobre 1984 le document de la CIA «Psychological Operations in Guerrilla Warfare» fut rendu public. Il suivait un autre document de la CIA, «Freedom Fighter's Manual» (rendu public en juillet), ayant tous deux des contenus fort discutables en matière de respect des droits de la personne.³² C'est néanmoins le 11 octobre 1984 que le Congrès étasunien votait une

³¹ «...il se réalisa, en 1987, 12 manoeuvres militaires en territoire hondurien, avec la participation de 36 223 soldats étasuniens; il se fit 765 vols de ravitaillement aux troupes anti-sandinistes et il y eut 146 violations de l'espace aérien nicaraguayen par des avions U2 et RC-135». Traduction libre: Cité de Freddy BALZAN, chef de rédaction à Barricada, dans El Correo (Montréal), no 45 (janvier 1988): 8.

³² «With respect to the human rights practices of the *contras*, we have examined the [US] administration's claims for the moral character of these insurgents and find, to the contrary, that the *contras* have systematically engaged in the killing of prisoners and the unarmed, including medical and relief personnel; selective attacks on civilians and indiscriminate attacks; torture and other outrages against personal dignity; and the kidnappings and harassment of refugees. We find that the most violent abuses of human rights in Nicaragua today are being committed by the *contras*, and that the Reagan administration's policy of support for the *contras* is, therefore, a policy clearly inimical to human rights.» AMERICAS WATCH COMMITTEE, «Human Rights in Nicaragua: Reagan, Rhetoric, and Reality», 122-129 in ROSSET et VANDERMEER, Nicaragua: Unfinished..., 128.

END

07-07-89

FIN

aide de US\$14 millions pour l'année fiscale 1985.³³

Enfin, sur le plan international, les efforts contre-révolutionnaires ont tenté d'isoler le Nicaragua sur tous les fronts. Outre les aspects économiques de cet isolement, que nous avons étudié au préalable, les acteurs contre-révolutionnaires (avec, encore une fois, Washington en tête), se sont efforcés de saboter tout effort de paix: d'abord ceux du Groupe de Contadora, puis ceux des sommets présidentiels d'Esquipulas. En fait, tout accord de paix constituerait la faillite de la stratégie de guerre de faible intensité, alors qu'un tel accord mettrait fin aux pressions militaires sabotant le projet économique sandiniste.

b. L'opposition armée autochtone

Comme nous l'avons vu, les groupes indigènes et métis de la côte atlantique, ayant leurs propres revendications, se retrouvèrent rapidement en lutte contre les Sandinistes. Les secteurs bourgeois de la contre-révolution eurent tôt fait de saisir l'importance de ces acteurs, tentant dès lors de récupérer le mouvement d'opposition autochtone, en vue de coordonner leurs efforts respectifs pour renverser les Sandinistes. Or, le Front sandiniste avait également compris la situation, et se mit en négociation directe avec les autochtones dès 1984, divisant ainsi leur opposition.

Lors du chapitre sur l'hégémonie politico-institutionnelle, nous avons étudié l'évolution des conditions politiques entre Sandinistes et communautés autochtones. C'est, tôt en 1981 que s'envenimèrent ces rapports, poussant certains dirigeants de Misurasata vers l'opposition armée.

Par la suite, en mai 1981, Steadman Fagoth Müller, l'un de ces dirigeants, passait la frontière du Honduras pour y rejoindre d'autres forces *contra*.³⁴ Dissident de Misurasata, il formait en 1982 un groupe de Miskitos armés, nommé *Guerrilla Miskito*, renommé ultérieurement *Misura*. En décembre 1981, l'opération *contra* «Red Christmas» amena les autorités de Managua à relocaliser de force près de 10 000 Miskitos

³³ Keesing's, (décembre 1984): 33273.

³⁴ Au sujet des organisations *contra*, voir la discussion sur l'hégémonie militaire à la fin de ce chapitre.

vivant sur le Río Coco (frontière Honduro-Nicaraguayenne).³⁵ Du coup, plusieurs milliers de relocalisés préférèrent passer au Honduras (notamment à Mocorón, dans la Mosquitia)³⁶, donnant ainsi une base sociale en exil aux groupes contre-révolutionnaires autochtones.

▷ Au début de 1983, l'alliance de Misurasata³⁷ avec l'ARDE de Pastora permit à cette première organisation d'opérer des attaques contre des objectifs économiques dans le sud de Zelaya.

D'autre part, au mois d'août 1985, Misura expulsait son leader, Steadman Fagoth, accusé de brutalité, d'intimidation et d'exécutions de prisonniers. Au début septembre, Misura était rebaptisé *Kisán*.³⁸ Le nouveau groupe s'alliait à l'UNO, profitant ainsi de \$300 000 des fonds étasuniens (\$27 millions) alloués à la *contra* à cette époque.³⁹ Par la suite, *Kisán* allait se diviser, certaines fractions étant prêtes, aux côtés de Misatán⁴⁰, à négocier un accord de paix et d'autonomie avec les

³⁵ Cette relocalisation souleva de nombreuses critiques d'observateurs internationaux, notamment des accusations de violation de droits de la personne lancées contre les Sandinistes. Managua reconnaissant par la suite que des abus isolés aient eu lieu, mais a nié que cela ait fait l'objet d'une politique gouvernementale. Le gouvernement prétend d'autre part avoir sévi contre les militaires et officiels reconnus coupables de violations de droits humains. «Significant human rights abuses did occur during the FSLN government's removal of the Miskito Indians from combat zones near the Honduras border, although Amnesty International concluded that "reports of shooting and other deliberate brutality during the transfer were later shown to be false." More recently, charges by opposition parties, of politically motivated arrests and detention suggest the possibility of civil rights abuses under the state of emergency declared by the government in March, 1982. Nevertheless, comparing to other nations in the region and in the face of the war against the *contras*, such abuses are on a very small scale.» Latin American Studies Association, «The Electoral Process...», 101.

³⁶ Keesing's, (août 1983): 32306.

³⁷ Alors dirigé par Brooklyn Rivera, qui refusa le rapprochement de Fagoth avec des ex-somozistes.

³⁸ L'organisation allait être dirigée par un comité de sept membres, présidé par Diego Wykliffe. Keesing's, (novembre 1985): 33973.

³⁹ Concernant les profondes divisions entre *Kisán* et Misurasata, voir notamment LEMOYNE, James, «Miskitos Are Arguing With Themselves», The New York Times, Sunday, August 3, 1986.

⁴⁰ Misatán était fondé en juillet 1984, et remplace Misurasata comme organisme de liaison entre les autochtones et le gouvernement.

Sandinistes. Un groupe dissident, *Kisán pro paz* (Kisán pour la paix), apparaissait alors. Enfin, le 28 janvier 1988, Brooklyn Rivera concluait un accord de cessez-le-feu avec Tomás Borge, au nom de Yamata, une organisation rebelle autochtone formée en 1987.⁴¹

2. Luttres internes de pouvoir

L'importance des querelles de pouvoir au sein des organisations d'opposition armée (bourgeois ou autochtones) fut certainement l'un des éléments qui, depuis 1982, ont affaibli la position de ces groupes dans la lutte pour l'hégémonie répressive.

C'est dès l'été de 1982 que la FDN devait connaître des divisions internes, lorsque UDN-FARN s'en sépara, et que Misurata se divisa en deux factions. L'un des problèmes semblait être la forte présence d'ex-gardes somozistes au sein de la direction militaire de la FDN.⁴² Ce fut tout au moins la raison qui garda la *Alianza Revolucionaria Democrática* (ARDE) de Pastora⁴³ et Robelo indépendante de la FDN. Ce fut également l'une des raisons qui provoqua, en octobre 1983, la scission de l'ARDE, compte tenu de l'obstination de Pastora à éviter tout lien avec des Somozistes.⁴⁴

Peu après cependant, la FDN, l'ARDE et Misura formèrent la *Unidad Nicaragüense por la Reconciliación* (UNIR) dans le but de coordonner leurs actions tant politiques que militaires. Malgré d'apparentes tentatives de réunification entre la FRS de Pastora et le reste d'ARDE, le rapprochement de ce dernier groupe et du FDN au sein de UNIR mit fin à ces projets. Pastora fut d'autre part victime d'une tentative d'assassinat le 30 mai

⁴¹ Latin American Weekly Report, (11 février 1988): 9. KINZER, Stephen, «With Managua's Assent, Indian Rebel Holds Rally», *The New York Times*, (1 février 1988): A3.

⁴² Keesing's, (août 1983): 32305.

⁴³ Edén Pastora Gómez (Comandante Zero) quittait son poste de sous-ministre de la défense dans le gouvernement de Managua le 7 juillet 1981. Il devait former par la suite le FRS, s'engageant ainsi dans la lutte anti-sandiniste.

⁴⁴ La FDN devait, en décembre 1983, remanier son commandement, afin d'éviter la présence trop évidente d'ex-éléments de la *Guardia Nacional*. Enrique Bermúdez devait néanmoins en rester le commandant militaire. Keesing's, (mai 1984): 32846.

1984, en rejetant dès lors le blâme sur les autres groupes *contra* et la CIA.⁴⁵

À San Salvador, le 12 juin 1985, Cruz, Calero et Robelo annoncèrent la formation de la *Unidad Nicaragüense Opositora* (UNO), devant remplacer UNIR. Cette nouvelle union créait sans doute l'un des plus importants commandements *contra* à ce jour, permettant la coordination de la FDN, d'ARDE et de Kisán (groupe autochtone remplaçant Misura). De plus, UNO allait, le 15 mars 1986, signer un «document d'unité» avec le *Bloque Opositor del Sur* (BOS), formé par le FRS de Pastora et *Rescate y Consiliación Nacional* en août 1985 sur le front sud. UDN-FARN devait également, le 9 mai 1986, s'allier à UNO par le biais de la FDN.⁴⁶

Cette puissante alliance devait cependant n'être que de courte durée, puisque Pastora et ses troupes du *Frente Revolucionario Sandinista* (FRS), le 16 mai 1986, rendirent les armes et demandèrent l'asile politique au Costa Rica.⁴⁷ Par la suite, ce sont des problèmes d'hégémonie des différents leaders à même UNO qui minèrent ses bases. Cruz et Robelo accusèrent Calero (de la FDN) de monopoliser le pouvoir de toute l'organisation.⁴⁸ Malgré cela, et grâce à une entente survenue en mai 1986, UNO, put maintenir sa direction jusqu'au 16 février 1987, moment auquel Calero démissionnait de son poste.⁴⁹

Since the establishment of UNO in 1985 Dr Cruz and Sr Robelo (both former Sandinista officials) had been in dispute with Sr Calero over his domination of the alliance. Despite a May 1986 US-backed agreement aimed at increasing civilian control over the FDN, Dr Cruz had continued to be frustrated in his attempts to bring about reforms, and on February 6 had threatened to

⁴⁵ L'ARDE et le FRS en vinrent à une entente de coordination des manœuvres militaires le 6 septembre 1984. Keesing's, (décembre 1984): 33273.

⁴⁶ Keesing's, (août 1986): 34546.

⁴⁷ En fait, six des lieutenants de Pastora l'avaient quitté pour rejoindre la FDN dans le cadre de l'accord de l'ARDE avec l'UNO du 9 mai. «Pastora dépose les armes», *Le Devoir*, 16 mai 1986. Récemment, Pastora annonçait son intention de rentrer au Nicaragua, le 22 août 1988, pour y poursuivre la lutte politique. *Le Devoir*, (11 février 1988).

⁴⁸ Facts on File, (6 juin 1986): 418-419.

⁴⁹ Il fut remplacé par Pedro Joaquín Chamorro Barrios. Keesing's, (mars 1987): 34977.

resign from the UNO directorate.⁵⁰

Trois semaines plus tard (le 9 mars), Cruz quittait finalement la tête de l'organisation.⁵¹ Le 14 avril, Robelo démissionnait à son tour: le problème demeurant toujours la domination de la FDN au sein de UNO.⁵²

Le 22 mars 1987, Fernando Chamorro Rapaccioli, leader du groupe *contra* UDN/FARN basé au Costa Rica, annonçait le retrait de son organisation du directoire de UNO. La source de leur différent est profonde, et illustre bien les divisions internes des groupes *contra* quant à leur perspectives politiques pour le Nicaragua:

Mr. Chamorro and his principal allies, Mr. Pastora and the Miskito Indian leader Brooklyn Rivera, were never fully accepted by the Central Intelligence Agency, which was financing the war. They repeatedly refused C.I.A. orders to unite with contras based in Honduras, who were led by former officers of the Somoza National Guard.⁵³

Depuis février 1988, Chamorro est de retour à Managua, pour lutter cette fois sur l'arène politique.

En mai 1987, un effort de réunification des forces *contra* donna quelques résultats. UNO et BOS s'accordaient alors pour former un seul directoire, nommé *Resistencia Nicaragüense* (RN), sous la direction de Calero de la FDN (toujours aux commandes de la majorité des forces *contra*), Robelo, Chamorro Barrios, Alfredo César Aguirre (leader du BOS), Aristides Sánchez (du *Partido Liberal*), et Azucena Ferrey (anciennement du *Partido Socialcristiano de Nicaragua*).⁵⁴

Au printemps 1987, la *Resistencia Nicaragüense* menait une attaque majeure, qualifiée de cruciale pour la survie de l'organisation (notamment pour l'obtention de nouveaux crédits du Congrès étatsunien). Malgré certains gains très tôt lors de cette campagne, l'EPS put repousser la *Spring Offensive* de la *contra*. La RN menait une autre offensive, en décembre 1987 celle-là, histoire, encore une fois, d'impressionner le Congrès. A en croire le vote du 3 février 1988, rejetant l'aide de 36,4.

⁵⁰ Keesing's, (octobre 1987): 35447.

⁵¹ Facts on File, (mars 1987): 160.

⁵² Keesing's, (octobre 1987): 35447.

⁵³ KINZER, Stephen, «Lifelong Rebel is Home, Unarmed but Unbowed», *The New York Times*, (4 mars 1988): A4.

⁵⁴ Keesing's, (octobre 1987): 35447.

millions de dollars réclamée par la Maison blanche, les manœuvres sandinistes firent meilleure impression, tant militairement que politiquement.

Suite au refus du Congrès étatsunien d'accorder cette aide militaire et humanitaire, la *Resistencia Nicaragüense* et l'ensemble des forces *contra* se retrouvent dans une situation délicate.

In the three-way division General Woerner [of the US Southern Command] foresaw, he said the largest group of contras would become refugees with their extended families in Honduras and Costa Rica. [...] He said he anticipated another group "accepting an amnesty if one was offered or, alternatively, melting back into Nicaraguan society." The third, and smallest, group "would continue to fight as a classical guerrilla force..."⁵⁵

Ce même vote au Congrès aura certainement forcé les leaders de la *contra* à repenser leur stratégie militaro-politique. Les récents accords de Sapoa ne sont sûrement pas étrangers à cette situation.

"Some of us will have to return to Managua to show that we have a political base and to test the Sandinistas' promises to guarantee political freedom for the opposition," a senior level official said. "There is nothing else left for us to do".⁵⁶

Conclusion

Nous l'avons vu à plusieurs reprises, les Sandinistes avaient pu imposer leur domination militaire dès l'insurrection. C'est très tôt après juillet 1979 qu'ils placent des membres clés du *Directorio Nacional Conjunto* à la direction des ministères de l'appareil répressif d'État, dont Humberto Ortega à la Défense et Tomás Borge à l'Intérieur. En s'assurant du contrôle des forces armées, le FSLN réduit de beaucoup les risques de voir son pouvoir défié par des généraux infidèles.

Ces manœuvres politiques n'auront cependant pas empêché des troupes contre-révolutionnaires de s'organiser et de lutter militairement contre le nouveau gouvernement. Avec l'appui soutenu de Washington (par la CIA), les troupes rebelles *contra*, bras militaire de la réaction bourgeoise ou autochtone, chercheront d'abord à renverser les Sandinistes, puis,

⁵⁵ HALLORAN, Richard, «Contra Forces Reported on Verge of 3-Way Split», *The New York Times*, (7 février 1988).

⁵⁶ LEMOYNE, James, «Contra Leaders Set Up a Fund for Aid in U.S.», *The New York Times*, (9 février 1988).

plus modestement, à détruire le projet économique révolutionnaire. Le FSLN, adoptant une stratégie militaro-politique de cooptation, réussit à éliminer ou réduire sensiblement les bases sociales paysanne et autochtone de la *contra*, tout en profitant des nombreuses querelles de pouvoir divisant les multiples factions de l'opposition armée.

C'est ainsi que, d'abord engagés dans une féroce opposition aux aborigènes, les Sandinistes ont pu adroitement corriger leur tir, laissant les groupes armés autochtones divisés: Kisan d'une part, proche de l'opposition bourgeoise de l'UNO (aujourd'hui la RN), et Misurasata/Kisan *pro paz*/Yamata d'autre part, attirés par l'autonomie que leur offrent les Sandinistes. Le gouvernement aura donc pu, dans l'ensemble, séparer les revendications nationalistes autochtones de la réaction bourgeoise. C'est un atout tant pour sa crédibilité internationale que pour réduire l'opposition interne à son projet révolutionnaire.

Ce sont là des arguments qui, croyons-nous, vérifient l'hypothèse de ce chapitre selon laquelle les Sandinistes ont été capables d'assurer leur hégémonie militaire de façon variable, mais croissante depuis 1985, grâce à leur stratégie politico-militaire face à la contre-révolution armée et à l'incapacité de cette dernière de s'organiser efficacement. Voilà qui démontre clairement la domination sandiniste sur le champ de la lutte hégémonique répressive, puisque la solidité et l'adaptabilité stratégique des forces armées sandinistes n'ont laissé aux acteurs d'opposition, malgré leur aide extérieure, que peu de marge de manoeuvre.

Nous observerons cependant que le rôle des forces armées contre-révolutionnaires n'est peut-être pas tant de présenter une menace réelle à la souveraineté des Sandinistes sur le Nicaragua (donc de viser le renversement du Front), mais plutôt de maintenir une pression militaire. C'est en obligeant les Sandinistes à un effort de guerre que la *contra* peut bloquer les projets politiques, économiques et sociaux du Front, et lentement réduire la base sociale du processus révolutionnaire et délégitimer le projet sandiniste. En ce sens - mais cela dépasse le cadre restreint de la lutte pour l'hégémonie de la contrainte - la *contra* est peut-être victorieuse.

CONCLUSION

Voilà pour notre étude des cinq champs de luttes hégémoniques au Nicaragua post-insurrectionnel. Comme il se doit, c'est un exercice qui soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Certaines de ces questions concernent les cadres conceptuel et analytique que nous nous sommes donnés pour guider notre recherche.

A. Le cadre théorique

Nous ne reviendrons pas sur nos postulats ontologiques pour tenter de les justifier en fonction de la recherche que nous venons de faire: ces postulats n'ont rien à voir avec la science, ce n'est qu'une question de valeurs. En ce qui concerne nos postulats épistémiques marxistes, nous croyons qu'ils ont résisté à l'exercice, puisqu'ils nous ont été fort utiles tant pour les catégorisations que pour l'analyse de la dynamique des acteurs.

Certes, nous aurons constaté que les rapports de production ne sont pas aussi importants que le cadre conceptuel marxiste ne le présente généralement. Mais c'est précisément parce que le Nicaragua est une société révolutionnaire qu'il en est ainsi: l'enjeu des luttes superstructurelles est la détermination du modèle de rapports de production qui survivra à la période révolutionnaire. D'où l'hypertrophie de la superstructure de la société nicaraguayenne actuelle, qui vit, encore une fois, un période de désarticulation.

Etirant le concept d'hégémonie pour former cinq champs de luttes spécifiques (politico-institutionnel, économique, socio-politique, idéologique et répressive), le cadre analytique nous aura permis de couvrir l'ensemble des arènes où se dispute l'enjeu de la détermination du nouveau modèle de société. Comme pour toute classification, nous fîmes confrontés tant aux problèmes d'exhaustivité que d'exclusivité. Or, nous ne regrettons pas le choix de nos cinq catégories. Nous avons pu étudier l'Etat dans chacun des chapitres, couvrant alors différents appareils et institutions. Nous croyons donc pertinente l'analyse distincte, d'une part, des mécanismes politiques institutionnalisés (chapitre III) et, d'autre part, des luttes moins formalisées entourant les mouvements sociaux (chapitre V), la propagande (chapitre VI), et la violence (chapitre

VII). Quant à la lutte pour l'hégémonie économique (chapitre IV), elle se distingue en ce qu'elle a les enjeux particuliers du contrôle de l'accumulation pour la détermination du mode de production.

Notre cadre analytique tranchait chacun des champs de luttes hégémoniques en deux camps: les acteurs révolutionnaires, et les contre-révolutionnaires. Voilà qui tranche en effet, et peut-être même un peu trop. Bien que la société nicaraguayenne soit révolutionnaire et passablement polarisée, nous avons éprouvé à l'occasion certaines difficultés à catégoriser les acteurs d'un côté ou de l'autre de ces deux camps. Et lorsque nous le faisons, c'était parfois à force de quelques artifices analytiques... Plusieurs de ces cas se sont présentés lors de l'étude des structures politico-institutionnelles, ainsi que des organisations sociales (tels certains groupes évangélistes). Toutefois, nous croyons que l'approche demeure valable. Puisque le principal enjeu de la période révolutionnaire est la définition du mode de production, et que le projet sandiniste est défié par des projets bourgeois et autochtones, il devenait fort utile de considérer les acteurs en fonction de cette opposition.

B. Les hypothèses de la démonstration

Nous avons pu constater que l'hégémonie des acteurs de la scène politique nicaraguayenne n'est pas uniforme, selon le champ de lutte hégémonique sur lequel ils s'affrontent. Dans l'ensemble cependant, les positions sandinistes dans les différentes luttes pour l'hégémonie ont permis au FSLN de maîtriser l'Etat post-insurrectionnel, empêchant ainsi la récupération de la victoire anti-somoziste par la bourgeoisie, aujourd'hui contre-révolutionnaire.

Nous avons vérifié par l'hypothèse de notre premier chapitre, sur les rapports de forces politico-institutionnels, que les Sandinistes ont pu assurer leur domination des institutions politiques, tout au long du processus révolutionnaire, grâce à 1) la suprématie informelle du *Directorio Nacional Conjunto* et 2) la faiblesse de l'opposition interne. Pour cette vérification, nous avons testé deux corollaires, selon lesquels l'hégémonie sandiniste s'était établie graduellement de 1979 à 1984, et que le processus d'institutionnalisation n'avait en rien affecté cette domination.

Toutefois, cette institutionnalisation ouvre les portes de changements

politiques importants, dans la mesure où les dispositions constitutionnelles seront respectées par les Sandinistes. C'est d'ailleurs un processus qui a fait du Nicaragua une république relativement pluraliste, compte tenu de la situation de guerre.

Économiquement, les Sandinistes ont certes établi leur contrôle sur d'importants leviers, tels le commerce international, le crédit et l'exploitation des richesses naturelles. Mais l'objectif des Sandinistes est ambitieux: changer un mode de production, passant du capitalisme périphérique au socialisme, tout en développant l'économie sans sacrifier la démocratie populaire.

Or, la domination encore très significative d'une proportion importante des moyens de production a permis à la bourgeoisie de réagir au projet sandiniste. Elle a notamment forcé le gouvernement à accepter une économie mixte, limitant de la sorte l'application de mesures socialistes plus radicales. De plus, les agressions économique et militaire dont fait l'objet le Nicaragua, auxquelles il faut ajouter sa situation de dépendance et la faiblesse de son infrastructure, ont fortement limité l'efficacité des instruments de planification économique dont s'est doté le FSLN: le gaspillage en ressources tant humaines que matérielles qu'entraînent les deux formes d'agression est incommensurable, pour un pays qui déjà devait repartir à zéro.

Nous avons donc vérifié l'hypothèse que malgré les importants leviers économiques que se sont donnés les Sandinistes au lendemain de l'insurrection, ils ont été incapables d'assurer le contrôle de l'économie à cause de: 1) la situation économique au lendemain de l'insurrection et de la guerre civile; 2) la nature du projet socialiste sandiniste face à l'héritage du capitalisme dépendant; 3) la réaction de la bourgeoisie; et 4) la situation de dépendance dans un contexte d'agression économique et militaire.

Le Front sandiniste, grâce à ses liens étroits avec nombre d'organisations sociales, a pu mobiliser, dès l'insurrection, de vastes secteurs de la société nicaraguayenne. Cependant, la conjoncture socio-économique et les contradictions inhérentes au développement d'une démocratie populaire auront miné les bases de l'hégémonie sandiniste sur ce champ de rapports de forces.

D'autre part, les organisations sociales d'opposition s'organisent graduellement. Les syndicats deviennent plus visibles, l'Église poursuit ses récriminations anti-sandinistes, les évangélistes deviennent toujours

plus populaires, alors que la *Coordinadora Democrática Nacional* mobilise plus d'acteurs.

Nous avons ainsi vérifié l'hypothèse que l'hégémonie socio-politique sandiniste est en déclin à cause, d'une part, de la perte de dynamisme des organisations sociales sandinistes et, d'autre part, de la montée d'organisations de l'opposition contre-révolutionnaire. Néanmoins, il ne faudrait pas négliger l'importance du FSLN comme force de mobilisation qui, malgré ses difficultés, demeure certainement la plus importante du Nicaragua.

Dès 1979, le FSLN et l'État sandiniste ont disposé d'importants moyens pour diffuser leur discours. En plus des mécanismes contrôlés directement par l'État, il faut ajouter les acteurs donnant leur appui au processus révolutionnaire sandiniste. En somme, le sandinisme est de loin le discours le plus puissamment diffusé au Nicaragua aujourd'hui. Le FSLN est donc, à cet égard, hégémonique.

Mais cette domination ne va pas sans défi. D'une part, l'opposition a également disposé de nombreuses ressources de diffusion, dont l'Eglise et les médias illégaux ou étrangers. Sur la scène internationale, les Sandinistes ont été incapables de combattre sérieusement la campagne de désinformation de la Maison Blanche, disposant, elle, de ressources beaucoup plus importantes. D'autre part, la censure dont les médias d'opposition avaient fait l'objet jusqu'à tout récemment dut être graduellement supprimée, permettant aux discours anti-sandinistes et contre-révolutionnaires d'occuper plus d'espace.

Nous avons donc été en mesure de confirmer notre hypothèse, selon laquelle les conditions de luttes hégémoniques sont graduellement moins favorables aux Sandinistes, à cause, au moins en partie, de leur propre ouverture face à l'opposition interne.

Concernant l'hégémonie de l'idéologie sandiniste (et non la domination des moyens de diffusion), il nous semble, selon nos impressions, que les Sandinistes ont survécu, tant bien que mal, aux huit années d'une révolution qui ne produit encore que des résultats bien précaires sur le plan matériel.¹ Il est par ailleurs certain que le mécontentement croît parmi plusieurs fractions de la société nicaraguayenne, notamment de la petite

¹ L'amélioration des conditions socio-économiques est certes notable dans plusieurs domaines (dont la santé et l'éducation) mais la réaction contre-révolutionnaire en limite beaucoup la portée, et souvent la durée...

bourgeoisie. C'est elle qui est sur la ligne de front des mesures d'austérité économique.

Enfin, l'hégémonie répressive des Sandinistes repose sur des bases solides, compte tenu du contrôle étroit du FSLN sur les forces armées, ainsi que d'une assistance militaire importante de certains alliés du Nicaragua (notamment Cuba et l'Union Soviétique).² Mais les groupes formant l'opposition *contra*, représentant le bras armé de la contre-révolution bourgeoise ou la résistance nationaliste autochtone, sont toutefois demeurés des acteurs centraux de la lutte politique post-insurrectionnelle.

Cherchant au départ à renverser les Sandinistes, les groupes *contra* se sont par la suite contenté, avec succès, de ruiner les bases économiques de la révolution. Cependant, les Sandinistes ont su adopter une stratégie ayant graduellement réduit la marge de manoeuvre de la *contra* tout en profitant de ses querelles internes. Ils en ont ainsi miné les bases sociales paysannes, tout en cooptant une partie importante de la rébellion autochtone, et en ramenant des leaders insurgés à la vie politique interne.

Nous avons donc, espérons-nous, vérifié l'hypothèse selon laquelle les Sandinistes ont été capables d'assurer leur hégémonie répressive de façon variable, mais croissante depuis 1985, grâce à leur stratégie politico-militaire face à la contre-révolution armée et à l'incapacité de cette dernière de s'organiser efficacement.

C. Vérification de l'hypothèse générale

Il devient pertinent à ce stade de nous attarder sur la stratégie globale de la contre-révolution, et à la façon dont y a réagi le Front sandiniste. En fait, aux premières heures de la révolution, de 1979 à 1981, l'initiative revenait sans doute plus aux Sandinistes qu'au paradigme contre-révolutionnaire. C'est dès cette époque que le FSLN a assuré son

² Notons ici qu'il nous semble ridicule de penser que cette hégémonie répressive saurait à elle seule assurer l'hégémonie globale du Front sandiniste: elle n'assume qu'une partie des tâches de reproduction de l'ordre social révolutionnaire (aux côtés des autres formes d'hégémonie) et se retrouve d'ailleurs fortement contestée par les groupes contre-révolutionnaires. Il nous apparaît donc certain que les appareils de répression ne sauraient, en l'absence de légitimité, assurer le pouvoir très longtemps aux Sandinistes.

hégémonie sur les appareils d'Etat, tout en préservant une alliance stratégique avec plusieurs secteurs de la classe économiquement dominante. Dès 1982 cependant, les Sandinistes durent se mettre sur la défensive, et réagir à l'agression contre-révolutionnaire croissante, s'exerçant dès lors sur tous les fronts que nous avons étudiés.

L'alliance FSLN-bourgeoisie anti-somoziste des premiers mois n'aura pas, pour sa part, fait vieux os. Si l'économie mixte demeure une réalité en 1988, ce semble être beaucoup plus par une tolérance réciproque du FSLN et de certains groupes de la bourgeoisie, plutôt que par une alliance de reconstruction nationale.

Avec ses moyens relativement limités, l'opposition interne a principalement affronté les Sandinistes sur quatre des cinq fronts de luttes hégémoniques, excluant le militaire. Pour leur part, des acteurs refusant les règles du jeu politique, ainsi que les agents internationaux de la contre-révolution, se sont principalement acharnés sur les champs économique, idéologique, et militaire.

Pour emporter l'enjeu ultime de la détermination du mode de production, la contre-révolution cherche d'abord à reprendre le contrôle de l'Etat et de ses appareils. Car l'Etat, comme nous le postulions dans le cadre conceptuel, c'est l'acteur pouvant influencer le plus puissamment la définition du mode de production. Pour atteindre cet objectif intermédiaire, c'est avant tout le champ de rapports de forces politico-institutionnels qui devient important. C'est en effet par ce champ que les acteurs contre-révolutionnaires espèrent reprendre le contrôle de l'Etat, ce que la lutte armée de la *contra* s'est avérée incapable d'accomplir.

La figure 30 illustre les efforts déployés de part et d'autre dans le cadre des cinq luttes hégémoniques, ainsi que les dynamiques reliant les différents champs. On note l'influence de la lutte militaire (rapports de forces répressifs) sur l'économie (telle que nous l'avions démontré au chapitre IV), ayant elle-même un impact certain sur la lutte idéologique et socio-politique, soit la légitimité du projet sandiniste. A leur tour, ces luttes idéologiques et socio-politiques se répercuteront sur le champ politico-institutionnel.

En somme, on peut dire que par l'accord d'autonomie de la côte atlantique, les communautés autochtones semblent avoir convaincu les Sandinistes de leur céder une bonne partie du contrôle politique. Pour ces communautés, il s'agit certainement d'une victoire pour nombre de

leurs demandes. Mais pour les Sandinistes, c'est également une manoeuvre profitable, puisqu'elle permet l'isolement des revendications autochtones de celles de la contre-révolution bourgeoise. Une fois de plus, la division de ses adversaires aura servi le Front sandiniste.

FIGURE 30 - SCHEMATISATION DE
L'ARTICULATION DES CINQ CHAMPS DE LUTTES HEGEMONIQUES

Pour sa part, la bourgeoisie semble se résigner tranquillement à abandonner la lutte armée. La défaite stratégique de la *contra* ne fait que, peu de doute, et déjà plusieurs dirigeants de la contre-révolution ont bénéficié de l'offre d'amnistie, ou ont annoncé leur intention de le faire, pour se consacrer à la lutte politico-institutionnelle. Washington s'essouffle également. Le scandale du *contragate* avait fait tomber quelques têtes clés, alors que le refus du Congrès étatsunien d'accorder une nouvelle aide militaire semble désigner la politique interne comme le champ de bataille privilégié, au moins des Démocrates. A cet égard, il est certain que l'élection, en novembre 1988, d'un président démocrate (notamment Dukakis), favoriserait nettement l'option politique de la lutte contre-révolutionnaire.

D'autre part, la sociologie étant ce qu'elle est, nous ne pouvons être sûr de rien, et le contraire pourrait bien se produire si les Républicains retournent à la Maison blanche. Quoi qu'il en soit, la lutte contre-révolutionnaire, armée ou non, ne s'arrêtera pas de sitôt. Peut-être les accords d'Esquipulas et celui de Sapoa apporteront-ils des trêves ou même la paix, mais les Sandinistes ont des projets fondamentalement différents de leur bourgeoisie nationale et des autres États de la région. Et aucun acteur n'est encore sur son lit de mort.

...by the fifth anniversary of the Revolution, the bourgeoisie and much of the FSLN had one thing in common: a sense that existing arrangements were transitory. In the words of a well-known industrialist, 'Nicaragua has been converted into a roulette game. Other places they bet on horses. Here everything is on the line.' What each group most wanted from the future was to be rid of the other. But for a variety of reasons neither was likely to have its wish fulfilled soon. The bourgeoisie, having been stripped of its most potent weapons, was in no position to challenge the FSLN. It no longer controlled the financial system, and most foreign-exchange earnings were beyond its reach. Thus it could not strangle the Sandinista economy, however much its undynamic performance might cause the economy to languish. Its press was under tight control. It could not appeal to the military, since the military was unambiguously Sandinista. However [...] the bourgeoisie was not defenseless. It had powerful allies: in particular, the hierarchy of the Catholic Church, whose influence over sectors of the population important to the FSLN was substantial; and certain governments in the West, whose attitude was critical to a regime facing external aggression and contending with grave economic problems. Unless the Soviet Union were to commit its own power to Nicaragua's defense and assume the burden of Nicaragua's enormous foreign exchange gap - it did not appear anxious to do either - the Sandinistas would have to remain sensitive to the reactions of West European and Latin American governments. At the same time the FSLN, as its leaders repeatedly acknowledged, was in no position to dispense with the services of the bourgeoisie, on whose managerial and technical talents the national economy still depended.³

La question est donc de savoir pour combien de temps pourront-ils coexister. Les États-Unis, pour leur part, toléreront-ils la présence d'un État socialiste en Amérique centrale? S'en accommoderont-ils comme ils ont dû le faire il y a 28 ans pour Cuba?

Dans l'immédiat, l'option politique, si elle est nettement favorable aux Sandinistes, nous semble être également la moins catastrophique pour Washington et les autres acteurs contre-révolutionnaires internationaux.

³ GILBERT, «The Bourgeoisie...», 180-181.

D'une part, une intervention armée directe est très peu probable: elle serait politiquement et militairement des plus coûteuses. D'autre part, que de pousser le Honduras dans une confrontation armée avec le Nicaragua risquerait de déstabiliser la région toute entière, ce qui ne servirait pas, loin de là, l'objectif recherché. Enfin, la poursuite de la guerre de faible intensité, bien qu'elle demeure possible, se délégitimise à l'étranger plus vite que les Sandinistes chez eux, et ne garantit en rien la chute du Front, qui, au besoin, pourrait tenter de se maintenir au pouvoir par la force.

Si la guerre cesse cependant, les Sandinistes auront une chance de demeurer au pouvoir en toute légitimité lors des élections de 1990. Dans ce cas, il sera intéressant de voir comment l'articulation politique, sans contre-révolution armée, permettra au Front sandiniste d'aller de l'avant avec son projet de société socialiste.

Forts de cette démonstration, nous pouvons donc confirmer notre hypothèse générale, par laquelle nous cherchions à vérifier que le projet sandiniste de transition d'un mode de production capitaliste vers un mode de production socialiste a été sévèrement ralenti par la réaction contre-révolutionnaire post-insurrectionnelle.

Souhaitons, en terminant, que le peuple du Nicaragua puisse bientôt vivre en paix. C'est forcément par cette paix, croyons-nous, que s'établira la démocratie dans ce pays. C'est l'hégémonie idéologique du projet socialiste (notamment sandiniste) qui permettra l'établissement d'une démocratie populaire, sans avoir d'appareils étatiques exacerbés. Or, cette hégémonie (au sens de Gramsci cette fois) ne sera atteinte que par le succès de son projet de développement, garant de l'amélioration des conditions de vie de la population. Projet de développement qui, lui-même, ne peut aboutir que dans des conditions de paix nationale et internationale.

ANNEXES

ANNEXE 1 - DONNÉES STATISTIQUES SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

PAYS	1980	1981	1982	1983	1984
<i>PNB (million \$US)</i>					
Costa Rica	3410	3332	3087	3160	3254
El Salvador	3342	3065	2893	2893	2937
Guatemala	8455	8514	8216	8027	8027
Honduras	2420	2449	2405	2393	2441
Nicaragua	2219	2337	2309	2401	2368
<i>PNB (% de changement)</i>					
Costa Rica	0.8	-2.3	-7.3	2.3	3.0
El Salvador	-9.0	-8.3	-5.6	0	1.5
Guatemala	-3.7	0.7	-3.5	-2.7	0
Honduras	2.8	1.2	-1.8	-0.5	2.0
Nicaragua	10.0	5.3	-1.2	4.0	-1.4
<i>PNB per capita (1980 = 100)</i>					
Costa Rica	100	95	86	85	86
El Salvador	100	89	82	79	78
Guatemala	100	98	94	87	85
Honduras	100	98	95	89	88
Nicaragua	100	102	97	98	94
<i>PNB - industriel (% changement)</i>					
Costa Rica	0.8	-0.5	-14.9	-1.8	4.0
El Salvador	-15.5	-15.8	-8.4	-4.3	0
Guatemala	6.3	-2.5	-5.8	-2.1	0
Honduras	7.8	1.7	-1.3	0.6	2.0
Nicaragua	11.8	2.9	-1.7	4.6	0.2
<i>Consommation per capita (1980 = 100)</i>					
Costa Rica	100	95	87	88	90
El Salvador	100	91	83	81	80
Guatemala	100	101	96	96	95
Honduras	100	98	98	95	94
Nicaragua	100	98	91	91	90
<i>Exportations (millions \$US)</i>					
Costa Rica	1001	1002	871	851	960
El Salvador	1075	798	704	732	780
Guatemala	1520	1299	1200	1092	1150
Honduras	850	784	677	695	740
Nicaragua	451	500	406	429	382
<i>Termes de l'échange (1979 = 100)</i>					
Costa Rica	96.3	82.4	74.1	70.4	71.8
El Salvador	85.2	74.4	75.5	70.1	70.4
Guatemala	85.0	74.8	70.1	59.2	58.8
Honduras	101.9	87.6	87.1	86.3	85.6
Nicaragua	98.0	92.6	83.8	72.9	77.6

Suite...

PAYS	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Dettes extérieures (millions \$US)</i>					
Costa Rica	3182	3360	3497	3848	4050
El Salvador	1176	1471	1682	2000	2300
Guatemala	1053	1409	1504	1776	2420
Honduras	1510	1708	1800	2079	2250
Nicaragua	1579	2163	2797	3838	4529
<i>Dettes extérieures (% du PNB)</i>					
Costa Rica	71.0	121.3	144.0	126.8	133.5
El Salvador	33.0	42.5	47.2	70.0	80.0
Guatemala	13.4	16.4	17.2	19.6	26.7
Honduras	62.4	69.7	74.8	86.9	92.1
Nicaragua	72.1	83.9	94.2	107.3	119.1
<i>Service de la dette (% des exportations)</i>					
Costa Rica	47.6	50.6	35.9	80.7	79.0
El Salvador	12.8	20.0	30.8	30.0	27.0
Guatemala	7.9	13.7	15.7	22.4	24.8
Honduras	25.2	33.3	40.9	34.4	36.2
Nicaragua	13.3	34.2	48.3	40.0	57.2
<i>Indice des prix à la consommation (% de changement)</i>					
Costa Rica	17.8	65.1	90.0	33.0	17.0
El Salvador	18.6	11.6	13.8	15.5	15.0
Guatemala	9.1	8.7	2.5	15.4	7.0
Honduras	15.0	9.2	9.5	10.2	12.5
Nicaragua	24.8	23.2	24.8	37.2	60.0
<i>Chômage (% de la population économiquement active)</i>					
Costa Rica	8.1	9.7	14.4	10.9	12.0
El Salvador	16.2	25.0	30.0	30.0	35.0
Guatemala	31.2	34.2	38.8	41.7	42.9
Honduras	15.0	19.3	20.4	21.2	25.0
Nicaragua	18.3	15.9	18.5	17.5	21.1

Source: JUDSON 1987, «Capitalist crisis...», pp. 215-217. Citant DataBank INIES/ CRIES (Managua 1985).

ANNEXE 2 - GLOSSAIRE DES ABREVIATIONS

- AES: Asociación de Estudiantes del Secundario - Association des étudiants du secondaire - Secondary Students' Association
- AMNLAE: Asociación de Mujeres Nicaraguenses Luisa Amanda Espinosa - Association de femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinosa - Luisa Amanda Espinosa Association of Nicaraguan Women.
- AMPRONAC: Asociación de Mujeres Ante la Problemática Nacional - Association des femmes confrontant la problématique nationale - Association of Nicaraguan Women Confronting the National Problem.
- ANDEN: Asociación Nacional de Educadores Nicaraguenses - Association nationale des enseignants nicaraguayens - National Association of Nicaraguan Teachers.
- ANS: Asociación de Niños Sandinistas Luis Alfonso Velásquez - Association des enfants sandinistes Luis Alfonso Velásquez - Sandinista Children's Luis Alfonso Velásquez Association.
- APD: Aide publique au développement
- APP: Area de Propiedad del Pueblo - Secteur de propriété publique - Public Sector.
- ARDE: Alianza Revolucionaria Democrática - Alliance révolutionnaire démocratique - Revolutionary Democratic Alliance. Groupe *contra* formé en 1982..
- ARE: Asambleas de Reactivación Económica - Assemblées de réactivation économique - Assemblies of Economic Reactivation.
- ATC: Asociación de los Trabajadores del Campo - Association des travailleurs agricoles - Association of Farm Workers.
- BANAMERICA: Banco de America
- BANIC: Banco Nicaraguense
- BECAT: Brigadas Especiales Contra Actividades Terroristas - Brigades spéciales anti-terroristes - Special Antiterrorist Activity Brigades.
- BLI: Batallones de Lucha Irregular - Bataillons de lutte irrégulière - Irregular Fighting Battalions.
- BOS: Bloque Opositor del Sur - Bloc d'opposition du sud - Southern Opposition Bloc. Groupe *contra* formé par Pastora, Dávila, Rescate y Conciliación Nacional, et d'autres exilés politiques en 1985.
- CACM: Central American Commun Market
- CAD: Comité d'aide au développement (de l'OCDE)

- CAEM: Conseil d'assistance économique mutuelle
- CAS: Cooperativa Agraria Sandinista - Coopérative agraire sandiniste - Sandinista Agricultural Co-operative.
- CAUS: Central de Acción y Unidad Sindical - Centrale d'action et d'unité syndicale - Confederation of Trade Union Action and Unity.
- CDC: Comités de Defensa Civil - Comités de défense civile - Civil Defense Committees.
- CDN: Coordinadora Democrática Nicaraguense - Conseil de coordination démocratique nicaraguayen - Nicaraguan Democratic Co-ordinating Council.
- CDS: Comités de Defensa Sandinista - Comités de défense sandinistes - Sandinista Defence Committees.
- CDT: Comités de Defensa de Trabajadores - Comités de défense de travailleurs - Workers's Defense Committees.
- CEB: Comunidades Eclesiales de Base - Communautés ecclésiastiques de base - Ecclesiastical Base Communities.
- CEP: Centro de Educación Popular - Centre d'éducation populaire - Popular Educational Center.
- CEPAD: Comité Evangélico Pro Ayuda al Desarrollo - Comité évangélique d'aide au développement - Evangelical Committee for Development Assistance.
- CEPALC: Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- CGTI: Confederación General del Trabajo-Independiente - Confédération générale du travail-Indépendante - General Confederation of Labor-Independent.
- CIA: Central Intelligence Agency
- CIERA: Centre de Investigación y Estudios de la Reforma Agraria - Centre de recherche et d'étude de la réforme agraire - Center for Research and Study of the Agrarian Reform.
- CMEA: Council for Mutual Economic Assistance
- CNI: Comisión Nacional Intersindical - Commission nationale inter-syndicale - Inter-union National Commission.
- COE: Comandos Operacionales Especiales (de la contra) - Commando opérationnels spéciaux - Special Operational Commandoes.
- COIP: Corporación Industrial del Pueblo - Corporation Industrielle du peuple - People's Industrial Corporation.

CONAPRO: Comisión Nacional de Profesionales - Commission nationale de professionnels/les - National Commission of Professionals.

CONDECA: Central American Defense Command.

CORCOP: Corporación Comercial del Pueblo - Corporation commerciale du peuple - People's Commercial Corporation.

CORFIN: Cooperación Financiera de Nicaragua - Coopération financière du Nicaragua - Nicaraguan Financial Cooperation.

COSEP: Consejo Superior de la Empresa Privada - Conseil suprême de l'entreprise privée - Superior Council of Private Enterprise.

COSIP: Consejo Superior de la Iniciativa Privada - Conseil suprême de l'initiative privée - Superior Council of Private Initiative.

CPC: Comisión Programática de Coordinación - Commission coordonnatrice de programmation - Programmatic Coordinating Commission.

CPC: Centro Popular de Cultura - Centre populaire de la culture - Popular Cultural Center.

CRIES: Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales - Co-ordination régionale de recherches économiques et sociales - Regional Coordination for Economic and Social Research.

CSN: Coordinadora Sindical de Nicaragua - Conseil de coordination syndicale du Nicaragua - Co-ordinating Labor Council of Nicaragua. Était fondée par la CST et l'ATC, puis augmentée de CAUS, CGT-I, Frente Obrero, CUS, FETSALUD, UPN, et ANDEN. Seul la CTN (sociale-chrétienne) ne s'y joint pas, alors que CUS s'en retira rapidement.

CST: Central Sandinista de Trabajadores - Centrale sandiniste de travailleurs - Sandinista Trade Union Confederation.

CTN: Confederación de los Trabajadores Nicaragüenses - Confédération des travailleurs nicaraguayens - Nicaraguan Workers Confederation.

CUS: Confederación de Unidad Sindical - Confédération de l'Unité Syndicale - Confederation of Trade Union Unity.

DAC: Development Assistance Committee (de l'OCDE)

DGSE: Dirección General de Seguridad del Estado - Direction générale de sécurité de l'Etat - General Directorate of State Security.

DIPP: Dirección de Información y Prensa de la Presidencia - Direction d'information et de presse de la Présidence - Presidential Office of Information and Press.

DP: Delegados de la Palabra - Délégués de la Parole - Delegates of the Word.

EAP: Economically Active Population.

ECLAC: Economic Commission for Latin America and the Caribbean.

EDUCREDITO: Educational Credit Program.

EEBI: Basic Infantry Training School.

ELN: Ejército de Liberación Nacional - Armée de libération nationale - National Liberation Army. Groupe *contra* d'ex-gardes somosistes formés avant juillet 1981.

ENABAS: Empresa Nicaragüense de Abastecimientos - Entreprise nicaraguayenne de Ravitaillement - Nicaraguan Revictualling Enterprise.

ENIA: Empresa Nicaragüense de Insumos Agropecuarios - Entreprise nicaraguayenne d'intrants agricoles - Nicaraguan Enterprise of Agricultural Inputs.

EPS: Ejército Popular Sandinista - Armée populaire sandiniste - Sandinista Popular Army.

F.O.B.: Franco à bord - Free On Board.

FAD: Frente de Acción Democrática - Front d'action démocratique - Democratic Action Front.

FAIUCA: Fuerzas Armadas Indegenas Unidas de la Costa Atlantica - Forces armées autochtones unies de la côte atlantique - United Indiginous Armed Forces of the Atlantic Coast.

FAN: Fuersas Aréas Nacionales - Forces aériennes nationales - National Air Force.

FAO: Frente Amplio de Oposición / Frente Amplio Opositor - Front d'opposition élargi - Broad Opposition Front.

FARN: Fuerzas Armadas Revolucionarias Nicaragüenses - Forces armées révolutionnaires nicaraguayennes - Nicaraguan Revolutionary Armed Forces - Groupe *contra* formé tôt dans les années 1980 et ayant comme aile politique la UDN.

FAS-DAA: Fuerza Aérea Sandinista y Defensa Antiaérea - Forces aériennes sandinistes et défense antiaériennes - Sandinista Air Force and Antiaircraft Defense.

FDN: Fuerza Democrática Nicaraguense - Forces démocratiques nicaraguayennes - Nicaraguan Democratic Forces. Formées en août 1981 par la *Legion 15 de septiembre*, Misurasata, UDN/FARN.

FER: Frente Estudiantil Revolucionario - Front étudiant révolutionnaire - Student Revolutionary Front.

FETSALUD: Federación de Trabajadores de la Salud - Fédération des travailleurs/ses de la santé - Federation of Health Workers.

FJD: Frente de la Juventud Democrática - Front de la jeunesse démocratique - Democratic Youth Front.

FMI: Fonds monétaire international.

FMN: Federación de Maestros Nicaragüenses - Fédération d'enseignants/tes nicaraguayens/nes - Federation of Nicaraguan Teachers.

FO: Frente Obrero - Front ouvrier - Workers Front.

FPN: Frente Patriótico Nacional - Front patriotique national - National Patriotic Front.

FRS: Frente Revolucionario Sandinista - Front Révolutionnaire Sandiniste - Sandinista Revolutionary Front.

FSDC: Frente de Solidaridad Democrático Cristiano - Front de solidarité démocrate-chrétien - Christian Democratic Solidarity Front.

FSLN: Frente Sandinista de Liberación Nacional - Front sandiniste de libération nationale - Sandinista Front of National Liberation.

FUNDE: Fondo Nicaragüense de Desarrollo - Fonds nicaraguayen de développement - Nicaraguan Development Funds.

GDP: Gross domestic product.

GNP: Gross national product.

IACHR: Inter-American Commission on Human Rights.

IAPA: Inter-American Press Association.

IES: Instituto de Estudios del Sandinismo - Institut d'étude du sandinisme - Institute for Studies on Sandinism.

IMF: International Monetary Fund.

INDE: Instituto Nicaragüense de Desarrollo Económico - Institut nicaraguayen du développement économique - Nicaraguan Institute of Economic Development.

INETER: Instituto de Estudios Territoriales - Institut d'étude du territoire - Territorial Research Institute.

INIES: Instituto de Investigaciones Económicas y Sociales - Institut de recherches économiques et sociales - Economic and Social Research Institute.

INNICA: Instituto Nicaragüense de la Costa Atlántica - Institut nicaraguayen de la côte atlantique - Nicaraguan Institute for the Atlantic Coast.

INRA: Instituto Nicaragüense de Reforma Agraria - Institut nicaraguayen de réforme agraire - Nicaraguan Institute of Agrarian Reform.

INSSBI: Instituto Nicaragüense de Seguridad y Bienestar Social - Institut nicaraguayen de sécurité et de bien-être social - Nicaraguan Institute for Social Security and Welfare.

JDC: Juventud Democrática Cristiana - Jeunesse démocratique chrétienne - Christian Democratic Youth.

JPN: Juventud Patriótica Nacaragüense - Jeunesse Patriotique nicaraguayenne - Nicaraguan Patriotic Youth.

JRN: Juventud Revolucionaria Nicaragüense - Jeunesse révolutionnaire nicaraguayenne - Nicaraguan Revolutionary Youth.

JS-19: Juventud Sandinista 19 de Julio - Jeunesse sandiniste 19 juillet - 19th of July Sandinista Youth.

KISAN: Nicaragua Indigenous Communities Union.

LANICA: Líneas Aéreas de Nicaragua.

LCBS: Lucha Contra las Banda Somozistas - Lutte contre les bandes somozistes - Fight Against Somocista Gangs.

M-3V: Movimiento Tercera Vía.

MAN: Movimiento Anticomunista Nicaragagüense - Mouvement anticomuniste nicaraguayen - Nicaraguan Anticomunist Movement. Formé en août 1985.

MAP-ML: Movimiento de Acción Popular Maxista-Leninista - Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste - Marxist-Leninist Popular Action Movement.

MDN: Movimiento Democrático de Nicaragua - Mouvement démocratique du Nicaragua - Nicaraguan Democratic Movement.

MICE: Ministerio del Comercio Exterior - Ministère du commerce extérieur - Department of External Trade.

MICPIN: Ministerio del Comercio Interior - Ministère du commerce intérieur - Department of Internal Trade.

MIDINRA: Ministerio de Desarrollo Agropecuario y Reforma Agraria - Ministère du Développement Agricole et de la Réforme Agraire - Department of Agricultural Development and Agrarian Reform.

MILPAS: Milicias Populares Anti-somozistas - Milices populaires anti-somozistes - Popular Anti-Somocista Militia.

MINT: Ministerio del Interior - Ministère de l'intérieur - Department of Interior.

MISATAN: Organización autóctona formada le 24 juillet 1984 pour remplacer Misurasata dans les négociations du projet d'autonomie.

MISURA: Organisation de peuples de la côte atlantique dirigée notamment par Steadman Fagoth Müller.

MISURASATA: Organización de Miskitos, Sumos, Ramas y Sandinistas - Union des Miskitos, Sumos, Ramas et Sandinistes - Miskito, Sumo, Rama and Sandinistas Working Together.

MLC: Movimiento Liberal Constitucionalista - Mouvement libéral constitutionnaliste - Constitutionalist Liberal Movement.

MOSAN: Nicaraguan Autonomous Union Movement.

MPS: Milicias Populares Sandinistas - Milices populaires sandinistes - Sandinista Popular Militias.

MPU: Movimiento Pueblo Unido - Mouvement du peuple uni - United People Movement.

OAS: Organization of American States.

OCDE: Organisation de coopération et de développement économique.

ODA: official development assistance.

OEA: Organización de Estados Americanos - Organisation des États américains - Organization of American States.

OECD: Organisation for Economic Co-operation and Development.

OPEC: Organisation of the Petroleum Exporting Countries.

OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole.

ORIT: Interamerican Regional Workers Association.

OSN: Oficina de la Seguridad Nacional - Office de la sécurité nationale - Office of National Security.

PAN: Programa Alimentario Nacional - Programme alimentaire national - National Alimentary Program.

PCD: Partido Conservador Demócrata - Parti conservateur démocrate - Democratic Conservative Party.

PCdeN: Partido Comunista de Nicaragua - Parti communiste du Nicaragua - Nicaraguan Communist Party.

PCN: Partido Conservador Nicaragüense - Parti conservateur Nicaraguáyen - Nicaraguan Conservative Party.

PEA: Population économiquement active.

PIB: Produit intérieur brut.

PLC: Partido Liberal Constitucionalista - Parti libéral constitutionnaliste - Constitutionalist Liberal Party.

PLI: Partido Liberal Independiente - Parti libéral indépendant - Independent Liberal Party.

PNB: Produit national brut.

PPSC: Partido Popular Socialcristiano - Parti populaire social chrétien - Popular Social Christian Party.

PS: Policia Sandinista - Police sandiniste - Sandinista Police.

PSC: Partido Socialcristiano - Parti social chrétien - Social Christian Party.

PSD: Partido Social Democrática - Parti social démocratique - Social Democratic Party.

PSN: Partido Socialista de Nicaragua - Parti Socialiste du Nicaragua - Nicaraguan Socialist Party.

PTN: Partido de Trabajadores Nicaragüenses - Parti des travailleurs/ses nicaraguayens/nes - Nicaraguan Workers' Party.

RDN: Resistencia Democrática Nicaragüense - Résistance démocratique nicaraguayenne - Nicaraguan Democratic Resistance.

SMP: Servicio Militar Patriótico - Service militaire patriotique - Patriotic Military Service.

SMR: Servicio Militar de Reserva - Service militaire de réserve - Reserve Military Service.

TELCOR: Instituto de Telecomunicaciones y Correos - Institut de télécommunications et des postes - Postal and Telecommunication Institute.

TGF: Tropas Guarda-Frontera - Troupes garde-frontière - Border Troops.

UCA: Universidad Centro-Americana - Université Centro-américaine - Central-American University. Administrée par des Jésuites.

UDEL: Unión Democrática de Liberación - Union démocratique de libération - Democratic Liberation Union.

UDN: Unión Democrática Nicaragüense - Union démocratique nicaraguayenne - Nicaraguan Democratic Union. Groupe de résistance politique formé tôt dans les années 1980, son aile militaire est la FARN.

UNAG: Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos - Union nationale d'agriculteurs et d'éleveurs - National Union of Farmers and Cattle-raisers/Ranchers.

UNAN: Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua - Université nationale autonome du Nicaragua - Autonomous National University of Nicaragua.

UNAP: Unión Nacional de Action Popular - Union nationale d'action populaire
- National Union of Popular Action.

UNE: Unión Nacional de Empleados - Union nationale des employés du secteur
public - National Union of Public Employees.

UNESCO: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la
culture - United Nations Educational, Scientific and Cultural Organi-
zation.

UNI: Unión Nicaragüense de Ingeniería - Union nicaraguayenne d'ingénierie-
Nicaraguan Union of Engineering.

UNIR: Unidad Nicaragüense para la Reconciliación - Unité nicaraguayenne
pour la réconciliation - Nicaraguan Unity for Reconciliation.
Formée le 5 septembre 1984 par la FDN, ARDE, Misura.

UNO: Unidad Nicaragüense Opositora - Union nicaraguayenne d'opposition-
Nicaraguan Opposition Union. Formée le 12 juin 1985 par la FDN et
l'ARDE (Cruz, Calero et Robelo).

UPANIC: Unión de Productores Agropecuarios de Nicaragua - Union des
producteurs agricoles du Nicaragua - Union of Agricultural Producers
of Nicaragua.

UPN: Unión de Periodistas de Nicaragua - Union des journalistes du
Nicaragua - Journalists' Union of Nicaragua.

ANNEXE 3 - CARTES DU NICARAGUA

Population par département, 1980

Source: KLEIN, Juan Luis, Défi au développement régional, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986. 15 et 45.

BIBLIOGRAPHIE

A. Cadre conceptuel

- ALMOND, G. et S. VERBA (eds.), The Civic Culture Revisited, Boston, Little and Brown, 1980. 421 p.
- ALTHUSSER, Louis, Lenin and Philosophy, New York, Monthly Review Press, 1971. 253 p.
- ARCHIBALD, Clinton, Corporatisme et néo-corporatisme au Québec: une constante négligée, 1930 à nos jours, Ottawa, Thèse de Doctorat, Université Carleton, 1982. 642 p.
- BEACHLER, Jean, Qu'est-ce que l'idéologie?, Paris, Gallimard, Collection Idées, 1976. 405 p.
- BOTTOMORE, Tom, et al., A Dictionary of Marxist Thought, Cambridge, Harvard University Press, 1983. 587 p. p. 206.
- BUCI-GLUCKSMANN, Christine, Gramsci y el Estado: hacia una teoría materialista de la filosofía, Mexico, Siglo veintiuno, 1986 (première édition en français: 1975). 484 p.
- CARDOSO, Fernando Henrique, et Enzo FALETTO, Dépendance et développement en Amérique latine, Paris, Presses Universitaires de France, 1978. 222 p.
- CHENG, Ye-Lin (ed.), The Sociology of Revolution, Chicago, Henry Regnery Company, 1973. 334 p.
- COT, Jean-Pierre et Jean-Pierre MOUNIER, Pour une sociologie politique, tomes I et II, Paris, Seuil, 1974. 249 p. et 187 p.
- CURTIS, Michael, Marxism, New York, Atherton Press, 1970.
- DAUDELIN, Jean, Un modèle de compétition politique généralisée, notes de recherches doctorales (Université Laval) non publiées, San José, 1988.
- DAVIES, James, «Toward a Theory of Revolution», pp. 78-96 in CHENG, Ye-Lin (ed.), The Sociology of Revolution, Chicago, Henry Regnery Company, 1973. 334 p.
- DUMONT, Fernand, Les idéologies, Paris, Presses Universitaires de France, Collection SUP, 1974. 183 p.
- ELKINS, D. et R. SINEON, «A Cause in Search of Its Effects, Or What Does Political Culture Explains?», Comparative Politics, vol 11 no 2 (1979): 127-145.
- GOLDSTONE, Jack A., «Theories of Revolution: The Third Generation», World Politics, 32 no 3 (avril 1980): 425-453.

- GURR, Ted Robert, Why Men Rebel, Princeton, Princeton University Press, 1970. 421 p.
- JOHNSON, Chalmers, Revolutionary Change, Stanford, Stanford University Press, 1982 (first ed. 1966). 217 p.
- JORDAN, Z.A., Karl Marx, New York, Charles Scribner's Sons, 1971.
- KRAMNICK, Isaac, «Reflections on Revolution: Definition and Explanation in Recent Scholarship», History and Theory, vol XI (1972): 26-63.
- LABASTIDA MARTIN DEL CAMPO, Julio, Hegemonía y alternativas políticas en América latina, Mexico, Siglo veintiuno, 1985. 486 p.
- LACLAU, Ernesto, «Tesis acerca de la forma de hegemonía de la política», pp. 19-38 in LABASTIDA MARTIN DEL CAMPO, Julio, Hegemonía y alternativas políticas en América latina, Mexico, Siglo veintiuno, 1985. 486 p.
- LENINE, V.I., L'Etat et la révolution, Pékin, Editions en langues étrangères, 1976. 157 p.
- LENINE, V.I., Que faire?, Sans nom de l'éditeur, Paris, 1966.
- MARX, Karl, The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte, Peking, Foreign Languages Press, 1978. 149 p. p. 9.
- MOUFFE, Chantal (ed.), Gramsci and Ideology, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1979. 288 p.
- PEIXOTO, Antonio Carlos, «La théorie de la dépendance, bilan critique», Revue française de science politique, vol 27 no 4-5 (août-octobre 1977), pp. 601-629.
- POULANTZAS, Nicos, Pouvoir politique et classes sociales de l'Etat capitaliste, Paris, Maspéro, 1970. 398 p.
- POULANTZAS, Nicos, «The Problem of the Capitalist State», pp. 238-253 in Robin BLACKBURN (ed.), Ideology in Social Science, Fontana, Collins, 1972. 377 p.
- SKOCPOL, Theda, States and Social Revolutions, Cambridge, Cambridge University Press, 1979. 407 p.
- TILLY, Charles, From Mobilization to Revolution, Massachusetts, Addison-Wesley, 1978. 349 p.
- TOURAINÉ, Alain, Les sociétés dépendantes: essais sur l'Amérique latine, Paris, Duculot, 1976. 266 p.
- TOURAINÉ, Alain, Production de la société, Paris, Editions du Seuil, 1973. 542 p.
- TUCKER, Robert C., The Marxian Revolutionary Idea, New York, W.W. Norton and Company, 1969. 240 p.

WEBER, Max, Economie et société, tome I, Paris, Plon, 1971. 650 p.

ZIEMANN, W. et M. LANZENDORFER, «The State in Peripheral Societies», The Socialist Register, (1977): 143-177.

B. Nicaragua

1. Documents officiels

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, Esquisse de pays: Nicaragua, Ottawa, ACDI, 1982. 7 p.

COMISION ECONÓMICA PARA AMERICA LATINA (CEPAL), Anuario de Estadísticos de America Latina, 1984.

DIRECTORY OF INTELLIGENCE, Political Power in Nicaragua (Sheme), C.I.A., March 1984.

GOVERNMENT OF THE UNITED STATES, Nicaragua, A Country Study (2^d ed.), Washington, 1982. 278 p.

GOBIERNO DE NICARAGUA, La Gaceta (Diario Oficial), Año 91, no 5 (9 janvier 1987): 33-64.

INTERNATIONAL MONETARY FUND, Primary Commodities: Market Development and Outlook, IMF (Commodities Division of the Research Department), mai 1986.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE), Répartition géographique des ressources financières 1982/1985, Paris, 1987.

WORLD BANK, World Development Report, Washington, D.C., World Bank, 1986.

2. Monographies et articles

ABRAMOVICI, Pierre, et Jacques DECORNOY, «Cabezas calientes, asesinos, nobles cruzados y estafadores», Le Monde diplomatique en español, año IX no 104 (octobre 1987): 1 et 10-11.

ALLEGRIA, Claribel y D.J. FLAKOLL, Nicaragua: la revolución sandinista, una crónica política / 1855-1979, México, Era (Serie popular), 1982. 479 p.

AMERICAS WATCH COMMITTEE, Human Rights in Nicaragua, Americas Watch Committee, 1984. 50 p.

AMERICAS WATCH COMMITTEE, «Human Rights in Nicaragua: Reagan, Rhetoric,

- and Reality», pp. 122-129 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505 p.
- AUSTIN, James E. et John C. ICKIS, «Managing After the Revolutionaries Have Won», Harvard Business Review, vol 64 no 3 (May-June 1986): 103-109.
- BABBIE, Earl R., The Practice of Social Research, Belmont, Wadsworth, 1979. 596.
- BERMUDEZ, Lilia, Guerra de baja intensidad: Reagan contra centroamérica, Mexico, Siglo veintiuno, 1987. 229 p.
- BIDERMAN, Jaime, «The Development of Capitalism in Nicaragua: A Political Economic History», Latin American Perspectives, v.10 no 1 issue 36 (hiver 1983): 7-32.
- BOOTH, John A., The End and the Beginning: The Nicaraguan Revolution, Boulder Colorado, Westview Press, 1982. 279 p.
- BOOTH, John A., «The National Governmental System», pp. 29-43 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua: The First Five Years, New York, Praeger, 1985. 561 p.
- BOOTH, John A., «War and the Nicaraguan Revolution», Current History, vol 85-no 515 (December 1986): 405-408+.
- BOURDILLAT, Nicole, «Bourgeoisie et processus révolutionnaire au Nicaragua», Publication inconnue, pp. 65-72.
- BURBACH, Roger, «Nicaragua: The Course of the Revolution», Monthly Review, vol 31 no 4 (February 1980): 28-39.
- CARDOSO, Fernando Henrique, et Enzo FALETTI, Dépendance et développement en Amérique latine, Paris, PUF, 1978 [1969] 222 p.
- CENTRAL AMERICA BULLETIN, «Building Democracy Through Mass Organizations», pp. 349-356.
- CENTRO DE INVESTIGACIONES Y ESTUDIOS DE LA REFORMA AGRARIA (CIERA), Lunes socio-económicos de Barricada, Barricada, 1984. 308 p.
- CHILD, Jack, «National Security», pp. 185-228 in GOVERNMENT OF THE UNITED STATES, Nicaragua, A Country Study (2^d ed.), Washington, 1982. 278 p.
- CODINA, Teresa, «Exógenos, misioneros y pluralistas», Pensamiento Propio, año IV no 36 (septiembre-octubre 1986): 30-32.
- COLBURN, Forest D., «Theory and Practice in Nicaragua», Caribbean Review, vol 12, no 3 (Summer 1983): 6-8 + 40-42.
- COLBURN, Forest D., «Nicaragua Under Siege», Current History, vol 85 no 500 (Mars 1985): 105-108 + 132-133.

- COLBURN, Forest D. et Silvio De Franco, «Privilege, Production, and Revolution», Comparative Politics, vol 17 no 3 (April 1985): 277-290.
- COLLINS, Joseph, Nicaragua: What Difference Could a Revolution Make?, San Francisco, Institute for Food and Development Policy, 1985. 292.
- CONROY, Michael E., «External Dependence, External Assistance, and Economic Aggression Against Nicaragua», Latin American Perspective, vol 12 no 2 (printemps 1985): 39-67.
- CORAGGIO, José Luis and George IRVIN, «Revolution and Democracy in Nicaragua», Latin American Perspective, vol 12 no 2 (printemps 1985): 23-37.
- CURRENT WORLD LEADER, «Republic of Nicaragua», Current World Leader, vol 30 no 1 (février 1987): 39-46.
- DAUDELIN, Jean, Régulation étatique: le cas du Nicaragua sandiniste, Québec, Thèse en science politiques de l'Université Laval no 4, mai 1984. 242 p.
- DEERE, Diana, et Peter MARCHETTI, «The Worker-Peasant Alliance in the First Year of the Nicaraguan Agrarian Reform», Latin American Perspective, vol 8 no 2 (printemps 1981): 40-73.
- DODSON, Michael, et T.S. MONTGOMERY, «The Churches in the Nicaraguan Revolution», pp. 161-180 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.
- FITZGERALD, E.V.K., «The Economics of the Revolution», pp. 203-221 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.
- FLOREZ-ESTRADA, María, «Tres voces, dos proyectos», Pensamiento Propio, año IV no 34 (juin 1986): 27-32.
- GILBERT, Dennis, «The Bourgeoisie», pp. 163-182 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua: The First Five Years, New York, Praeger, 1985. 561 p.
- GONZALES, Mike, Nicaragua: Revolution Under Siege, London, Bookmarks, 1985. 87 p.
- GORMAN, Stephen M., «Power and Consolidation in the Nicaraguan Revolution», Journal of Latin American Studies, vol 13 no 1 (1981): 133-149.
- GORMAN, Stephen M., «The Role of the Revolutionary Armed Forces», pp. 115-132 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua: The First Five Years, New York, Praeger, 1985. 561 p.
- HAKIMIAN, Hassan, «Iran Dependency and Industrialization», Institute of Development Studies Bulletin, vol 12 no 1 (décembre 1980): 24-28.
- HARRIS, Richard, «The Economic Transformation and Industrial Development of Nicaragua», pp. 36-87 in HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, Nicaragua, Revolution Under Siege, U.K., Zed Books, 1985. 256 p.

HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, Nicaragua, Revolution Under Siege, U.K., Zed Books, 1985. 256 p.

HARRIS, Richard, «The Revolutionary Process in Nicaragua», Latin American Perspectives, vol 12 no 2 (printemps 1985): 3-21.

HARRIS, Richard, «The Revolutionary Transformation of Nicaragua», Latin American Perspective, vol 14 no 1 (issue 52, hiver 1987): 3-18.

HOLMES, John, et Colin LEYS, Frontyard Backyard: The Americas in the Global Crisis, Toronto, Between the Lines, 1987. 241 p.

IRVIN, George, «Nicaragua: Establishing the State as the Centre of Accumulation», Cambridge Journal of Economics, no 7 (1983): 125-139.

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), Référence sans titre, Update, vol 5 no 9 (19 mars 1986).

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Internal Opposition Parties in Nicaragua», Update, vol 5 no 13 (2 avril 1986).

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Nicaragua's Military Structure and the 'Strategic Defeat' of the Contras», Update, vol 5 no 4 (31 octobre 1986).

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Electronic Penetration in Nicaragua (?)», Update, vol 6 no 5 (24 février 1987).

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Los contras: una derrota anunciada», Envio, año 6 no 68 (février 1987): 11-44.

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Pentecostals in Nicaragua», Update, vol 6 no 8 (10 mars 1987).

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Private Enterprise - Alive and Kicking in Nicaragua», Envio, vol 6 no 70 (avril 1987): 30-39.

INSTITUTO HISTORICO CENTROAMERICANO (IHCA), «Reagan persiste: se amplía la resistencia», Envio, año 6 no 71 (mai 1987): 1-11.

JUDSON, Fred, «Capitalist Crisis, Imperialist Crisis, and the Response of the Nicaraguan Sandinista Revolution», pp. 213-241 in HOLMES, John, et Colin LEYS, Frontyard Backyard: The Americas in the Global Crisis, Toronto, Between the Lines, 1987. 241 p.

JUDSON, Fred, «Sandinista Revolutionary Morale», Latin American Perspective, vol 14 no 1 (issue 52, hiver 1987): 19-42.

JUNG, Harald, «Behind the Nicaraguan Revolution», New Left Review, no 117 (septembre-octobre 1979): 69-89.

KLEIN, Juan Luis, Défi au développement régional, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986. 169 p.

- KNIPPERS BLACK, Jan, «Government and Politics», pp. 143-184 in Nicaragua, A Country Study, Washington, Gouvernement des États-Unis, 1982. 278p.
- LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION, «The Electoral Process in Nicaragua: Domestic and International Influences», pp. 73-107 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press., 1986. 505 p.
- LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION, «The Structure of the Electoral System», pp. 365-372 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505p.
- LAPPER, Richard, «'Bisnes' in Nicaragua, A New Headache for the Sandinistas», NACLA. - Reports on the Americas, vol 20 no 2 (avril-mai 1986): 7-9.
- LEOGRANDE, William M., «The United States and the Nicaraguan Revolution», pp. 63-77 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.
- LOMBA, Mariuca, «El laberinto de la oposición de derecha», Pensamiento Propio, año V no 43 (juin-août 1987): 9-14.
- MARCHETTI, Peter, «Nicaragua and the Disenchanted Liberals», pp. 32-38 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505 p.
- MARCUS, Bruce, Nicaragua, The Sandinista People's Revolution: Speeches by Sandinista Leaders, New York, Pathfinder Press, 1985. 412 p.
- MILLET, Richard L., «Nicaragua's Frustrated Revolution», Current History, vol 85 no 507 (janvier 1986): 5-8, 38-39.
- MOLERO, María, «Estado, partido, pueblo», Pensamiento Propio, año V no 46 (novembre 1987): 45-51.
- MONDRAGON, Rafael y Carlos DECKER MOLINA, Participación popular en Nicaragua, Mexico, Alai, 1986. 173 p.
- NICHOLS, John Spicer, «The Issue of Censorship», pp. 107-118 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505 p.
- OH LAND, Klaudine, et Robin SCHNEIDER, National Revolution and Indigenous Identity, (IWGIA Doc. #47), Copenhagen, Editions Nahua, novembre 1983. 302 p.
- ORTEGA-SAAVEDRA, Humberto, Cincuenta años de lucha sandinista, Mexico, Editorial Diogenes S.A., 1979. 139 p.
- PARSA, Misagh, «Economic Development and Political Transformation: A Comparative Analysis of the United States, Russia, Nicaragua, and Iran», Theory and Society, vol 14 no 5 (Sep 85): 622-674.

- PÉREZ-STABLE, Marifeli, «The Working Class in the Nicaraguan Revolution»; pp. 133-145 in Thomas W. WALKER (ed), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.
- PETRAS, James, «Nicaragua: The Transition to a New Society», Latin American Perspective, vol 8 no 2 (printemps 1982): 74-94.
- PHILIP, George, «The Nicaraguan Conflict: Politics and Propaganda», The World Today, vol 41 no 12 (décembre 1985): 222-224.
- RAMÍREZ, Sergio, «The Unfinished American Revolution and Nicaragua Today», (discours prononcé le 14 juillet 1983), Contemporary Marxism, no 8 (1984): 208-215.
- REDING, Andrew, «Seed of a New and Renewed Church: The 'Ecclesiastical Insurrection' in Nicaragua», Monthly Review, vol 39 no 3 (juillet-août 1987): 24-55.
- REDING, Andrew, «Under Construction: Nicaragua's New Polity», pp. 338-349 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505 p.
- ROBINSON, William and Kent NORSWORTHY, «Elections and US Intervention in Nicaragua», Latin American Perspective, vol 12 no 2 (printemps 1985): pp. 83-110.
- ROBINSON, William I. and Kent NORSWORTHY, «Comment on Vilas», Monthly Review, vol 38 no 7 (décembre 1986): 44-47.
- ROBINSON, William I., «Guerra norteamericana en la encrucijada», Pensamiento Propio, año V no 39 (février 1987): 9-12.
- ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505 p.
- RUCHWARGER, Gary, «The Sandinista Mass Organizations and the Revolutionary Process», pp. 88-119 in HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, Nicaragua, Revolution Under Siege, U.K., Zed Books, 1985. 256 p.
- RYAN, Philip, «Notes on Nicaraguan Economy for CAN Exec.» Notes non publiées, interne à Canadian Action for Nicaragua, 1986.
- SAINT-GERMAIN, Pierre, Nicaragua libre: une révolution qui ébranle l'Amérique centrale, Éditions coopératives Albert Saint-Martin et Centrale de l'enseignement du Québec, 1981. 150 p.
- SCHWAB, Theodore et Harold D. SIMS, «Cuba and Nicaragua: A Key Regional Relationship, 1979-1984», Cuban Studies/Estudios Cubanos, vol 15 no 2 (été 1985): 73-81.
- SERRA, Luis, «The Sandinista Mass Organizations», pp. 95-113 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.

SERRA, Luis, «Ideology, Religion, and the Class Struggle in the Nicaráguan Revolution», pp. 151-174 in HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, Nicaragua, Revolution Under Siege, U.K., Zed Books, 1985. 256 p.

SERRA, Luis Héctor, «The Grass-Roots Organizations» pp. 65-89 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua: The First Five Years, New York, Praeger, 1985. 561 p.

SHOLK, Richard, «The National Bourgeoisie in Post-Revolutionary Nicaragua», Comparative Politics, vol 16 no 3 (avril 1984): 243-276.

SMITH, Wayne S., «Lies About Nicaragua», Foreign Policy, no 67 (été 1987): 87-103.

TORRES, Rosa María et Jose Luis CORAGGIO, Transición y crisis en Nicaragua, San Jose, Editores DEI, 1987. 248 p.

VALVERDE, Juan, La crisis y las distorsiones de la economía nicaragüense, Managua, Instituto Nacional de Estudios Territoriales (INETER), Notes de recherche non publiées, septembre 1987. 30 p.

VANDEN, Harry E., «The Ideology of the Insurrection», pp. 41-62 in WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.

VILAS, Carlos M., «Mass Organizations in Nicaragua: A Reply», Monthly Review, vol 38 no 10 (mars 1982): 49-51.

VILAS, Carlos M., «The Workers' Movement in the Sandinista Revolution», pp. 120-150 in HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, Nicaragua, Revolution Under Siege, U.K., Zed Books, 1985. 256 p.

VILAS, Carlos M. et Richard HARRIS, «National Liberation, Popular Democracy and the Transition to Socialism», pp. 216-234 in HARRIS, Richard, et Carlos M. VILAS, Nicaragua, Revolution Under Siege, U.K., Zed Books, 1985. 256 p.

VILAS, Carlos M., «The Mass Organizations in Nicaragua: The Current Problematic and Perspectives for the Future», Monthly Review, vol 38 no 6 (novembre 1986): 20-31.

WALKER, Thomas W., «The Sandinist Victory in Nicaragua», Current History, vol 78 no 454 (février 1980): 57-61, 84.

WALKER, Thomas W., «Nicaragua Consolidates Its Revolution», Current History, vol 80 no 463 (février 1981): 79-82, 89-90.

WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua in Revolution, New York, Praeger, 1982. 410 p.

WALKER, Thomas W. (ed.), Nicaragua: The First Five Years, New York, Praeger, 1985. 561 p.

WALKER, Thomas W., Nicaragua, The Land of Sandino, Boulder Colorado, Westview Press, 1986 2^e édition. 170 p.

WEST COAST TRADE UNION DELEGATION, «Labor, Democracy, and the Struggle for Peace», pp. 377-384 in ROSSET, Peter et John VANDERMEER (eds.), Nicaragua: Unfinished Revolution, New York, Grove Press, 1986. 505 p.

WHEELLOCK ROMAN, Jaime, Raíces Indígenas de la lucha anticolonialista en Nicaragua, Managua, Ed. Nueva Nicaragua, 1985. 123 p.

WHITMAN, Earl, «Atrincheros en el flanco ideológico», Pensamiento Propio, año IV no 36 (septiembre-octubre 1986): 27-29.

ZILBERBERG, Jacques et Jean DAUDELIN, «Mythologie et science politique: le cas du Nicaragua», Études Internationales, vol 14 no 4 (décembre 1983): 827-838.

3. Périodiques utilisés (la référence des articles de ces périodiques est donnée en note infrapaginale, mais pas en bibliographie).

Barricada (Managua)

Barricada Internacional (Managua)

Bulletin hebdomadaire, de l'Agencia Nueva Nicaragua (Managua)

El Nuevo Diario (Managua)

Facts on File (Londres)

Foreign Broadcast Information Service (FBIS, Washington)

Keesing's Contemporary Archives (depuis 1986: Keesing's Reports of World Events) (Londres)

La Jornada (Mexico)

La Prensa (Managua)

La Presse (Montréal)

Le Devoir (Montréal)

Le Monde, sélection hebdomadaire et internationale (Paris)

Le Monde diplomatique (Paris)

South (Londres)

The Globe and Mail (Toronto)

The New York Times (New York)

Weekly Report, Latin America (Londres)

END

07-07-89

FIN